

Département de la Drôme

**Commune de
GIGORS ET LOZERON**

Plan Local d'Urbanisme

1 – Rapport de présentation

PRESCRIPTION DU PROJET DE REVISION	ARRET DU PROJET DE REVISION	APPROBATION
7 Juillet 2009	11 septembre 2012	10 Juin 2013



*Claude BARNERON - Urbaniste O.P.Q.U.
10 rue Condorcet – 26100 ROMANS-SUR-ISERE*

W:\PLU\610124_GIGORS\et\DOSSIER\Approbation\610124_pg.doc

5.10.124

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : ETAT DES LIEUX

PREAMBULE	2
INTRODUCTION	3
CHAPITRE PREMIER - EXPOSE DU DIAGNOSTIC.....	3
A. DEMOGRAPHIE	4
B. ACTIVITES ECONOMIQUES	19
C. HABITAT ET URBANISATION	46
D. SERVICES ET EQUIPEMENTS	61
E. LES LOIS ET REGLEMENTATIONS NATIONALES	70
F. CONTEXTE INTERCOMMUNAL	71
CHAPITRE DEUXIEME - ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ..	74
A. MILIEU PHYSIQUE	75
B. PATRIMOINE NATUREL	79
C. PAYSAGE ET PATRIMOINE HISTORIQUE	88
D. RISQUES	104
E. MILIEU HUMAIN	110
F. QUALITE DE L'AIR.....	113
G. GESTION DES EAUX	120
H. COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS	123
CHAPITRE TROISIEME - CONCLUSION.....	127

DEUXIEME PARTIE : EXPLICATION DES CHOIX RETENUS DANS LE P.L.U.

A. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE P.A.D.D.	134
B. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR DELIMITER LES ZONES.....	146
C. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR EDICTER LES REGLES D'UTILISATION DU SOL...	165
D. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION	169
E. JUSTIFICATION DES DIFFERENTS SECTEURS OU TRAMES.....	173
F. INDICATEURS DE SUIVI DE LA PRODUCTION DE LOGEMENTS.....	178

TROISIEME PARTIE : EVALUATION DES INCIDENCES DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE : ETAT DES LIEUX

PREAMBULE	2
INTRODUCTION	3
CHAPITRE PREMIER - EXPOSE DU DIAGNOSTIC.....	3
A. DEMOGRAPHIE	4
1. HISTORIQUE DE L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE	4
2. POPULATION TOTALE.....	5
2.1. Evolution démographique	5
2.2. Structure par âge de la population.....	8
2.3. Composition des ménages	12
3. POPULATION ACTIVE.....	13
3.1. Composition de la population active	14
3.2. Migrations journalières.....	15
4. REVENU DES MENAGES	16
4.1. Au niveau communale	16
4.2. Au niveau Intercommunale	17
5. GRANDES TENDANCES.....	18
6. PERSPECTIVES DEMOGRAPHIQUES	18
B. ACTIVITES ECONOMIQUES.....	19
1. L'AGRICULTURE	19
1.1. L'occupation des sols du territoire communal.....	19
1.2. La surface agricole utilisée	21
1.3. Ventilations de la SAU selon les productions	24
1.4. Les actifs agricoles	27
1.5. Les Exploitations agricoles en 2007	27
1.6. Pérennité des exploitations agricoles	32
1.7. Modes de faire valoir	34
1.8. Structure des parcellaires.....	34
1.9. Bâtiments agricoles et urbanisation.....	35
1.10. valeurs agricoles et enjeux de préservation	35
1.11. Enjeux fonciers	38
2. LA FORÊT	44
3. LES ACTIVITES NON AGRICOLES	44
4. PERSPECTIVES ECONOMIQUES.....	45
C. HABITAT ET URBANISATION	46
1. HISTORIQUE DU DEVELOPPEMENT URBAIN.....	46
2. CARACTERISTIQUES DU PARC IMMOBILIER.....	48
2.1. Evolution du nombre de logements	48
2.2. Typologie des logements.....	49
2.3. Epoque d'achèvement.....	50
2.4. Situation intercommunale	51
2.5. Rythme de la construction	53
3. PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (P.L.H.).....	54
4. BILAN DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE.....	57
4.1. Bilan du POS	57
4.2. Evolution de la zone agricole	59
5. LES GRANDES TENDANCES.....	60

D. SERVICES ET EQUIPEMENTS	61
1. SERVICES PUBLICS	61
2. EQUIPEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS.....	62
3. VIE ASSOCIATIVE	62
4. LES RESEAUX.....	62
4.1. Adduction d'eau potable	62
4.2. Assainissement.....	64
4.3. Eaux Pluviales	66
4.4. Défense Incendie.....	66
4.5. Gestion des déchets.....	67
4.6. Communications Numériques.....	67
5. CIRCULATIONS LOCALES	67
5.1. Réseau de transport	67
5.2. Déplacements.....	68

E. LES LOIS ET REGLEMENTATIONS NATIONALES.....	70
---	-----------

F. CONTEXTE INTERCOMMUNAL	71
--	-----------

CHAPITRE DEUXIEME - ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ..74

A. MILIEU PHYSIQUE	75
1. RELIEF ET TOPOGRAPHIE	75
2. GEOLOGIE ET PEDOLOGIE.....	76
2.1. Géologie	76
2.2 Pédologie.....	77
2.3 Sites et sols pollués.....	77
3. HYDROGRAPHIE ET HYDROLOGIE.....	77
4. CLIMAT.....	78

B. PATRIMOINE NATUREL	79
1. VEGETATION.....	79
2. ZONES NATURELLES D'INTERET ECOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE (Z.N.I.E.F.F.)81	
3. SITES NATURA 2000.....	84
4. FAUNE.....	84
5. ZONES HUMIDES.....	84
6. TRAME VERTE - TRAME BLEUE.....	87

C. PAYSAGE ET PATRIMOINE HISTORIQUE	88
1. LES UNITES PAYSAGERES	88
2. ENJEUX PAYSAGERS	96
3. LES CARRIERES	99
4. PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE.....	100
5. MONUMENTS HISTORIQUES	103

D. RISQUES	104
1. RISQUES NATURELS	104
1.1. Inondations	104
1.2. Mouvements de terrain	104
1.3. Retrait-Gonflement des argiles.....	104
1.4. Cavités souterraines.....	105
1.5. Risque feux de forêt.....	105
2. RISQUES TECHNOLOGIQUES	108
2.1 ICPE	108
2.2 Risque d'accidents nucléaire	108
3. AUTES RISQUES NATURELS	108
3.1 Aléa sismique	108
3.2 Chute de Blocs	109
3.3 Tempête.....	109
3.4 Risque Inondation.....	109

E. MILIEU HUMAIN.....	110
OCCUPATION ET UTILISATION DU SOL	110
F. QUALITE DE L'AIR.....	113
1. GENERALITES.....	113
2. CADRE REGLEMENTAIRE ET EFFETS SUR LA SANTE.....	114
3. PLAN REGIONAL DE LA QUALITE DE L'AIR (P.R.Q.A.) DE RHÔNE ALPES.....	114
3.1. Surveiller les effets sur la santé et l'environnement	115
3.2. Maîtriser les émissions pour améliorer et préserver la qualité de l'air.....	115
4. NIVEAUX DE POLLUTION OBSERVES SUR LA COMMUNE.....	115
4.1. Pollution au dioxyde d'azote	115
4.2. Pollution au Benzène.....	117
4.3. Ozone estivale	117
5. ENERGIE.....	119
G. GESTION DES EAUX	120
1. EAUX SOUTERRAINES.....	120
2. DOCUMENTS CADRES STRUCTURANTS ET PROCEDURES EN COURS.....	120
2.1. Le S.D.A.G.E. du bassin Rhône Méditerranée Corse.	120
2.2. Le S.A.G.E. Drome	122
2.3. Contrat de Rivière Drome – Haut Roubion.....	122
2.4. Zone vulnérable, directive Nitrate.....	122
H. COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS.....	123
1. LES DIFFERENTSTYPES DE DECHETS	123
2. COLLECTE SELECTIVE.....	124
2.1. Organisation de la collecte	124
2.2. Les déchets collectés	124
3. LES ORDURES MENAGERES RESIDUELLES.....	124
4. L'APPORT VOLONTAIRE EN DECHETTERIE.....	124
5. COMPOSTAGE.....	125
6. TRAITEMENT DES DECHETS.....	125
CHAPITRE TROISIEME - CONCLUSION.....	127

DEUXIEME PARTIE : EXPLICATION DES CHOIX RETENUS DANS LE P.L.U.

A. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE P.A.D.D.	134
B. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR DELIMITER LES ZONES.....	146
1. LES ZONES URBAINES	146
1.1. Zone U.....	146
1.2. Zone Ui.....	150
2. LES ZONES A URBANISER.....	153
3. CAPACITE D'ACCUEIL DU PLU.....	154
4. BILAN D'EVOLUTION DES ZONES URBAINES DU POS AU PLU	155
5. LES ZONES AGRICOLES.....	157
6. LA ZONE NATURELLE	160
7. BILAN DES SURFACES	163
TABLEAU RECAPITULATIF DES SURFACES DES ZONES.....	164
C. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR EDICTER LES REGLES D'UTILISATION DU SOL...	165
D. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION	169
E. JUSTIFICATION DES DIFFERENTS SECTEURS OU TRAMES.....	173
F. INDICATEURS DE SUIVI DE LA PRODUCTION DE LOGEMENTS.....	178

TROISIEME PARTIE : **EVALUATION DES INCIDENCES DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT**

1. BIODIVERSITE ET MILIEUX NATURELS	180
2. POLLUTION ET QUALITE DES MILIEUX.....	185
3. RESSOURCES NATURELLES.....	186
4. RISQUES.....	187
5. CADRE DE VIE	187

1^{ère} Partie

ETAT DES LIEUX

Chapitre I - EXPOSE DU DIAGNOSTIC

- A - Démographie**
- B - Activités économiques**
- C - Habitat et urbanisation**
- D - Services et équipements**
- E - Les lois et réglementations nationales**
- F - Contexte intercommunal**

Chapitre II - ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

- A - Milieu physique**
- B - Patrimoine naturel**
- C - Paysage et patrimoine historique**
- D - Risques**
- E - Milieu humain**
- F - Qualité de l'air**
- G - Gestion des eaux**
- H - Collecte et traitement des déchets**

Chapitre III - CONCLUSION

PREAMBULE

GIGORS-ET-LOZERON est l'une des 15 communes du canton de CREST-NORD situé sur les contreforts du massif du Vercors.

Cette commune, **classée en zone de montagne**, a été adhérente du District du Val de Drôme dès sa création.

Afin de protéger son espace agricole alors soumis à une certaine pression foncière, la commune avait établi une Zone d'Environnement Protégée dès 1972.

Cette Z.E.P. devenue caduque, il est apparu nécessaire à la municipalité, de par la position de GIGORS-ET-LOZERON dans le contexte local (proximité du Parc du Vercors, un quart d'heure de CREST) et du fait d'un cadre naturel exceptionnel (rocher de l'aigle, ...), d'élaborer un P.O.S. ayant pour objectif principal la protection du territoire agricole et du site naturel mais également du paysage, en organisant la construction dans des secteurs bien identifiés afin d'éviter un mitage de l'espace et la déstructuration du paysage.

C'est ainsi que GIGORS-ET-LOZERON qui compte moins de 200 habitants dispose d'un POS depuis janvier 1999.

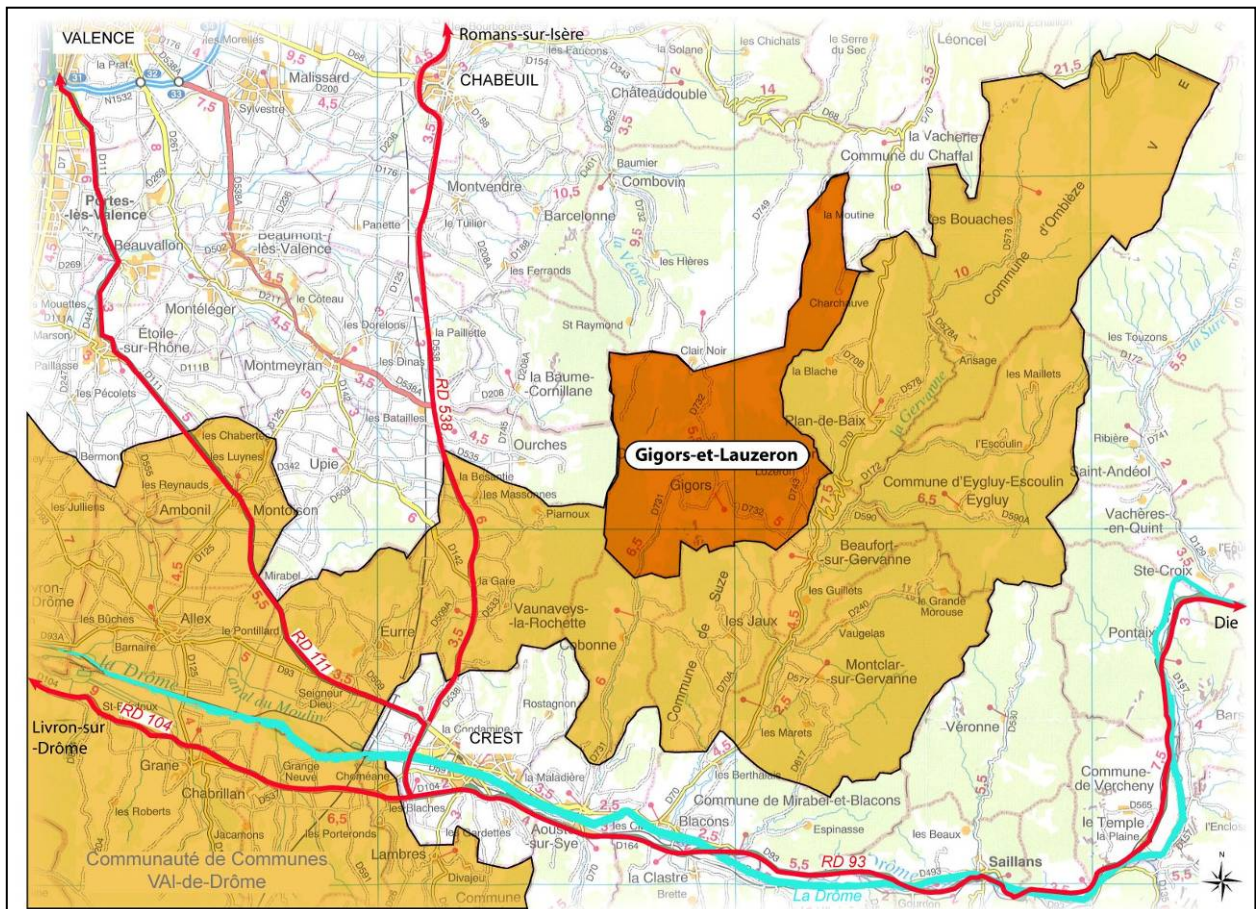
INTRODUCTION

Commune rurale comptant 165 habitants en 2007, GIGORS-ET-LOZERON s'étend sur 3.527 ha en limite sud du Parc Naturel Régional du Vercors.

Situé en partie centrale du département de la Drôme, la commune s'appuie sur les derniers contreforts sud-ouest du Vercors et oriente son territoire vers la vallée de la rivière Drôme. Son territoire fait partie des bassins de la Gervanne et de la Sye.

De par sa position, elle appartient, comme PLAN-DE-BAIX et OMBLEZE, à une région de transition entre les Préalpes humides et vertes du Nord et celles ensoleillées et sèches du Sud.

Mais la transition n'y est pas brutale comme au col du Rousset plus à l'Est : dans cette région, les influences méditerranéennes et les interpénétrations végétales se font plus progressivement offrant, une plus grande variété et originalité des paysages.



GIGORS-ET-LOZERON appartient à la Communauté de Communes du Val de Drôme (CCVD) qui regroupe 36 communes situées en partie ouest de la vallée de la Drôme. La CCVD compte 30.000 habitants répartis sur 70.000 hectares.

La commune se situe à 16 km de Crest et à moins de 35 km de Livron et Loriol, mais à 47 km de Die, chef-lieu d'arrondissement. Valence, la préfecture, est à 49 km.

Comme une grande partie des communes des vallées de la Gervanne et de la Sye, GIGORS-ET-LOZERON appartient au Parc Naturel Régional du Vercors, créé en 1970. D'autre part, la commune est soumise à l'application de la loi Montagne. Son territoire s'étage entre 352 mètres et 1148 mètres d'altitude.

GIGORS-ET-LOZERON dépend administrativement du canton de Crest-nord et de l'arrondissement de Die.

Physiquement, le territoire communal, très vaste, est composé d'au moins quatre entités bien différenciées :

- Le Causse de Combovin, au nord ;
- Le Plateau des Chaux, petit espace agricole au sud-est ;
- Le Val de Sye, petite vallée orientée nord-sud et encadrée par des versants boisés, situé à l'ouest du territoire, elle accueille quatre des six hameaux de la commune.
- GIGORS-ET-LOZERON, entité composée de l'ensemble des versants nord et ouest qui encadrent le plateau des Chaux.

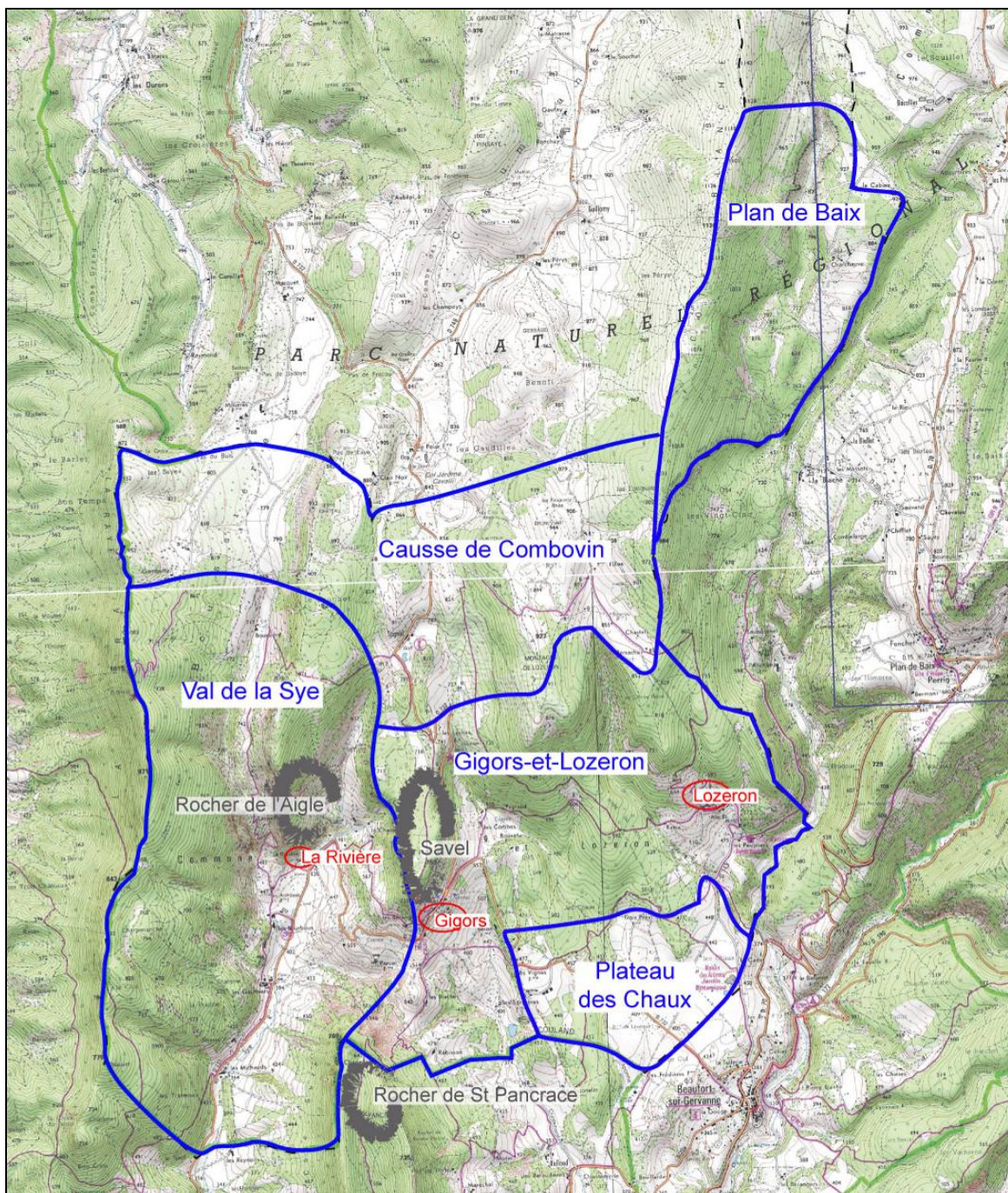


La commune est traversée par trois routes départementales : la RD 731 qui suit la vallée de la Sye et relie Gigors à Crest par Aoust-sur-Sye et la RD 93, la RD 732 qui relie Gigors et Combovin par le Causse de Combovin et le col Cavalli et enfin, la RD 732 qui relie Gigors à Beaufort-sur-Gervanne en traversant le plateau des Chaux.

En outre, la RD 743 relie le Hameau de Lozeron à Beaufort sur Gervanne.

Les entités Paysagères

(source : Charte Paysagère de la Gervanne – PNRV – Oct. 2007)



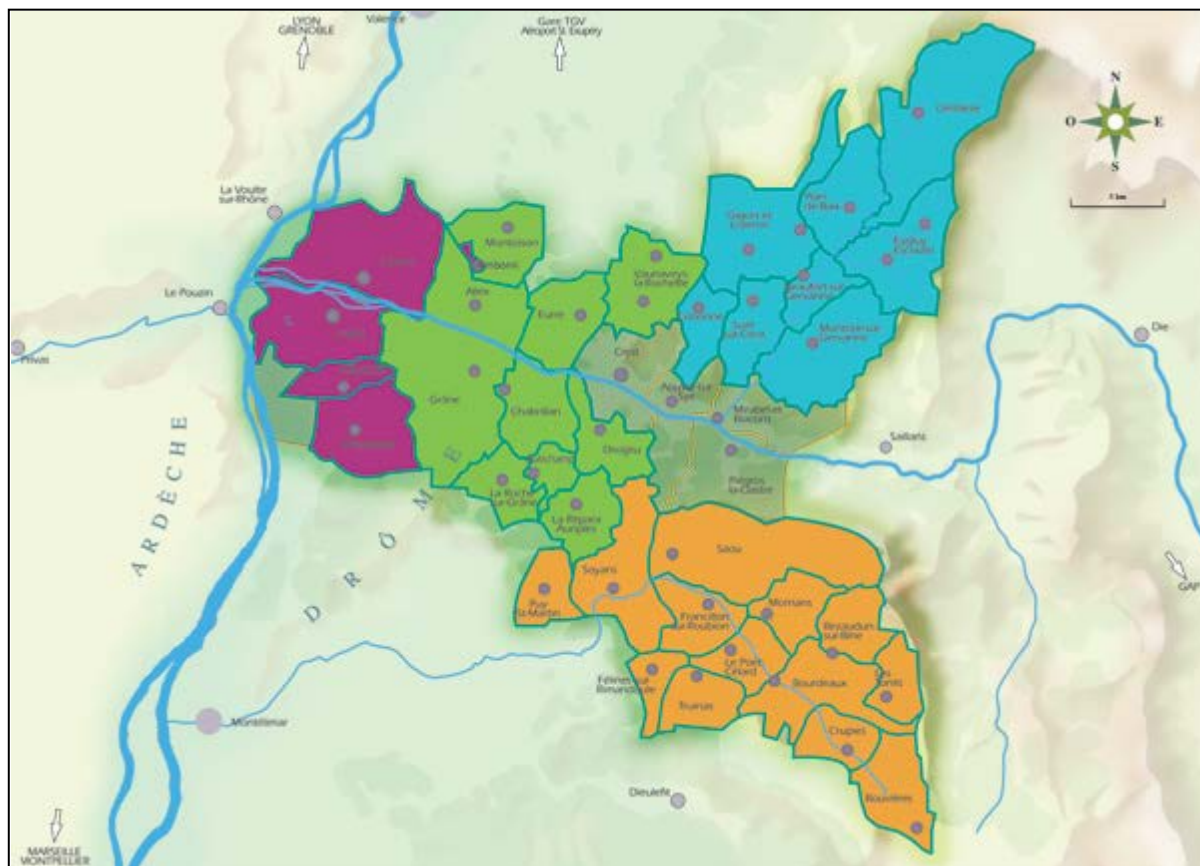
Les communes limitrophes de GIGORS-ET-LOZERON sont :

- Combovin au nord,
- Cobonne et Suze-sur-Crest au sud
- Beaufort-sur-Gervanne et Plan-de-Baix à l'est,
- La Baume-Cornillane, Ourches et Vaunaveys-La-Rochette à l'ouest,

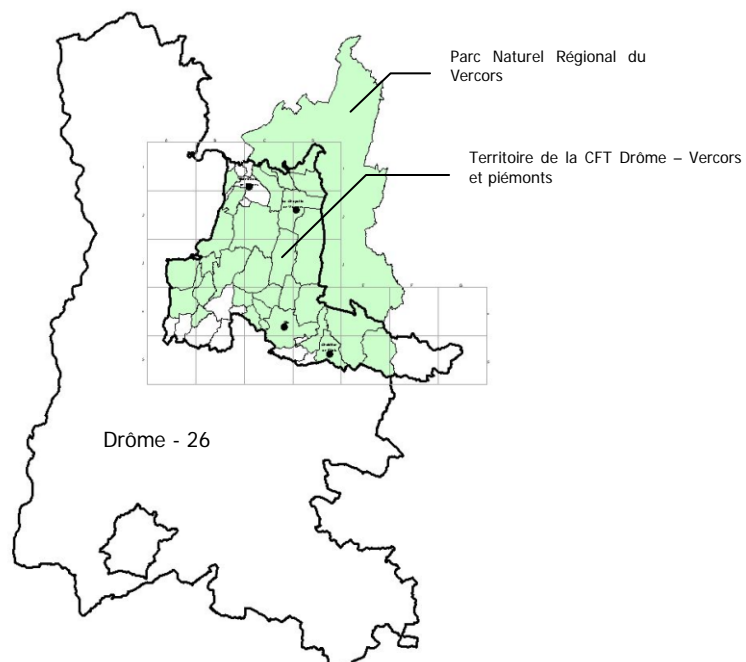
Ces trois dernières communes n'ont cependant pas de relation directe avec Gigors-et-Lozeron dont elles sont séparées par le relief de la Raye aux pentes fortes et dont les sommets culminent entre 776 et 1015 mètres d'altitude.

Bien que située dans le périmètre de 15 km de l'agglomération de Valence, le territoire de Gigors-et-Lozeron a été exclu de ce périmètre par l'arrêté préfectoral n°03-0918 du 13 mars 2003 en raison de la rupture géographique avec l'agglomération de Valence. Les ouvertures à l'urbanisation sont donc dispensées de l'exigence de dérogation prévue à l'article L.122-2 du Code de l'urbanisme.

Le territoire de la Communauté de Communes du Val de Drôme s'étale symétriquement de part et d'autre de la rivière Drôme, depuis sa confluence avec le Rhône :



La commune de Gigors-et-Lozeron appartient au Parc Naturel Régional du Vercors et est également incluse dans le périmètre de la Charte Forestière de Territoire « Drôme-Vercors et piémonts (PNR Vercors).



CHAPITRE PREMIER EXPOSE DU DIAGNOSTIC

A. DEMOGRAPHIE

(Source : INSEE, recensements de population de 1975 à 2007)

1. HISTORIQUE DE L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE

(Source : POS de 1999)

La population de GIGORS-ET-LOZERON comptait 135 habitants en 1990, après avoir suivi une progression modérée, globalement nulle depuis au moins 1968.

Les fluctuations sont surtout causées par le solde migratoire, positif, le solde naturel étant négatif.

En 1990 la principale caractéristique démographique de la commune était son vieillissement, causé à la fois par un vieillissement « naturel » de la population locale et par l'installation d'une population nouvelle composée principalement de retraités.

A cette époque, on notait toutefois, une stabilité des 0 - 19 ans et un redressement constant du solde naturel, qui, bien que toujours négatif, était 2 fois moindre qu'en 1975 grâce à l'installation de quelques familles jeunes sur la Commune. Ainsi, en 1998, on pouvait compter 20 enfants scolarisés.

Comparée à la structure démographique cantonale et départementale (communes de < 200 habitants), la population de GIGORS-ET-LOZERON présentait un déficit de plus de 10 % de la tranche d'âge des 0 - 40 ans en 1990.

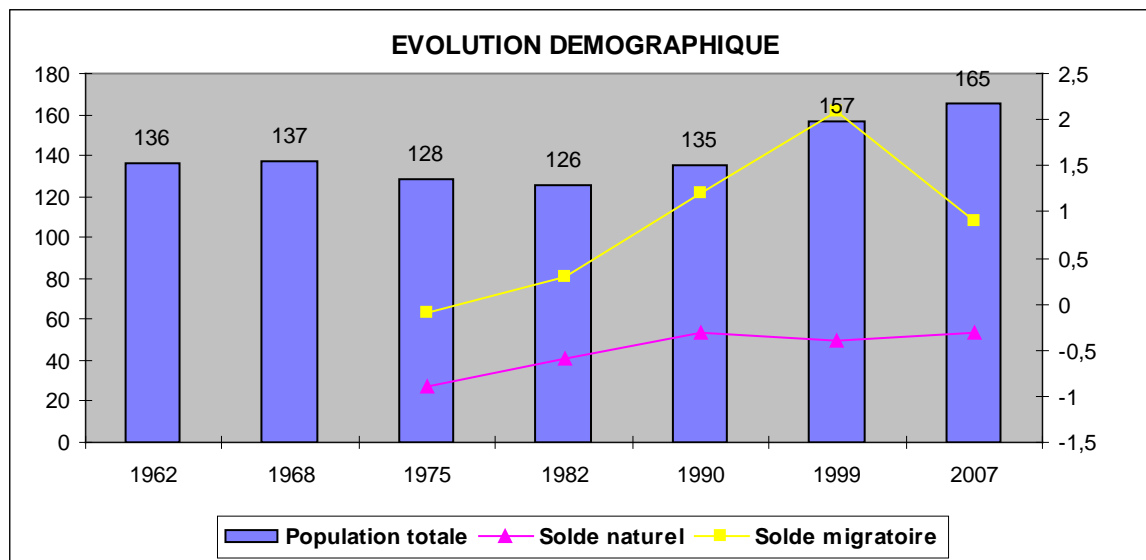
Le nombre de ménages connaît des fluctuations similaires à la démographie : 1990 correspond à une pointe depuis 1968 (50 ménages) ; la population des ménages est stable (2,6 personnes) et comparable à la moyenne départementale, mais seulement un tiers des ménages compte plus de 3 personnes.

Il convient enfin de noter les fortes fluctuations saisonnières : la population double presque l'été (x 1,7) pour atteindre 220 habitants (1990).

Il s'agit de résidents secondaires principalement et de vacanciers séjournant en gîtes (il n'y a ni hôtel, ni camping).

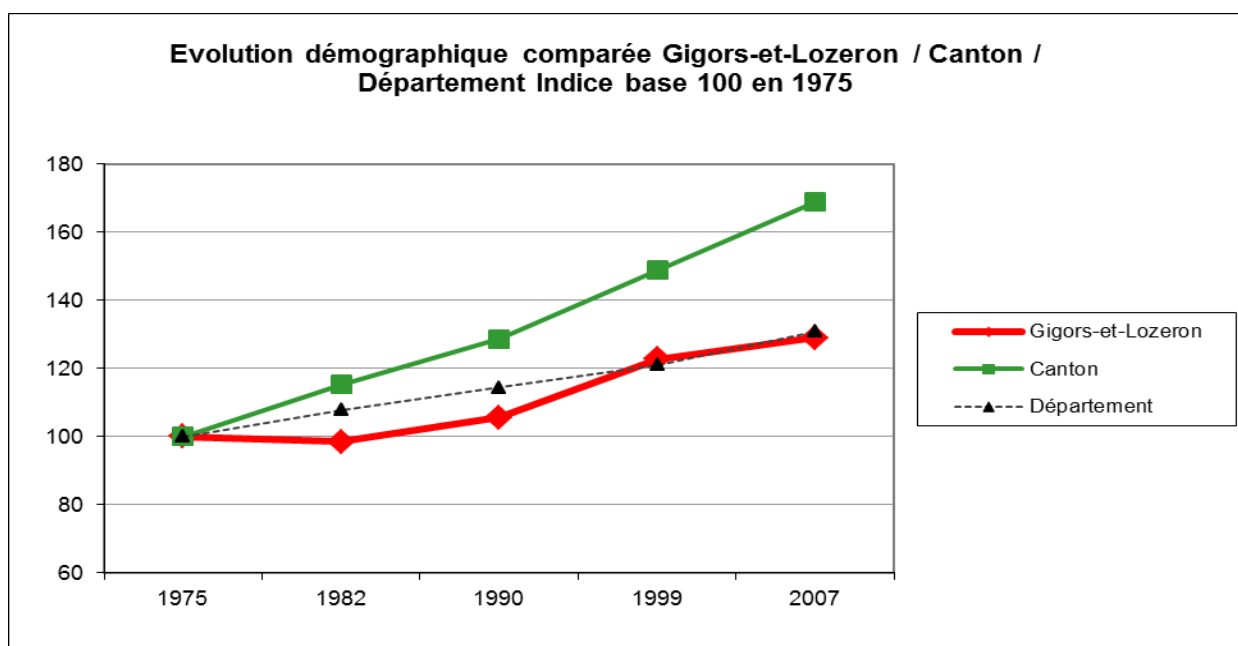
2. POPULATION TOTALE

2.1. EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE



Avant la première guerre mondiale, GIGORS-ET-LOZERON commune très rurale et agricole comptait un peu plus de 350 âmes. Après-guerre, et jusque dans les années 60, la population qui avait fortement diminuée est restée stable aux alentours de 135 habitants. Ensuite elle a connu une nouvelle baisse pour se stabiliser à 125 habitants dans les années 70 et 80.

Depuis, la population n'a cessé d'augmenter, de façon modérée pour atteindre 165 habitants en 2007 et 174 habitants en 2010. La population réelle à fin 2011, en tenant compte de l'arrivée de nouvelles familles est de 184 habitants.



Le canton de Crest nord est un canton démographiquement très dynamique. Mais la commune de Gigors-et-Lozeron, qui est en recul par rapport à la vallée de la Drôme et occupe une position excentrée en dehors des axes de passage, semble ne recevoir les afflux de population qu'avec un certain décalage et de façon atténuée.

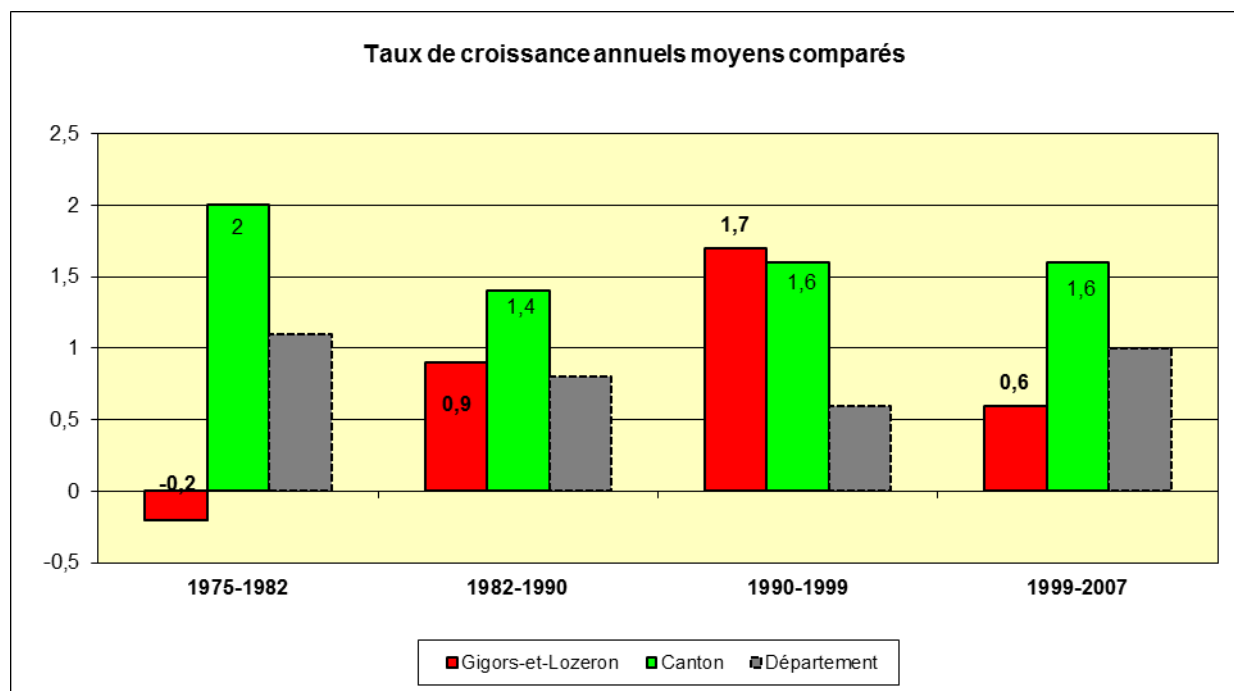
Cependant, depuis 1999, la croissance démographique de Gigors-et-Lozeron a rejoint celle du département.

Taux de croissance comparé commune / cantonal / département

Le tableau ci-dessous présente le taux de croissance annuel moyen pour chaque période intercensitaire.

Taux de croissance annuel moyen	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2006
Gigors-et-Lozeron	-0,2	0,9	1,7	0,6
Canton Crest-Nord	2	1,4	1,6	1,6
Département	1,1	0,8	0,6	1

On constate que la croissance moyenne de la commune a été généralement très inférieure à celle du canton de Crest Nord à l'exception de la période 1990-1999 durant laquelle Gigors-et-Lozeron connaît une croissance égale et même légèrement supérieure.



Après 1982, le taux de croissance de Gigors et Lozeron devient positif mais reste toujours en deçà ou au mieux égal à celui du canton. Il est, en revanche, supérieure à celui du département au cours des deux périodes 1982-1990 et 1990-1999.

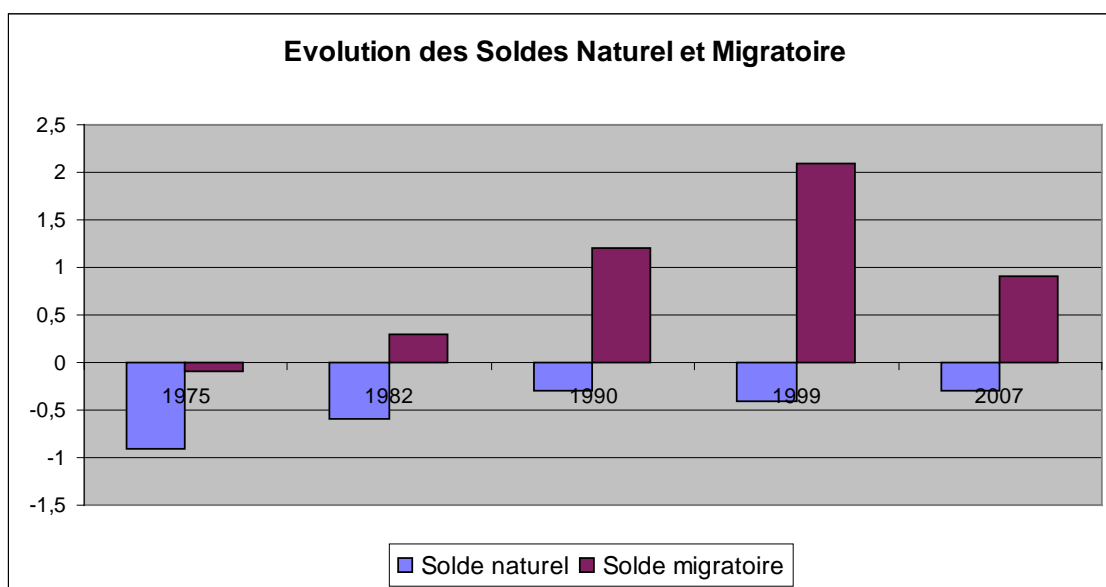
Soldes Naturel et Migratoire

Le graphique suivant qui présente l'évolution des soldes naturel et migratoire de 1975 à 2007 permet d'analyser en partie l'origine des variations démographiques.

On constate que la croissance de 1982 à 1990 et de 1990 à 1999 est uniquement soutenue par un solde migratoire positif important contré en partie par un solde naturel légèrement négatif.

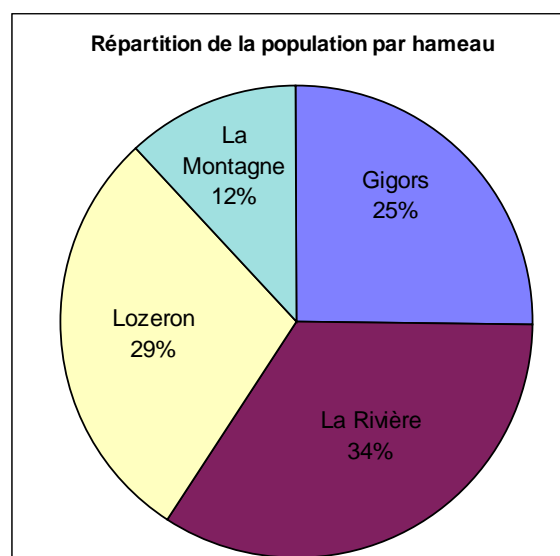
De 1999 à 2007, la croissance démographique qui s'est atténuée est due à la combinaison d'un solde migratoire toujours positif mais nettement amoindri par rapport à la période intercensitaire précédente et à un solde naturel enfin positif.

De 1982 à 1999, la commune a donc attiré une population nouvelle importante. Cet afflux de population s'est tassé après 1999, mais la population nouvelle ainsi accueillie a permis de générer un solde naturel positif.



Répartition de la population sur le territoire communal

La commune est composée de plusieurs hameaux principaux qui regroupent l'essentiel de la population : La Rivière, Lozeron et Gigors et de quelques écarts situés sur les hauteurs (Boussière, Charchauve, les Fouguets et la Moutine) regroupés sous l'appellation « la Montagne ». Il est intéressant de constater que les habitants sont assez régulièrement repartis sur les trois hameaux même si la Rivière prédomine et que la Montagne est peu habitée (19 habitants seulement). La Rivière regroupe les quatre hameaux présents le long du Val de Sye.



2.2. STRUCTURE PAR AGE DE LA POPULATION

La principale caractéristique démographique de la commune est son vieillissement, causé à la fois par un vieillissement « naturel » de la population locale et par l'installation d'une population nouvelle composée principalement de retraités ou de couples sans enfants.

Toutefois, il faut relever une stabilité des 0 - 19 ans et un redressement constant du solde naturel, qui, bien que toujours négatif, est 2 fois moindre qu'il y a 15 ans grâce à l'installation de quelques familles jeunes sur la Commune.

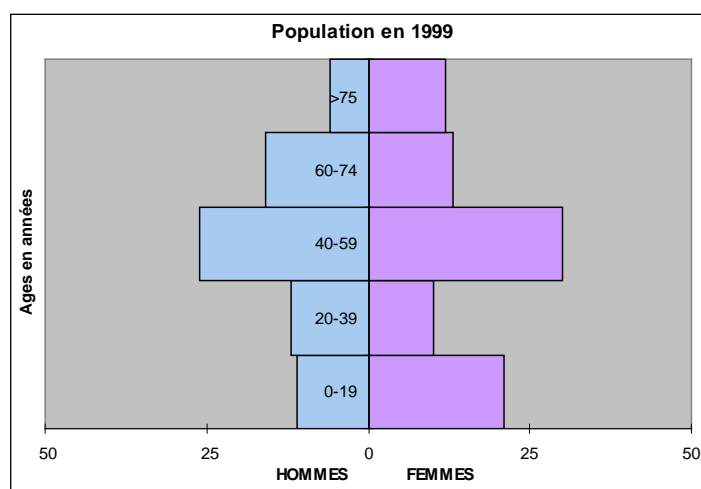
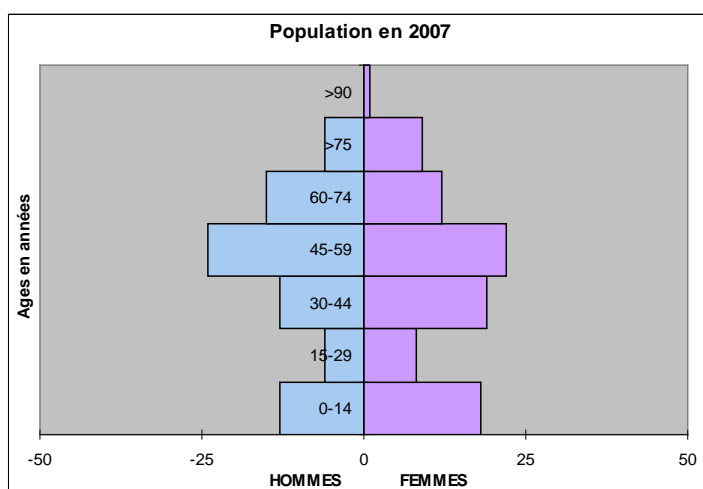
Ainsi, en 1998, on compte 20 enfants scolarisés.

Comparée à la structure démographique cantonale et départementale (communes de < 200 habitants), la population de GIGORS ET LOZERON présente un déficit de plus de 10 % de la tranche d'âge 0 - 40 ans en 1990.

• EVOLUTION RECENTE DE 1990 A 2006

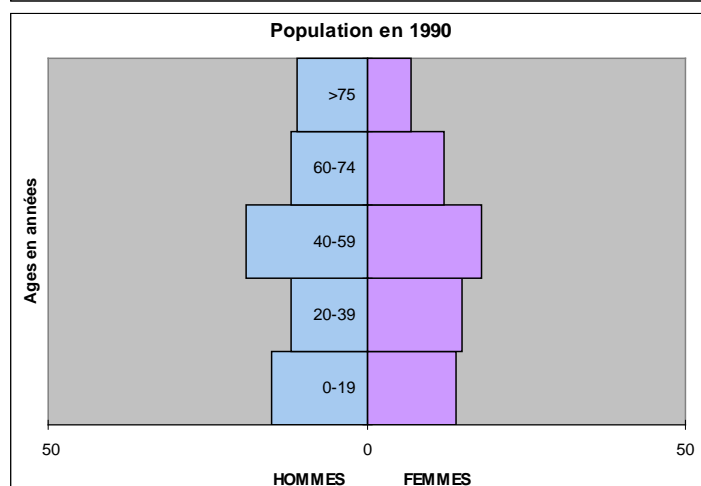
Remarque : après 1999, l'INSEE a modifié la répartition des tranches d'âge de la population pour créer 7 tranches d'âges contre 5 auparavant. Ce qui rend délicat une analyse fine de l'évolution de la structure par âge sur le long terme.

Les données récentes issues du recensement de 2006 permettent de constater que la base de la pyramide des âges reste stable alors que la population augmente légèrement et que cette augmentation concerne les tranches 40-59 et 60-74. La tendance au vieillissement de la population est toujours présent bien que ralentie.

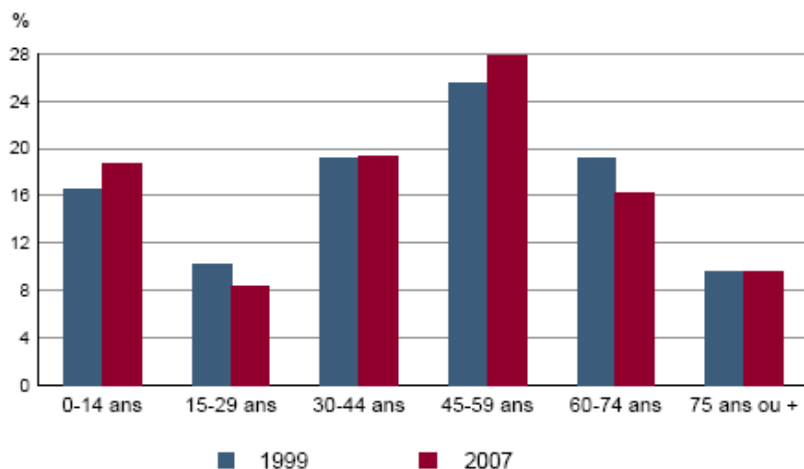


Ces graphiques montrent que l'apport de population se fait essentiellement sur les tranches d'âges élevées principalement (couple âgés sans enfants au foyer ou retraités).

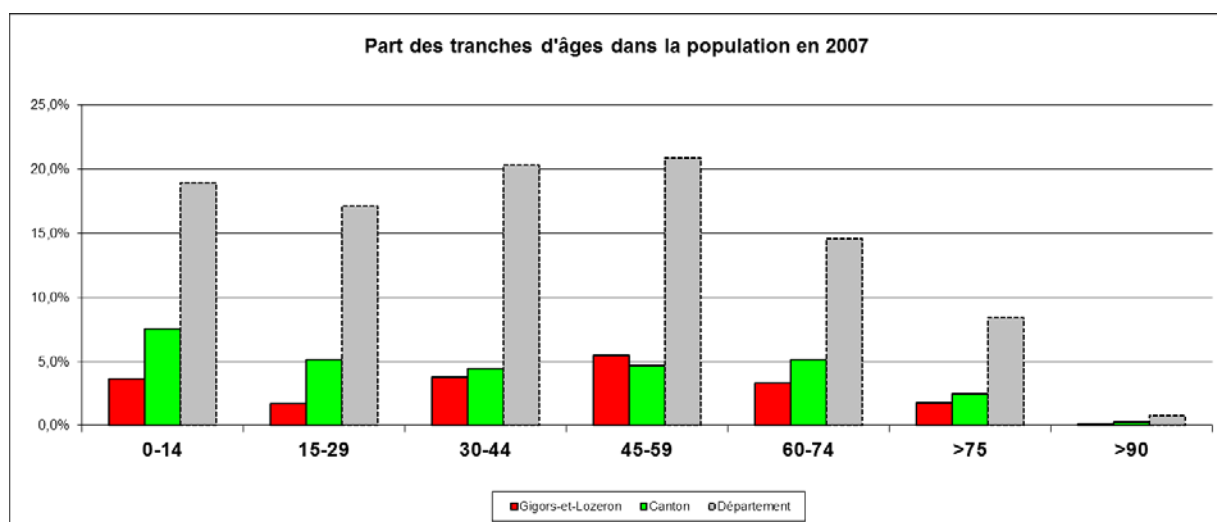
Ils montrent également que la base de la pyramide reste stable. Ce qui s'explique par le solde naturel qui reste légèrement négatif et par un nombre trop faible de nouveaux arrivants jeunes.



Evolution de la population par tranche d'âges



Comparaison de la structure de population avec celles du canton et du département



Le département et le canton présentent tous deux une base assez large avec des moins de 30 ans nettement plus nombreux que les plus de 60 ans.

• INDICE DE JEUNESSE

L'indice de jeunesse permet d'appréhender la jeunesse d'une population donnée puisqu'il représente la part des moins de 20 ans par rapport aux plus de 60 ans. Pour Gigors-et-Lozeron, cet indice qui est resté assez stable avec une légère augmentation en 2006 est inférieur à la valeur départementale et très inférieure à la valeur cantonale. Il est inférieur à 1.

La situation de la population de Gigors-et-Lozeron est donc plutôt défavorable avec une tendance au maintien de son caractère âgé.

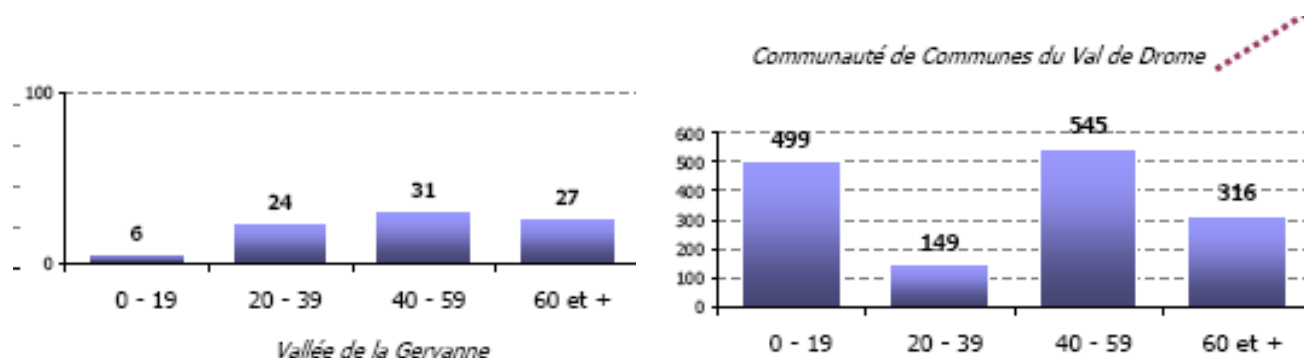
Indice de jeunesse	1990	1999	2006
GIGORS-ET-LOZERON	0,69	0,68	0,8
Canton Crest-Nord			1,3
Drôme			1,1

Cette situation, qui reste problématique pour la commune, semble provenir (au vu des autres éléments du diagnostic communal) d'une absence d'offre de logement adaptée (tant en typologie qu'en prix) aux populations jeunes. La commune attire essentiellement des personnes d'un certain âge ou des résidents secondaires. Il y aura lieu d'analyser les raisons principales de ce constat pour tenter d'inverser cette tendance.

Cependant, très récemment (en 2010) trois couples avec enfants se sont installés sur la commune.

• LA SITUATION DE LA CCVD

Gain et perte d'habitants entre 1999 et 2005 pour la CCVD et pour la vallée de la Gervanne



A l'échelle de la CCVD, la population a tendance à rajeunir.

- Le territoire présente une population, dans l'ensemble, aussi jeune que celle du département de la Drôme avec un indice de jeunesse de 1,1. Cependant, on note des disparités territoriales relativement marquées : les communes de l'arrière-pays et notamment la Vallée de la Gervanne ont une part élevée de personnes de plus de 60 ans mais les tendances récentes laissent présager un rajeunissement de la population.

A l'inverse, les communes proches de la Vallée du Rhône (Confluence, Basse Vallée de la Drôme-Crestois) regroupent une population nettement moins âgée (20 % seulement de plus de 60 ans).

Les évolutions récentes montrent un certain rajeunissement de la population, même si la tranche d'âge des 20-40 ans est toujours sous-représentée : départ des jeunes pour les études et premier emploi.

Sur la décennie 90, le territoire a essentiellement gagné des habitants âgés de 40 à 60 ans, et des personnes âgées de plus de 60 ans. Les moins de 40 ans ont quant à eux diminué. Depuis 2000, les tendances montrent toujours une forte augmentation des 40-59 ans et des plus de 60 ans mais aussi, contrairement à la décennie précédente, une augmentation forte des moins de 20 ans.

Le territoire a donc gagné des familles de 40-50 ans avec enfants, en particulier dans les secteurs de la Basse Vallée de la Drôme et de la Confluence.

En revanche, la tranche d'âge des 20-40 ans reste sous-représentée indiquant des départs pour les études et le premier emploi **qui ne sont pas compensés par l'implantation de jeunes familles**. Ainsi, dans certains territoires le renouvellement des plus jeunes (enfants) est faible. Or, attirer ou maintenir des jeunes couples et des jeunes familles est un élément important pour certaines communes, permettant de maintenir l'école en place, et parfois de rouvrir les classes.

▪ **Mais un phénomène de vieillissement de la population inéluctable :**

Le territoire, qui gagne proportionnellement plus de jeunes qu'auparavant, connaît toutefois une hausse du nombre de personnes de plus de 60 ans, et sera de plus en plus confronté aux enjeux du vieillissement de la population, notamment alimenté dans le futur par le fort gain de population entre 40 et 60 ans que connaît le territoire.

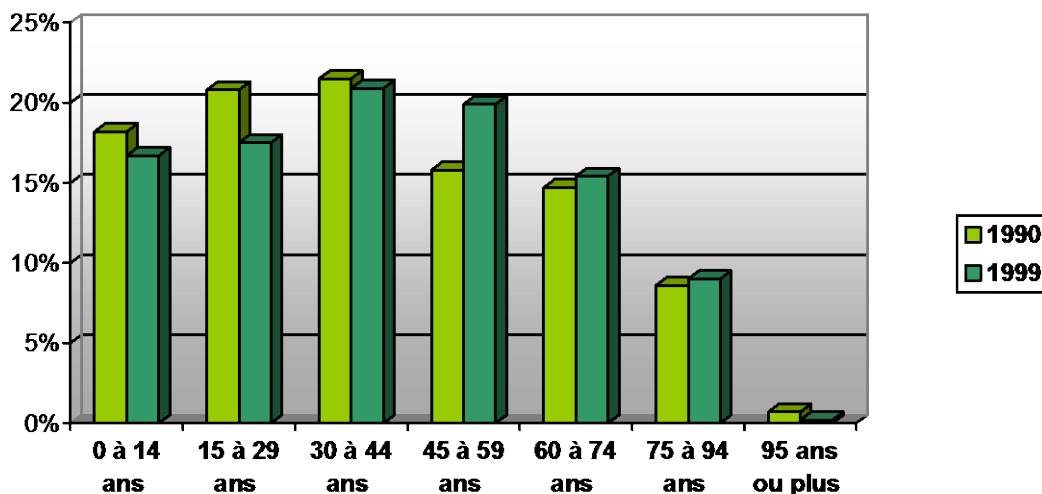
Au regard des projections des plus de 64 ans en France, la communauté de communes et la ville de Crest doivent s'attendre à de nombreux départs à la retraite à partir de 2010. Ces ménages resteront dans leur logement. De plus, les professionnels de l'immobilier soulignent la venue importante d'une population retraitée, dont l'origine est extérieure au département.

La part des + de 60 ans au sein de la population et leur évolution

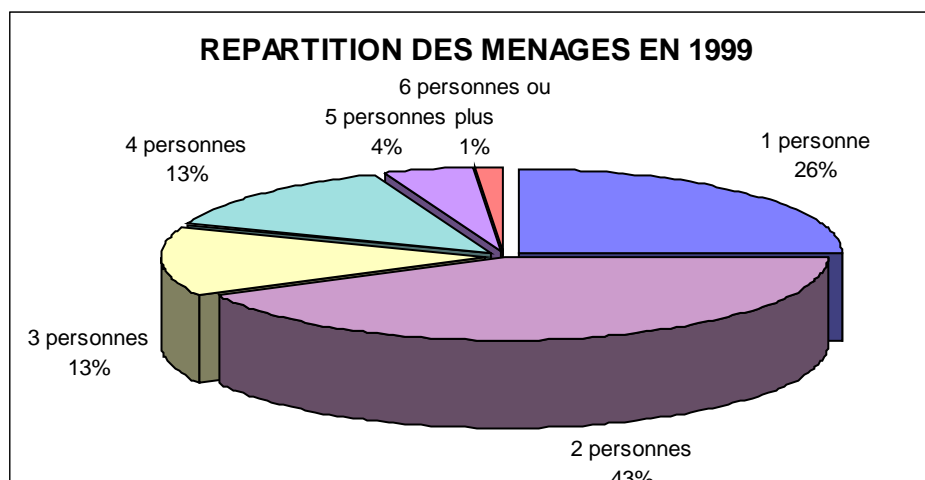
	1990	1999	estimation 2005*	Evolution 1999-2005	Poids de la population recensée
CCC	23%	24%	24%	8,6%	44%
CCPS, dont :	31%	33%	31%	0,6%	76%
CCVD, dont:	21%	21%	21%	7,7%	74%
La Confluence, dont:	19%	20%	21%	7,2%	100%
Livron	20%	22%	20%	5,0%	100%
Loriol	17%	19%	21%	8,6%	100%
BVD	19%	19%	18%	5,2%	42%
Vallée de la Gervanne	29%	27%	25%	15,7%	57%
Vallée de Roubion	31%	28%	25%	14,6%	40%
Crest	26%	27%	nc	nc	0%
Ensemble	23%	23%	21%	7,1%	57%
Département	21%	22%	22%	6,6%	

• **LA SITUATION CANTONALE**

Evolution des classes d'âges du canton entre 1990 et 1999



2.3. COMPOSITION DES MENAGES

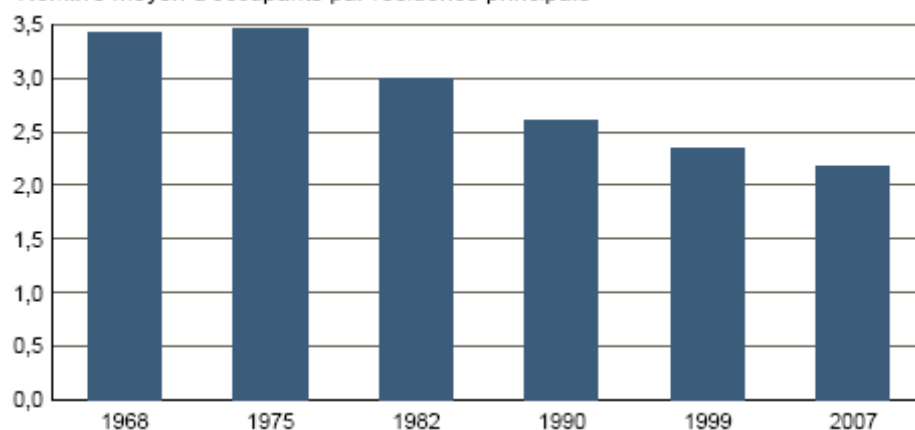


En 1999, on constate que plus des 2/3 des ménages (70%) sont des ménages composés d'une ou deux personnes. Les ménages de 4 personnes ou plus ne représentent que 18 % du total.

Il y a une forte fragmentation de la population du au phénomène de décohabitation. Ce phénomène s'explique par l'évolution des modes de vie (notamment la maîtrise de la fécondité, et/ou la hausse du nombre de famille monoparentale) et des facteurs démographiques comme le vieillissement de la population, l'augmentation de l'espérance de vie.

- **Le Phénomène de décohabitation**

Nombre moyen d'occupants par résidence principale



Avec 2,2 personnes par ménage en moyenne en 2007, l'indice des ménages de GIGORS-ET-LOZERON baisse de manière régulière et continue depuis 1968. Au niveau du canton, la tendance est similaire mais moins rapide.

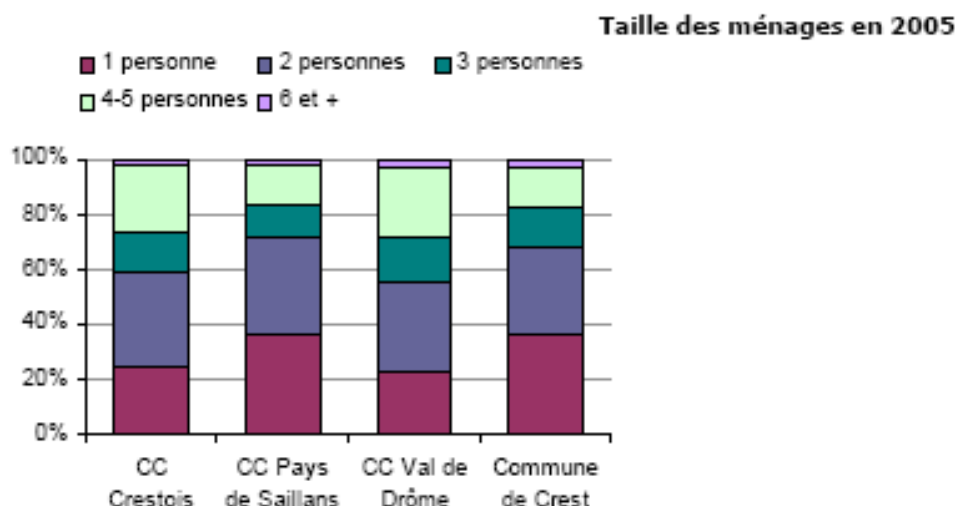
	1990	1999	2007
Gigors	2,6	2,4	2,2
Canton	2,7	2,6	2,5

La décohabitation est une tendance nationale lourde et ancienne, qui touche également les communes rurales.

• Impact de la décohabitation en terme de besoin de logement

A GIGORS-ET-LOZERON, le nombre de personnes par ménage est passé de 2,4 en 1999 à 2,2 en 2007. Ce qui signifie que pour loger la population de 1999 (157 habitants), il faut 6 logements de plus en 8 ans, soit un peu moins d'un logement par an.

• Taille des ménages à l'échelle de la CCVD



CCC	2,52
CCPS, dont	2,11
Saillans	1,95
CCVD	2,60
La Confluence :	2,59
Livron	2,60
Loriol	2,60
B V Drôme	2,77
V. de la Gervanne	2,47
V. du Roubion	2,41
Crest	2,17
Ensemble	2,48
Drôme	2,40

Avec une moyenne de 2,5 personnes par ménage, la taille des ménages est plus élevée sur le territoire qu'à l'échelle du département (2,4) avec une surreprésentation des grands ménages. Corollairement les petits ménages sont moins présents, notamment les ménages composés d'une personne : 26 % contre 29 % au niveau départemental.

Les familles (ménages de plus de 3 personnes) sont plus présentes au sein de la Communauté de Communes du Val de Drôme et particulièrement dans la Basse Vallée de la Drôme – Crestois et la Confluence. En revanche, la part des petits ménages est plus élevée dans la Communauté de Communes du Pays de Saillans et à Crest (personnes âgées).

3. POPULATION ACTIVE

Historique (source : POS de 1999)

Corrélativement à l'installation de retraités sur la commune, la population active reste stable en nombre mais régresse en pourcentage : 57 actifs depuis 1982 au moins, mais - 3 % par rapport à la population totale.

On observe par ailleurs une évolution dans les catégories d'emplois :

- le nombre d'agriculteurs reste stable, mais augmente en proportion,
- la part des salariés fluctue légèrement mais sans évolution réelle,
- la part des non-salariés, après une forte augmentation entre 1975 et 1982 (+ 13) se stabilise.

Le chômage n'évolue pas depuis 1982. Il concerne moins de 5 actifs.

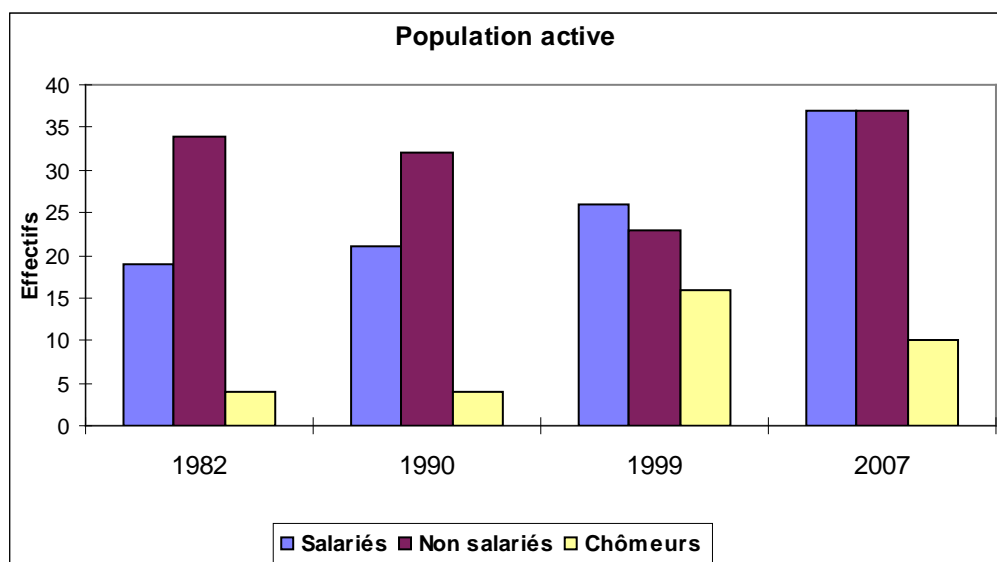
En 2007

Aujourd'hui, la commune compte 83 actifs, soit 50,3 % de la population. Parmi ces actifs, 80 % ont un emploi. Le taux de chômage est de 11,9 %.

En 1999, il n'y avait que 65 actifs dont 49 seulement avaient un emploi. Le taux de chômage était alors de 24,6 %.

Depuis 1999, la commune a gagné une vingtaine d'actifs et vu son taux de chômage se diviser par 2. L'implantation de l'entreprise Sanoflore (80 emplois) n'est bien sûr pas étrangère à cette amélioration.

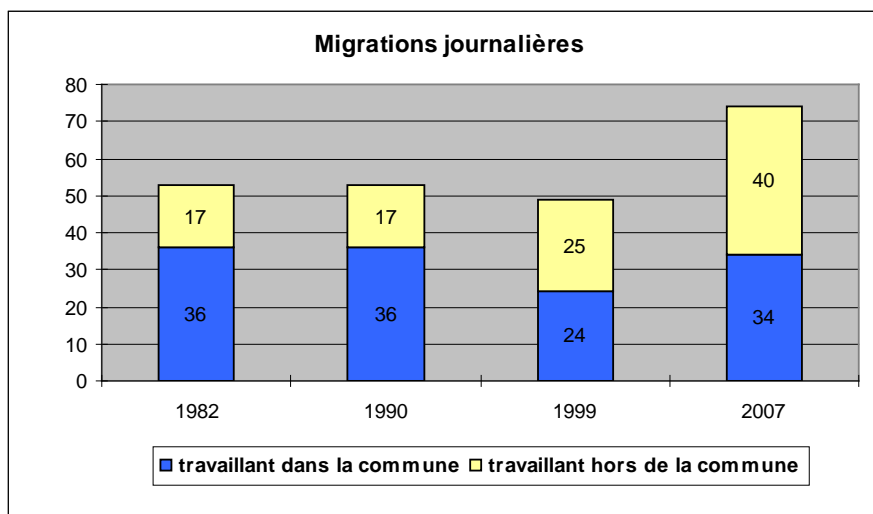
3.1. COMPOSITION DE LA POPULATION ACTIVE



De 1982 à 1999, la structure de la population active s'est modifiée de façon similaire à la population active de la plupart des communes rurales où l'emploi salarié augmente au détriment des emplois non-salariés. Phénomène essentiellement lié à la diminution importante du nombre d'agriculteurs et parfois des commerces et artisans.

Depuis 1999 le nombre de salariés a logiquement continué d'augmenter et de façon plus forte avec l'implantation de Sanoflore mais le nombre de non-salariés est reparti à la hausse et a connu une augmentation encore plus importante permettant d'équilibrer les salariés et non-salariés. Le chômage qui avait connu une forte augmentation à la fin des années 1990 est revenu à une valeur conforme aux données cantonale (10,2 %) ou départementale (12,2 %).

3.2. MIGRATIONS JOURNALIERES



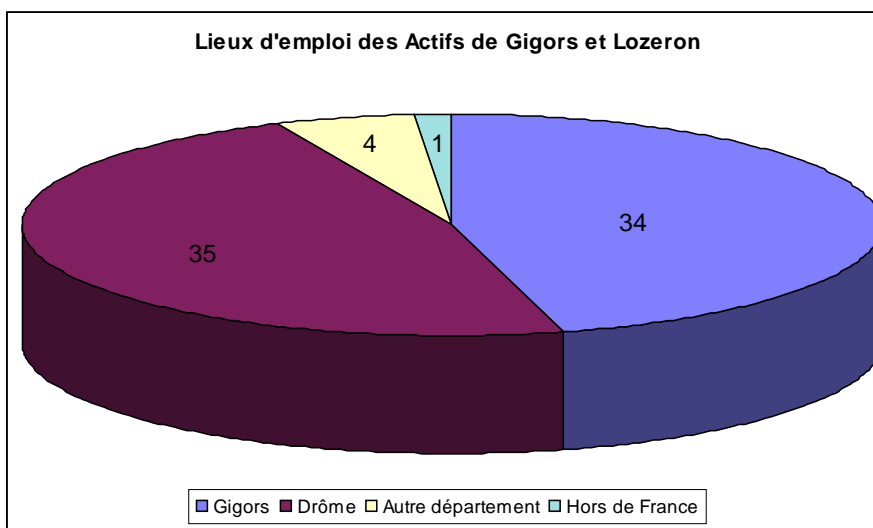
En 1982 et 1990, seulement 1/3 de la population active devait quitter la commune pour aller travailler. En 1999, cette proportion est passée à 51 %. Augmentation corrélée avec l'augmentation de la part des salariés dans la population active. En 2007, malgré les deux activités importantes de la commune (Sanoflore et Farévabio), la part d'actif travaillant hors de la commune a continué d'augmenter mais assez modérément pour atteindre 54 %.

Les communes de typologie équivalente présentent généralement un taux de 75 % environ. Pour le canton de Crest Nord, ce taux est de 76,2 %. A Gigors-et-Lozeron, l'évolution de la population communale et la forte proportion d'activités indépendantes expliquent le taux relativement faible des migrations journalières.

Le nombre d'habitant de la commune travaillant à Farevabio-Sanoflore est assez faible (2 en 2010, 1 en 2011). Les salariés viennent des vallées Gervanne-Sye, Val de Drome et plus loin (Valence).

Lieux d'emplois des actifs de GIGORS-ET-LOZERON

Les déplacements domicile-travail se font pour 35 % dans le département de la Drôme et pour 4% en dehors du département. En l'absence de transports en commun adapté aux horaires de travail, l'essentiel de ces déplacements se fait en voiture.



4. REVENU DES MENAGES

4.1. AU NIVEAU COMMUNALE

Le revenu net imposable moyen est de 15.309 € pour l'année 2007 (en baisse de 41% par rapport à 2006) alors qu'il est de 20.502 € au niveau départemental. *Les données cantonales ne sont pas disponibles en raison du secret statistique.* Le revenu moyen communal est de 25% inférieur au revenu moyen départemental.

Compte tenu du niveau de revenu moyen des ménages, une grande partie d'entre eux peut avoir accès aux diverses formes de logements aidés.

Le taux de ménages imposés en 2007 sur la commune est de 37,5%, soit 13,8 points de moins que pour l'ensemble du département.

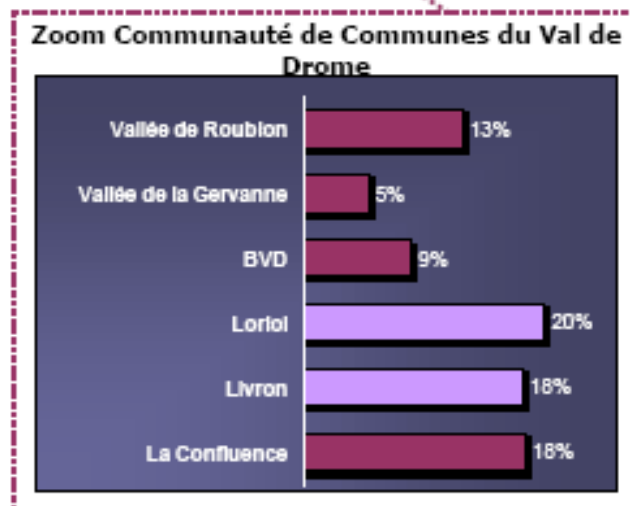
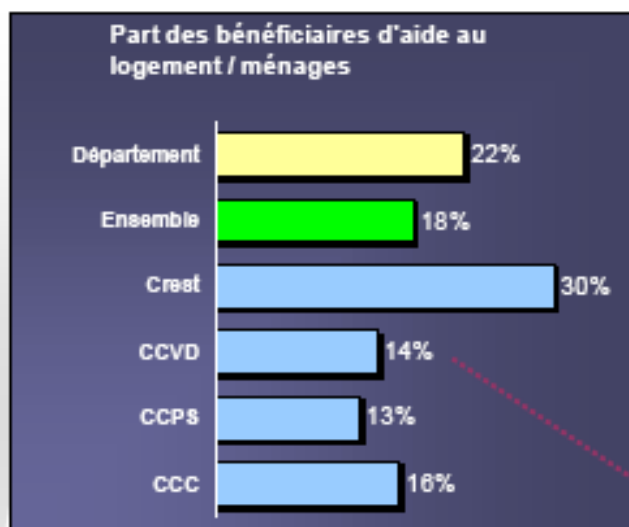
Plafond de ressources d'accès aux logements locatifs aidés

Taille du ménage	PLAI	PLUS	PLS
1 personne	10 457	19 016	24 721
2 personnes	15 237	25 394	33 012
3 personnes	18 322	30 538	39 699
4 personnes	20 338	36 866	47 926
5 personnes	23 854	43 369	56 380
6 personnes	26 882	48 876	63 539
Pers. suppl.	2 998	5 452	7 088

Revenu fiscal de référence de l'année N-2 en €

PLAI (prêt locatif aidé d'intégration) et PLUS (prêt locatif à usage social) : arrêté 30/04/10

4.2. AU NIVEAU INTERCOMMUNALE



Revenus médians par ménages fiscaux et UC* en 2006

Revenu médian	Revenus mensuels nets des UC	Revenus mensuels nets des ménages	Taille des ménages en 2005	Ménages fiscaux imposables
CCC	1 232 €	2 015 €	2,5	54%
CCPS	1 125 €	1 694 €	2,1	NC
Sailans	1 075 €	1 654 €	2,0	NC
CCVD	1 252 €	2 096 €	2,6	55%
Livron	1 136 €	2 125 €	2,6	52%
Lorient	1 083 €	1 880 €	2,6	51%
Crest	1 153 €	1 632 €	2,2	48%
Département	1 265 €	1 953 €	2,4	56%

UC = unité de consommation, Sources: DGI 2005, FILOCOM 2005

Part des bénéficiaires de minima sociaux

2006	Résidences Principales	Bénéficiaires de RMI-API-AAH	Part dans les Résidences principales
Canton de Bourdeaux	580	36	6,2%
Canton de Crest Nord	4 072	189	4,6%
Canton de Crest Sud	2 386	98	4,1%
Commune de Crest	3 621	418	11,5%
Canton de Lorient-sur-Drôme	6 951	418	6,0%
Commune de Livron	3 520	194	5,5%
Commune de Lorient	2 246	177	7,9%
Canton de Sailans	975	59	6,1%
Département	196 913	15 554	7,9%

Source : CAF 2006, RP estimation ADIL 2006

5. GRANDES TENDANCES

- ***Une croissance démographique moyenne à faible, seulement due au solde migratoire.***
- ***Une population qui présente un très fragile équilibre entre jeunes et plus de 60 ans ; L'indice de jeunesse reste inférieur à 1.***
- ***Une légère baisse continue du nombre de personnes par ménage ;***
- ***Une population active qui travaille pour moitié sur la commune et pour moitié à l'extérieur de la commune en utilisant sa voiture pour se déplacer au lieu travail ;***
- ***Des ménages dont le revenu moyen est nettement inférieur à la moyenne départementale (-25 %).***
- ***Une part importante de la population est éligible aux logements aidés.***

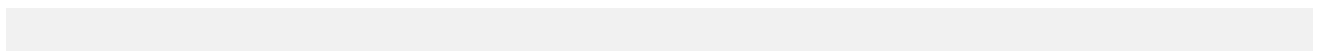
6. PERSPECTIVES DEMOGRAPHIQUES

La municipalité de Gigors-et-Lozeron souhaite que le PLU soit établi pour une douzaine d'années environ. Ils souhaitent poursuivre le rythme démographique enregistré ces dix dernières années, à savoir, une augmentation de 1,5 % par an environ.

A fin 2010, la population communale est d'environ 174 habitants. 1,5 % de croissance annuelle donnerait sur 12 ans, 34 habitants supplémentaires. Avec en moyenne 2,2 personnes par ménage, cela représente 15 logements supplémentaires soit 1,3 logement par an en moyen.

En tenant compte de l'évolution de la décohabitation qui nécessite environ 0,8 logement par an, le besoin communal en termes de logements se situe aux alentours de 2 logements par an.

Le PLH a donné des orientations similaires pour la commune de Gigors-et-Lozeron.



B. ACTIVITES ECONOMIQUES

1. L'AGRICULTURE

(Source : Etude agricole – APAP – 2007 - Recensement Général Agricole 2000 – Fiches comparatives 1979-1988-2000)

L'agriculture est très présente sur le territoire de la Communauté de Communes du Val de Drôme. La diversité des cultures y est importante ainsi que le poids de l'activité agricole : près du tiers des entreprises de la CCVD interviennent dans le domaine agricole ou agro-alimentaire. Un nombre significatif d'emplois du territoire intercommunal dépend de l'agriculture.

1.1. L'OCCUPATION DES SOLS DU TERRITOIRE COMMUNAL

La commune de Gigors-et-Lozeron couvre un territoire très vaste de 3.545 ha dont seul un peu moins de 30% sont dévolus à l'activité agricole. Cette situation provient essentiellement de trois facteurs : le relief accidenté du piémont du Vercors, la couverture forestière importante et la pauvreté relative des sols de certains secteurs de la commune.

	Surface en ha	% de l'espace communal
Forêts	2660	75
Espaces ouverts	795	22
Rochers, éboulis	60	2
Espaces urbanisés	30	1
Surface totale communale	3545	

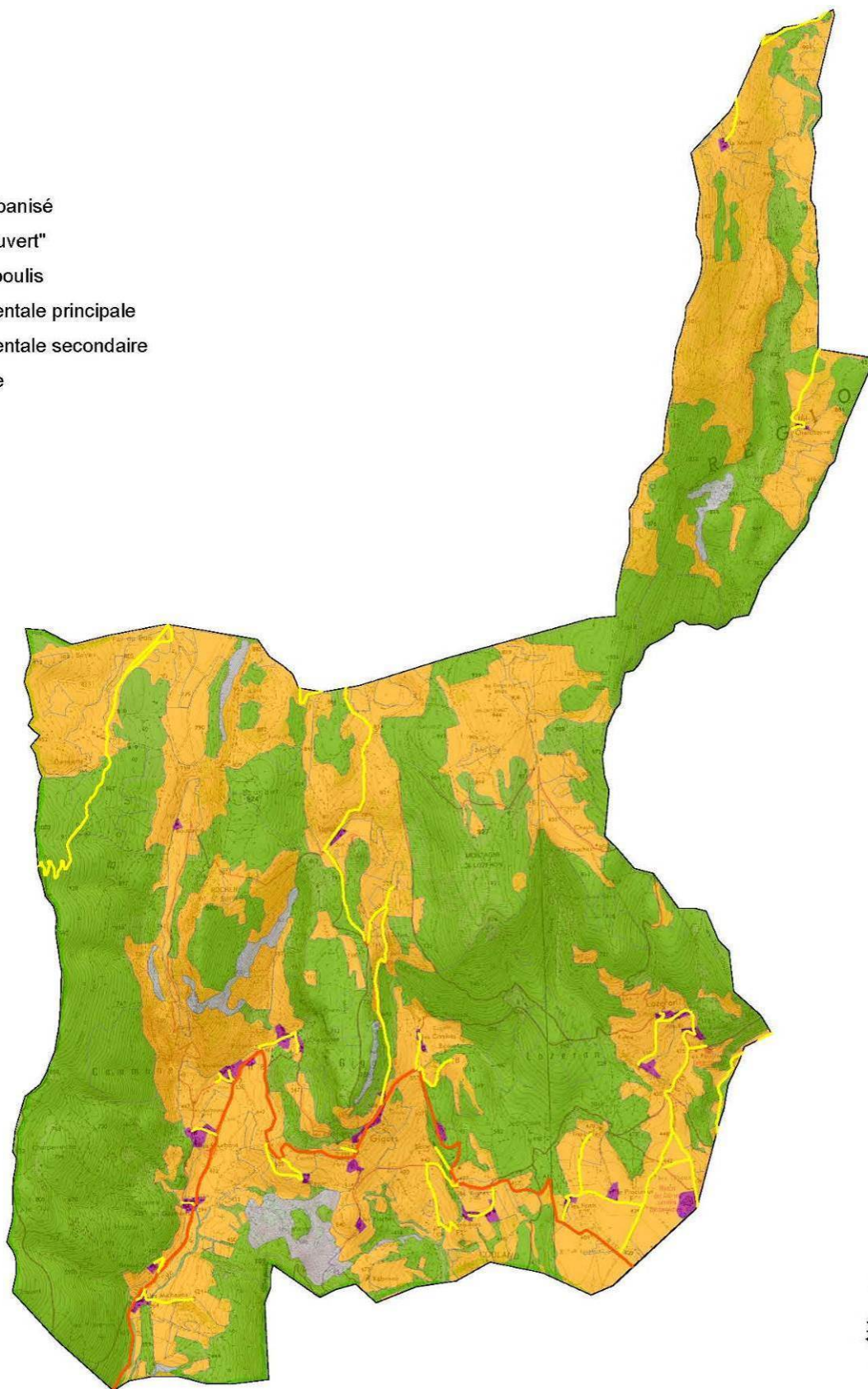
Source : Etude Agricole – APAP - 2007

Les espaces ouverts représentent tout ce qui n'est pas urbanisé, forestier ou enroché. Ils sont constitués quasiment en totalité d'espaces agricoles.

De même, une partie des zones boisées est constituée de parcours. Sur la commune, se distinguent deux zones géographiques conférant à l'activité agricole de la commune certaines de ses caractéristiques, avec, dans la zone basse et plus escarpée de la commune, des exploitations de taille plus réduite et un parcellaire plus morcelé que sur la zone haute prenant une forme de plateau, au nord de la commune, où les exploitations ont pu s'étendre et se regrouper davantage.

Occupation du sol de Gigors-et-Lozeron

-  Forêt
-  Espace urbanisé
-  Espace "ouvert"
-  Rocher, éboulis
-  Départementale principale
-  Départementale secondaire
-  Autre route



1.2. LA SURFACE AGRICOLE UTILISEE

Avec une superficie agricole utilisée (SAU) communale de 1039 ha, l'agriculture occupe près d'un tiers du territoire communal (29 %). Cette SAU est exploitée par 31 exploitations dont 12 seulement ont leur siège sur la commune de Gigors-et-Lozeron.

Seulement 39 % des exploitants travaillant des terres sur la commune ont leur siège sur Gigors. Cependant, les 12 exploitations communales cultivent 53% de la SAU communale.

Les Exploitations agricoles

Siège	Gigors et L.	Exterieur	Total
Nombre	12	19	31
Surface (ha)	554	485	1039
	53%	47%	

Provenance des exploitations agricole

Siège des Exploitations agricoles	Nombre d'exploitant	SAU exploitée sur Gigors (en ha)
Gigors-et-Lozeron	12	554
Combovin	6	302
Le Chaffal	1	77
Cobonne	3	48
Suze/Crest	3	23
Beaufort/Gervanne	3	17
Plan-de-Baix	2	12
Saillans	1	6
Total	31	1039

61 % des exploitations qui travaillent des terres à Gigors-et-Lozeron ont leur siège à l'extérieur de la commune. Elles proviennent toutes de communes limitrophes à l'exception d'une seule exploitation dont le siège est situé à Saillans.

Taille moyenne des exploitations agricole

La superficie moyenne des exploitations ayant leur siège à Gigors-et-Lozeron est de 82 ha dont 46 ha à Gigors-et-Lozeron et 36 ha en dehors de la commune.

SAU des 12 Exploitations Communales

	Sur Gigors	A l'extérieur	Total
SAU totale (ha)	554	430	984
SAU moyenne (ha)	46	36	82
	56%	44%	

Mais ces moyennes masquent des divergences importantes. C'est ainsi qu'apparaissent deux catégories d'exploitations quant à leur taille :

- 7 exploitations de moins de 40 ha avec une SAU moyenne de 23 ha et peu de terres situées à l'extérieur de la commune ;
- 4 exploitations supérieures à 80 ha avec une SAU moyenne de 205 ha.

Exploitations agricoles de Gigors et Lozeron

Exploitation de Gigors et Lozeron

- 26014101
- 26014102
- 26014103
- 26014104
- 26014105
- 26014106
- 26014107
- 26014108
- 26014109
- 26014110
- 26014111
- 26014112

Sieges d'exploitation

- 26014101
- 26014102
- 26014103
- 26014104
- 26014105
- 26014106
- 26014107
- 26014108
- 26014109
- 26014110
- 26014111
- 26014112

Bâtiments agricoles

- 26014102
- 26014103
- 26014104
- 26014105
- 26014106
- 26014107
- 26014108
- 26014109
- 26014110
- 26014111
- 26014112

Exploitations de Suze/Crest

- R
- B

Exploitation de Saillans

- D

Exploitations de Cobonne

- G

Exploitations de Combovin

- 26010001
- 26010004
- 26010006
- 26010009
- 26010011
- 26010014

Exploitations de Beaufort/Gervanne

- 26003502
- 26003504
- 26003505

Exploitations de Plan-de-Baix

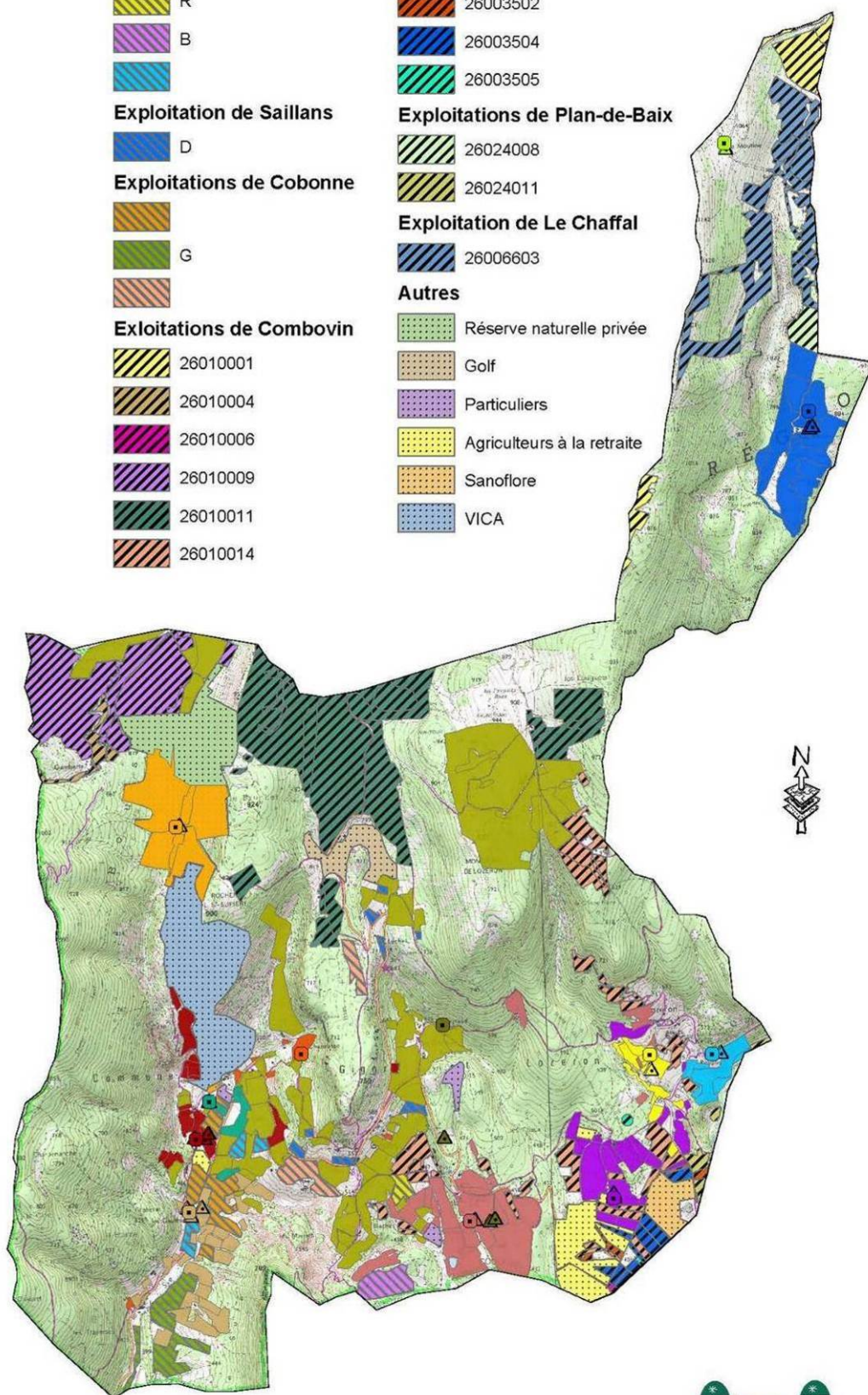
- 26024008
- 26024011

Exploitation de Le Chaffal

- 26006603

Autres

- Réserve naturelle privée
- Golf
- Particuliers
- Agriculteurs à la retraite
- Sanoflore
- VICA



640 320 0 640 Mètres

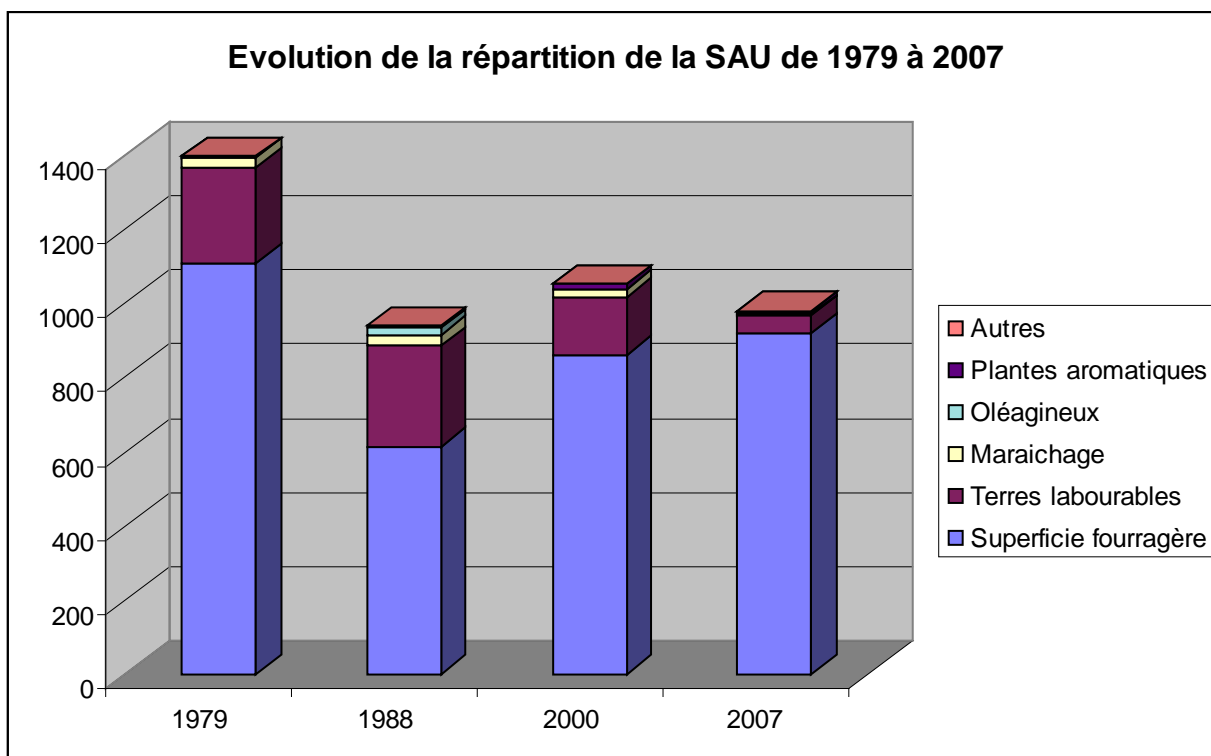
1:33 000

APAP, MS, Mars 2007

Scan 25, IGN, copie et reproduction interdites, licence n°2007/CUEX0729



1.3. VENTILATIONS DE LA SAU SELON LES PRODUCTIONS



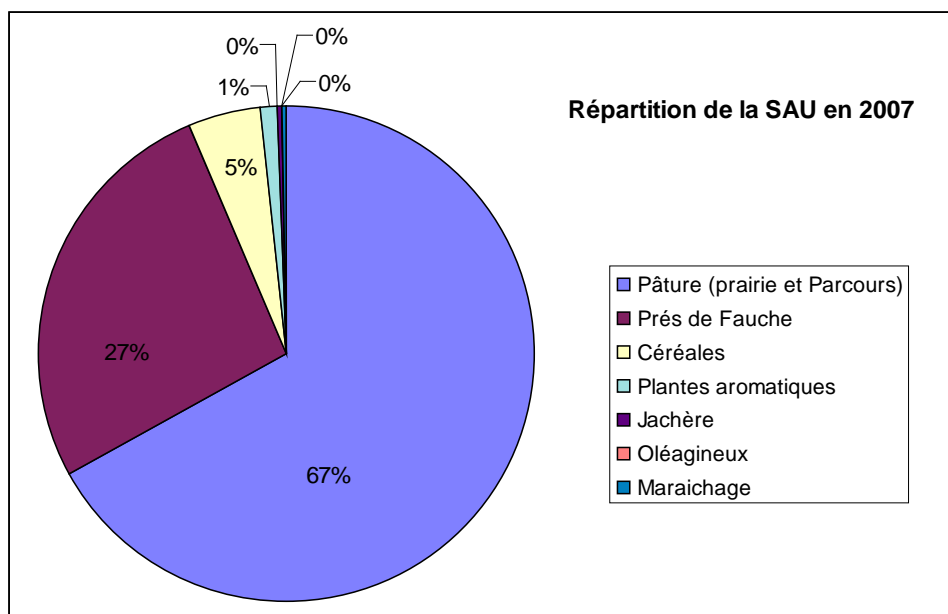
Les surfaces en herbe (fourrage et pâturages) et en particulier les pâturages dominent très largement, représentant 94 % de la SAU de la commune. Il faut cependant noter qu'une grande majorité des surfaces de pâturages sont des parcours, c'est-à-dire constituée de pâturages pauvres (landes, pré-bois, bois), difficiles à exploiter, non mécanisables ou à l'accès difficile et qui sont valorisés aujourd'hui par du pâturage extensif.

Ces grandes surfaces de pâture sont principalement situées sur la zone de plateau au nord de la commune (le Causse de Combovin), constitué en majeure partie de landes.

Alors que dominent les pâturages sur la zone haute au nord de la commune, dans la partie basse en revanche, beaucoup de terres sont travaillées. Ainsi, les parcelles de céréales, d'oléoprotéagineux, de maraîchage et de plantes aromatiques se retrouvent uniquement dans cette zone.

Les céréales apportent un complément alimentaire pour l'élevage et sont donc en grande partie autoconsommées sur l'exploitation.

Répartition de la SAU en 2007



Surface agricole sous contrat (CTE et CAD)

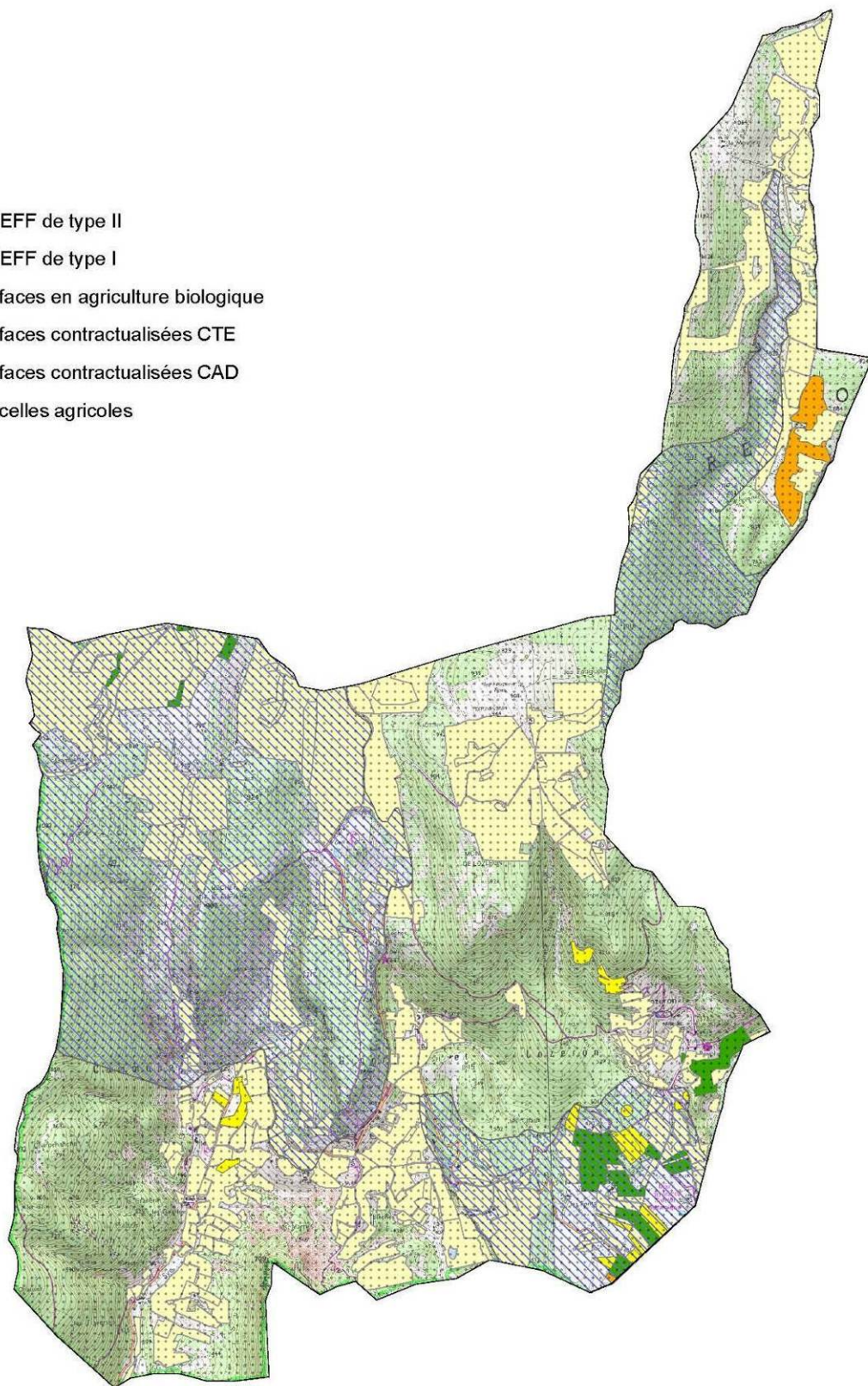
Voir paragraphe « Aspects environnemental et paysager » page 40 à 42, tableau page 41 et carte page suivante

Surface en agriculture biologique

Les surfaces certifiées biologiques sont en céréales, plantes aromatiques et en cultures fourragères, réparties sur 2 exploitations. Voir paragraphe « Aspects environnemental et paysager » page 40 à 42 carte page suivante.

Zonages environnementaux à Gigors-et-Lozeron

-  ZNIEFF de type II
-  ZNIEFF de type I
-  Surfaces en agriculture biologique
-  Surfaces contractualisées CTE
-  Surfaces contractualisées CAD
-  Parcelles agricoles

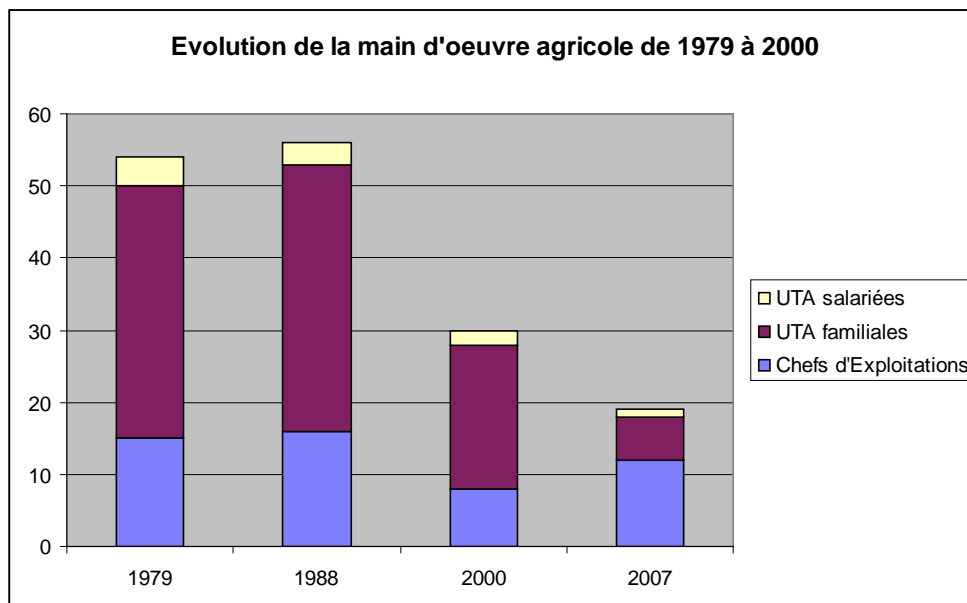


APAP, MS, Mars 2007

Scan 25, IGN, copie et reproduction interdites, licence n°2007CUEX0729

630 315 0 630 Mètres 1:33 000

1.4. LES ACTIFS AGRICOLES

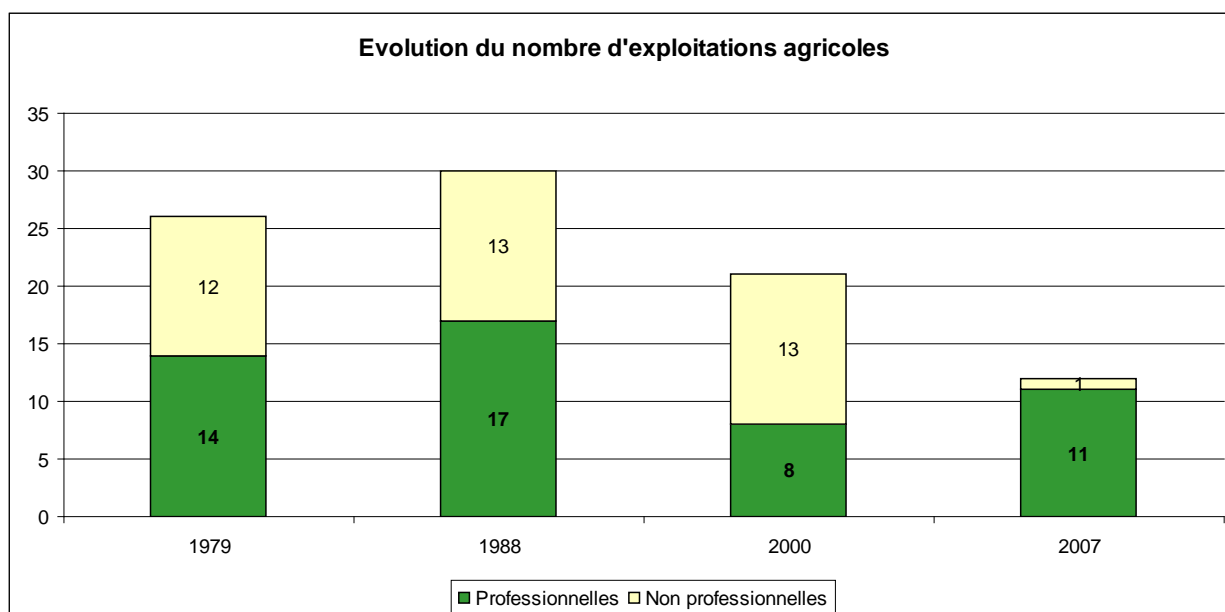


Les 12 exploitations agricoles installées sur la commune représentent environ 16 actifs en 2007. Au total, l'agriculture représente une vingtaine d'emplois environ en 2007 contre 54 en 1979.

1.5. LES EXPLOITATIONS AGRICOLES EN 2007

L'étude de l'Association pour la Promotion de l'Agriculture du Parc (APAP), réalisée en 2007, a permis de recenser 12 exploitations ayant leur siège sur la commune et 19 autres exploitant des surfaces importantes sur la commune mais dont le siège est à l'extérieur, soit un total de 31 exploitations intervenant sur la commune de Gigors.

Evolution du nombre d'exploitations agricole de 1979 à 2007



Le nombre d'exploitations professionnelles (c'est-à-dire qui concernent au minimum l'équivalent de $\frac{3}{4}$ d'un temps plein de travail sur une année) a augmenté depuis 2000, puisqu'en 2007, la commune compte 12 exploitations ayant leur siège sur la commune, dont 11 professionnelles contre seulement 8 en 2000.

1.5.1. Statut juridique des Exploitations et modes de production

- 9 exploitations n'ont aucune forme d'organisation sociétaire et 2 sont en GAEC (Groupement Agricole d'Exploitation en Commun).
- La moitié des exploitations bénéficient d'un apport financier provenant d'une activité professionnelle extérieure (conjoint, double activité).
- La moitié des exploitations ont des salariés sur une partie de l'année, voire très ponctuellement ; 2 adhèrent à un groupement d'employeurs.
- 3 exploitations font appel à des entreprises de travaux agricoles (labour, semis, moissons) et 7 ont recours à de l'entraide avec d'autres exploitants.
- 2 exploitations sont adhérentes à la Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA) «Santoline» située à Gigors-et-Lozeron et spécialisée en plantes aromatiques ; et l'une d'entre elles adhère également à la CUMA terres Avenir 26 de Chabeuil (compostage).
- 6 exploitations adhèrent à des groupements pastoraux (GP) à gestion concertée et situés à Gigors-et-Lozeron (La Raye), Montclar/Gervanne (Vercors Sud) et Léoncel ; une exploitation adhère à un GP classique situé en Savoie.

CUMA en projet Une réflexion sur la constitution d'une CUMA sur les communes de Cobonne et Gigors-et-Lozeron est engagée.

Besoins d'intégrer un groupement pastoral (GP)

2 exploitants souhaiteraient pouvoir intégrer un GP : l'un serait intéressé par un GP à gestion concertée (afin d'être aidé pour la mise en place de parcs) et l'autre plutôt par un GP classique localisé dans le Vercors drômois (afin de mettre dans une estive de proximité une partie de son troupeau). Cependant, la restriction des crédits de chaque GP, en lien avec leur multiplication et leur succès, limite les possibilités pour de nouveaux exploitants d'y trouver une place.

1.5.2. Orientation Technico-Economique - OTE

Les systèmes d'exploitation des 11 exploitations enquêtées sur la commune et de 12 exploitations extérieures à la commune (Combovin, Le Chaffal, Beaufort/Gervanne, Plan-de-Baix) ont pu être identifiés.

Systèmes d'exploitation	Nombre d'exploitations travaillant sur la commune**	Exploitations de la commune			SAU totale sur la commune (en ha)**
		Nombre d'exploitations	UTH	Nombre d'animaux	
Ovins viande	5	2	4	1550	557
Bovins viande	4	1	1,5	50	209
Poly-élevage	5	2	2	27 VA 8000 V 300 OV	165
Polyculture-élevage	e 6	4	5	180 C 62 OV 4 VA	89
Caprins fromage	1	1	1,5	30	12
Polyculture	1	1	0,7		6

Source : enquêtes diagnostic agricole, APAP, 2007

*VA : vaches allaitantes ; V : volailles ; OV : ovins viande ; C : caprins

** Un des 12 exploitants extérieurs n'apparaît pas car il s'agit d'un apiculteur exploitant des surfaces agricoles déjà comptabilisées.

Les systèmes d'exploitation de Gigors-et-Lozeron sont diversifiés, avec en outre 4 types de polyculture-élevage (maraîchage/ovins, plantes aromatiques/ovins, plantes aromatiques/caprins, vigne/ovins) et deux types de poly-élevage (volailles/vaches allaitantes, ovins/vaches allaitantes). Cette diversification des productions provient de l'adaptation des exploitants aux conditions pédoclimatiques et aux filières présentes dans le secteur.

En termes d'occupation de l'espace et de nombre d'exploitations, c'est l'élevage qui domine largement et en particulier les élevages ovins et bovins.

Comme l'ensemble du département, la commune est comprise dans l'aire de l'AOC Picodon, qui permet la valorisation économique du lait de chèvres.

1.5.3. Commercialisation des productions

Constats

Les stratégies d'activités et de filières pour les exploitations basées sur la commune et pour 12 exploitations extérieures à la commune (Combovin, Le Chaffal, Beaufort/Gervanne, Plan-de-Baix) sont les suivantes :

Stratégies d'activité	Nombre d'exploitations travaillant sur la commune	Nombre d'exploitations de la commune	SAU totale sur la commune (en ha)
Stratégies de filière	13	4	520
Vente directe	3	2	387
Transformation/ vente directe		2	18
Double activité		1	18
Système diversifié		1	13
Transformation/ vente directe/ accueil	2	1	5 + ruches

Source : enquêtes du diagnostic agricole, APAP, 2007

Les exploitants travaillant à Gigors-et-Lozeron suivent majoritairement une stratégie de filière, mais les agriculteurs de la commune ont eux des stratégies d'activité diversifiées. En terme d'occupation de l'espace, ce sont néanmoins les stratégies de filière et la vente directe qui dominent. En effet, les autres stratégies d'activité ont des surfaces plus réduites, soit parce que le temps de travail que nécessite la transformation/vente directe ne permet pas d'agrandir l'exploitation, soit parce qu'il existe un complément de revenu (gîtes, double activité).

Les filières des exploitants de Gigors-et-Lozeron sont :

- Agneaux : coopérative Die Grillon, agneau des Alpes du Sud (Gap),
- Bovins viande : négociants, bouchers,
- Volailles : Valsoleil,
- Lait de chèvre : coopérative de Crest,
- Blé : coopérative terres dioises (Die),
- Plantes aromatiques et médicinales : SICA Bioplantes*.

La vente directe concerne, comme la stratégie de filière, 4 exploitations de la commune. Cependant, seuls 2 exploitants effectuent la transformation de leurs productions. Les 2 autres vendent des animaux vivants (ovins, bovins) et l'un d'eux vend également de la viande bovine.

Les produits découlant de la transformation/vente directe sont des légumes (transformés ou non), du picodon (foires, marchés, gîtes, restaurants, particuliers), du pain (points de vente locaux, vente sur place) et de l'huile de tournesol.

* Société Coopérative d'Intérêt Collectif Agricole spécialisée en plantes aromatiques, ayant passé 2 conventions avec l'entreprise Sanoflore (localisée à Gigors et Lozeron), qui s'engage à acheter tous les produits de la SICA et à lui mettre à disposition des personnes compétentes pour assurer une partie de sa gestion administrative et pour apporter un appui technique aux adhérents de la SICA.

L'accueil à la ferme existe, sans être formalisé, sous forme de visites. Une seule exploitation comporte un projet d'accueil autour de son activité agricole.

Les autres projets d'accueil concernent des hébergements touristiques en dehors de l'exploitation.

7 exploitations répondent à un cahier des charges en lien avec des signes d'identification de la qualité et de l'origine de leur production : AOC¹ Picodon (fromage de chèvre), CCP² Manon (agneaux), Label AB³ (plantes aromatiques, céréales, fourrage), Label rouge⁴ (volailles).

Inconvénients de la stratégie de filière

Si la stratégie de filière permet de développer de gros volumes de production en ne consacrant ni temps ni investissement dans la valorisation des productions en aval, elle rend les exploitations sensibles à différents points de vue : adaptabilité compromise du fait d'un nombre de débouchés réduit, voire d'un seul débouché, absence de pouvoir décisionnel quant aux prix fixés par les structures en lien avec les cours des marchés internationaux, exploitations rentrant de fait dans une logique d'agrandissement et de mécanisation les rendant dépendant des aides agricoles (ICHN⁵, droits à primes (PMTVA⁶), PBC⁷), DPU⁸.

Ainsi, les exploitants qui suivent une stratégie de filière s'inquiètent de l'avenir des aides agricoles qui leur sont accordées et de la baisse des prix fixés par les filières dont ils dépendent.

Certains ont conscience de l'intérêt, voire de la nécessité, de diversifier les débouchés, notamment en pratiquant la transformation et la vente directe, mais cela demande une réorganisation importante de l'exploitation, ainsi que des compétences et du temps de travail supplémentaires. Cette possibilité est d'autant moins évidente que quasiment toutes les exploitations sont individuelles.

Cependant, quelques exploitants seraient intéressés par un abattoir et une salle de découpe locale.

C'est pourquoi, il pourrait être intéressant de mieux informer ces éleveurs sur les différentes possibilités qui leur sont offertes, telles que l'Abattoir du Diois, même si certains ont déjà exclu cette solution du fait de trajets et autres contraintes propres à cet abattoir trop importants.

¹ Appellation d'Origine Contrôlée : ce label désigne un produit originaire d'une région ou d'un lieu déterminé, dont les caractéristiques sont dues essentiellement à ce milieu géographique. Elle résulte de la combinaison d'une production et d'un terroir qui s'exprime par le savoir-faire des hommes.

² Certification de Conformité Produit : atteste d'un processus de production qui diffère d'un produit standard par la conformité à un cahier des charges.

³ Agriculture Biologique : ce label constitue un mode de production qui trouve son originalité dans le recours à des pratiques culturales et d'élevage soucieuses du respect des équilibres naturels. Ainsi, elle exclut l'usage des produits chimiques de synthèse, des OGM et limite l'emploi d'intrants.

⁴ Le label rouge atteste qu'un produit possède un ensemble de caractéristiques spécifiques établissant un niveau de qualité supérieure à celle d'un produit courant similaire.

⁵ Indemnité Compensatoire aux Handicaps Naturels : cette politique conduite depuis 1974 consiste à verser annuellement dans les zones de montagne et les zones défavorisées des aides aux exploitations herbagères d'élevage qui pratiquent un pâturage adapté au milieu.

⁶ La Prime Herbagère Agro-Environnementale est destinée à faciliter l'engagement dans les actions agroenvironnementales de maintien de l'ouverture des milieux à gestion extensive et de gestion des prairies. La Prime au Maintien du Troupeau de Vaches Allaitantes est une prime communautaire instaurée pour contribuer à compenser la baisse du prix de la viande bovine sur le marché communautaire.

⁷ La Prime à la Brebis ou à la Chèvre a pour objet de contribuer à compenser l'insuffisance de revenu résultant de la vente d'agneaux ou de chevreaux. La prime supplémentaire vient majorer la prime à la brebis lorsque l'activité de production se situe en zone défavorisée (montagne, piémont, défavorisée simple).

⁸ Droits à Paiement Unique : leur nombre, établi par exploitation, définit le montant des aides découplées instaurées depuis 2006.

Vente directe : multiplication des points de vente et promotion des productions à améliorer

Pour les exploitants qui développent la vente directe, une des contraintes rencontrées est la multiplication de leurs points de vente et donc de leurs déplacements, qui représentent un coût et un temps de travail importants.

C'est pourquoi, les exploitants concernés cherchent à promouvoir leurs produits pour développer la vente à la ferme et pour réduire le nombre de points de vente.

2 exploitants travaillent également avec une quinzaine d'autres agriculteurs à la mise en œuvre d'un point de vente directe collectif. Autour de ce projet, a été créée l'association du point de vente collectif du Val de Drôme. Après 2 ans de réflexion et de recherche, le projet se concrétise sur la commune de Vaunaveys.

Ces mêmes exploitants participent aussi à un groupe de travail du programme DELTA⁹ sur la commercialisation des productions. Ce travail a débouché sur la création d'un catalogue commun de produits destiné à des comités d'entreprises.

1.6. PERENNITE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

L'âge de chaque exploitant de la commune a été relevé en enquête, ainsi que, pour les plus de 50 ans ou les exploitants en cessation progressive, les projets de transmissions éventuels. Dans le cas d'une transmission, il est précisé s'il s'agit d'une installation ou d'un agrandissement. Par ailleurs, pour les formes sociétaires, un âge moyen a été calculé.

Ces données ont pu être récoltées pour les 11 exploitations enquêtées sur la commune et pour 12 exploitations extérieures à la commune (Combovin, Le Chaffal, Beaufort/Gervanne, Plan-de-Baix).

Surfaces occupées à Gigors-et-Lozeron par tranche d'âges des exploitants de la commune

	<40 ans	40 à 50 ans	>50 ans
Nombre d'exploitants de la commune	4	4	3
%	36,5	36,5	27
SAU sur la commune (en ha)	186	315	51
%	34	57	9

Source : enquêtes diagnostic agricole, APAP, 2007

L'âge moyen des exploitants de Gigors-et-Lozeron est 43 ans.

⁹ Diversité des Exploitations en Lien avec les Territoires Ruraux : travail coordonné par la chambre d'agriculture, en partenariat avec l'APAP, le CFPPA de Die, la Communauté de communes du Val de Drôme.

Pérennité des exploitants de 50 ans et plus

Succession	Nombre d'exploitations travaillant sur la commune	Nombre d'exploitations ayant leur siège sur la commune	Surfaces sur la commune et % de la SA communale	Systèmes de productions
Repreneur connu et reprise envisagée	1 : reprise hors cadre familial		3 0,3 %	Polyculture-élevage
Repreneur connu et reprise compromise	1 : reprise hors cadre familial	1 : reprise hors cadre familial	5 0,5 %	Polyculture-élevage
Pas de repreneur souhaité	2 (51 et 60 ans)	2 (51 et 60 ans)	192 18 %	Polyculture-élevage Poly-élevage
Ne cherchent pas*	2 (52 et 54 ans)		143 14 %	Vaches allaitantes Ovins viande

Source : enquêtes diagnostic agricole, APAP, 2007

* Ce cas apparaît sous l'intitulé « ne se pose pas » sur la carte des « Ages et succession ».

3 exploitants extérieurs à la commune ont plus de 50 ans et aucune reprise n'est envisagée pour 2 d'entre eux qui exploitent 14 % de la SAU de la commune. 3 exploitants de Gigors-et-Lozeron ont 50 ans ou plus. Parmi eux, une reprise hors cadre familial pourrait avoir lieu dans le cadre d'une installation. Cela dit, selon le cédant, cette reprise est pour l'instant compromise car l'exploitation manque de surfaces pour être viable.

Pour les 2 autres exploitations, les agriculteurs ne se préoccupent pas de la question de la succession et ne souhaitent d'ailleurs pas forcément transmettre leur structure ou conserver la vocation agricole des terres.

Régimes de développement

Régime de développement	Nombre d'exploitations de la commune
En développement	4
Rythme de croisière	4
Cessation progressive	3

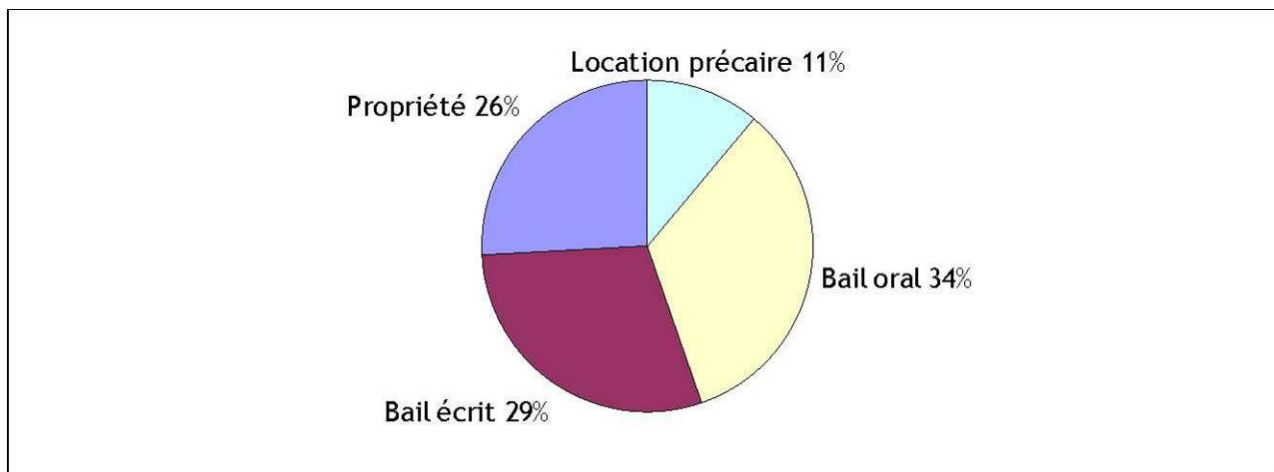
Source : enquêtes diagnostic agricole, APAP, 2007

Les 3 exploitations en cessation sont situées dans la partie basse de la commune. Parmi elles, 2 concernent les exploitants de plus de 50 ans qui ne souhaitent pas de repreneur.

Cessations possibles dans les 10 ans

Au vu des âges et des régimes de développement des exploitations, 4 exploitations de Gigors-et-Lozeron risquent de cesser leur activité dans les 10 ans à venir. Ces exploitations représentent 218 ha, soit 21 % de la SAU de la commune. De plus, si l'on considère uniquement les exploitants ne recherchant pas de repreneurs, cela représente 210 ha et 20 % de la SAU. De plus, 18 % de la SAU risque de perdre sa vocation agricole. Il serait par conséquent intéressant sur cette commune d'accompagner les cédants, dans une optique de facilitation des installations par anticipation des départs.

1.7. MODES DE FAIRE VALOIR



Source : enquêtes diagnostic agricole, APAP, 2007

Le diagramme ci-dessus prend en compte 11 exploitations de Gigors-et-Lozeron.

Les surfaces indiquées en location précaire correspondent à une autorisation temporaire d'exploiter, pour laquelle l'exploitant ne peut justifier d'un paiement. Le pourcentage réel de cette forme précaire est sans doute plus élevé que celui calculé à partir des données recueillies. La propriété représente environ un quart des surfaces agricoles et seulement la moitié de la SAU peut être considérée comme stable.

1.8. STRUCTURE DES PARCELLAIRES

Structure du parcellaire	Nombre d'exploitations de la commune
Goupée	3
Moyennement groupée	7
Dispersée	1

Source : enquêtes diagnostic agricole, APAP, 2007

L'exploitation qualifiée de dispersée est une petite structure éclatée sur la commune et avec un petit regroupement de parcelles sur Cobonne. Les exploitations groupées se situent plutôt sur la zone de plateau, mais concernent également une structure de taille plus réduite localisée à Lozeron.

Globalement, la commune connaît un morcellement important de ses exploitations, en particulier dans sa moitié sud.

1.9. BATIMENTS AGRICOLES ET URBANISATION

Au cours des enquêtes, il a été demandé aux agriculteurs de qualifier la situation de leurs bâtiments agricoles par rapport à l'urbanisation.

Situation des bâtiments agricoles par rapport à l'urbanisation	Nombre d'exploitations de la commune
Eloignés	10
Proches ou en contact	1
Enclavés	0

Source : enquêtes diagnostic agricole, APAP, 2007

La pression urbaine à Gigors-et-Lozeron est considérée par la plupart des exploitants comme moyenne : les exploitations, même celles proches ou en contact de l'urbanisation, ne sont pas touchées directement par cette pression, mais les exploitants ont conscience de son existence en particulier dans la zone basse de la commune.

Cette tendance inquiète les agriculteurs, car elle pourrait influencer sur le prix des terrains agricoles.

1.10. VALEURS AGRICOLES ET ENJEUX DE PRESERVATION

Les valeurs présentées dans la carte sont les suivantes :

- Accès : Facilité d'accès,
- Agriculture en général : parcelle non utilisée par l'exploitation en place, mais potentiellement intéressante pour une autre exploitation,
- Aménagement : aménagement existant, en projet ou en cours,
- Fonctionnement : surfaces indispensables pour les petites exploitations ou pratiques à exploiter (exploitées dans la continuité d'autres parcelles),
- Continuité agricole : grande parcelle d'un seul tenant ou en contact avec une zone agricole importante,
- Surfaces mécanisables,
- Potentialités agronomiques du sol,
- Proximité : proximité par rapport aux bâtiments agricoles ou au siège,
- Projet : parcelle non utilisée mais ayant un projet.

A partir de ces valeurs, les surfaces ont été classées selon 4 catégories d'enjeux, basées sur les critères suivants :

→ Enjeux prioritaires :

- Parcelles à proximité du siège ou du bâtiment agricole principal
- Parcelles présentant de bonnes conditions d'exploitation : mécanisable, accessible, grandes surfaces
- Potentiel agronomique intéressant
- Aménagement existant ou en cours
- AOC viticole

→ Enjeux forts :

- Surfaces présentant des conditions d'exploitation plus difficiles : pentes, accès, isolement
- Parcelles non utilisées mais pour lesquelles il y a un projet justifiant ce classement
- Ilot de grande taille commençant à être enclavé
- Parcelles non utilisées, mais enclavées dans des terres agricoles et dont la constructibilité entraînerait un mitage de ces terres

→ Enjeux faibles :

- Ilots de petite surface, isolés ou à proximité d'une zone urbanisée
- Parcelles isolées et non utilisées pour lesquelles il y a un vague projet

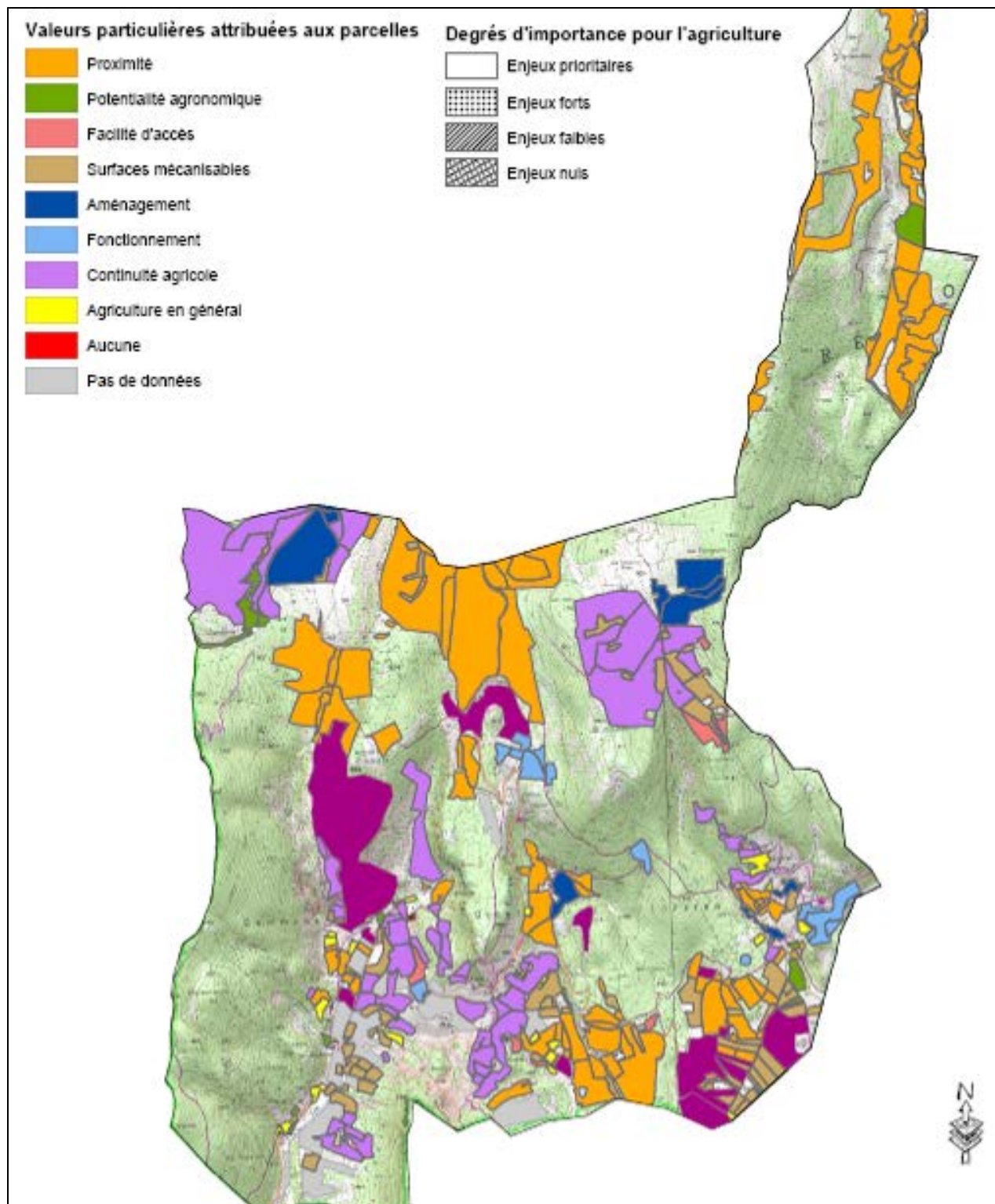
→ Enjeux nuls :

- Parcelles non utilisées, sans projet et dont la constructibilité ne porterait pas atteinte à l'activité agricole
- Parcelles enclavées répondant à une logique d'urbanisation à terme

La carte résultante est présentée ci-dessous.

Ainsi, quasiment toute la SAU est en enjeux prioritaires, si ce n'est des micro-parcelles isolées et plus difficiles à travailler situées sur des terrains très pentus et parfois non utilisés.

Carte des enjeux du parcellaire Agricole



1.11. ENJEUX FONCIERS

– Difficultés pour l'installation de nouveaux exploitants

L'installation de nouveaux exploitants rencontre des difficultés d'ordres divers :

- Même si la législation française prévoit une politique des structures agricoles visant à limiter le cumul des terres et à favoriser l'installation, les politiques appliquées favorisent plutôt l'agrandissement et la concentration des exploitations.
- La SAFER, malgré son droit de contrôle et de préemption lors de transferts fonciers agricoles, n'a pas de moyen coercitif pour faire appliquer ses décisions auprès des propriétaires et des agriculteurs. Les transactions s'effectuent souvent par ententes tacites et les terres libérées sont la plupart du temps reprises par des exploitations déjà en place ou transmises à un membre de la famille ou à un enfant du pays.
- L'existence d'une surface de référence conditionnant la viabilité économique des exploitations exclut les petites structures ou les obligent à acquérir des terres pour conserver leur statut. Dans la même logique, les aides à l'installation sont conditionnées à une surface minimum.
- Le prix excessif de l'immobilier rend difficile l'accès au logement.

– Besoin de surfaces

6 exploitants ont exprimé un besoin de surfaces :

Raisons évoquées	Taille des exploitations	Structures des parcellaires
Augmenter les surfaces en céréales	< 20 ha	Moyennement groupée
Augmenter les surfaces en fourrage	< 40 ha	Moyennement groupée
Récupérer des terres enclavées dans les parcelles exploitées	80-100 ha	Moyennement groupée
Augmenter le troupeau ovin ou diversifier les types d'élevage (chèvres)	100-200 ha	Moyennement groupée
Rendre l'exploitation viable en vue d'une succession	< 10 ha	Dispersée
Faciliter les déplacements du troupeau	< 20 ha	Groupée

Source : enquêtes diagnostic agricole, APAP, 2007

– Pression urbaine :

Elle prend sur la commune 2 formes distinctes, mais l'impact principal reste la hausse du prix de l'immobilier :

- Arrivée de nouveaux habitants (citadins, résidents secondaires) : risque de conflits d'usage, achat de terres agricoles et de maisons dont le prix n'est pas accessible à la population agricole.
- Activité de chasse : certains terrains agricoles ont été rachetés par des chasseurs extérieurs à la commune pour leur activité cynégétique. Ces terrains gardent leur vocation agricole sous forme de fermage.

Cependant, ce qui inquiète les agriculteurs est le prix très élevé payé par ces chasseurs, inaccessible aux exploitants agricoles et qui pourrait faire référence dans l'avenir.

G/ Aspects environnemental et paysager

1/ Mesures Agro-environnementales (MAE) (voir annexe 2)

Les données récoltées sur ce sujet sont incomplètes car elles proviennent uniquement des enquêtes menées auprès des agriculteurs, sachant que les exploitations ont connu des changements, notamment de chefs d'exploitation.

De plus, nous rappelons que 11 exploitations sur 12 ont été enquêtées.

Enfin, rien n'a été demandé concernant l'ancienne Prime au Maintien des Systèmes d'Elevage Extensifs (PMSEE), qui a donné lieu par la suite à la PHAE.

MAE passées :

Intitulés	Périodes	Nombre d'exploitations de commune la
Article 19	1991-1998	1
OLAE Article 21	1995 -2001	2
PMSEE	1993-1998	Pas de données

Source : enquêtes diagnostic agricole, APAP, 2007

OLAE : Opération Locale Agro-Environnementale

Ces MAE, axées en priorité sur les zones présentant un risque de déprise, ont surtout permis d'entretenir des milieux ouverts.

MAE actuelles :

Intitulés	Périodes	Nombre d'exploitations de la commune	MAE principales
CTE	2002-2007	1	Entretien des milieux ouverts, clôture, limitation des fertilisants
CAD	2005-2010 2004-2007	2	Reconversion AB Reconversion AB, compostage, maintien prairies, mesures caprines pour amélioration du troupeau et adaptation du système d'élevage au cahier des charges AOC Picodon
PHAE	Depuis 2003	6	

Source : enquêtes diagnostic agricole, APAP, 2007

CTE : Contrat Territorial d'Exploitation

CAD : Contrat d'Agriculture Durable

PHAE : Prime Herbagère Agro-Environnementale

2/ Indemnité Compensatoire aux Handicaps Naturels (ICHN)

Gigors-et-Lozeron est située dans un territoire éligible à l'ICHN en tant que zone de montagne.

En effet, l'ICHN est considérée depuis son origine comme la mesure essentielle de la politique de soutien à l'agriculture de montagne. Son principe est de compenser financièrement les surcoûts de production des exploitations liés aux handicaps naturels permanents qu'elles subissent par rapport aux régions de plaine. Aujourd'hui, le principe de base d'attribution est le respect des bonnes pratiques agricoles habituelles compatibles avec les exigences de protection de l'environnement en assurant la protection du sol, de l'eau, de la biodiversité et l'ouverture des paysages. Cette mesure tient une place importante pour les agriculteurs de la commune puisque 6 exploitations sur les 11 enquêtées en sont bénéficiaires.

Précisions sur les productions en AB :

Les surfaces certifiées biologiques sont en céréales, plantes aromatiques et en cultures fourragères, réparties sur 2 exploitations.

4/ Sensibilité des agriculteurs à l'environnement

De façon générale, les préoccupations environnementales trouvent un écho favorable chez les agriculteurs de la commune. Ainsi, 8 exploitants sur les 11 enquêtés ont montré une sincère sensibilité à la préservation du cadre de vie et de l'environnement. 4 d'entre eux au moins ont aménagé dans ce sens leur exploitation (intégration paysagère, implantation de haies, écoconstruction...). Concernant les énergies renouvelables, un exploitant produit de façon marginale des biocarburants de type HVP (huiles végétales pures). Il souhaite à terme utiliser son huile de tournesol pour alimenter plutôt une chaudière à huile. Ce thème interpelle la moitié des agriculteurs, même si ceux-ci voient plus de possibilités domestiques qu'agricoles dans l'utilisation des énergies renouvelables. C'est pourquoi, une information sur leur utilisation en agriculture mériterait d'être effectuée sur la commune.

5/ Carte des zones intéressantes à débroussailler ou rouvrir selon les agriculteurs

La carte met en parallèle les zones que les agriculteurs souhaiteraient débroussailler ou rouvrir avec les parcelles ayant bénéficié des Articles 19 et 21. Les parcelles cartographiées « Article 19 », « Article 21 » et « Articles 19 et 21 » sont celles ayant bénéficié de ces articles sur une partie de leur surface et pas forcément sur leur superficie totale. Ainsi, la plupart des demandes actuelles ne concernent pas les mêmes zones que celles ayant bénéficié des Articles 19 et 21. Cela dit, il faut tenir compte des lacunes existantes sur ces données (voir paragraphe 1/ sur les MAE).

Augmentation des surfaces en agriculture biologique

Les 2 CAD axés sur la reconversion en agriculture biologique devraient permettre une augmentation des surfaces certifiées biologiques à court terme. En outre, plus de la moitié des exploitants ont une réelle conscience écologiste et suivent des pratiques respectueuses de l'environnement, mais ne souhaitent pas être certifiés, à cause des frais, des contraintes et des contrôles que cela induit.

Par ailleurs, les plantes aromatiques sont biologiques pour être en conformité avec le cahier des charges de la SICA Bioplantes, qui fournit ses productions à la société ELIXENS. Depuis la cession de L'Oréal en mars 2010, les productions de la SICA ne sont plus vendues directement à Sanoflore. Il est à noter que la SICA Bioplantes est la plus grande de France en agriculture biologique, regroupant 350 ha, répartis sur des exploitations de la Drôme, du Gard, des Alpes de Haute Provence, de l'Ardèche et de l'Isère.

Entretien des milieux ouverts

4 agriculteurs rencontrent des difficultés dans l'entretien de leurs zones de pâture, en raison de la diminution de la main-d'œuvre sur les exploitations et de la modification des pratiques d'élevage (augmentation des parcs au détriment de la garde, diminution du nombre de chèvres et de moutons). Ainsi, ces agriculteurs ont exprimé le souhait d'être aidés financièrement pour débroussailler ou rouvrir des parcelles. Certains agriculteurs regrettent d'ailleurs que l'article 19 n'ait pas été reconduit. La non reconduction des articles 19 et 21 est liée à des résultats écologiques peu probants* ont surtout servi à maintenir des milieux ouverts ou à en rouvrir. De plus, certaines mesures prévues dans le cahier des charges de l'article 21 n'étaient pas réalistes par rapport aux nécessités et contraintes liées aux pratiques agricoles.

* Voir le Bilan-évaluation des actions conduites par l'APAP de 1997 à 2004, Aude GUITTON, 2005.

Il est à noter que la plupart des éleveurs de Gigors-et-Lozeron effectuent chaque année du débroussaillage pour entretenir leurs parcelles. Cependant, cela ne peut être que progressif et insuffisant car le coût et/ou le temps à investir sont élevés. De plus, l'entretien par le bétail n'est pas toujours possible, en particulier lorsqu'il s'agit de bovins.

III. AVENIR DE L'ACTIVITE AGRICOLE DE GIGORS-ET-LOZERON

A/ L'agriculture de la commune vue par les agriculteurs : atouts, faiblesses et perspectives d'évolution

Au cours des enquêtes réalisées dans les exploitations agricoles de Gigors-et-Lozeron, les agriculteurs se sont exprimés sur leur vision de l'agriculture de la commune : ses atouts, ses faiblesses et ses tendances d'évolution.

Il leur a été demandé également d'imaginer deux types de scénarii : un décrivant ce qui pourrait arriver de pire pour l'agriculture de la commune ou, au contraire, ce qui pourrait être des plus favorables au développement agricole.

Ce chapitre reprend uniquement ce qui a été évoqué par les agriculteurs, afin d'être au plus près de leurs points de vue. L'exposition objective des enjeux se retrouve tout au long du diagnostic et dans le chapitre « Synthèse des enjeux et pistes d'actions ».

1/ Atouts

- Bon réseau relationnel entre types d'agriculture analogues,
- Qualité du cadre de vie exceptionnelle,
- Existence sur la commune de groupements agricoles qui fonctionnent : groupement d'employeurs, groupement pastoral, SICA Bioplantes,
- Potentialités en matière d'accueil à la ferme (tourisme, classes...).

2/ Faiblesses

- Dans la zone basse de la commune : parcellaire morcelé,
- Pression urbaine : augmentation du prix de l'immobilier qui devient inaccessible aux agriculteurs,
- Difficulté à s'entraider entre voisins du fait de l'existence d'un climat de suspicion relatif à la question foncière,
- Conditions pédo-climatiques difficiles.

3/ Tendances d'évolution

- Existence de 2 types d'agriculture :
 - une agriculture «classique» avec des structures de taille moyenne à grande, ainsi qu'une grande dépendance aux primes de la PAC,
 - une agriculture diversifiée, voire innovante, avec des structures plus réduites et moins dépendantes des aides agricoles,

- Difficulté d'accès au foncier,
- Diminution du nombre d'agriculteurs,
- Abandon et enfrichement des secteurs les moins productifs (surtout autour de Lozeron),
- Existence d'une sensibilité environnementaliste.

4/ Scénario optimiste

- Résolution ou réduction des conflits liés au foncier : développement de la communication entre les agriculteurs, acceptation mutuelle des 2 types d'agriculture, sensibilisation des propriétaires, information des agriculteurs sur les aspects réglementaires et législatifs,
- Anticipation des futures modifications de la PAC par les agriculteurs : diversification de l'activité agricole et des débouchés des productions, grâce notamment au développement de la valorisation en aval des productions par les exploitants,
- Changement de politique agricole : reconnaissance et encouragement des nouvelles formes d'agriculture,
- Mise en place d'un atelier de transformation collectif local (viande, lait).

5/ Scénario pessimiste

- Augmentation de la pression urbaine sur les terres agricoles, notamment pour l'activité cynégétique et les résidences secondaires : risque de conflits d'usage, difficulté pour l'installation de nouveaux exploitants agricoles,
- Diminution de la population agricole,
- Diminution des primes sans hausse du prix des productions.

B/ Les besoins à court terme pour l'agriculture de la commune

Le travail de diagnostic réalisé dans le cadre de la révision du PLU a permis de recensé les besoins en matière de développement et de constructions des agriculteurs en place.

Ils sont les suivants :

1. Les besoins liés à l'agriculture mais non nécessaires à l'exploitation agricole

Projets évoqués :

- SICA bioplante – un bâtiment pour le matériel
- Extension de Farevabio

Il sera éventuellement nécessaire de créer une zone circonscrite autour des bâtiments de Sanoflore/Farevabio. Ce zonage permettrait d'accueillir des activités agricoles et para-agricoles (sans lien avec une exploitation agricole)

2. Cas des zones aujourd'hui classées en zone naturelle mais qui reçoivent des activités agricoles ou des zones actuellement agricoles qui reçoivent une activité agricole non permanente (pastoralisme)

Cas de Sagnol, des Fouguets.

Les Fouguets : besoins identifiés par le GAEC BOS : activité pastorale 1 mois à l'automne et 1 mois au printemps ;

Sagnol : terres cultivées, verger + pâturage quasi permanent : Une partie de la zone NDs devrait être classée en A.

Possibilité pour ce type de zone d'un sous-secteur agricole pour lequel les activités sont recensées et les constructions limitées aux nécessités de ces activités. Exemple pour les activités pastorales : aménagement de chemin, impluvium, abri de berger, logement d'estive...

3. Zone de biodiversité et secteurs paysagers

Suite au diagnostic environnemental et paysager du territoire communal, des secteurs seront à protéger (sans construction possible) en raison de la qualité de la biodiversité et/ou des paysages. Ces secteurs devront l'objet d'une protection au titre du 7°) de l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme, même s'ils se trouvent être classés en zone agricole.

Zone à enjeux potentiels :

- une partie du vallon de l'Espéri : terrains VICAT;
- une partie du plateau des Chaux (Lozeron) : enjeu biodiversité mais aussi paysager.
- abords des hameaux principaux;

Cependant, il faut veiller à ce qu'il n'y ait pas de zone A inconstructible à proximité d'un siège ou un bâtiment agricole.

Possibilité d'imposer l'intégration paysagère des bâtiments agricoles dans le règlement.

Attention au règlement de la zone A : de plus en plus d'exploitations agricoles ont leurs bâtiments disséminés sur plusieurs sites (habitation à part, bâtiments matériels et bâtiments d'élevage ailleurs. Prévoir cette situation dans la rédaction du règlement.

Souvent cet éclatement est dû au fait que les agriculteurs en retraite gardent leur habitation et que l'exploitant qui reprend les terres a d'autres bâtiments sur un autre site.

Attention aussi à **l'association des propriétaires du Savel** qui gère le plateau du Savel. Secteur bien délimité géographiquement et partiellement couvert par le périmètre de protection du captage de La Doure.

D2. Identifier des éléments spécifiques à protéger :

Alignement d'arbres, arbres isolés, haies arbustives...

Plusieurs éléments végétaux éventuellement à protéger sur le plateau des Chaux. L'article L.123-1-5 7°) pourra éventuellement être utilisé.

E. Les projets particuliers - Projet de construction agricole ou problème soulevé par le POS actuel :

- Projet de « tunnel » à la Rivière car présence du loup : nécessité de bâtiments de protection des troupeaux, la nuit.
- Nicolas GRIMAUD : un projet de bâtiments à priori sur Charchauve.

2. LA FORÊT

Le territoire communal dispose de surfaces boisées importantes sur les vallons encaissés ainsi que sur les pentes des reliefs. Avec 2660 ha, la forêt représente environ 75 % du territoire communal.

3. LES ACTIVITES NON AGRICOLES

Activité industrielle

Malgré son isolement la commune de Gigors-et-Lozeron a la chance d'accueillir depuis une dizaine d'année une activité industrielle : l'entreprise Sanoflore.

Depuis la cession de l'entreprise Sanoflore par L'Oréal en mars 2010, deux activités coexistent sur le site de Gigors-et-Lozeron : Sanoflore, laboratoire de recherche et développement dédié aux Métiers Naturels et bio du Groupe L'Oréal (18 salariés) et Farevabio (Groupe Fareva), société industrielle de production de cosmétique et d'aromathérapie (60 salariés).

En plus des emplois directs, cette activité constitue une filière pour les agriculteurs du secteur qui produisent des plantes aromatiques.

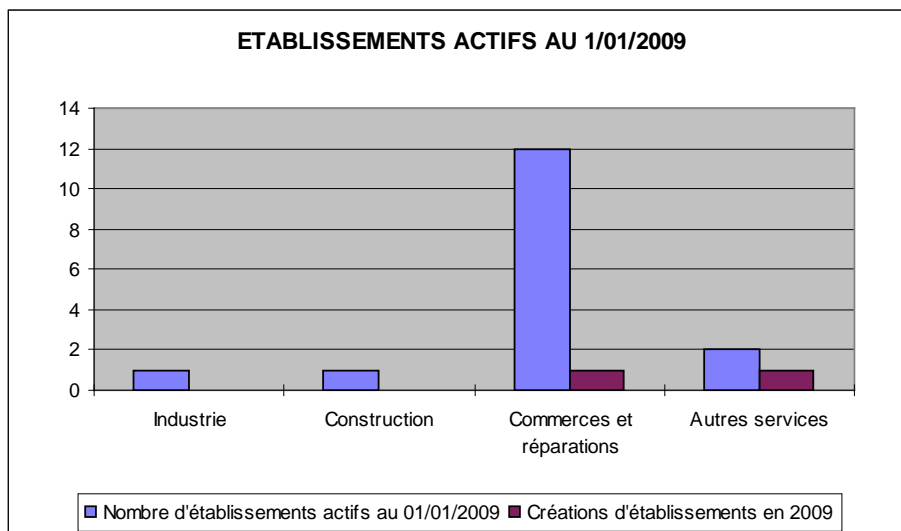
Ces agriculteurs sont regroupés au sein d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif Agricole spécialisée en plantes aromatiques, ayant passé 2 conventions avec l'entreprise Sanoflore, qui s'engage à acheter tous les produits de la SICA et à mettre à sa disposition du personnel compétent pour assurer une partie de sa gestion administrative et apporter un appui technique à ses adhérents.

Depuis les remaniements de l'entreprise Sanoflore, la SICA Bioplantes ne livre plus directement Sanoflore, mais commercialise ses productions par le biais d'une autre société : ELIXENS

Commerces – Services - Constructions

En 2007 l'INSEE recense 6 sociétés de services et une entreprise de construction sur la commune qui ne compte pas de commerce mais une livraison de pain est assurée.

Pour les achats quotidiens, les habitants se déplacent à Beaufort-sur-Gervanne qui dispose d'une épicerie, d'un tabac-presse et d'une boulangerie. Pour les achats plus importants et les services, Crest est la commune la plus fréquentée.



Il n'y a pas de zone spécifique réservée à l'accueil d'activités économiques sur la commune de Gigors. La communauté de communes du Val de Drôme détient la compétence en matière de développement économique.

Elle gère à ce titre des zones d'activités intercommunales à Livron, Loriol, Grâne et Eurre (Éco-site).

☐ **Tourisme**

Le tourisme est une activité assez importante sur la commune. Parfois complémentaire à l'agriculture, elle peut aussi être une activité principale pour quelques actifs. C'est ainsi que sur la commune sont recensées huit structures qui peuvent accueillir un total de 135 personnes environ, sous diverses formes : Chambres d'hôtes, meublés de tourisme ou gîtes de groupes. Parmi ces structures, le Domaine de Sagnol propose également un parcours de golf (9 trous).

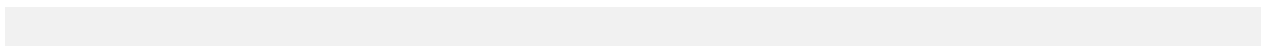
4. PERSPECTIVES ECONOMIQUES

Le secteur économique de Gigors-et-Lozeron reste modeste mais la présence d'une activité importante offre un nombre élevé d'emplois sur le territoire communal. La situation est malgré tout fragile car de nombreux emplois dépendent d'une seule entreprise. Il est donc important de promouvoir la diversification des activités en pérennisant les activités agricoles et touristiques.

Le recensement de 2006, révèle un nombre d'emplois se montant à 134 sur la commune. Avec un total de 83 actifs parmi la population communale, le ratio emploi / total des actifs s'élève ainsi à 1,6 emploi par actif sur la commune.

A priori, la commune n'a pas vocation à développer de zone d'activités économiques spécifique, en raison de sa situation géographique en retrait et de la présence de zones d'activités disposant de disponibilités dans un rayon relativement proche : à Eurre, Grâne, Loriol et Livron.

L'agriculture et le tourisme constituent les principales sources de développement des richesses économiques de la commune.



C. HABITAT ET URBANISATION

1. HISTORIQUE DU DEVELOPPEMENT URBAIN

La commune est très vaste puisqu'elle s'étend sur 3 527 ha, et couvre un territoire varié, depuis la vallée agricole (360 m) aux sommets rocaillieux (1.136 m).

L'implantation humaine s'est logiquement développée dans et en bordure des zones agricoles favorables, c'est-à-dire dans la moitié Sud de la commune :

- sur les contreforts dominant le plateau des Chaux et ses prolongements, GIGORS à l'Ouest, LOZERON à l'Est,
- dans la vallée de la Sye, au pied des pentes, en plusieurs hameaux, la Charousse, la Rivière, les Gauthiers, les Michels, etc.,

Les fermes sont plus dispersées, on les trouve sur l'ensemble du territoire communal dès que les terrains sont pâturables : vallon de Boussière, vallée de Perrache-Fouquets, les Combes, Paruel, les Sorbières, les Fonts, etc... Mais de nombreuses fermes isolées sont aujourd'hui abandonnées et en ruine.

L'habitat actuel ne se maintient plus qu'au Sud de la commune, bien exposé (Sud) et au climat moins rude (300 à 500 m d'altitude).

L'urbanisme est donc très éclaté, sans cœur véritable, puisque les deux villages ne comportent aucun centre véritablement identifié.

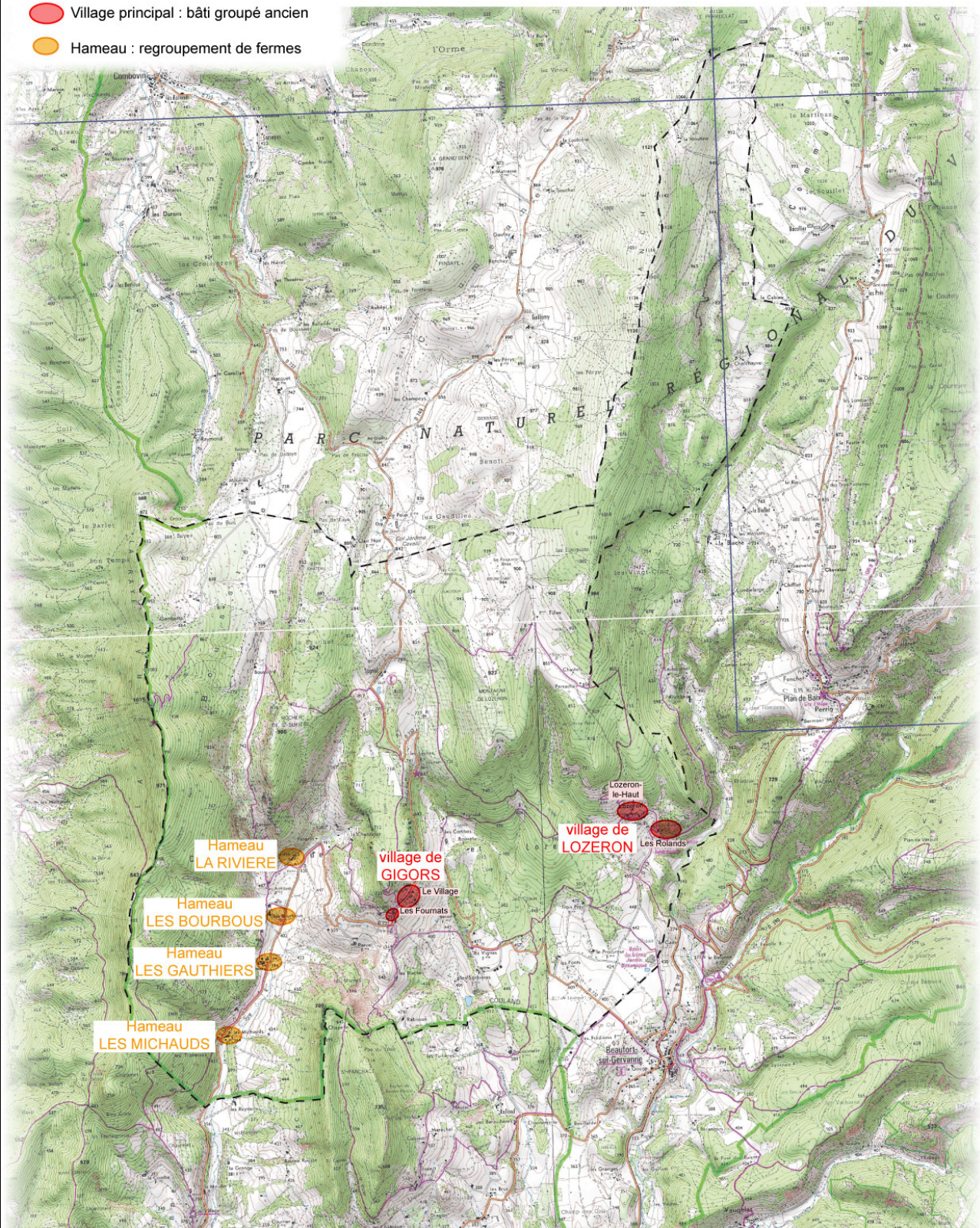
La commune s'est depuis longtemps dépeuplée, après un pic probable au XIX^{ème} siècle (cf. Historique). L'exode rural massif date de l'après-guerre : les fermes isolées se sont vidées, de même que les hameaux et villages.

Aujourd'hui, les habitations sont réparties en trois lieux principaux : Gigors (40 habitants), Lozeron (46 habitants) et le Val de Sye (54 habitants) qui regroupe les hameaux de la Rivière, des Bourbous, des Gauthiers et des Michauds. Enfin, quelques fermes sont réparties sur les hauteurs de la commune, « la Montagne » et totalisent une vingtaine d'habitants.

Commune de GIGORS-ET-LOZERON PLAN LOCAL D'URBANISME

- Illustration / bâti -

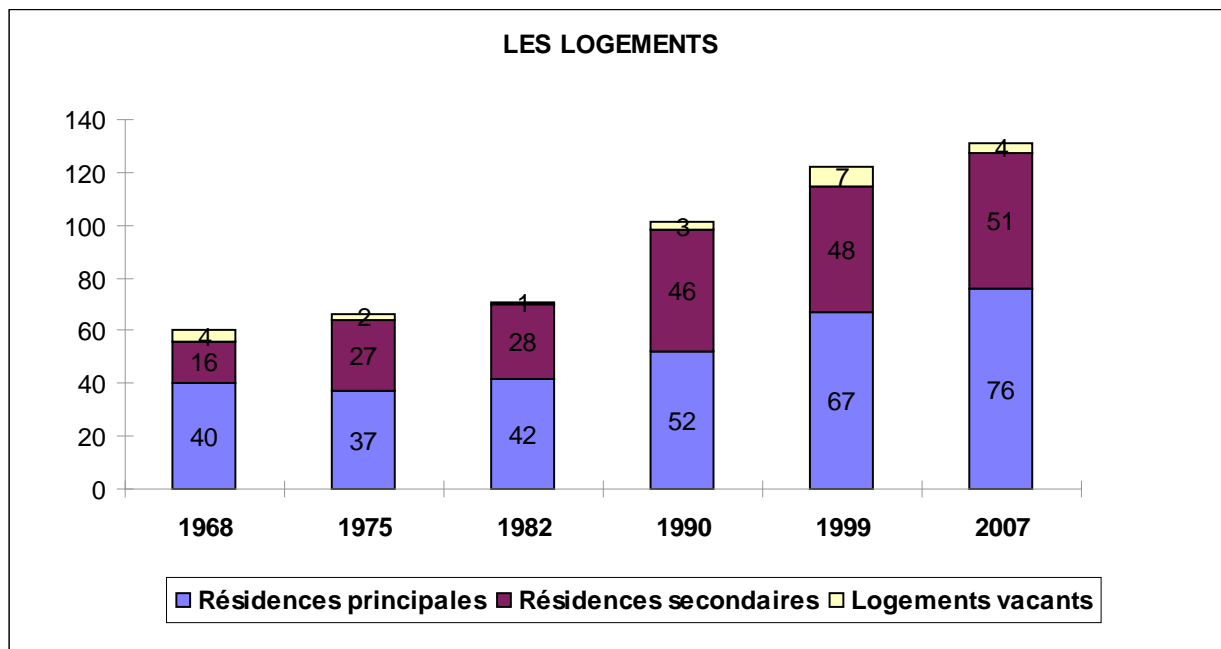
- Village principal : bâti groupé ancien
- Hameau : regroupement de fermes



Dossier n° 5.10.124 - Octobre 2010

2. CARACTERISTIQUES DU PARC IMMOBILIER

2.1. EVOLUTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS



Sur la période 1975-2006, le parc total de logements a enregistré une très forte progression (82,1%), passant de 66 à 120 logements. Cette augmentation a reposé à la fois sur le parc de résidences principales et le parc de résidences secondaires.

La croissance du nombre des résidences principales (+ 46 %) entre 1990 et 2007 est liée mais nettement supérieure à l'accroissement de population (+ 22 %) sur la même période. Cette différence est due, en partie, à la baisse du nombre de personnes par logement qui est passé de 2,6 à 2,2 sur la période. Ce phénomène de décohabitation a nécessité, à population constante, une dizaine de logements supplémentaires.

On remarque que les résidences secondaires qui représentent déjà 46 % des logements en 1990 augmentent légèrement et atteignent 51 % en 2007. Alors que sur le canton de Crest-nord, elles ne représentent que 12 % du parc et diminuent par rapport à 1999 (14%).

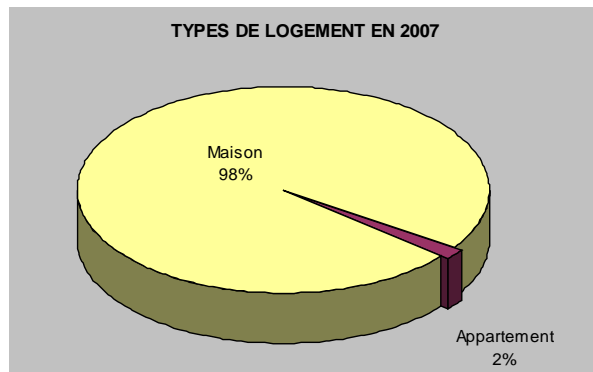
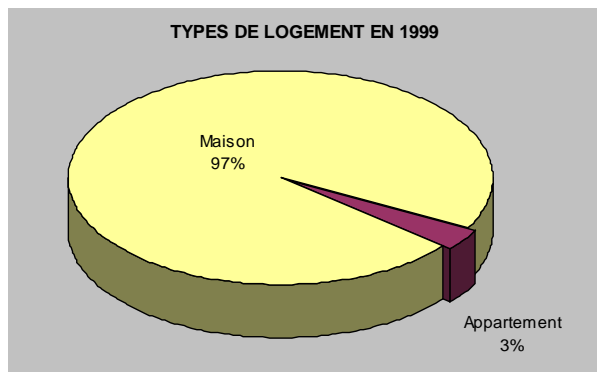
Les logements vacants sont plutôt stables et assez faibles ; ils ne représentent que 4 % du parc en 2007.

En valeur absolue, l'évolution du nombre de logements est de 30 logements en 17 ans soit 1,8 logement nouveau par an. L'évolution urbaine est donc très faible, depuis bien longtemps.

Les logements vacants et surtout les ruines, nombreuses, semblent par ailleurs attirer autant que la construction neuve. Si bien que l'évolution du parc reste modérée : encore 50 % des logements existants sont antérieurs à 1915. On observe toutefois une certaine reprise depuis 1975, destinée cependant surtout aux résidences secondaires.

2.2. TYPOLOGIE DES LOGEMENTS

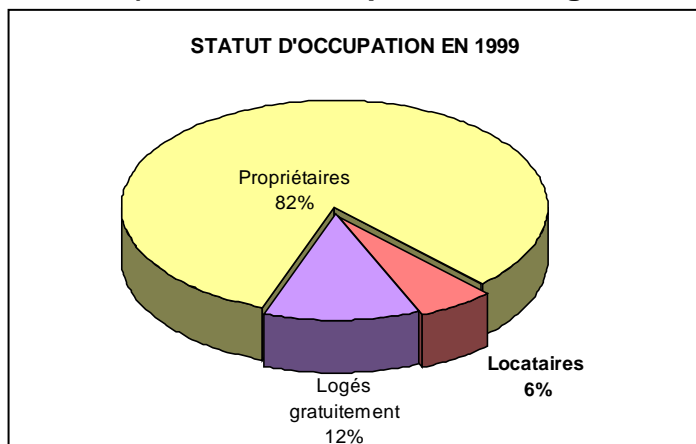
a) Logements individuels et collectifs



Le parc est dominé par la maison individuelle qui représente 98 % des logements. La part des logements collectifs a même diminué, le nombre d'appartements étant passé de 4 à 2 entre 1999 et 2007.

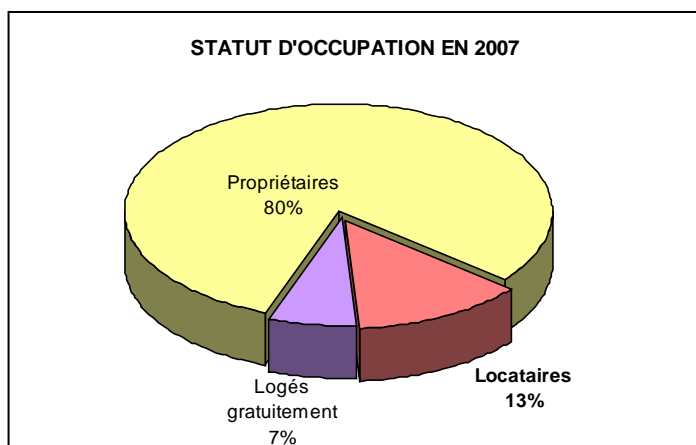
Sur l'ensemble du canton de Crest-Nord, les appartements représentent 11% du parc de logements.

b) Statut d'occupation des logements



Le logement en propriété domine très largement puisque seulement 13 % des logements en 2007 sont locatifs. Leur nombre a cependant fortement progressé entre les deux derniers recensements, passant de 4 à 10.

On peut noter que la commune est propriétaire d'un logement locatif (ancienne école de Lozeron).



A l'échelle du canton de Crest-nord, les logements locatifs représentent 20,5 % des logements.

c) Logements sociaux – Logements anciens

La commune ne dispose d'aucun logements sociaux.

d) Le potentiel de réhabilitation de constructions existantes

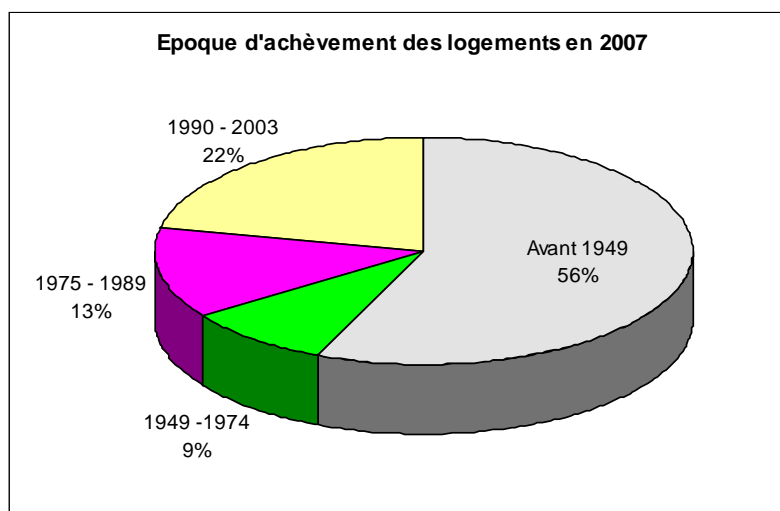
Une étude détaillée conduite par la mairie de Gigors-et-Lozeron au cours de l'année 2010 a permis de recenser les bâtiments qui pourraient être réhabilités pour créer de nouveaux logements.

- Village de Gigors : 2 à 5 logements potentiels
- Hameau de la Rivière : 1 à 4 logements potentiels
- Val de Sye : 1 à 4 logements potentiels
- Village de Lozeron : 1 à 6 logements potentiels

Soit un total de 5 à 20 logements potentiels dans le bâti existant.

Un contact auprès des propriétaires concernés a permis d'établir qu'à moyen termes (5 ans environ), ce sont environ 12 logements dont 7 locatifs qui pourraient être créés.

2.3. EPOQUE D'ACHEVEMENT



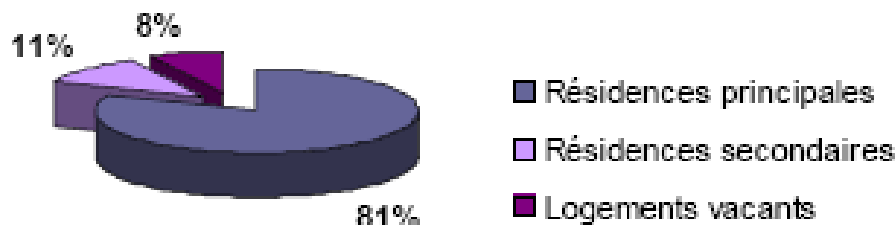
Le parc des logements est aujourd'hui dominé par les logements anciens avec près des deux tiers des logements (65 %) qui ont plus de 35 ans et 22 % qui ont moins de 20 ans.

Au niveau du canton, la répartition du parc est un peu plus équilibrée :

- seulement 52% des logements ont plus de 35 ans,
- 23 % du parc a moins de 20 ans.

2.4. SITUATION INTERCOMMUNALE

Répartition des logements



Source : FILOCOM 2005

	Parc total en 2005, dont :	Résidences principales	Résidences secondaires	Logements vacants
OCC	1 917	84%	10%	6%
OCPS	1 570	62%	29%	9%
CCVD	14 071	82%	11%	7%
La Confluence	6 978	89%	4%	8%
Livron	3 774	91%	2%	7%
Loriol	2 548	89%	2%	9%
BVD	3 924	88%	7%	4%
Vallée Gervanne	906	62%	37%	1%
Vallée Roubion	1 931	66%	28%	6%
Crest	4 299	85%	5%	10%
Ensemble	21 857	81%	11%	8%
Drôme	235 875	83%	8%	10%

Source : FILOCOM 2005

Le parc des résidences secondaires est essentiellement concentrée dans la vallée de la Gervanne. Ce qui confirme le statut particulier de cette vallée qui attire touristes et résidents secondaires ou retraités à la recherche de vieille pierres. Le résultats le plus marquants est le coût assez élevés des logements anciens.

Le territoire intercommunal se caractérise :

- **Par une proportion élevée de logements très anciens** : - 28 % des résidences principales datent d'avant 1915 contre 21 % à l'échelle de la Drôme.
- **Une faible part de la production de logements d'après-guerre (1950 – 1975),**
- **mais une part élevée des logements construits après 1975** : avec un important parc de propriétaires occupants datant des années 1980, période de forte expansion de l'habitat pavillonnaire en périphérie des agglomérations. Et un parc récent, d'après 1990, relativement bien représenté : 13 % des logements occupés ont été construits entre 1990 et 1999 (Drôme : 12 %).

C'est le parc locatif privé qui concentre la plus forte part de logements anciens – 54 % de logements antérieurs à 1950 contre 41 % pour le département – notamment à Crest et dans la Basse Vallée de la Drôme. La Communauté de Communes du Pays de Saillans, la Vallée de la Gervanne et Vallée du Roubion sont dotés d'un parc privé, locatifs et de propriétaires occupants, globalement très ancien.

Le parc social est quant à lui relativement récent sur le territoire, avec certes une majorité de logements d'après-guerre, mais surtout une surreprésentation du parc d'après 1990 - 30 % contre 15 % à l'échelle du département. Cependant, il existe des écarts entre les villes centres, qui concentrent l'essentiel du parc social. En effet, alors que le parc de Crest est vieillissant -73 % du parc social construit entre 1950 et 1975 – sur Confluence le parc est très récent à Livron (68 % d'après 1990) et semi-récent à Lorient (66 % de 1975 à 1990).

Le Marché immobilier de la Vallée de la Gervanne

▪ **Le marché locatif**

Les agences n'interviennent pas en location car il y a peu de biens. Le volume de demande est faible (surtout dans la Vallée de la Gervanne) mais quelques demandes sont insatisfaites faute d'offre (notamment à proximité de Crest, exemple Cobonne).

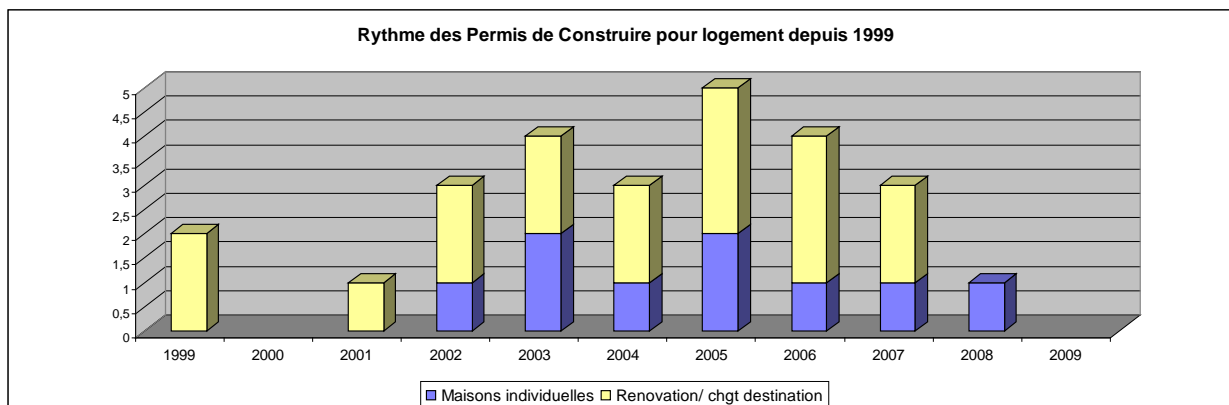
▪ **Sur le marché de la revente** on compte un peu plus d'offres que de demandes.

La population de ces territoires est vieillissante et cherche à se rapprocher des villes ayant des commodités. Les jeunes populations sont moins attirées par ces territoires (plus éloignés des pôles d'emplois, pas l'ADSL, ...).

La demande qui s'exprime sur ce territoire provient de ménages extérieurs qui recherchent principalement des résidences secondaires. Ces ménages ont des budgets conséquents : à partir de 300 000 € et jusqu'à 500 000 €. Parmi eux des parisiens ainsi que de jeunes retraités recherchant la « qualité de vie au Sud et le grand air », et quelques personnes du Sud de la France. Certains des jeunes retraités s'aperçoivent après achat qu'il s'agit de territoires relativement isolés et finissent par se rapprocher de Crest, Lorient ou Livron.

Dans la Vallée de la Gervanne, l'offre est particulièrement faible. Elle se concentre le plus souvent sur la commune médiévale de Beaufort sur Gervanne. L'offre se compose de maisons de rue (entre 70 et 90 m² habitables sans/ou petit extérieur) autour de 150 – 160 000 € et de grandes propriétés (mas, bastides) vendue en moyenne entre 350 et 400 000 €. Les maisons de rue haut de gamme et de caractère dans les villages médiévaux (Beaufort sur Gervanne notamment) peuvent se vendre à partir de 320 000 € et jusqu'à 500 000 €.

2.5. RYTHME DE LA CONSTRUCTION



A Gigors-et-Lozeron, 26 autorisations de construire ou rénover des logements ont été accordées sur la période de 1999 à 2009 soit une moyenne de 2,4 permis par an.

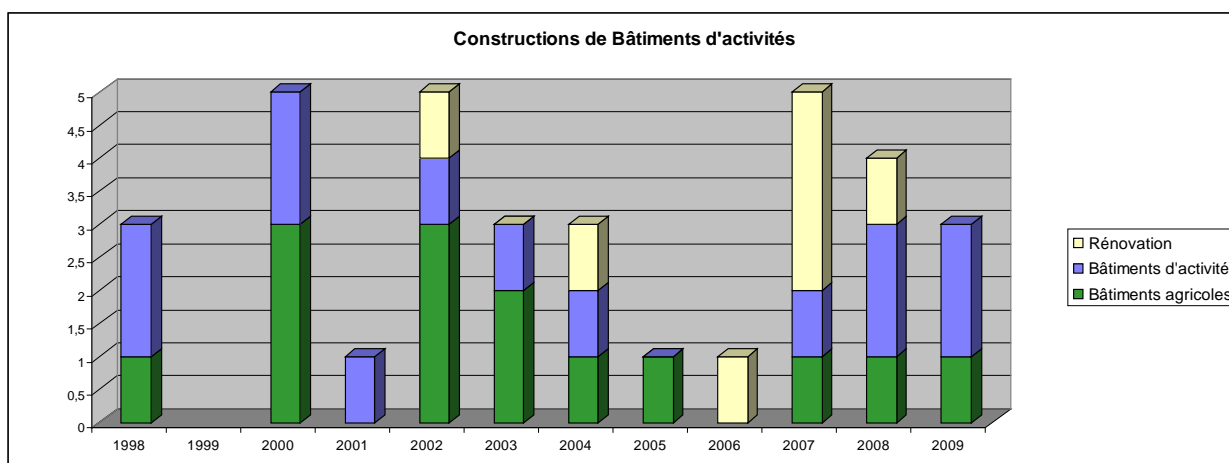
Ces autorisations concernent :

- des maisons individuelles neuves pour 35 % : 0,8 permis par an en moyenne ;
- des rénovations/changements de destination de bâtiments existants pour 65% : 1,5 permis par an en moyenne.

On notera qu'aucun logement collectif n'a été construit sur la commune et que le rythme de construction est assez irrégulier, il est accentué en 2003, 2005 et 2006.

Le niveau de construction devrait rester à un niveau relativement bas compte tenu de la faible pression foncière s'exerçant sur la commune.

Il faut également noter que 27 permis de construire ont été accordés sur la même période pour des bâtiments d'activités : 14 pour des bâtiments agricoles, 13 pour d'autres activités. En outre 7 rénovations/restaurations à destination d'activité ou à usage agricole ont été effectuées.



3. PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (P.L.H.)

La communauté de communes du Val de Drôme qui dispose d'un Programme Local de l'Habitat depuis 2003 a lancé la révision de ce document en 2007. Il a été approuvé en conseil communautaire le 16 décembre 2010 pour une application sur la période 2011-2017.

Le territoire du PLH est complexe car très vaste : il dispose de sa propre cohérence économique et sociale, mais subit la pression des agglomérations montilienne et valentinoise. Il est en partie péri-urbain par le niveau de service offert et par le nombre de ses habitants et très rural pour une grande partie de sa superficie.

Une classification des communes en trois catégories est proposée par le PLH, afin de répondre aux enjeux différenciés :

▪ ***Commune Péri-urbaine :***

- Population communale supérieure à 3 000 habitants
- Présence de logements collectifs (25% des résidences principales)
- Proximité aux axes autoroutiers et/ou routiers supportant un fort trafic dense
- Niveau d'équipements de services publics et privés et de commerces conséquents

▪ ***Commune Semi-rurale :***

- Population communale qui est comprise entre 200 et 3 000 habitants
- Forte prédominance de l'habitat individuel, légère part du logement collectif (10 et 20 % des résidences principales)
- Proximité des espaces urbains
- Proximité aux axes routiers supportant un trafic régulier important
- Niveau d'équipements de services et de commerces minimum

▪ ***Commune Rurale :***

- Population communale qui s'établit entre 10 et 199 habitants
- Quasi exclusivité de l'habitat individuel,
- Eloignement aux espaces urbains concentrant l'ensemble des équipements de services
- Offre de services, de commerces et d'équipements inexistante ou très limitée.

Gigors et Lozeron appartient à cette troisième catégorie.

a) Les objectifs du PLH

Le diagnostic du PLH a montré que la consommation foncière des années précédentes est excessive, par rapport aux objectifs attendu par la charte pour un habitat durable du département (taille moyenne des parcelles de 1700 m², entre 2004 à 2007).

Afin de tendre progressivement vers une amélioration de la consommation foncière, des objectifs de densité territorialisés sont proposés dans le PLH :

- **Commune Péri-urbaine :**
 - ✓ **20 à 35 logements / ha,**
 - ✓ **Parcelles de 300 à 500 m² en moyenne**
- **Commune Semi-rurale :**
 - ✓ **12 à 20 logements / ha,**
 - ✓ **Parcelles de 500-800 m² en moyenne**
- **Commune Rurale :**
 - ✓ **7 à 12 logements /ha,**
 - ✓ **Parcelles de 800 à 1 500 m² en moyenne**

b) Les orientations du PLH

Les 4 orientations fixées par ce PLH sont les suivantes :

- 1) Assurer un développement cohérent et équilibré de l'offre nouvelle
- 2) Valoriser le patrimoine existant et Répondre aux besoins de l'ensemble des ménages
- 3) Favoriser les aménagements durables
- 4) Animer et évaluer le PLH.

c) Les objectifs quantitatifs du PLH

Dans l'objectif d'améliorer la diversité du parc de logement et de répondre à la demande exprimée dans le diagnostic, la CCVD se fixe l'objectif d'atteindre 9 % de logements locatifs sociaux à l'horizon 2016, contre 6% en 2006

	LS* 2006	% LS 2006	estimation du parc LS en 2008	Objectif PLH					RP 2016	LS 2016	% LS 2016
				logts / an	logts 6 ans	LS/an	LS 6 ans	% LS/obj			
	823	6%	960	309	1854	75	450	24%	15 254	1 411	9%
CCC	108	7%	130	37,5	225	10	60	27%	1 756	190	11%
CCPS	37	4%	45	18,5	111	3	18	16%	1 012	63	6%
CCVD	678	6%	785	253	1518	62	373	25%	12 486	1 158	9,2%
Confluence	570	9.2%	590	122	732	32	190	26%	6 675	780	12%
Basse Vallée de la Drôme	61	1.8%	130	92	552	22	134	24%	3 846	264	7%
Vallée de la Gervanne	5	0.8%	5	16	96	4	23	24%	614	28	5%
Vallée du Roubion	42	3.1%	60	23	138	4	26	18%	1 351	86	6%

Des objectifs quantitatifs de production de logements ont été validés commune par commune avec les orientations du PLH.

La territorialisation du PLH tente de répondre à des enjeux différenciés sans ignorer aucun des territoires ni aucune de ses contraintes.

Elle privilégie largement les pôles de services et d'équipements mais prend en compte l'objectif de maintien de la population dans les plus petites communes.

Pour l'ensemble de la vallée de la Gervanne le PLH fixe un objectif de production de 12 logements privés et 4 locatifs sociaux par an.

Décliné à l'échelle de Gigors et Lozeron, cet objectif devient : 2 logements privés et 0,3 locatif social par an.

En terme de répartition territoriale, le PLH préconise sur la vallée de la Gervanne notamment, qu'une attention particulière soit portée au développement d'opérations constituées de logements locatifs sociaux (volumétrie des opérations de logements sociaux dans les communes nécessitant des déplacements journaliers en voiture pour rejoindre les pôles d'emplois et de services ; développement en adéquation avec les besoins des populations locales et/ou travaillant sur place). La cohérence du développement de ces opérations devra être appréciée à l'échelle du territoire.

Enfin, la répartition des objectifs de logements préconisée dans la vallée de la Gervanne représente 6% du parc total de logements, soit environ 16 logements par an, ce qui à l'échelle de la commune de Gigors et Lozeron se traduit par environ 2 logements par an, soit 12 logements sur la durée du PLH (six ans).

d) Les modes de production

L'objectif global de production de logements sera à réaliser aussi bien dans le cadre du renouvellement urbain, c'est à dire par réhabilitation ou reconstruction de l'existant, que par des extensions urbaines.

Le P.L.U. doit être compatible avec les objectifs du P.L.H.

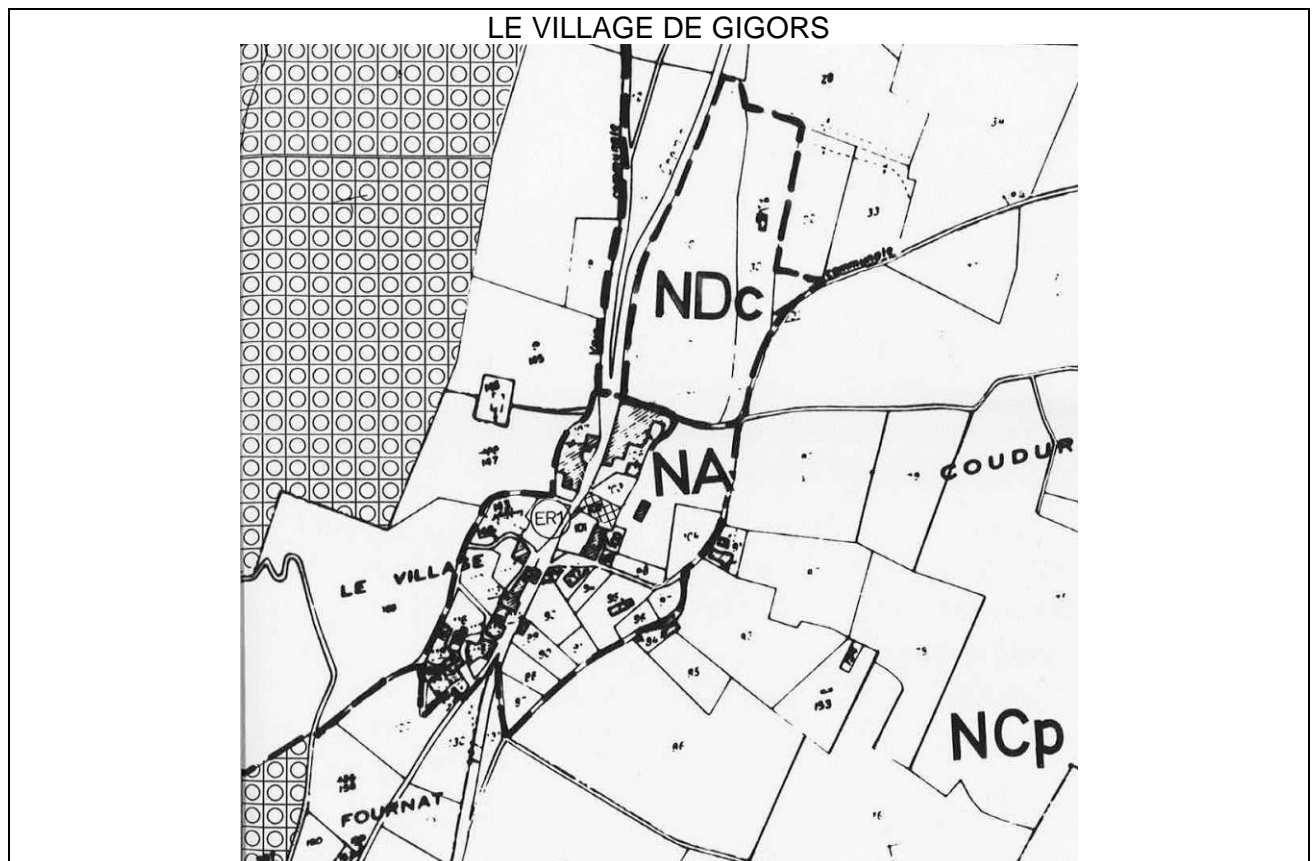
4. BILAN DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE

4.1. BILAN DU POS

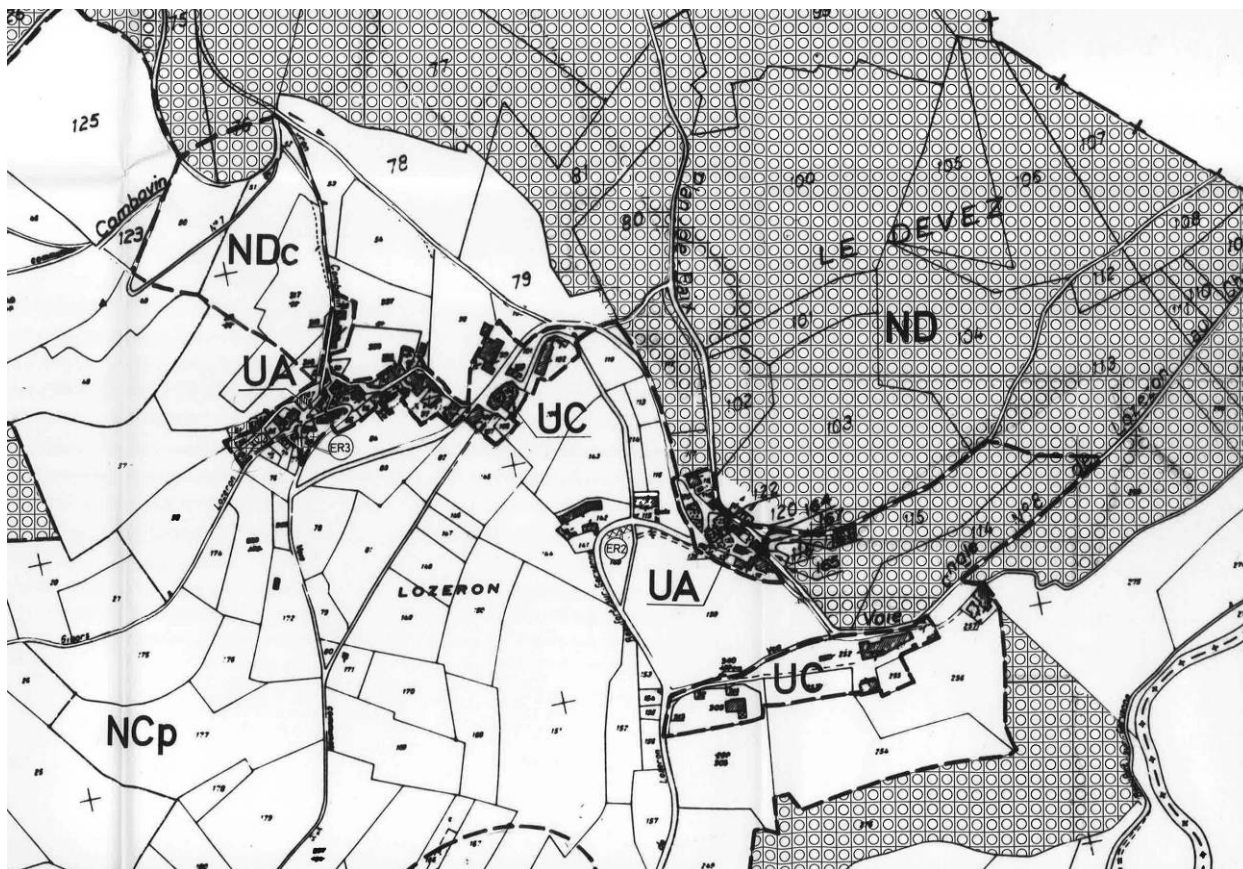
Aucune construction de logement nouveau dans les zones urbaines depuis l'approbation du POS mais seulement des réhabilitations de constructions existantes.

Les raisons sont à priori les suivantes :

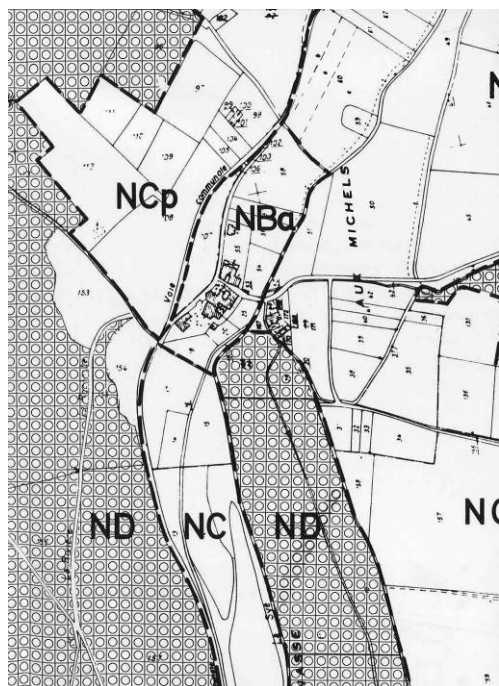
- un zonage du POS présentant très peu de zones urbaines constructibles ;
- un zonage non adaptés aux opportunités de libérations foncières ;
- un zonage POS non adapté à la demande des nouveaux habitants ;
- une préférence marquée pour la « vieille pierre » plutôt que pour le neuf.
- un potentiel de croissance faible compte tenu de la position géographique de la commune et de son niveau d'équipement.



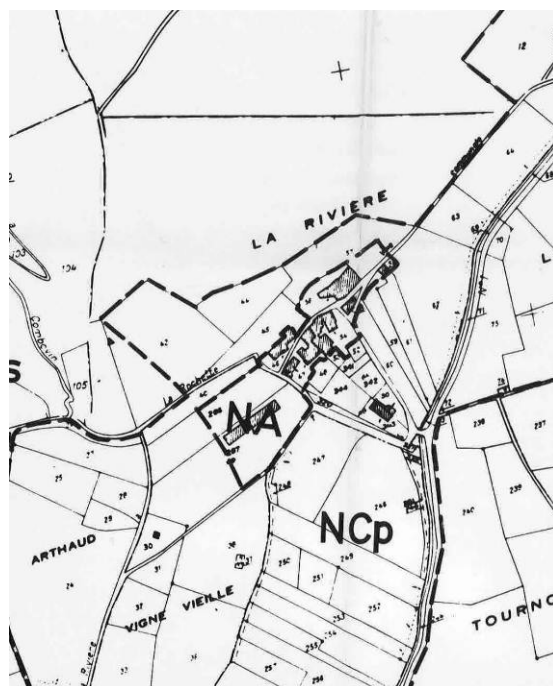
LES HAMEAU DE LOZERON ET LES ROLLANDS



LES MICHELS

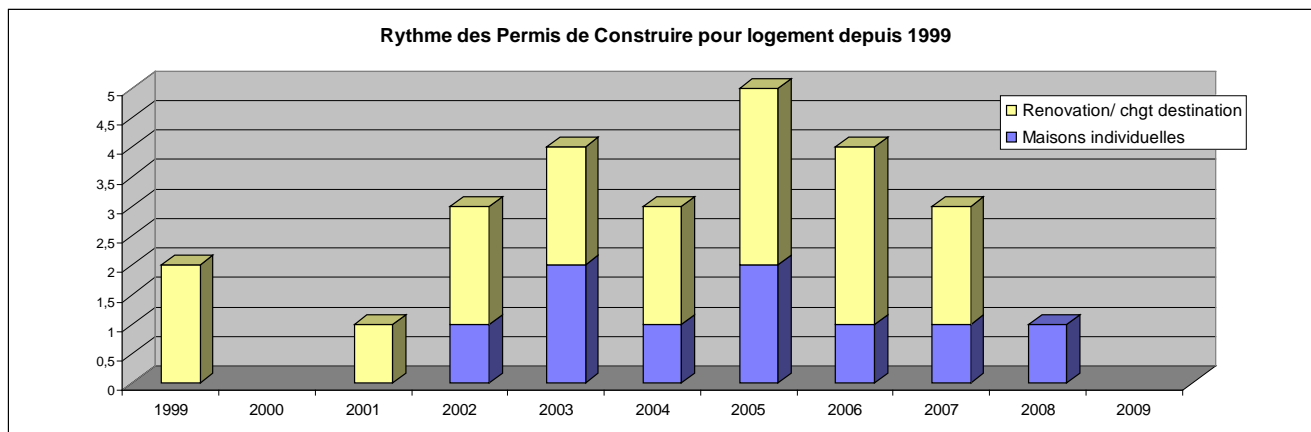


LA RIVIERE



De 1999 – 2009 : **26 autorisations pour logements, soit 2,4 permis par an** :

- 0,8 permis pour des logements neufs situés en zone agricole,
- 1,5 permis pour des rénovations.



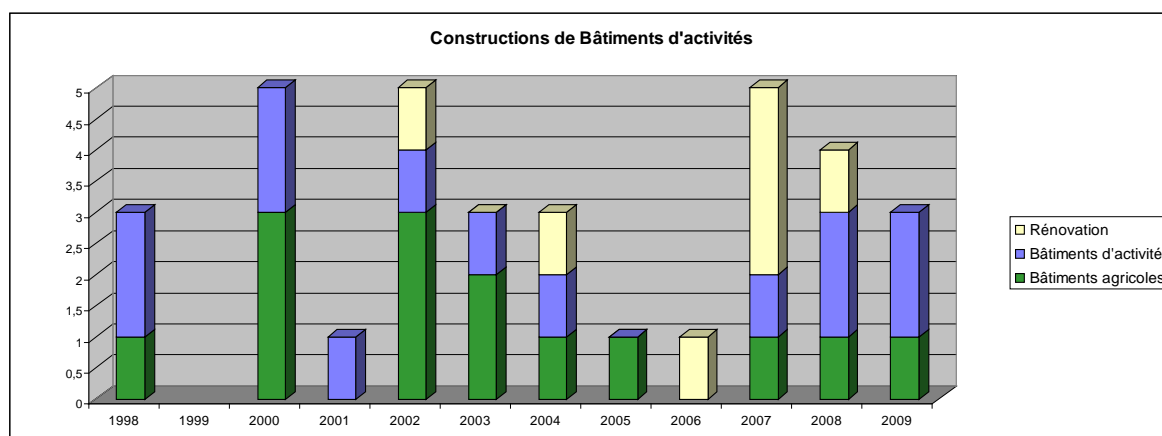
4.2. EVOLUTION DE LA ZONE AGRICOLE

L'étude paysagère de la Gervanne montre un enrichissement des terrains agricoles (difficilement accessible à la mécanisation) et une fermeture des paysages par le développement de la lande sur les plateaux karstiques.

Source : Diagnostic-Charte paysagère de la Gervanne- mai 2006



De 1998 à 2009 : 27 autorisations pour bâtiments agricoles ou autres ont été délivrées (dont 14 pour bâtiments agricoles et dont 7 pour rénovations de bâtiments existants. Ce sont donc seulement 20 bâtiments neufs qui ont été réalisés en 12 ans, soit 1,7 par an.



La commune n'a donc pas connu de réelle consommation foncière ni de phénomène d'étalement urbain liés à la construction de logements ou aux développements des activités. Les quelques constructions agricoles réalisées de façon éparse et isolée ont été les seules cas de consommation foncière.

Cette situation a permis la préservation des terres agricoles et des espaces naturels ainsi que des paysages.

Cependant, la faiblesse de la présence humaine sur le territoire et la baisse des activités agricoles ont engendré une progression de la forêt qui tend d'une part à fermer et banaliser le paysage et d'autre part à consommer des espaces autrefois voués à l'activité agricoles.

5. LES GRANDES TENDANCES

- ***Un habitat peu diversifié composé essentiellement de maisons individuelles en propriété ;***
- ***Peu de logements locatifs ;***
- ***Un rythme de constructions de logements nouveaux par an très faible (< 1) ;***
- ***Un PLH qui fixe un objectif de deux logements nouveaux par an.***
- ***Un besoin en matière de diversification de l'habitat vers les jeunes avant tout.***

A l'initiative du Conseil Général, une charte pour un habitat durable, a été établie en 2007. «... Elle préconise une approche économe du foncier, par une densité n'utilisant pas en moyenne plus de 600 m² par logement, surface réduite à 500 m² dans les espaces à dominante urbaine ou péri urbaine... »

D. SERVICES ET EQUIPEMENTS

1. SERVICES PUBLICS

Ils se résument à la mairie et à la salle communale de Gigors.

Il n'y a plus d'école sur GIGORS-ET-LOZERON. Les deux bâtiments scolaires sont aujourd'hui des logements. L'un appartient toujours à la commune (ancienne école de Lozeron), l'autre a été vendu (ancienne école de Gigors).

La scolarisation des enfants de Gigors-et-Lozeron est assurée de la façon suivante :

- 1 enfant scolarisé à Cobonne ;
- 2 enfants scolarisés à Aouste
- Lozeron : 2 enfants scolarisés dans le cadre du RPI de Beaufort/Suze ;
- Charchauve : 2 enfants scolarisés au Chaffal ;
- Boussières : 1 enfants scolarisé au RPI combovin / Peyrus
- 4 enfants scolarisés dans d'autres établissements

Le Regroupement Pédagogique Intercommunal (RPI) de Beaufort/Suze est composés de 2 classes à Suze-sur-Crest et 2 classes à Beaufort-sur-Gervanne.

La cantine est à Suze-sur-Crest.

Il existe un ramassage scolaire privé en direction de COBONNE et BEAUFORT-SUR-GERVANNE, mais aucun ramassage dans l'enseignement secondaire.

Les commerces et autres services les plus proches sont à BEAUFORT-SUR-GERVANNE (5 km), AOUSTE (12 km) et surtout à CREST, située à 15 km.

Beaufort (qui se trouve à 6 minutes de Lozeron, 7 de Gigors et 10 minutes de la Rivière), offre les commerces suivants :

- Une épicerie,
- Un marcher tous les mercredis (et dimanche en juillet et aout) ;
- Une agence postale intercommunale ;
- Un hôtel-bar-restaurant ;
- Un bar-snack

Chaque semaine, le mardi et le vendredi, un boulanger fait une tournée de distribution de pain.

Tous les deux mois environ, l'huilerie Richard propose également ses produits à l'occasion d'un passage sur la commune.

2. EQUIPEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS

Sur la commune de Gigors et Lozeron est recensée :

- une salle de spectacle, de répétition, résidence d'artiste (aux Michauds),

Les espaces de stationnement sont insuffisants à la Rivière et à Lozeron, notamment pour les randonneurs. Le problème se pose aussi ponctuellement au hameau de Gigors.

Un espace d'accueil pour les randonneurs serait également utile.

3. VIE ASSOCIATIVE

La commune compte une dizaine d'associations qui animent la vie locale dans le domaine de la culture et des loisirs essentiellement.

- Gigors Electric System : activité culturelle, organisation : concerts, soirée à thème : www.gigors-electric.com.
- Défriche Compagnie : activité culturelle, stage de théâtre et lecture à voix haute.
- Tambao : cuisine du Moyen Age.
- Au Fil d'Alice : sensibilisation à l'environnement (décembre 2007).
- Des ronds dans l'eau : danse libre et shiatsu.
- ACCA : association de chasse.
- Kalydhama Yoga : (didier MANGOU).
- Les Amis de la Vallée de la Gervanne (Marie-France XUEREF).
- Groupement naturopathie : Fried FALK
- El Café Central : lieux de rencontres et d'apprentissage des langues.

4. LES RESEAUX

4.1. ADDUCTION D'EAU POTABLE

Le réseau d'eau : les villages de GIGORS, LOZERON, La RIVIERE et une partie de l'habitat diffus sont alimentés par un réseau d'eau potable (Les Combes, La Moutine, Charchauve, Sagnol, ...) ; En revanche, le bas du Val de Sye n'est pas desservi par le réseau d'eau public.

La distribution en eau potable est assurée en régie direct par la commune qui dispose de trois captages situés sur son territoire. Le principal est la Doure (près de Charousse) qui assure un débit de 18m³/h, soit 90% de la production.

Captage	Localisation	Débit	Date AP SUP
La Doure	Montagne de Savel	18 m ³ /h	2003
Raffins	Lozeron	0,28 m ³ /h	1999
Grande Fontaine (Le Lavoir)	Gigors	1,8 m ³ /h	1998

La ressource en eau est très largement suffisante et permettrait de faire face à une augmentation de population importante.

Organisation de la distribution d'en eau potable

L'alimentation en eau potable est organisée de la façon suivante :

La situation topographique du village de GIGORS et des fermes isolées nécessite l'alimentation en eau par :

- pompage pour la partie haute (Village, Fournat, Bérangers),
- gravité pour la partie basse (Combe, ...).

La distribution d'eau est organisée au niveau de la station de pompage du LAVOIR : une partie est refoulée par les pompes vers le réservoir amont de 15 m³, une autre est canalisée par gravité vers le réservoir aval de 10 m³.

Le captage de la DOURE, situé sur la montagne de Savel, renforce l'alimentation de la station du LAVOIR en période d'étiage. Il alimente un réservoir implanté dans GIGORS, derrière la Mairie. La distribution des habitations isolées entre les hameaux de Gigors et Lozeron se fait par le biais de cette canalisation.

Le secteur de LOZERON comprend une vingtaine d'habitations, réparties sur trois hameaux : Lozeron Le Haut, les Rollands, Les Peupliers.

Le captage de LOZERON alimente un réservoir de 25 m³ qui distribue l'eau par gravité auprès de chaque habitation.

Le captage de la DOURE renforce largement l'alimentation du réservoir de LOZERON.

Des périmètres de protections ont été définis pour les trois captages et font l'objet de servitudes d'utilité publiques.

En ce qui concerne le captage des BOURBOUS, exploité par la commune de COBONNE, la procédure administrative de mise en conformité des périmètres de protection du a été stoppée après la mise en place d'un traitement et dans l'attente des résultats obtenus. Ce captage alimente également les fermes de la vallée de la Sye.

Consommation en eau potable

Sur la commune de GIGORS-ET-LOZERON, le volume d'eau consommé a été, en 2009-2010, de 11.935 m³, ce qui représente une diminution de 17 % par rapport à l'année 2008-2009. Le volume mis en distribution sur l'ensemble du territoire est maximal en juillet (204 981 m³) ; un pic secondaire est observé en janvier.

Contrôle de la qualité de l'eau

La Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée du contrôle sanitaire des eaux d'alimentation. L'eau du robinet doit satisfaire à des exigences de qualité fixées par le Code de la Santé Publique de deux types : des limites de qualité pour les paramètres dont la présence dans l'eau peut induire des risques sanitaires à court ou à long terme, et des références de qualité pour des paramètres indicateurs de pollution ou de fonctionnement des installations.

SELON LE RAPPORT ARS

- **captage La Doure** : 0% de conformité bactériologique, 100% conformité chimique
- **station Gigors Livraison** : 0% de conformité bactériologique, 100% conformité chimique
- **station Gigors Lozeron Livraison** : 100% de conformité bactériologique, 100% conformité chimique
- **unité de distribution Gigors et Lozeron Gigors** : 50% de conformité bactériologique, 100% conformité chimique
- **unité de distribution Gigors et Lozeron Rivière** : 0% de conformité bactériologique, 100% conformité chimique
- **unité de distribution Gigors et Lozeron Lozeron** : 50% de conformité bactériologique, 100% conformité chimique

Un traitement UV a été installé en juin 2011 sous le captage de la Doure. La conformité des analyses devrait donc s'améliorer.

4.2. ASSAINISSEMENT

a) Assainissement collectif

Il n'existait pas de réseau d'assainissement sur la commune avant 1995 ; toutefois, l'implantation de l'Entreprise SANOFLORE a permis de raccorder le hameau de LOZERON au réseau collectif de BEAUFORT-SUR-GERVANNE à la fin des années 1990.

Le réseau de transfert est géré par la commune de Gigors-et-Lozeron, alors que la commune de Beaufort-Sur-Gervanne gère le traitement des eaux usées.

La Commune ne dispose à ce jour pas de dispositif d'épuration, ni de réseau d'assainissement sur les autres hameaux.

Toutefois, elle a programmé pour cette année 2011 la réalisation d'un schéma général d'assainissement afin d'envisager des travaux d'extension du réseau de la commune.

Pour le village de GIGORS et le hameau de la Rivière, les projets pourraient être les suivants :

- **Village de Gigors** : collecte en réseaux séparatifs des eaux usées du village et du hameau de Fournat. La filière de traitement serait un filtre planté de roseaux calibré pour 50 équivalents habitants. Ce projet sera réalisé au cours de l'année 2013.
- **Hameau de la Rivière** : si une solution d'assainissement collectif a été envisagée et étudiée, le coût trop important de cette hypothèse a conduit la commune à faire le choix du maintien en assainissement autonome du secteur de la Rivière.

b) Assainissement autonome

Au total, 119 habitants sur la commune de GIGORS-ET-LOZERON relèvent de l'assainissement non collectif, soit 72 % de la population.

24 communes se sont regroupées au sein du SIGMA (Syndicat Intercommunal de Gestion Mutualisée de l'Assainissement) auquel elles ont transféré la mission de Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC). Ce service est rendu obligatoire par la réglementation. Sa mission concerne les habitations existantes non raccordées au réseau d'égout mais aussi les habitations futures qui ne seront pas raccordées à l'égout.

Sur l'ensemble du territoire du SIGMA, le SPANC a eu pour objectif de visiter les habitations non raccordées à l'égout, pour vérifier :

- le bon état des ouvrages, de leur ventilation et leur accessibilité,
- le bon écoulement des effluents,
- l'accumulation normale des boues dans la fosse,
- la réalisation périodique des vidanges et de l'entretien des dispositifs de dégraissage éventuels.

Pour les installations nouvelles, un formulaire de demande de mise en place d'un assainissement non collectif doit être retiré auprès du SIGMA, avant le dépôt du permis de construire (ou toute autre demande d'urbanisme). Le SPANC vérifie la faisabilité de la filière d'assainissement envisagée : c'est le contrôle de conception. Lors des travaux, le SPANC doit être prévenu avant le remblaiement de l'installation, pour la vérification de la bonne réalisation des travaux : c'est le contrôle de réalisation. Sont concernées les habitations nouvelles (permis de construire) ainsi que les habitations modifiant ou réhabilitant leur assainissement non collectif.

Le rapport d'activité du SPANC pour 2010 indique, pour GIGORS-ET-LOZERON, que 35 habitations ont été visitées depuis 2007, un seul diagnostic n'a pas été réalisé.

Sur l'ensemble des DIAGNOSTICS réalisés, il a été constaté : 20 dispositifs non conformes (57 %), 15 dispositifs conformes avec réserves (43 %) et 0 dispositif conforme.

Sur la part de Dispositifs Non-conformes :

- 9 ne provoquent pas de nuisances visibles (26 % du total des diagnostics réalisés),
- 9 provoquent des nuisances limitées classant le dispositif en « point noir » (26 %),
- 2 provoquent des nuisances ayant un impact sur le voisinage et/ou la voie publique, classant le dispositif en « point noir prioritaire » (6 %).

Note concernant le VILLAGE DE GIGORS :

12 des 13 installations du village sur 13 visites demandés ont fait l'objet d'un diagnostic ;

- 1 dispositif à été identifié conforme avec réserves.
- 10 dispositifs ont été identifiés non-conforme dont 5 avec absence de nuisances constatées.
- 1 dispositif provoque des nuisances ayant un impact visible sur le voisinage et/ou la voie publique.

La configuration des habitations et les aménagements en place dans le village de GIGORS rendent les possibilités de réhabilitation en assainissement non collectif assez contraignantes. Néanmoins, de nouvelles filières de type micro station d'épuration, permettant le traitement des eaux usées en l'absence de terrain d'épandage et donc dans des conditions de disponibilité foncière très réduites, viennent d'être agréées par la Réglementation Française. Cette ouverture des textes réglementaires devrait permettre de résoudre la grande majorité de ces points noirs lorsque l'assainissement collectif n'est pas réalisable.

Concernant les projets de conception et d'implantation de nouveaux dispositifs instruits par le SPANC : 7 projets de permis de construire ont été validés, 1 projet de réhabilitation a été validé et 3 visites de chantier ont été effectuées.

4.3. EAUX PLUVIALES

Sur la commune de Gigors, aucun problème relatif aux écoulements pluviaux n'a été relevé dans le cadre du schéma général d'assainissement.

La topographie de la commune (villages et hameaux surélevés, fortes pentes vers la vallée et réseau hydrographique important) favorise le ruissellement des eaux pluviales et évite l'apparition d'eaux stagnantes.

Cependant, on distingue, sur les axes de circulation des eaux de ruissellement, de nombreux talwegs souvent arborés d'une végétation indiquant la présence d'eaux sur le secteur (val de Sye par exemple). En effet, les sols peu perméables n'infiltrant pas toujours correctement les eaux de pluie.

4.4. DEFENSE INCENDIE

Le réseau est basé sur le réseau d'eau potable. Il comprend 1 seul poteau incendie à Gigors.

Les zones urbanisées sont parfois situées dans des secteurs sensibles au plan des incendies de forêt. En effet, elles sont, pour certaines, à proximité des espaces boisés.

4.5. GESTION DES DECHETS

Cette mission est gérée par la Communauté de communes du Val de Drôme.

La collecte des ordures ménagères se fait en bacs roulants regroupés. Elle est assurée par la CCVD une fois par semaine.

Le tri sélectif est organisé sur des points d'apports volontaires pour les verres, cartons, plastiques/boîtes métalliques.

Chaque hameau dispose de bacs roulants pour les ordures ménagères et d'un point d'apport volontaire pour le tri sélectif. Il y a également un bac OM au quartier des Vignes (les Chaux de Gigors).

Les habitants de GIGORS-ET-LOZERON ont accès à l'ensemble des 5 déchetteries de la CCVD. La plus proche est située sur la commune de Beaufort-sur-Gervanne.

4.6. COMMUNICATIONS NUMERIQUES

La commune connaît une carence importante pour l'accès au réseau internet haut débit.

Certains secteurs comme la vallée de la Sye ne sont pas desservis. Sur les autres le débit de communication est faible à très faible. Les secteurs proches de Beaufort (Lozeron et Gigors pour partie) bénéficient cependant de bonnes conditions d'accès.

Cette situation qui, par le passé, a provoqué le départ de certains habitants qui pratiquaient le télétravail devrait nettement s'améliorer à court terme ;

En effet, la vallée de la Gervanne a été desservie par la fibre optique haut-débit par l'intermédiaire du syndicat mixte Ardèche-Drôme-Numérique (ADN). Le réseau ADN aboutit à Cobonne. Un nouveau central téléphonique sera installé par ADN sur cette commune avant fin 2011. Ce qui permettra le dégroupage de toutes les lignes téléphoniques de la vallée de la Sye et l'accès à l'ADSL pour les habitants.

Pour les secteurs de Lozeron, les Chaux et Gigors, un central téléphonique récemment installé sur Beaufort permet un accès à internet avec un débit de l'ordre de 8 Mo/s.

Le Golf de Sagnol et la ferme de Boussière sont équipés de façon privée par une antenne de réception satellite.

5. CIRCULATIONS LOCALES

5.1. RESEAU DE TRANSPORT

Le réseau routier

La voirie existante est suffisante, avec toutefois tous les problèmes financiers d'entretien que l'on retrouve dans toutes les petites communes rurales de montagne.

A noter que les quartiers Nord très excentrés de Charchauve et la Moutine sont desservis par la Commune voisine à la Vacherie (LE CHAFFAL) de même que Boussière est desservie par COMBOVIN ; la route communale existe mais est étroite et trop sinueuse à travers la montagne.

La piste du Vautour qui dessert Perrache devrait être prochainement améliorée (chemin empierré difficile).

La commune située sur les contreforts du massif du Vercors est à l'écart des grands axes de circulation de la Vallée de la Drôme et du Rhône. Le réseau routier est organisé en fonction des contraintes du relief. Les principaux axes sont orientés nord-sud et suivent les vallées.

La commune est traversée par trois routes départementales : la RD 731 qui suit la vallée de la Sye et relie Gigors à Crest par Oust-sur-Sye et la RD 93, la RD 732 qui relie Gigors et Combovin par le Causse de Combovin et le col Cavalli et enfin, la RD 732 qui relie Gigors à Beaufort-sur-Gervanne en traversant le plateau des Chaux.

Elle est également desservie par la RD 743 qui relie Beaufort et Lozeron.

L'ossature du reste du réseau est également orientée nord-sud, avec un réseau secondaire en arête de poisson qui dessert les hameaux ou les propriétés isolées par des voies sans issue.

Aucune de ces voies n'est classée à grande circulation les trafics restant relativement modestes. Néanmoins le gabarit de certaines voies n'est plus adapté à la circulation actuelle : la RD 731 dans la traversée de Gigors à Cobonne ainsi que la RD 732 au nord du village de Gigors sont marquées par des passages étroits où la visibilité est mauvaise.

5.2. DEPLACEMENTS

L'absence de liaisons régulières de transport en commun favorise l'utilisation des transports automobiles individuelles afin d'effectuer les liaisons interurbaines. Les déplacements principaux se font entre Gigors et Crest par la RD 731 qui est relativement étroite et dangereuse entre Cobonne et Gigors.

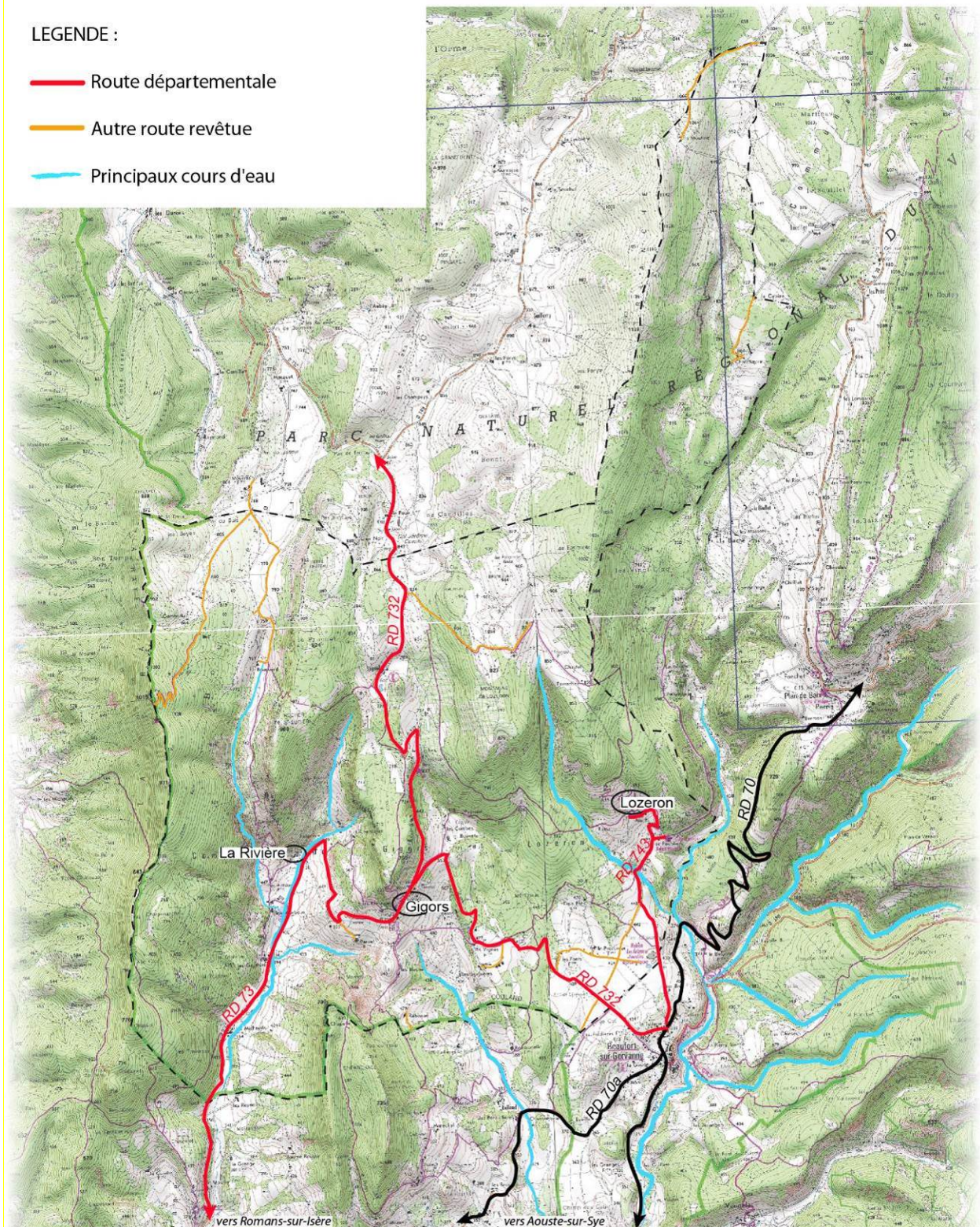
Le Conseil général de la Drôme organise cependant les services de transports suivants :

- En période scolaire : Transport scolaire par bus pour les secteurs des Michauds, les Gauthiers et la Rivière ;
- Toute l'année : Transport à la demande par taxi.

Réseau routier (Source : IGN)

LEGENDE :

- Route départementale
- Autre route revêtue
- Principaux cours d'eau

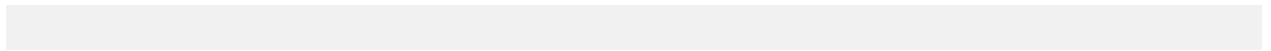


E. LES LOIS ET REGLEMENTATIONS NATIONALES

De nombreuses dispositions supra communales s'imposent à la commune, à son territoire et doivent être prises en compte dans son document d'urbanisme.

Lois Grenelle 1 et 2, Loi sur l'eau, loi paysage, loi S.R.U., servitudes d'Utilité Publique, etc. ...

Toutes ces dispositions sont précisées dans le Porté à Connaissance de l'Etat, transmis à la commune à l'occasion de l'élaboration de son P.L.U. Les éléments essentiels de ce Porté à Connaissance sont joints en annexe au dossier de P.L.U.



F. CONTEXTE INTERCOMMUNAL

1. La commune de GIGORS-ET-LOZERON appartient à la **Communauté de Communes du Val de Drôme (CCVD)**, qui regroupe 36 communes de la partie aval de la vallée de la Drôme. C'est une communauté de communes récentes, créée en 2002, à la place du district du Val de Drôme. Avec 29.000 habitants sur 70.000 ha, la CCVD présente une densité de 41 hab / km².

Les missions principales et compétences de la CCVD sont les suivantes :

LE DEVELOPPEMENT

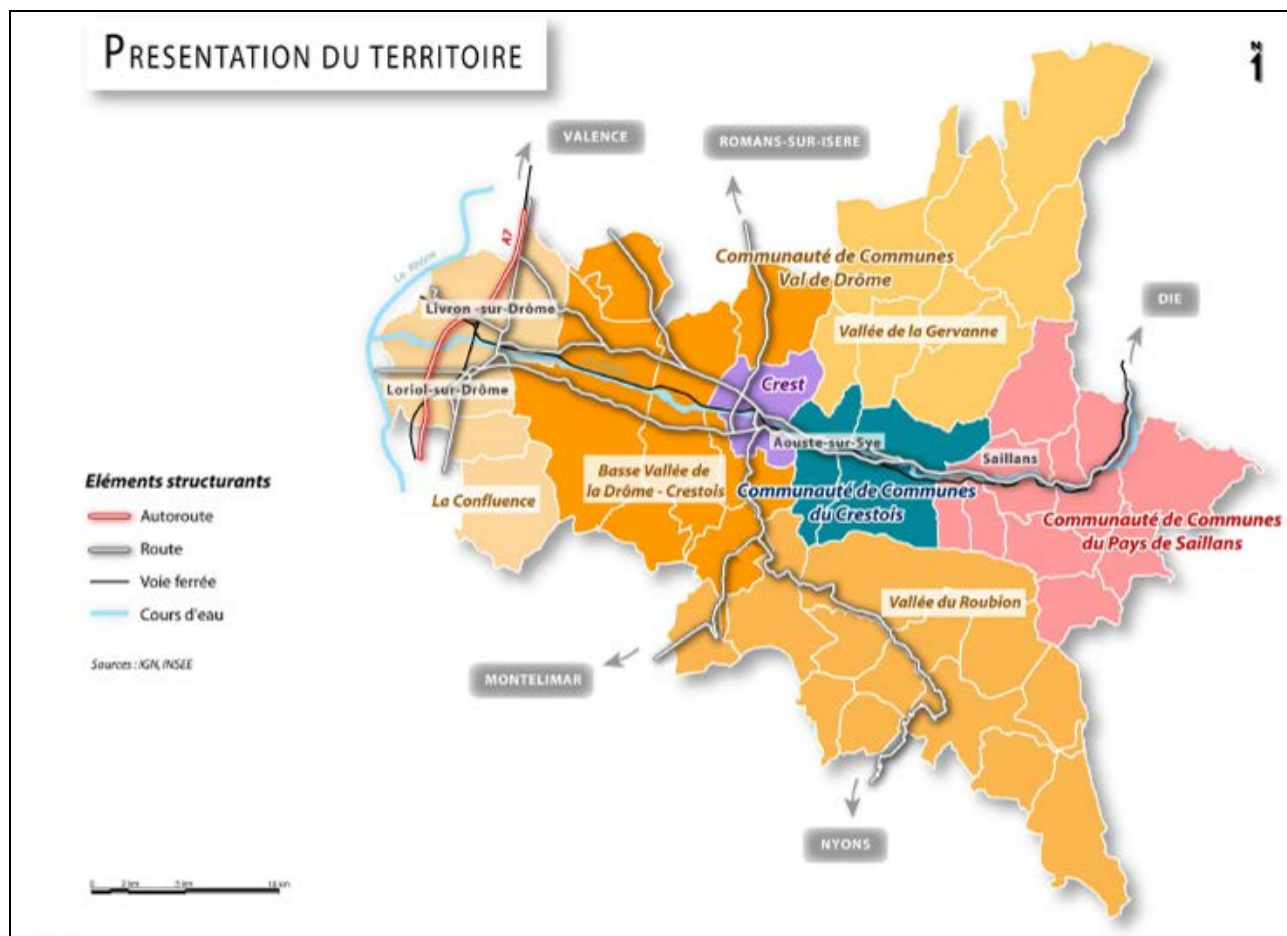
- l'implantation d'entreprises
- leur développement
- la création d'activités
- le partenariat inter-entreprises
- l'agriculture

L'ENVIRONNEMENT

- la gestion des déchets
- la ressource en eau et l'eau potable
- la Gare des Ramières et la réserve naturelle
- Les énergies renouvelables

LES SOLIDARITES ET LE CADRE DE VIE

- l'habitat et le PLH
- la culture
- le patrimoine naturel et bâti
- les services aux communes
- l'économie sociale et solidaire
- la petite enfance



La commune de Crest qui n'est pas fédérée au sein d'un EPCI constitue le principal pôle de service pour le territoire, exception faite des communes les plus à l'ouest, proche de la vallée du Rhône. De par leur importance et leur positionnement, les deux villes de Loriol et Livron sont également des pôles de services à l'échelle du territoire, mais leur rayonnement se limite au secteur de la confluence Drôme/Rhône.

Outre la Communauté de Communes du Val de Drôme, GIGORS-ET-LOZERON adhère aux structures intercommunales suivantes :

Intitulé	Compétences	Adhérents
SI de télévision de la région de Crest	Téléphonie	13 communes
SI de gestion mutualisée de l'assainissement (SIGMA)	Assainissement autonome	24 communes
Syndicat Mixte du PNR Vercors	Développement local et environnement	35 communes (+ 41 en Isère)
SDED	Electricité	L'ensemble des communes de la Drôme

2. Un **SIVO scolaire** regroupant 5 communes voisines de la GERVANNE (GIGORS, BEAUFORT, EYGULY, PLAN DE BAIX, SUZE, ...) assure le ramassage scolaire sur les écoles de BEAUFORT.
3. Par ailleurs, la commune est située dans le **Parc Naturel Régional du Vercors**, qui aide la Commune dans la mise en valeur du patrimoine touristique (sentiers de randonnées pédestres et équestres, etc...) et à l'application de la politique européenne agro-environnementale.

Dans le cadre de l'établissement d'une nouvelle charte, le PNRV a établi un « Plan Parc », qui traduit les orientations arrêtées dans la Charte à travers un catalogue « d'orientations et de mesures » et une carte légendée au 1/80 000.

Les collectivités qui ont signées la charte se sont engagées à respecter ces orientations dans tout projet qu'elles engageront.

CHAPITRE DEUXIEME

ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

A. MILIEU PHYSIQUE

1. RELIEF ET TOPOGRAPHIE

Le territoire de Gigors-et-Lozeron est constitué d'éléments topographiques marqués qui structurent le territoire. Il s'agit de la montagne de Lozeron, du plateau de Savel, de Côte Blanche, de la Raye, du rocher de St-Supière et du rocher de l'Aigle.

Ces reliefs dominant la vallée de la Sye et la vallée de la Gervanne se présentent sous la forme de murailles abruptes festonnées où l'érosion a buriné et entamé les parois, leur donnant des aspects de vastes constructions en ruines. Cette impression est d'autant plus forte qu'au-dessus de GIGORS, la muraille naturelle est surmontée elle-même par des ruines de l'ancien château de type « éperon barré ». Au pied de la falaise, sur la pente, devait s'étendre le village médiéval dont il ne subsiste que le mur d'enceinte Nord.

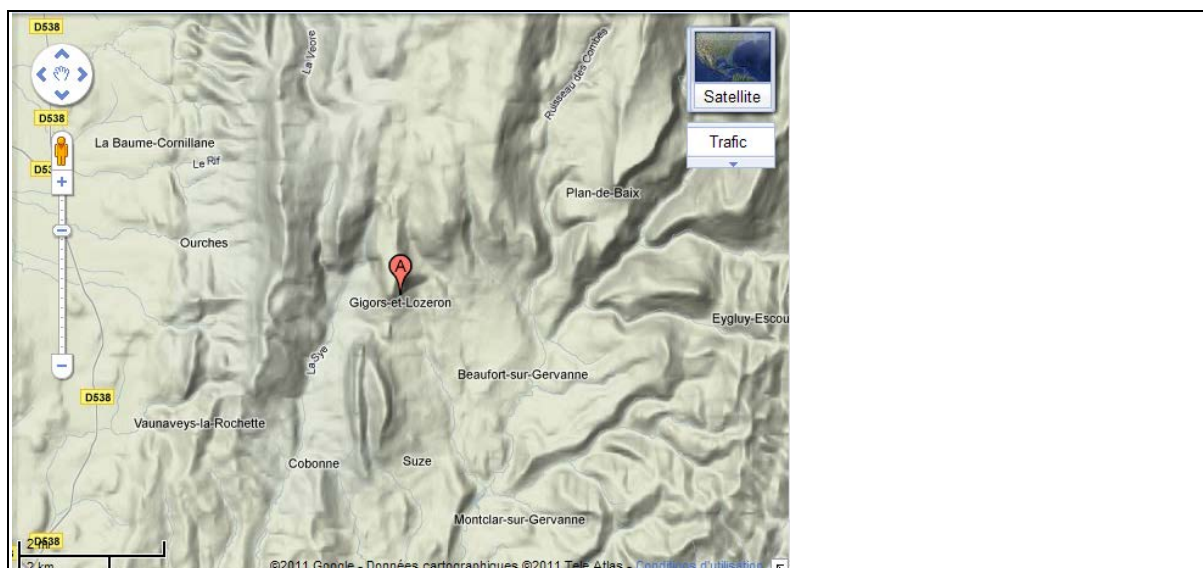
Au-dessus des falaises s'étendent de vastes plateaux (Savel, Lozeron) composés de landes, des boisements de Chênes pubescents, et des plantations récentes de résineux.

Une partie de ces plateaux était, anciennement, occupée par des landes et des parcours. Elle est actuellement en voie d'abandon, suite à l'exode rural, mais des actions de remise en valeur des terrains de parcours sont engagées afin de sauvegarder l'activité pastorale de ce pays.

A l'Ouest de ce territoire, et toujours dans la commune de GIGORS-ET-LOZERON, se trouve l'étroite vallée de la Sye dominée au Nord-Est par les falaises et les rochers de St-Supière et de l'Aigle, et à l'Est, par le massif de la Raye.

La superficie de ces territoires représente plus de 80 % de la surface de la commune.

Topographie



2. GEOLOGIE ET PEDOLOGIE

2.1. GEOLOGIE

La commune de GIGORS-ET-LOZERON fait partie de la région géologique de la Gervanne Calcaire, en bordure ouest du socle cristallin primaire du Massif des Préalpes du sud.

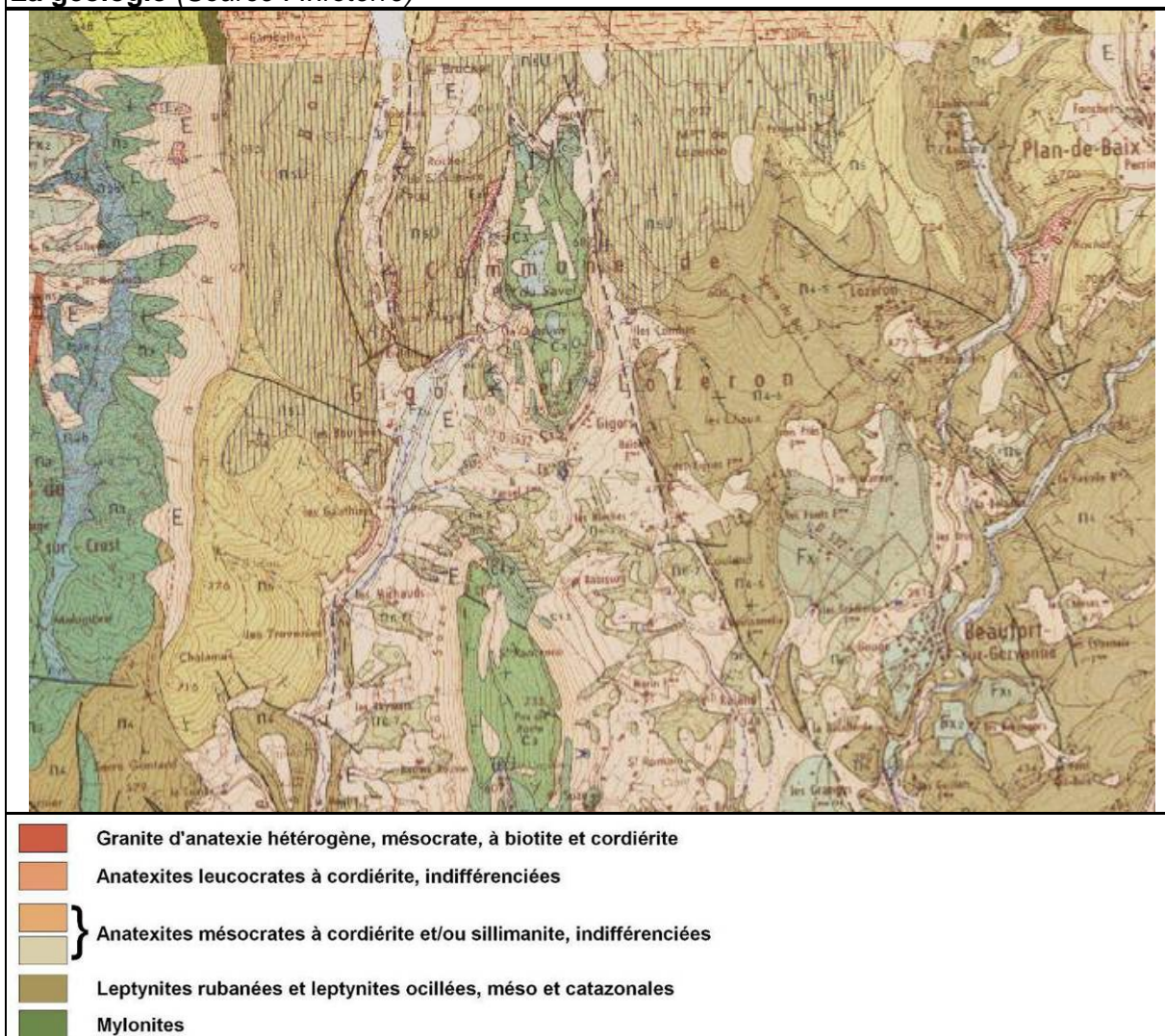
Deux principaux types de formation sont présents sur la commune :

- La majeure partie du territoire est constituée par des anatexites claires à cordiérites, roches cristallophylliennes. Les anatexites claires à cordiérite forment de très vastes panneaux sur le granite et les anatexites sombres à biotite.
- Les granites (roches éruptives) forment des bandes d'orientation générale nord-sud dans la partie est de la commune.

Il s'agit de roches dures et imperméables.

Les affleurements sont altérés par les eaux atmosphériques et les variations de température. Ils passent par le stade de rocher friable (gore) puis au stade d'arène granitique. Ce sable grossier et perméable est entraîné par les eaux de ruissellement et s'accumule en bas de pente et sur les replats, pouvant former des couches de quelques centimètres à quelques mètres.

La géologie (Source : Infoterre)



2.2 PEDOLOGIE

Des gorges profondes entaillent le plateau du Vercors et le rebord retombe de manière abrupte sur la vallée de la Drôme. Dans ces conditions où la dénivellation est importante et la pente considérable (30 à 60 %), ce sont les phénomènes d'érosion qui jouent le rôle essentiel dans l'évolution des sols : la roche affleure presque partout, les sols sont jeunes ou inexistant. Le plateau lui-même est formé par une série de vallonnements mous. Sur ces formations géologiques, se sont développés des sols bruns acides, souvent très superficiels sur les pentes, plus profonds en terrain plat.

Ces sols ont conditionné les possibilités de mise en valeur. Sur toutes les pentes fortes où le rocher affleure, dominent les taillis et les maquis de chênes. Partout ailleurs on observe une succession de sols et de cultures assez caractéristiques.

2.3 SITES ET SOLS POLLUES

Aucun site ni sol pollué n'est recensé sur la commune de GIGORS-ET-LOZERON.

3. HYDROGRAPHIE ET HYDROLOGIE

GIGORS-ET-LOZERON est située sur les versants Sud du Vercors qui descendent sur le Diois, jusqu'à la Drôme.

Elle est traversée par un seul ruisseau, la Sye, à l'Ouest, d'orientation Nord-Sud et par des cours d'eau intermittents : La Craponne, le ruisseau de Chantemerle (en amont de la retenue artificielle des Sorbières) et Combe noire (côté Lozeron)

D'autre part, plusieurs sources permettent l'alimentation des fermes et des hameaux (Les Bourbours, Les Gauthiers, Les Michels, dans la vallée de la Sye, et plus haut, Sagnol, Savel, Lozeron, Gigors, Les Combes, ...)

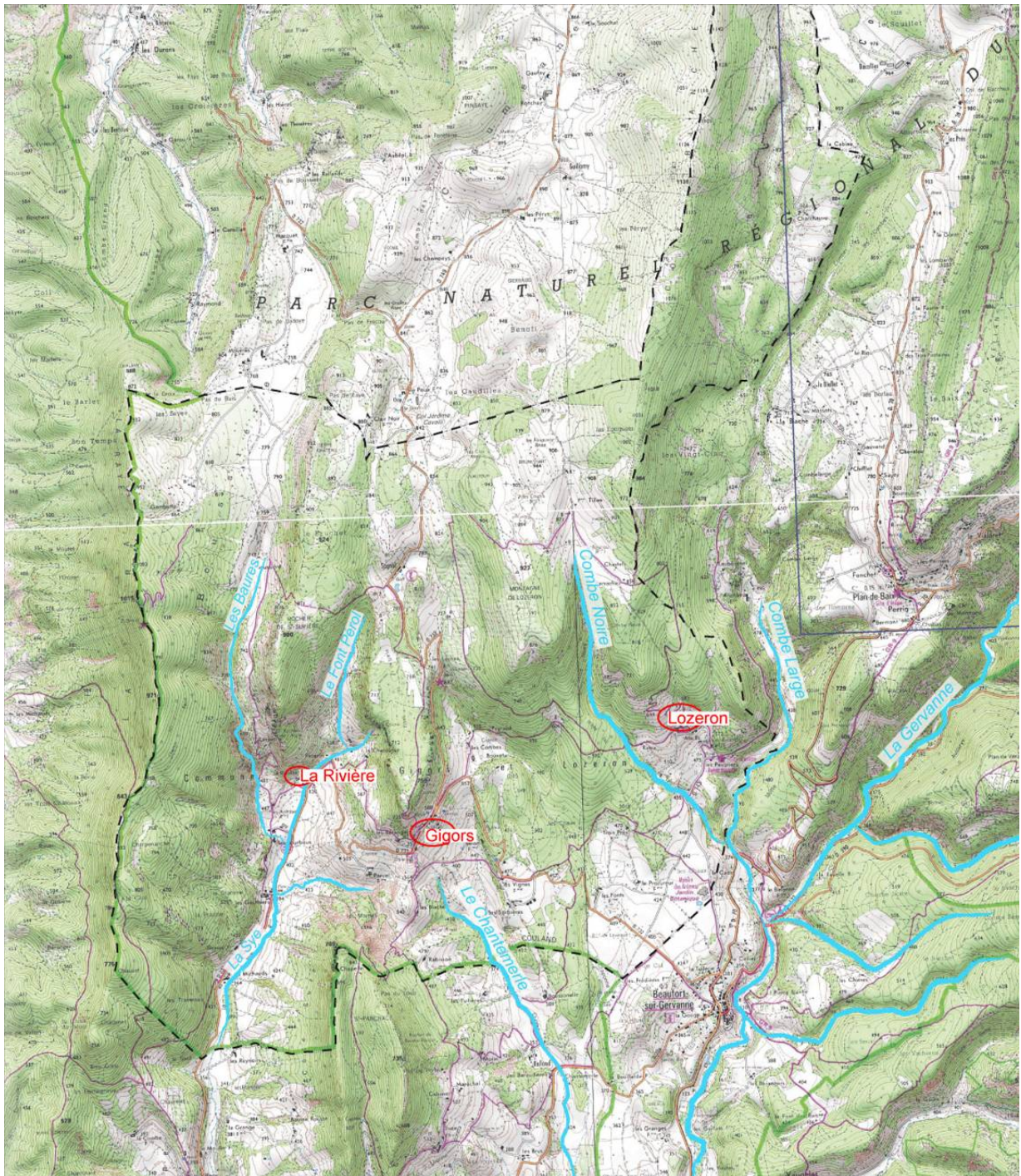
Reposant sur un sol karstique sur le plateau, le réseau hydrographique de surface est donc faible, tandis que les circulations souterraines sont complexes. En aval, la présence de marnes modifient ces données (les infiltrations sont moins rapides notamment).

Tout comme l'ensemble du Vercors, cette caractéristique géologique confère au réseau souterrain une forte vulnérabilité à la pollution (absence de filtration par le sol).

Toute extension de l'urbanisation sera donc soumise à des contraintes d'assainissement significatives.

Dans le cadre de l'application de la Loi sur l'Eau, la commune a fait réaliser un schéma général d'assainissement, qui détermine les traitements nécessaires à envisager en fonction de l'aptitude naturelle des sols (*cf. annexe 5c2 - Assainissement*).

Le Réseau Hydrographique communal



4. CLIMAT

Si l'hiver y est encore rude par sa longueur, la fréquence de ses gelées, par la bise et l'enneigement, l'été par contre affirme des qualités méditerranéennes à travers la sécheresse, et la durée et la puissance de l'ensoleillement.

B. PATRIMOINE NATUREL

1. VEGETATION

L'influence méditerranéenne apparaît nettement avec des essences telles que le Chêne vert, le Thym, le Buis, se mélangeant aux Hêtres, Pins Sylvestres et surtout au Chêne pubescent dont c'est l'aire naturelle de répartition.

Cette diversité dans la couverture végétale donne à toute la région une palette de couleurs très variée dès que l'automne apparaît, qui traduit bien la richesse biologique de ces milieux et leur rôle paysager.

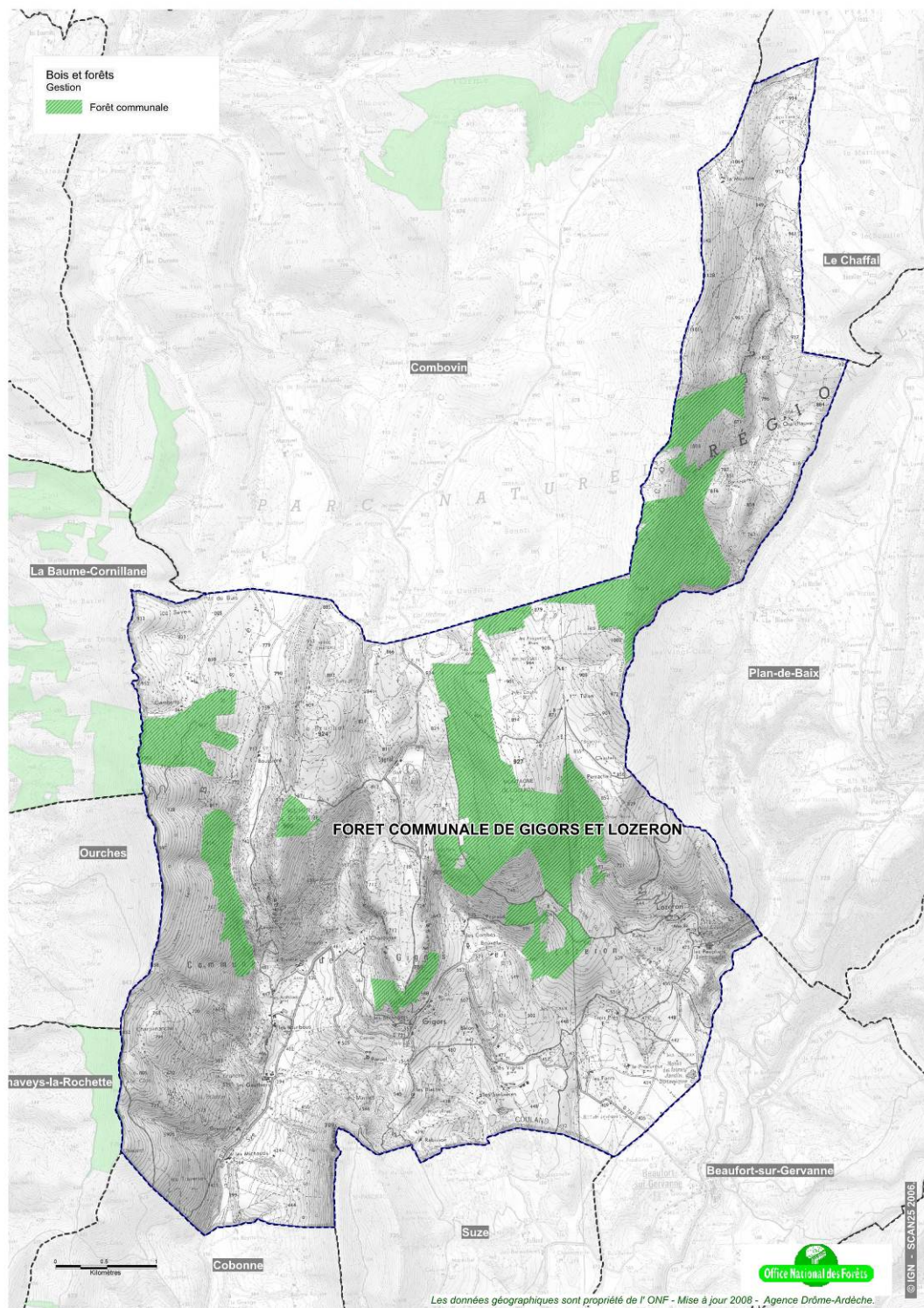
C'est la forêt qui couvre la majeure partie du territoire naturel communal, avec 1 535 hectares.

500 hectares sont des forêts communales, soumises au régime forestier (O.N.F.). Elles ont fait l'objet d'un plan d'enrêsinement important qui s'achève ; il représente un lourd investissement pour la commune, qui doit attendre encore au moins une dizaine d'années avant d'en recueillir le bénéfice.

Les taillis naturels de Chênes, occupent le reste des espaces incultes.

GIGORS-ET-LOZERON

Bois et forêts bénéficiant du régime forestier



2. ZONES NATURELLES D'INTERET ECOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE (Z.N.I.E.F.F.)

L'intérêt écologique de plusieurs secteurs a été mis en évidence par des inventaires scientifiques.

La totalité de la commune est couverte par des ZNIEFF de type I et II.

Une ZNIEFF de type I est un territoire correspondant à une ou plusieurs unités écologiques homogènes. Une unité écologique homogène est un espace possédant une combinaison constante de caractères physiques, abritant des groupes d'espèces végétales et animales caractéristiques de l'unité considérée. Elle abrite un ou plusieurs habitats rares et/ou remarquables, justifiant une valeur patrimoniale plus élevée que celle du milieu environnant.

Une ZNIEFF de type II est un territoire qui contient des milieux naturels formant un ou plusieurs ensembles possédant une cohésion élevée et entretenant de fortes liaisons entre eux. Chaque ensemble constitutif de la zone est une combinaison d'unités écologiques, présentant des caractéristiques d'homogénéité dans leur structure ou leur fonctionnement. Elle se distingue de la moyenne du territoire régional environnant par son contenu patrimonial plus riche et son degré d'artificialisation plus faible.

Les ZNIEFF de type II contiennent fréquemment des zones de type I (qui sont définies par une valeur patrimoniale supérieure).

Sur la commune de GIGORS-ET-LOZERON, on compte :

- **une ZNIEFF de type II** : Chainons occidentaux du Vercors (N° 2605).

Le massif du Vercors est situé au coeur du Dauphiné. Les falaises abruptes qui le ceignent en font une véritable citadelle naturelle, longtemps isolée des régions qui l'entourent, les vallées de l'Isère, du Drac et de la Drôme. L'eau a taillé dans cette masse de calcaire des gorges profondes, des cirques majestueux, des grottes et des gouffres parmi les plus célèbres d'Europe. L'intérieur du massif est constitué de plateaux boisés et de vallons verdoyants au paysage modelé par l'agriculture.

La richesse biologique (favorisée par une géomorphologie tourmentée) est globalement remarquable du fait de la juxtaposition d'éléments de faune et de flore d'influences méditerranéenne, médio-européenne, montagnarde et même alpine. Les populations locales de Chamois et de chauvesouris sont importantes.

- **trois ZNIEFF de type I** : le Rocher de l'Aigle, Vallée de l'Esperi et Plateau du Savel (n° 260500001), le Plateau des Chaux (n° 260500004) et le Vallon de la Blache (n°260500008) ;

D'une surface totale de 1 333 ha, la **ZNIEFF du Rocher de l'Aigle, Vallée de Lesperi et Plateau du Savel** s'étend sur les communes de Gigors et Lozeron, Combovin, La Baume Cornillane et Ourches.

Le Rocher de l'Aigle, la Vallée de Lesperi et le Plateau du Savel dominent la Vallée de la Sye. Ce site bien préservé témoigne des grands contrastes microclimatiques du Vercors méridional : boisements de Hêtre et de Châtaignier sur le plateau sableux du Savel, Jasmin buissonnant et Pistachier térébinthe sur les adrets méditerranéens des falaises. Les milieux rupestres inaccessibles abritent plusieurs espèces de rapaces rares, comme le Hibou grand-duc et le Faucon pèlerin. La population de Chamois a connu une expansion notable dans les

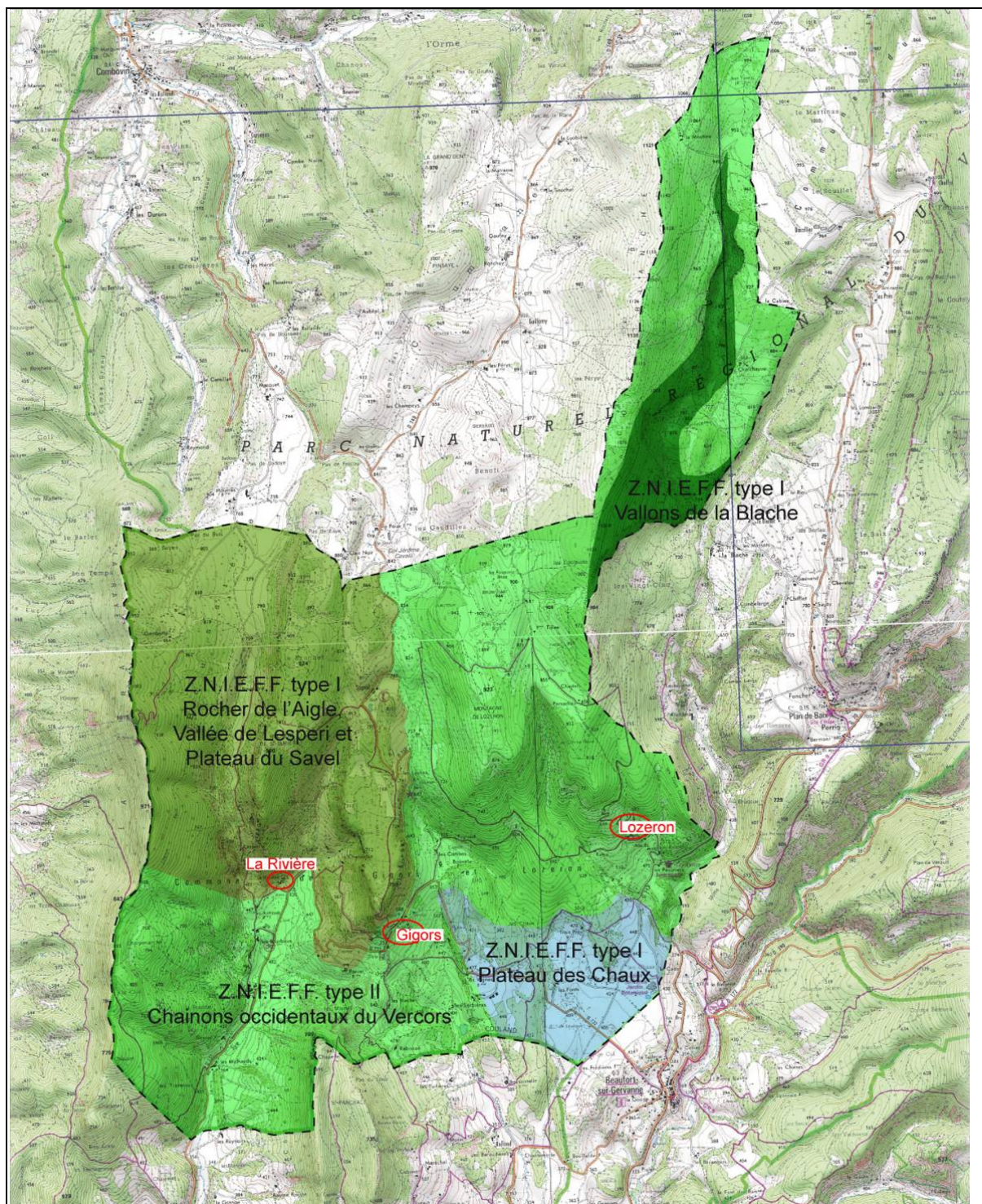
dix dernières années. Pour toutes ces espèces, la bordure du Vercors offre un chapelet de sites remarquables, dont le Rocher de l'Aigle est l'un des joyaux. Les plateaux de Boussière et de Sagnol offrent des milieux ouverts de qualités, riches en pelouses calcicoles, landes et cultures traditionnelles de céréales d'hiver qui permettent l'installation de messicoles (plantes sauvages qui prolifèrent dans les champs). Sur les plateaux calcaires, quelques dépressions argileuses permettent le maintien de mares temporaires abritant notamment une belle population d'un petit crapaud rare, le Pélodyte ponctué. La diversité des habitats naturels ouverts permet le développement d'une flore remarquable, des orchidées en particulier, et l'installation de populations diversifiées de papillons diurnes. On y rencontre douze espèces végétales déterminantes dont une endémique du sud-est du département, l'Ophrys de la Drôme. L'embroussaillage naturel des milieux est néanmoins manifeste, consécutif à la déprise agricole et à l'abandon du pacage. Le développement des populations d'ongulés sauvages comme le Chamois est donc favorable à l'entretien de l'espace, ainsi qu'au maintien d'une faune (invertébrée surtout) et d'une flore remarquable.

La **ZNIEFF du Plateau des Chaux** concerne 446 ha. Ce plateau abrite encore le cortège faunistique et floristique des zones agricoles d'autrefois. Certains oiseaux, disparus ailleurs, nichent encore sur le plateau de Chaux : le Hibou petit-duc, la Huppe fasciée, le Moineau souldie, le Busard cendré.... C'est désormais une exception dans le paysage agricole de la région Rhône-Alpes. En ce qui concerne la flore, les plantes sauvages qui poussent dans les cultures, ou messicoles, sont encore abondantes dans les cultures de céréales d'hiver. C'est le cas du Lys des moissons, de l'Adonis flamme, du Mélampyre des champs, de la Nielle des blés... Ces plantes trouvent également un refuge dans les cultures nouvelles de plantes aromatiques. Les marges de cette zone de culture, occupées par des pelouses calcicoles pâturées, possèdent également une flore riche notamment en orchidées, dont l'Ophrys de la Drôme est un exemple.

La ZNIEFF du Vallon de la Blache

Les combes de Guenta et de Char-Chauves sont des lieux de nature très sauvage, offrant un abri de qualité pour la faune. Plusieurs espèces rares et prestigieuses s'y reproduisent comme l'Aigle royal ou le Chamois. Le Grand-duc d'Europe se reproduit également dans les falaises à proximité du village de La Blache. La végétation est composée de taillis de chênes et de hêtre, troués de nombreuses clairières à pelouses calcicoles. Certaines orchidées rares y sont bien représentées comme l'Orchis à fleurs lâches dans les prairies les plus humides ou l'Orchis à trois dents sur les dômes les plus secs, comme la crête de Chau des Hombres. Les falaises traduisent l'existence d'un karst très important, à l'origine de nombreuses grottes favorables à l'hibernation des chauves-souris. Quant au ruisseau de Brudoux, c'est un ruisseau tufeux alimenté par une source très abondante.

Les inventaires et mesures de protection (Source : DIREN Rhône-Alpes)



3. SITES NATURA 2000

La commune n'est pas concernée par un site Natura 2000. Le site le plus proche est sur la commune de PLAN DE BAIX. Un projet d'extension de la zone Natura 2000 est à l'étude. Il pourrait concerner la commune de Gigors-et-Lozeron.



4. FAUNE

Cette commune présente dans son ensemble et plus particulièrement dans le secteur Nord, jusqu'au rocher de l'Aigle, un milieu très favorable au développement de la vie animale : c'est le domaine du Faucon pèlerin, de l'Aigle royal, du Circaète Jean Le Blanc, du Grand-Duc, du Chamois, Chevreuil, etc...

L'intérêt du site est accru par le fait qu'à moins de 10 km se trouve une héronnière (Aigrette garzette, Hérons bihoreau) sur la Drôme, dans la réserve des Ramières.

5. ZONES HUMIDES

Plusieurs zones humides sont répertoriées sur le territoire communal :

- Les sources de la Sye ;
- Le Haut bassin de la Sye ;
- La Sye ;
- La zone humide et mare de Sagnol ;
- La zone humide du lac Collinaire des Sorbières ;
- Le ruisseau de Chantemerle ;
- La zone humide de Boussière.

La Sye

Sur l'ensemble de son parcours (source, haut-bassin et partie avale), la Sye présente le caractère d'une zone humide intéressante du point de vue de ses fonctions écologiques et de l'intérêt patrimonial qu'elle représente.

Les sources ont une fonction de régulation hydraulique, de soutien naturel d'étiage et d'habitat pour les populations animales et végétales ;

Le haut-bassin et la partie avale constituent un ruisseau de Montagne où la truite est présente. Les rives présentent des boisements de frênes et d'aulnes ainsi que des phragmites.

Ce cours d'eau présente une fonction d'expansion naturelle des crues (contrôle, écrêtement, stockage) et de soutien naturel d'étiage (alimentation des nappes, recharge et protection des nappes).

C'est également une connexion biologique qui assure la continuité avec d'autres milieux naturels et favorise les échanges ou les passages de la faune. C'est un corridor biologique.

La zone Humide du Sagnol

Composée de plusieurs mares situées en aval du Golf de Sagnol, cette zone humide caractérisée d'eau dormante mésotrophe est le siège de végétations enracinées immergées et s'accompagne de prairies humides atlantiques et subatlantiques, de prairies à Agropyre et Rumex.



Ces mares assurent des fonctions écologiques de ralentissement du ruissellement et d'épuration par la rétention de sédiments, le recyclage et le stockage de matières en suspension.

Elles assurent également une fonction d'habitat et de reproduction pour diverses populations animales.

Ruisselet de Chantemerle

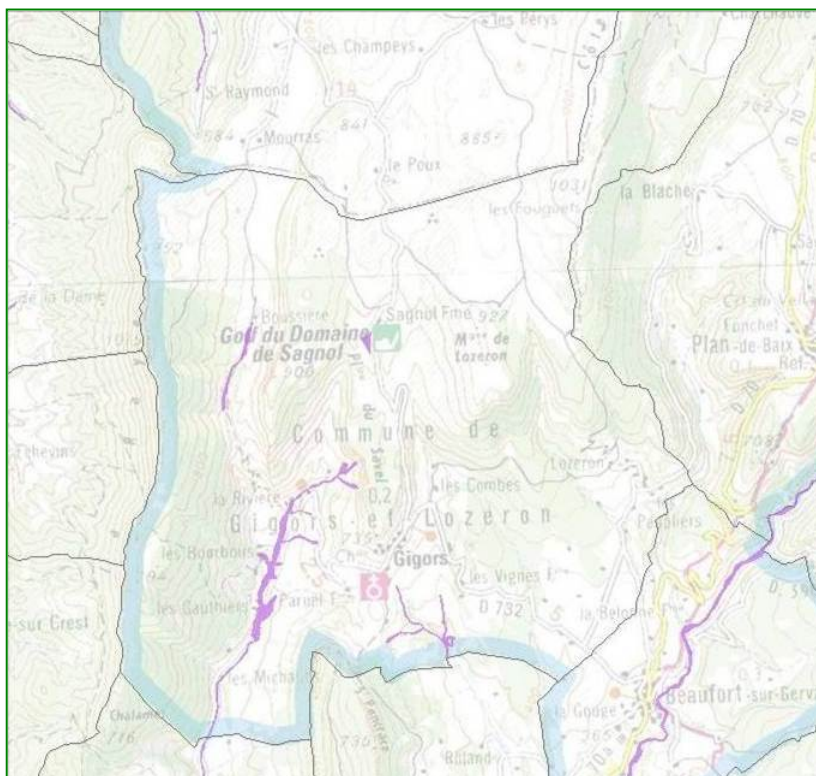
Ce petit ruisseau situé à l'aval du plateau des Chaux de Gigors présente le caractère d'une zone humide intéressante du point de vue de ses fonctions écologiques et de son intérêt patrimonial.

Bien que modeste, ce ru présente des fonctions de régulation hydraulique, de ralentissement du ruissellement, de soutien naturel d'étiage et d'habitat pour les populations animales et végétales ;

Il assure également des fonctions d'épuration par la rétention de sédiments et par le recyclage et le stockage de matières en suspension.

Les rives présentent des boisements de frênes, d'aulnes et de peupliers.

C'est également une connexion biologique qui assure la continuité avec d'autres milieux naturels et favorise les échanges ou les passages de la faune. C'est un corridor biologique.



Lac collinaire des Sorbières

Composée d'une retenue collinaire située en aval de la ferme des Sorbières, cette zone humides caractérisée d'eau dormante mésotrophe est le siège de végétations enracinées immergées et s'accompagne de phragmites et typhaies.

Cette retenue assure des fonctions écologiques de ralentissement du ruissellement et d'épuration par la rétention de sédiments, le recyclage et le stockage de matières en suspension.

Elles assurent également une fonction d'habitat pour diverses populations animales.

Zone humide de Boussière

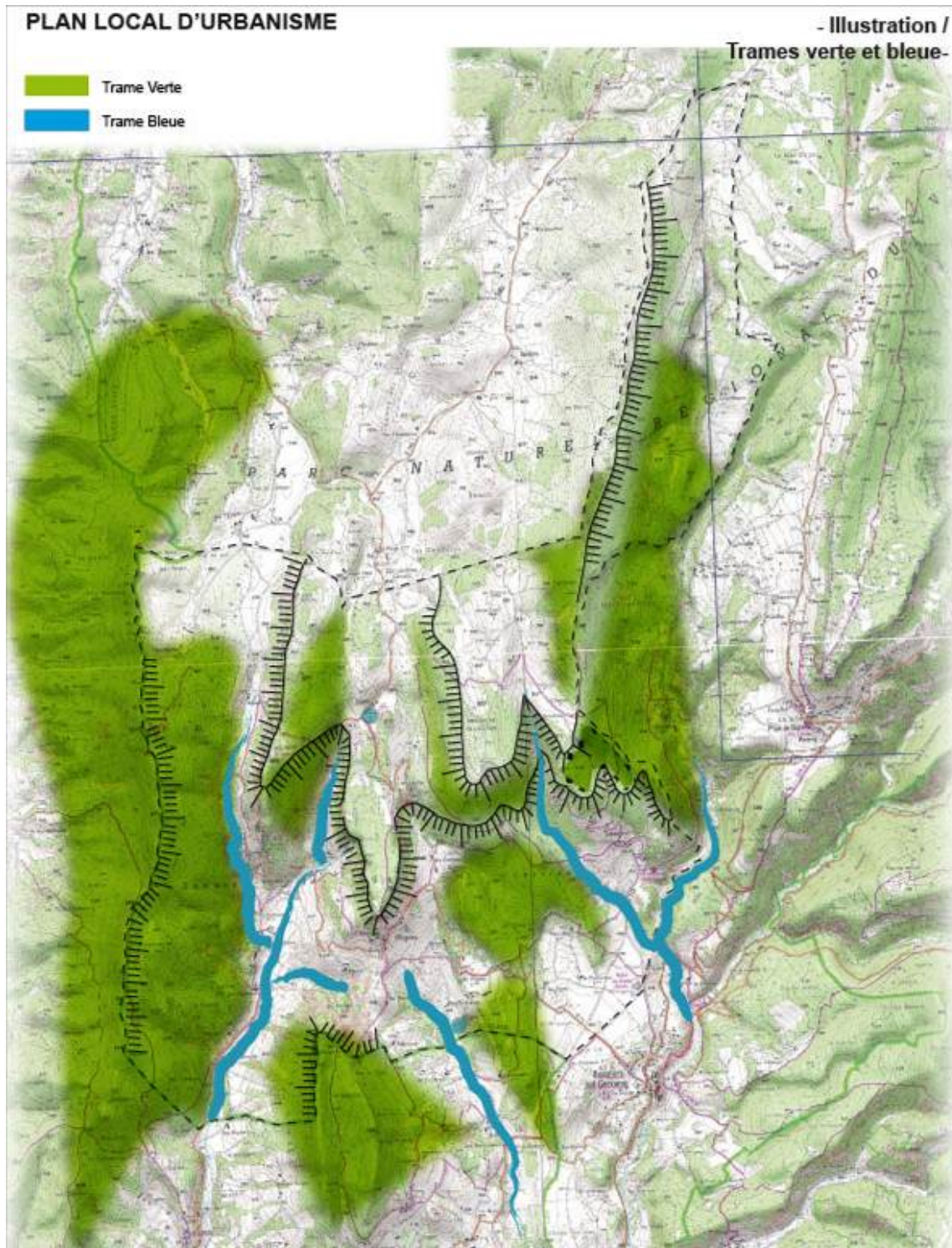
Petite zone humide située à proximité de la ferme de Boussière sur le causse de Combovin.

Elle présente des fonctions d'habitat, d'alimentation et de reproduction pour les populations animales.

Les éléments naturels présentant un intérêt spécifique (alignement d'arbres, arbres isolés, haies arbustives, zones humides, boisement particulier, etc...) et qui ont été repérés lors du diagnostic environnemental (cf. pièce 7.3 en annexe du PLU) seront protégés au titre du 7° de l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme, soit pour une zone (trame) soit pour un élément ponctuel (symbole).

6. TRAME VERTE - TRAME BLEUE

A partir des cours d'eau, zones humides et espaces boisés, les trames vertes et bleues suivantes peuvent être identifiées :



C. PAYSAGE ET PATRIMOINE HISTORIQUE

La commune de GIGORS-ET-LOZERON présente un habitat dispersé en hameaux et fermes isolées autour de deux villages un peu plus importants : Gigors-et-Lozeron.

La vallée de la Sye et le long de la route départementale n° 731, s'échelonnent une suite de hameaux ou de groupes de maisons au pied de la montagne : les quartiers de la Rivières, des Bourbons, des Gauthiers et des Michauds.

En ce qui concerne l'aspect paysager des secteurs de l'habitat, il semble que dans cette commune, comme à OMBLEZE et PLAN DE BAIX, « les villages s'étirent ou se fragmentent, la maison rurale se fait plus basse, recherche une protection contre la bise, donne au fenier une importance accrue, tout en conservant des traits méditerranéens avec la tuile ronde et les génoises »⁽¹⁾.

Il est à signaler enfin la belle église de GIGORS, site inscrit, perchée sur son monticule ainsi que les vestiges du château au-dessus du village, à l'extrémité Sud du plateau de Savel.

1. LES UNITES PAYSAGERES

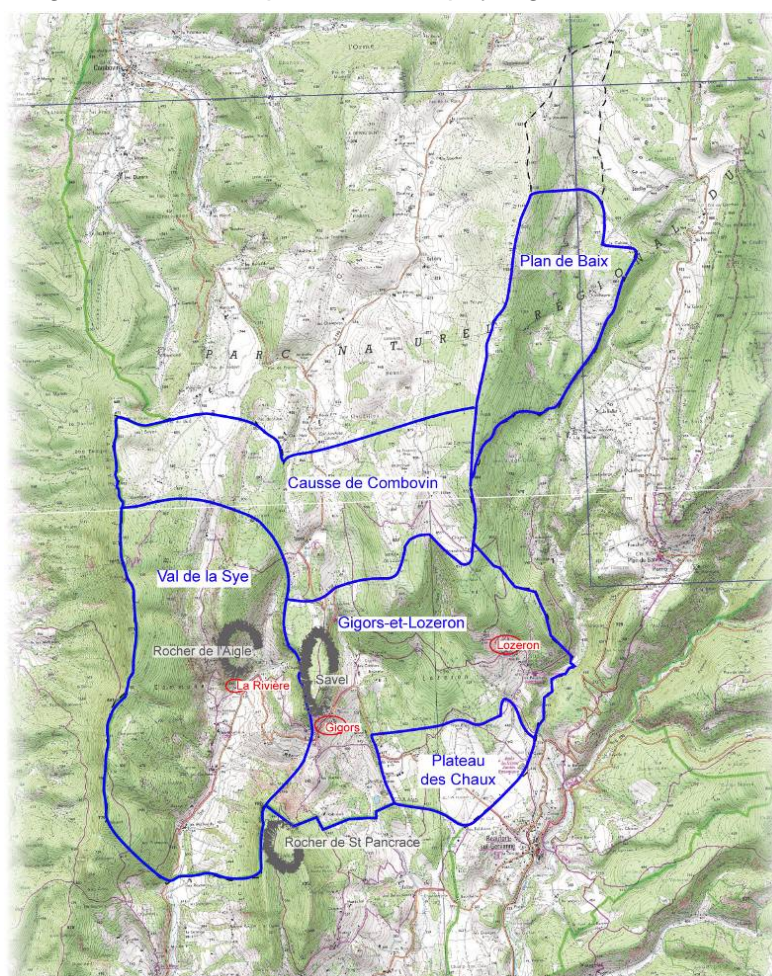
L'étude réalisée pour le Parc Naturel Régional identifie quatre unités paysagères sur la commune de Gigors-et-Lozeron :

Le Plateau des Chaux ;

Gigors et Lozeron ;

Le Val de Sye ;

Le Causse de Combovin.



Le Plateau des Chaux : 270 ha environ (Beaufort/Gervanne et Gigors-et-Lozeron)



Plateau des Chaux, perception externe (depuis la belvédère de Gigors)

Petite unité paysagère qui se singularise par sa topographie quasi-plane qui contraste avec les versants qui l'entourent ou la vallée de la Gervanne légèrement encaissée.

Le plateau est essentiellement dédié à l'agriculture (grande culture). Malgré cela, le plateau abrite encore une flore et une faune intéressante qui participent à l'ambiance paysagère. Le bâti (fermes agricoles), peu présent, ponctue le plateau. La topographie plane, la grande taille du parcellaire et l'absence de trame ou d'élément arboré s'associent pour créer des premiers plans visuels très ouverts qui portent le regard vers les versants, sommets et crêtes qui l'entourent. Il en émane une grande lisibilité.

Le plateau accueille une société de plantes aromatiques qui cultive quelques champs de lavande et a passé convention avec une soixantaine d'agriculteurs de la région regroupés en SICA. Ces derniers participent à diversifier les perceptions et à la qualité paysagère du plateau (ambiance provençale, senteurs agréables...).

Un bois de chênes traverse le plateau et signale ainsi une rupture de sa planéité (pentes affirmées).

Les vues sont panoramiques et à 360°. Elles s'orientent surtout vers les crêtes rocheuses proches qui attirent le regard par effet de contraste avec les bois qui les surmontent (plateau de Savel à l'ouest, plateau du Vellan au nord) puis vers les crêtes et sommets plus lointains (St-Pancrace, la Roche Colombe...). Malgré la petite taille de l'unité, l'échelle visuelle est très grande, portée par l'ouverture des cultures.

Tendances d'évolution du Plateau des Chaux

☐ *Dynamique naturelle et forestière* : elle est faible sur le secteur, largement supplantée par la dynamique agricole. L'avancée de la forêt depuis les années 1948 est très localisée, en lisière de forêt.

☐ *Dynamique agricole* : l'activité agricole est très présente et constitue la composante essentielle du paysage. Cette dynamique agricole est en partie due à la présence de Sanoflore. La comparaison de photos aériennes ancienne et récente montre clairement l'augmentation de la taille du parcellaire (perte de l'effet mosaïque des petites parcelles diversifiées, tendance à une homogénéisation du paysage, grande échelle) et la disparition de nombreux arbres isolés qui parsemaient les parcelles (perte de la diversité visuelle et de la qualité paysagère que généraient ces arbres).

☐ *Dynamique urbaine* : le bâti est peu présent sur le plateau (bâti agricole, bâtiment de Sanoflore). La pression urbaine est faible. La petite unité du plateau semble stable et ne présente pas de signes d'évolution qui iraient dans le sens d'une modification du paysage.

Enjeux & Potentiels du Plateau des Chaux

- Enjeu de maintien et de confortement de la dynamique agricole
- Enjeu de diversification des perceptions visuelles (structures ou éléments arborés) et d'amélioration de la biodiversité
- Enjeu de préservation voire de confortement de la biodiversité existante. Le plateau abrite en effet un cortège floristique et faunistique des zones agricoles d'autrefois (exception dans le paysage agricole de la Région Rhône Alpes)

L'unité Gigors-et-Lozeron (826ha environ)



Perception visuelle simultanée de Gigors et de Lozeron, en vue frontale, depuis le plateau des Chaux

L'unité de Gigors & Lozeron est formée de l'ensemble des versants nord et ouest qui cadrent le plateau des Chaux. Elle présente ainsi des pentes moyennes à fortes, tantôt occupées par des prairies et cultures qui génèrent des espaces ouverts attirant le regard, et tantôt par des bois (chenaie-hêtraie essentiellement).

Au nord, la topographie dessine des formes arrondies (collines) qui génèrent une ambiance accueillante et reposante (valorisation réciproque avec l'horizontale dessinée par le plateau des Chaux). En revanche, à l'ouest, le relief apparaît plus accidenté et forme une structure paysagère majeure et prégnante à l'échelle de l'entité, qui rappelle celle du Vellan, les falaises calcaires du plateau du Savel. L'une et l'autre forme s'oppose et se complètent.

La perception visuelle des collines de Lozeron est toujours associée à la perception des structures rocheuses du Savel, à l'ouest, ou du Vellan, plus lointaine à l'est.

Par ailleurs, le plateau et les rochers de Savel s'opposent aux rochers de Saint-Pancrace qui leur font face dans un axe nord-sud. Cette configuration originale marque profondément le grand paysage (perceptible et étonnante depuis le plateau du Vellan). Elle devient une zone «repère» : porte d'entrée du val de Sye ou du plateau des Chaux, «surveillée» par Gigors.

Des arbres aujourd'hui isolés au bord des routes ou chemins, les mûriers témoignent de la sériciculture, qui était au XIXe s. une activité agricole complémentaire. Le chêne de Gigors est un arbre remarquable du pays de la Gervanne, dans un site remarquable (vue sur la montagne de Savel, vieux puits couvert en pierre, cabanon, ambiance agricole..).

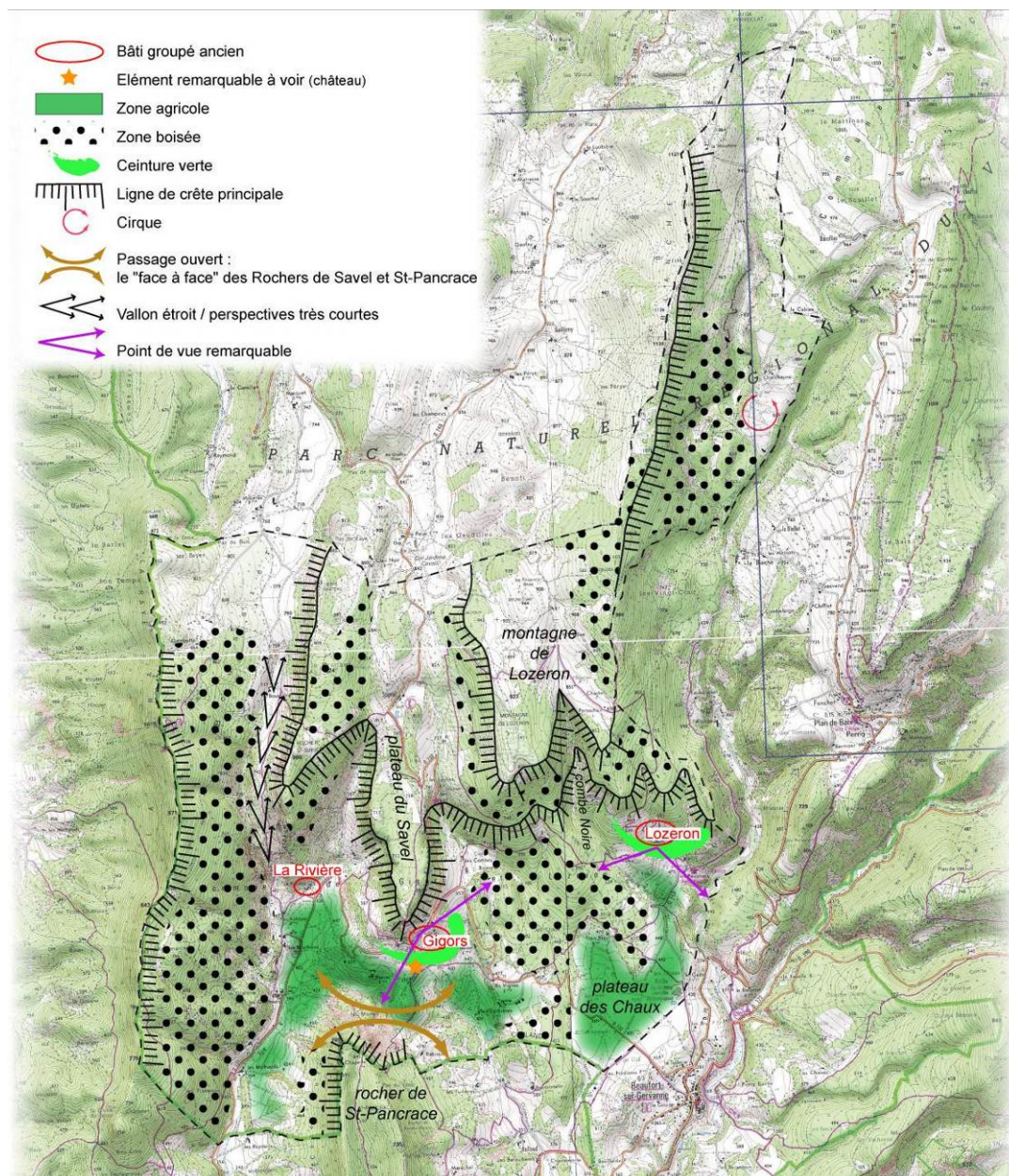
Deux villages sont «accrochés» à mi pente, dans le versant, en situation dominante sur le plateau des Chaux. Ces villages, de petite taille, présentent un bâti traditionnel groupé. Gigors est un petit bourg médiéval à l'ambiance caractéristique, avec ses maisons mitoyennes accolées le long de la route, formant «rempart». Cette lisibilité est moins forte à Lozeron, avec un habitat récent plus diffus.

Les deux villages s'entourent d'espaces ouverts, en herbe, qui créent une «enveloppe» paysagère et permettent leur identification visuelle sur les versants. Cependant, ces entités ouvertes et la perception visuelle des villages tendent à être brouillées par le développement de la végétation (enfrichement de certaines parcelles, fermeture du paysage).

Tendances d'évolution de l'unité Gigors et Lozeron

□ Dynamique naturelle et forestière : l'enfrichement se localise en limite de forêt sur les terres difficilement accessibles. L'avancée de la forêt depuis les années 1948 s'est essentiellement effectuée en limite de forêt, sur la montagne de Lozeron, mais est resté très mesuré. Perte de lisibilité du site de l'église St Pierre.

□ Dynamique agricole : la comparaison de photos aériennes ancienne et récente montre clairement l'augmentation de la taille du parcellaire (perte de l'effet mosaïque des petites parcelles diversifiées, tendance à une homogénéisation du paysage, grande échelle), la disparition de nombreux arbres isolés qui parsemaient les parcelles (perte de la diversité visuelle et de la qualité paysagère que généraient ces arbres), et le développement de haies ou bosquets qui s'épaississent et tendent à perturber la lisibilité paysagère de l'unité. 21 exploitations sont encore présentes sur la commune de Gigors et Lozeron, cependant ce chiffre est en baisse (il en existait 26 en 1979 et 30 en 1988). La SAU moyenne des exploitations a diminué de 20% en 20 ans ! Pour autant, la composante agricole semble stable. Huit exploitants (un peu plus d'1/3) sont âgés de plus de 55 ans, et cinq sont âgés de moins de 40 ans.



□ **Dynamique urbaine** : la commune de Gigors & Lozeron comptait 156 habitants en 1999, soit une augmentation de 16% (+21 habitants) entre 1990 et 1999. Le taux global d'évolution de Gigors & Lozeron entre les années 1990 et 1999 est de 1.62 et lié en totalité au solde migratoire. Sur Gigors, le bâti récent tend à se développer au nord du village. 15 résidences principales supplémentaires, 2 résidences secondaires, entre 1990 et 1999, alors qu'entre 1982 et 1990, le nombre de résidences principales supplémentaires était de 10 et l'évolution du nombre de résidences secondaires était de 18!. Aujourd'hui, les résidences secondaires représentent environ 39% du parc de logement (46% en 1990). L'indice de vieillesse est très élevé (1.47) et témoigne d'un vieillissement inquiétant de la population. Si la pression urbaine paraît aujourd'hui faible à Gigors, elle semble plus marquée à Lozeron, avec le développement d'un habitat diffus en périphérie du vieux village, brouillant la lisibilité du site. Les tendances d'évolution montrent des risques de fermeture du paysage par déprise agricole puis enfrichement, et de perte de qualité paysagère par déstructuration de la trame bâtie originale des villages du fait d'un développement du bâti récent non cohérent avec les caractéristiques traditionnelles.

□ **Dynamique touristique** : le site de Gigors, avec le vieux village médiéval, les ruines du Château de Savel, et l'Eglise Saint Pierre présente un grand intérêt historique et patrimonial, il est cependant peu connu et peu valorisé. Cependant, la commune connaît une forte dynamique culturelle locale, plusieurs artistes renommés résidant sur place. Le faible développement touristique local est une tendance générale en Gervanne, à relier à une volonté forte des acteurs locaux de maîtriser le développement et la fréquentation touristique.

Enjeux & Potentiels de l'unité Gigors et Lozeron

- Fort enjeu de préservation des espaces agricoles ouverts autour des villages et sur les versants
- Fort enjeu de remise en état et de gestion des secteurs en cours d'enfrichement
- Enjeu de préservation et de confortement des structures arborées existantes (haie, ripisylve, arbre isolé) qui participent à la diversité et à la qualité du paysage
- Enjeu de maîtrise du développement des bosquets
- Enjeu de préservation d'une structure bâtie groupée et de petite taille (équilibre visuel des unités) des villages de Gigors et de Lozeron, et des hameaux
- Fort enjeu de maîtrise, de limitation et de gestion du développement des villages (forte sensibilité paysagère et patrimoniale, développement maîtrisé et mesuré)
- Enjeu de valorisation de la perception des villages (coupe, défrichement, gestion des premiers plans de présentation)
- Enjeu de maîtrise du développement de la végétation devant l'église Saint-Pierre, et de valorisation du site
- Enjeu de valorisation du site de Gigors dans son ensemble (église, village, château)

L'unité Val de Sye (1140ha environ)



A l'ouest et à l'écart de la vallée de la Gervanne, la petite unité du val de Sye, orientée nord-sud, est cadrée par des versants boisés aux pentes moyennes à fortes (taillis clair supraméditerranéen) et présente un fond plat et étroit. A l'ouest, le front visuel boisé est continu, tandis qu'à l'est-il est interrompu par des affluents de la Sye qui génèrent ainsi des ouvertures. Au nord, les rochers de Saint Supière et de l'Aigle structurent le paysage par leurs affleurements rocheux et par leur situation centrale entre la Sye et son affluent. Cette situation originale caractérise l'unité toute entière et capte les regards. L'ouverture sur la vallée, depuis Gigors, est marquée par une porte monumentale formée par le rocher de Saint-Pancrace.

La Sye, qui s'écoule vers le sud en direction d'Aouste et la vallée de la Drôme, est soulignée et signalée dans le paysage par une mince ripisylve ponctuée de peupliers, qui constitue une ligne de force et une ligne de lecture du paysage. Le fond de vallée est entièrement cultivé et présente encore aujourd'hui une diversité des cultures, une mosaïque de couleurs et de textures qui enrichissent les perceptions visuelles et participent à la qualité paysagère de l'unité. De même, la présence de nombreuses haies en limite de parcelles, qui forment un maillage lâche et irrégulier, structurent le paysage et le diversifient. Quelques pentes douces des versants ou le haut de la vallée sont valorisée par des prairies qui ajoutent un motif dans le paysage et l'enrichissent.

Le bâti est implanté en fond de vallée, sous forme de hameaux : les Michauds, les Gauthiers, les Bourbous. La petite taille des groupements bâtis et leur répartition équilibrée respectent la petite échelle de l'unité et participent à la grande lisibilité paysagère qui en émane.

Le Rocher de l'Aigle, le rocher de Saint Pancrace forment des points repères structurants du paysage qui attirent le regard (point d'appel) par leur forme originale et les effets de contrastes de couleurs et de textures qu'ils génèrent avec les boisements. Le rapprochement des versants boisés et l'étroitesse du fond de vallée, associée à la présence de structures arborées, génèrent un paysage de petite échelle, de petite dimension, facilement appropriable. Le val de Sye constitue une unité visuelle que l'on peut embrasser d'un seul regard et dont on peut saisir globalement l'ensemble des logiques d'agencement du paysage. Il en résulte une grande sensibilité paysagère à toute perte de l'équilibre actuel existant.

Tendances d'évolution de l'unité Val de Sye

☐ Dynamique naturelle et forestière : l'enfrichement, même s'il est peu présent et peu perceptible au sein de la vallée, apparaît ponctuellement, sur les pieds de versants en limite de la forêt. L'avancée de la forêt depuis les années 1948 a été forte. Les pieds de versants sont aujourd'hui totalement boisés réduisant visuellement l'échelle l'unité .

☐ Dynamique agricole : l'activité agricole est très présente et constitue la composante essentielle du paysage. La comparaison de photos aériennes ancienne et récente montre clairement l'augmentation de la taille du parcellaire (perte de l'effet mosaïque des petites parcelles diversifiées, tendance à une homogénéisation du paysage, grande échelle), la disparition des prairies et/ou cultures qui couvraient autrefois les pentes plus fortes (perte de la diversité visuelle et de la qualité paysagère que généraient ces cultures), et l'apparition, en revanche, d'une ripisylve continue le long de la Sye (identification et signature visuelle de la rivière) ainsi que d'un petit maillage bocager lâche (diversification des perceptions).

☐ Dynamique urbaine : la pression urbaine semble faible.

☐ Dynamique touristique : elle est faible dans ce secteur, qui semble pourtant propice à de belles promenades et randonnées (par ex, hameau abandonné de Lespéri et vallon de Boussière). Une aire de pique-nique a été aménagée [5410], mais semble peu utilisée car à l'écart des circuits touristiques. En revanche, elle accueille les containers du tri sélectif des déchets. Le val de Sye semble stable et ne présente pas de signes d'évolution qui iraient dans le sens d'une modification du paysage.

Enjeux & Potentiels de l'unité Val de Sye

- Fort enjeu de préservation des espaces agricoles ouverts : cultures et prés dans la vallée et prairies sur versants
- Enjeu de maintien de la dynamique agricole.
- Fort enjeu de préservation du réseau de haies
- Fort enjeu de préservation des ripisylves et des espaces ouverts qui les bordent
- Fort enjeu de préservation des structures groupées et de la petite taille des hameaux (Développement maîtrisé et mesuré)
- Enjeu de limitation du développement du bâti
- Fort enjeu de respect de l'équilibre existant (espaces agricoles- espaces bâtis)
- Enjeu de valorisation touristique et patrimoniale douce (en cohérence avec l'offre touristique micro-régionale)

L'unité Causse de Combovin



Entre les crêtes de la Raye et de Côte Blanche, le causse de Combovin constitue une unité particulière de la Gervanne. Une unité qui étonne à la fois par sa topographie très douce de plateau karstique, toute en courbes (altitude variable de 830 à 950 m dans la partie centrale et allant jusqu'à 1100 m à la marge), sa végétation thermophile (espèces recherchant la chaleur, Pin sylvestre, Chêne pubescent et Hêtre, accompagnés de nombreux arbustes buis, amélanchier à feuilles ovales, genévriers, pruniers...), et son caractère «dénudé» qui contrastent avec les unités environnantes. La roche, affleurements ou pierres au sein des parcelles agricoles, fait également partie intégrante du paysage et attire le regard. Les formes karstiques, alternance d'affleurements rocheux et de dolines verdoyantes mises à profit par l'activité agricole, sont spécifiques à cette unité et attirent le regard. Le causse de Combovin déjà parcouru par les troupeaux transhumants au moyen-âge, est aujourd'hui essentiellement agricole (élevage ovin ou bovin), dans sa partie centrale, et boisé sur les pentes qui l'encadrent.

Quelques pentes, en marges de l'unité ont été plantées d'épicéas. Le bâti est peu présent. Il apparaît sous forme de fermes agricoles isolées. La grande taille de l'unité et l'absence de structures arborées bloquant les vues, lui confèrent une grande échelle paysagère. Les vues s'orientent vers les lignes de crête boisées qui la cadrent.

Tendances d'évolution de l'unité Causse de Combovin

☐ Dynamique naturelle et forestière : le causse de Combovin présente une forte dynamique naturelle qui tend à supplanter la dynamique agricole, notamment sur les pentes et terres peu productives. Si l'enfrichement est perceptible sur la photo aérienne de 1948, il apparaît plus prononcé, plus avancé sur la photo aérienne récente.

☐ Dynamique agricole : l'activité agricole est très présente sur le «plateau» et permet son ouverture visuelle. Des fermes agricoles ponctuent le paysage. 20 exploitations sont présentes sur la commune de Combovin (comprenant cette unité et celle du village), cependant ce chiffre est en baisse (il en existait 30 en 1979 et 25 en 1988).

La SAU moyenne des exploitations a diminué de 17% en 20 ans !, mais certains éleveurs exploitent des terres sur les communes voisines (Gigors). Pour autant, la composante agricole semble stable. Cinq exploitants (soit 1/4) sont âgés de plus de 55 ans, et sept sont âgés de moins de 40 ans. Il semble y avoir peu de projets de diversification

ou d'agrotourisme.

☐ Dynamique urbaine : la pression urbaine est faible, voire nulle sur ce secteur.

□ Dynamique touristique : Le Pas de Boussière est un belvédère exceptionnel vers Combovin et la Plaine de Valence, cependant, le panneau de découverte a été vandalisé puis supprimé. L'ensemble du plateau, notamment le secteur du col Jérôme Cavali, avec sa chapelle isolée pourraient être un site agréable de promenades, notamment à VTT, aujourd'hui peu connu. Le Domaine de Sagnol et son golf qui se développe dans les dolines est le seul point d'attraction de ce secteur.

Les tendances d'évolution montrent un risque de fermeture du paysage du fait de la déprise agricole et de l'enfrichement

Enjeux & Potentiels de l'unité Causse de Combovin

- Soutien à l'activité agricole pour maintenir l'ouverture du paysage
- Enjeu de remise en état des secteurs en cours d'enfrichement
- Enjeu d'intégration paysagère des bâtiments d'exploitation agricole

2. ENJEUX PAYSAGERS

Préservation

Préserver la qualité et l'ambiance paysagère générale qui émane du territoire : des paysages de montagne préservés... Assurer le maintien de l'harmonie et de l'équilibre du paysage (espaces ouverts/espaces bâtis/ espaces boisés fermés) au travers du maintien et du soutien de l'activité agricole et d'un développement mesuré et ajusté aux potentialités et à la qualité paysagère du territoire (capacité d'absorption modérée)

- Préserver des espaces ouverts en pied de versant, autour des villages et hameaux (ceinture verte), dans les fonds de vallée, sur les espaces «plans» (ouverture de vues)...
- Préserver la biodiversité existante sur certaines unités à forts enjeux (écologie du paysage : plateau des Chaux)
- Préserver les caractéristiques et formes urbaines du bâti au travers du développement : groupement, façades urbaines affirmées, identification visuelle des villages...
- Préserver voire restaurer les lisières souples des boisements de feuillus sur l'ensemble des pieds de versants
- Préserver, protéger et renforcer l'ensemble des structures arborées : haies bocagères, vergers, arbres isolés (muriers...), ripisylve et alignements (peupliers) le long des cours d'eau et ruisseaux
- Préserver les vues remarquables : ouverture du paysage, perception d'un village ou d'un hameau, perceptions lointaines des lignes de crête et sommets remarquables du massif du Vercors
- Préserver et protéger le patrimoine culturel rural : cabanons, puits, pigeonniers...

Gestion

Prévoir un développement urbain mesuré, adapté au territoire et maîtrisé, limiter le développement sur certains secteurs (Gigors et Lozeron, le val de Sye au même titre que la Combe d'Ombrière...)

- Prévoir des extensions d'urbanisation aux villages et hameaux, respectueuses du paysage et intégrées (implantation au terrain, forme urbaine, cohérence d'ensemble, perceptions visuelles...). Gérer le développement résidentiel.
- Favoriser la qualité architecturale et l'intégration des nouvelles constructions, au cas par cas, tant pour les constructions résidentielles qu'agricoles ou touristiques. Accompagner chaque projet de construction.
- Reconquérir les parcelles en cours d'enfrichement par un encouragement de l'activité agricole. Cibler ces actions sur des secteurs à forts enjeux.
- Gérer l'aménagement du territoire en prenant compte de l'entrée paysagère : intégrer les éventuels futurs zones de dépôt de matériaux, centres de stockage de déchets, zones d'activités...
- Gérer le développement important de la végétation arborée dans les villages et aux abords, qui nuisent à la perception et à l'identification des structures bâties (village de Gigors)
- Gérer la forêt de façon respectueuse envers les paysages (forte sensibilité visuelle des versants boisés) : futaie jardinée, coupes sélectives, intégration d'éventuelles nouvelles pistes d'exploitation forestière... Préserver un manteau boisé continu et unitaire...
- Gérer (voire développer) la fréquentation touristique (aires d'arrêt et pique-nique, sentiers de promenade et découverte), en concertation avec les acteurs locaux










Valorisation

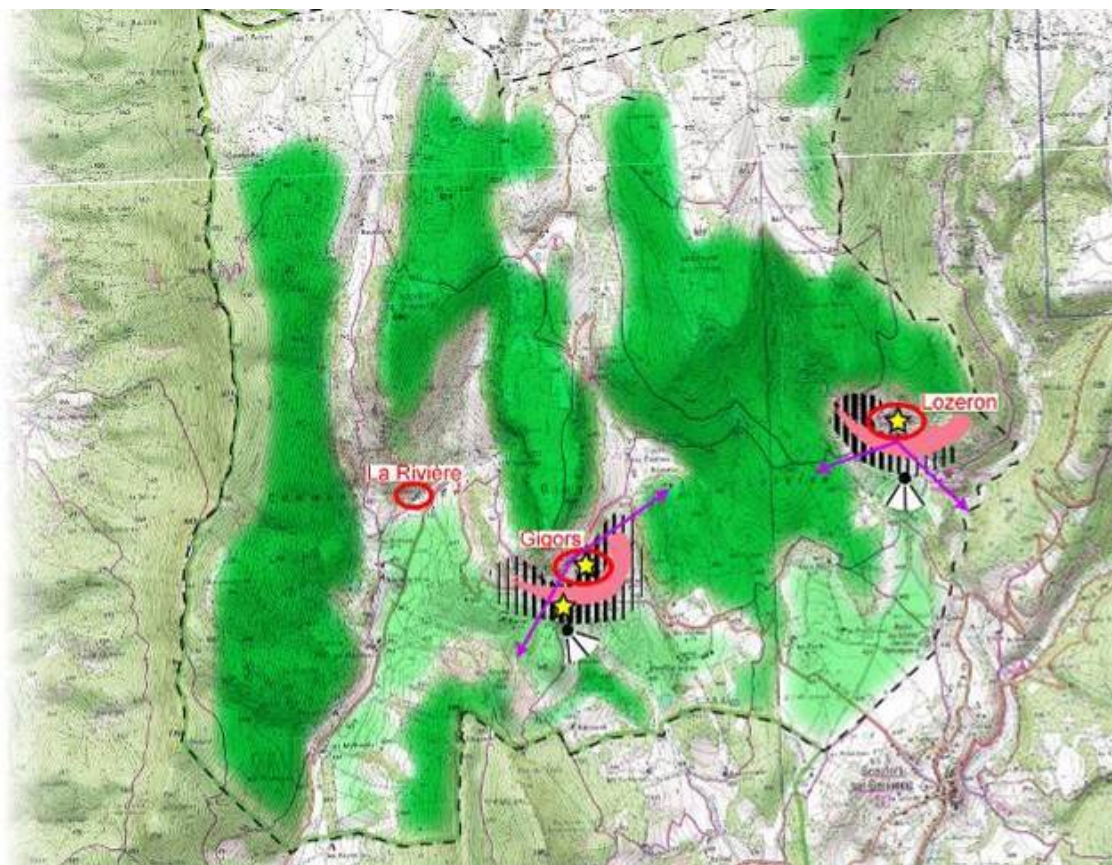
Valoriser les points de vue panoramiques remarquables : aire d'arrêt, lecture et compréhension du paysage perçu... (belvédère du grand virage, château de Gigors...)

- Valoriser le patrimoine culturel rural : permettre la découverte, restaurer, sensibiliser, former aux techniques et savoirs-faire... (cabanons...)
- Valoriser les sites touristiques et prévoir des aménagements intégrés au paysage (village de Gigors, village de Lozeron...)
- Valoriser le paysage et ses ambiances : permettre la découverte de diverses ambiances et la lecture du paysage, créer et entretenir des cheminements, sensibiliser..., favoriser la lecture des paysages depuis les routes et chemins touristiques. Mettre en scène les points d'appel du paysage ou zone de focalisation du regard (Beaufort sur Gervanne, chapelle Saint-Pierre de Gigors, château de Montrond, villages de Gigors, de Lozeron, de Plan de Baix)
- Valoriser les paysages agricoles et exalter la biodiversité : conforter et développer les réseaux de haies et structures arborées existants.

- Valoriser et mettre en scène les rivières dans le paysage : permettre l'identification visuelle des rivières dans le paysage, permettre l'accès physique aux rivières et aménager des lieux de détente et loisirs aux abords. (Gervanne, Sye, sites de résurgence...)
- Valoriser l'ensemble du territoire en terme de pratiques touristiques douces : découverte, détente-loisir, interprétation... (Sentier d'interprétation intercommunal, plan d'interprétation).

Enjeux Paysagers

Enjeux paysagers :	
1. PRESERVATION :	
	- préserver le paysage de montagne
	- maintien et soutien de l'activité agricole
	- préserver des espaces ouverts
	- préserver les caractéristiques urbaines du bâti
	- préserver les vues remarquables
2. GESTION :	
	- extension urbaine maîtrisée, respectueuse et intégrée
	- encourager l'activité agricole
3. VALORISATION :	
	- valoriser les sites touristiques, le patrimoine culturel rural, les paysages
	- valoriser les points de vue panoramiques remarquables



3. LES CARRIERES

La loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 introduit l'obligation d'un Schéma Départemental des Carrières (SDC) qui fixe les grands objectifs : « Le Schéma Départemental des Carrières définit les conditions générales d'implantation des carrières dans le département. Il prend en compte l'intérêt économique national, les ressources et les besoins en matériaux du département et des départements voisins, la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, la nécessité d'une gestion équilibrée de l'espace, tout en favorisant une utilisation économe des matières premières. Il fixe les objectifs à atteindre en matière de remise en état et de réaménagement des sites (...) Les autorisations d'exploitation de carrières délivrées au titre de la présente loi doivent être compatibles avec le schéma. ».

Outre, le fait de définir une politique cohérente en matière d'évolution de la gestion des ressources en matériaux, d'extraction de matériaux, en fonction des besoins futurs, des gisements et des contraintes, le SDC fixe les orientations et les objectifs qui doivent être cohérents avec les autres instruments planificateurs, notamment avec les Schémas Directeurs d'Aménagement des Eaux (SDAGE) et les Schémas d'Aménagement des Eaux (SAGE).

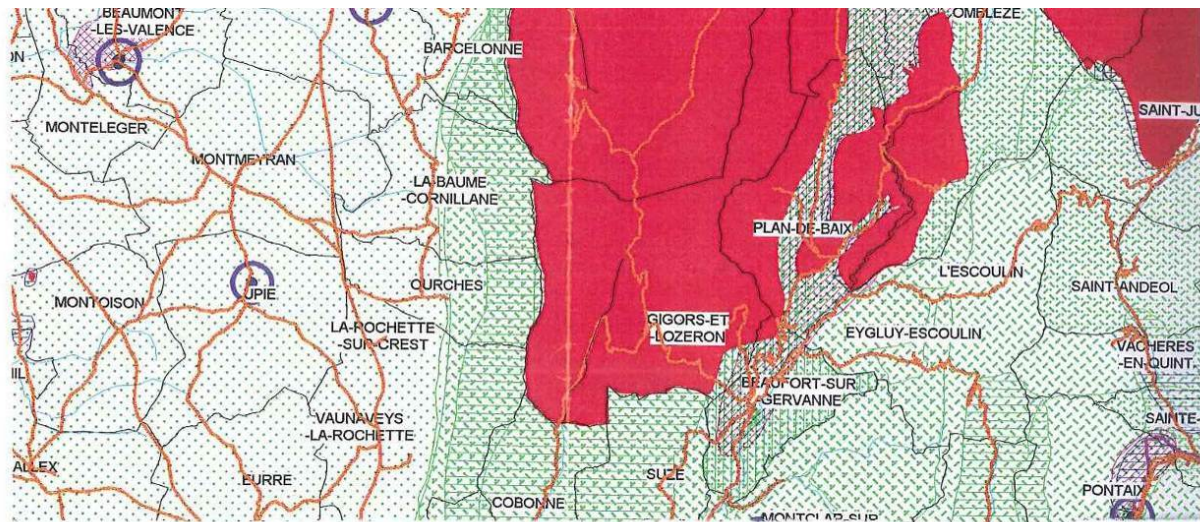
Le schéma Départemental des Carrières de la Drôme qui définit les conditions générales d'implantation des carrières dans le département a été approuvé par arrêté n° 3991 en date du 17 juillet 1998. Il prend en compte les préconisations du SDAGE du bassin Rhône - Méditerranée – Corse.

Au titre de la prise en compte des contraintes environnementales, il définit trois classes :

- -Classe 1 : interdiction réglementaire ou découlant de règlements particuliers. Cette classe comprend les espaces bénéficiant d'une protection juridique forte, au sein desquels l'exploitation des carrières est interdite. Cette interdiction pourra être explicite dans le texte juridique portant protection (interdiction réglementaire à caractère national ou interdiction découlant de règlements particuliers), ou se déduire de celui-ci (interdiction indirecte).
- -Classe 2 : sensibilité très forte. Cette classe comprend les espaces présentant un intérêt et une fragilité environnementale très importante, concernés par des mesures de protection, des inventaires scientifiques, ou d'autres démarches visant à signaler leur valeur patrimoniale. Des ouvertures de carrières peuvent y être autorisées sous réserve que l'étude d'impact démontre que le projet n'obère en rien l'intérêt du site : en particulier des prescriptions particulières très strictes pourront y être demandées.
- -Classe 3 : zones particulières. Cette classe comprend des espaces de grande sensibilité environnementale, les autorisations d'ouverture de carrières dans ces zones feront l'objet de prescriptions particulières adaptées au niveau d'intérêt et de fragilité du site.

Concernant la commune de Gigors et Lozeron, la majorité du territoire communal est concernée par une interdiction réglementaire.

Le sud-est du territoire s'inscrit en classe 3 au vu de la présence de paysages remarquables.



EXTRAIT DE LA CARTE DE SYNTHESE DES CONTRAINTES
ENVIRONNEMENTALES DES SCHEMAS DE CARRIERES

LEGENDE

- | Zones d'interdiction réglementaire | | Zones d'interdiction réglementaire | | Zones d'interdiction réglementaire | |
|---|---|---|-----------------------|------------------------------------|--|
| EN BLEU : Contraintes de Classe II | EN VERT : Contraintes de Classe III | EN VIOLET : | | | |
| ZNIEFF de Type I | ZNIEFF de Type II | Secteurs les plus favorables au captage futur des eaux souterraines | Route nationale | | |
| Inventaires scientifiques - noyaux durs | Inventaires scientifiques - enveloppes | Secteurs très sensibles, avec restrictions | Route départementale | | |
| ZPS | PNR Vercors (hors sites les plus sensibles) | Secteurs les plus sensibles, avec restrictions fortes | Réseau ferré | | |
| ZICO | Paysages remarquables | Cours d'eau bénéficiant d'un espace de liberté | Limite de commune | | |
| Paysages exceptionnels | Sites inscrits | | Réseau hydrographique | | |
| ZPPAUP étendue à l'étude | Zones inondables (Rhône) | | | | |
| Monuments historiques | Nappes à valeur patrimoniale | | | | |
| Abords des monuments historiques | | | | | |
| Sites géologiques d'intérêt majeur | | | | | |
| AOC viticoles "Village" | | | | | |



4. PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

L'occupation humaine sur GIGORS-ET-LOZERON est assez ancienne.

L'époque gallo-romaine a laissé de nombreux vestiges aux Chaux, mais aussi à la Rivière et à Chantemerle (une douzaine de « villa » ont été repérées).

La commune était traversée par la voie romaine DIE - VALENCE qui passait par Trois Prés mais également par la grande draye des transhumants de Provence à Léoncel.

Des tombes en lauze et autres traces attestent de la présence humaine aux Moyen Age.

Ce n'est vraisemblablement qu'au X^{ème} siècle que l'habitat se déplace des champs vers la fortification.

Vers le XII - XIIIème siècle, le village de GIGORS existe. L'église St-Pierre daterait probablement de cette période, où la commune était rattachée à l'Evêque de VALENCE (Charte de 1240). Il s'agit d'un prieuré, qui connaît plusieurs épisodes (paroisse distincte, puis rattachement à Cheny, etc).

Les guerres de religion furent sévères ; elles ont détruit en partie l'église et la ruine du temporel du prieuré. La majorité de la population est alors protestante et le reste jusqu'au XIX^{ème} siècle et après.

En 1836, la commune est très peuplée (650 habitants). Les deux écoles communales de GIGORS et de LOZERON datent du début du siècle ; elles attestent de cette démographie importante. Mais aujourd'hui, ces écoles sont fermées (depuis 1959 à LOZERON et 1974 à GIGORS).

C'est en 1920 que la commune prend le nom de GIGORS-ET-LOZERON.

Huit entités archéologiques sont répertoriées sur la commune :

- Plateau des Chaux, Trois Prés, Le Procureur : occupation (gallo-romain)
- Lozeron : occupation (gallo-romain)
- Rocher de Saint-Supière : enceinte (époque indéterminée)
- Bourg : bourg cadastral, enceinte urbaine, prieuré, église, cimetière (moyen-âge)
- Plateau des Chaux, Trois Prés : occupation (gallo-romain)
- Plateau des Chaux, Les Fonts : occupation (gallo-romain)
- Rocher de Savel : château fort, chapelle cadastrale (moyen-âge)
- Lozeron : occupation (gallo-romain)

Les dispositions relatives à la protection du patrimoine archéologique et sa prise en compte dans les opérations d'urbanisme peuvent être mises en œuvre par l'autorité compétente pour délivrer les autorisations d'urbanisme (art ; R111-4, R442-6 et R315-28 du code de l'urbanisme, article 7 du décret n°2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive).

Entités archéologiques (Source : DRAC Rhône-Alpes)



5. MONUMENTS HISTORIQUES

Un édifice de la commune est inscrit à l'inventaire des monuments historiques : l'Eglise Saint-Pierre (monument inscrit par arrêté du 4 septembre 1978).



L'église de Gigors, du XIIIème siècle, reste d'un ancien monastère.

D. RISQUES

1. RISQUES NATURELS

1.1. INONDATIONS

En l'absence d'études, il convient de relever que la commune est traversée par une rivière (la Sye) et quelques ravins et combes, qui peuvent générer un risque envers les personnes et les biens en cas de crue. La crue est ici de type torrentiel, avec montée des eaux rapide et durée de submersion assez courte.

1.2. MOUVEMENTS DE TERRAIN

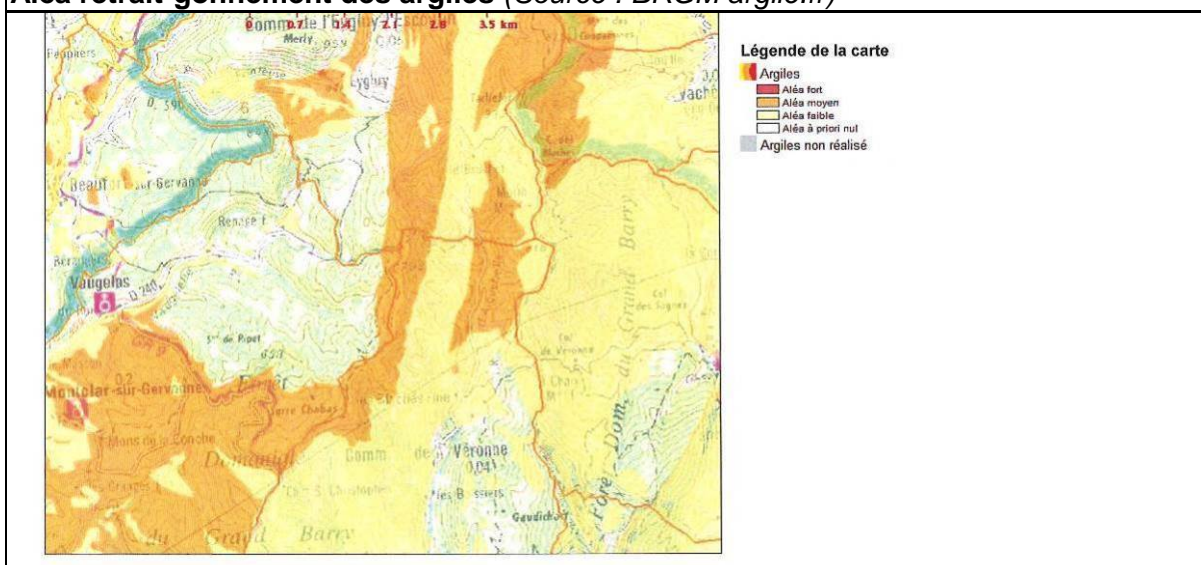
La commune est affectée par le risque de glissement de terrain. Le POS actuel fait état d'une petite zone soumise à un glissement de terrain au Sud de Lozeron. Seul le risque de mouvement de terrain a d'ailleurs été répertorié dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs de la Drôme. Cette zone était classée en zone NDr au POS, le règlement interdit toute occupation et utilisation du sol.

Contre les glissements de terrains et les chutes de pierre, tout le haut du village de Gigors a été assaini et protégé par des filets en 2009.

1.3. RETRAIT-GONFLEMENT DES ARGILES

La commune est située en partie en zone de susceptibilité faible à moyenne en ce qui concerne le retrait-gonflement des argiles.

Aléa retrait-gonflement des argiles (Source : BRGM argile.fr)

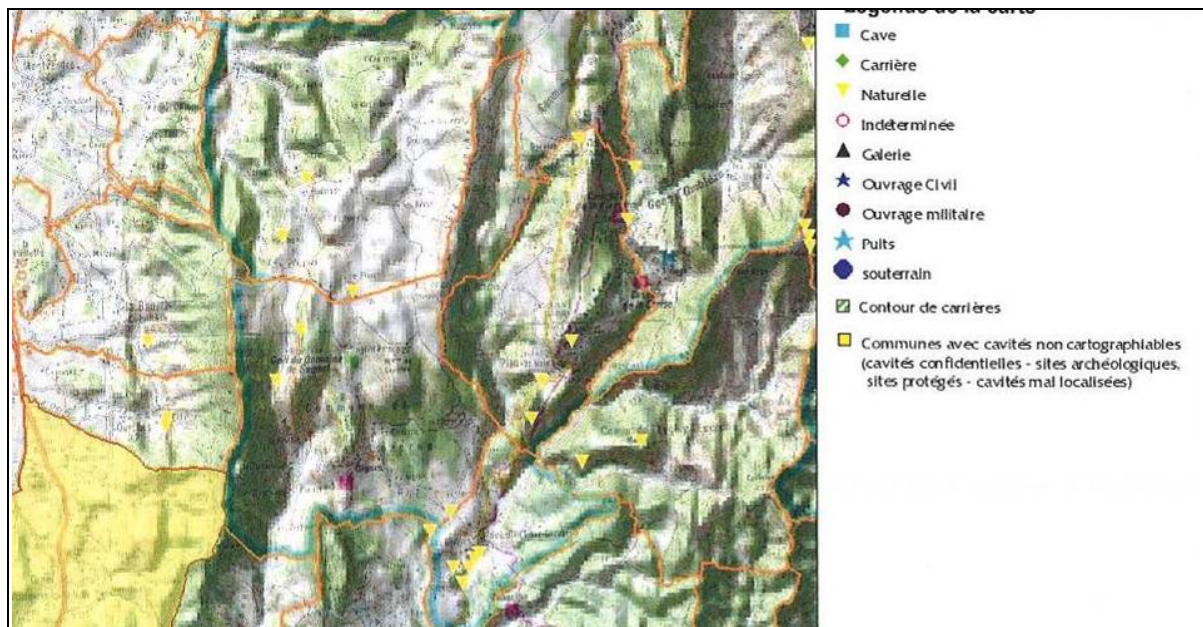


La prise en compte de ce risque n'entraîne pas de contrainte d'urbanisme mais passe par la mise en œuvre de règles constructives détaillées sur le site www.argiles.fr

1.4. CAVITES SOUTERRAINES

Deux cavités souterraines ont été recensées par le BRGM sur la commune.

Cavités souterraines (Source : BRGM)



1.5. RISQUE FEUX DE FORET

Il n'existe pas de PPR Incendie de forêt sur le territoire de Gigors et Lozeron. Au regard de l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2008, la commune est concernée par les dispositions de l'article L 321.6. (...). L'arrêté préfectoral définit les règles de prévention en matière d'emploi du feu, de nature du débroussaillage et d'obligations en zone urbanisée.

La carte d'aléa feu de forêt établi par la DDAF définit les secteurs d'aléa moyen à localement élevé, modéré ou faible à très faible. (cf. page suivante).

Historique des incendies sur la commune

La base de données Prométhée, base de données officielle sur les incendies de forêt, distingue deux types de feux :

- les feux de forêt, garrigues, maquis et landes définis comme « les incendies qui ont atteint des forêts, landes, garrigues ou maquis d'une superficie d'au moins un hectare d'un seul tenant (et ce quelle que soit la superficie parcourue) » ;
- les feux de l'espace rural et périurbain : incendies de végétaux n'appartenant pas à la catégorie précédente et caractérisés par leur "type". Six types sont recensés : feux dans des massifs de moins de 1 ha, boisements linéaires, feux d'herbes, autres feux agricoles, dépôts d'ordures, autres.

En 36 ans, la commune de GIGORS-ET-LOZERON, a enregistré :

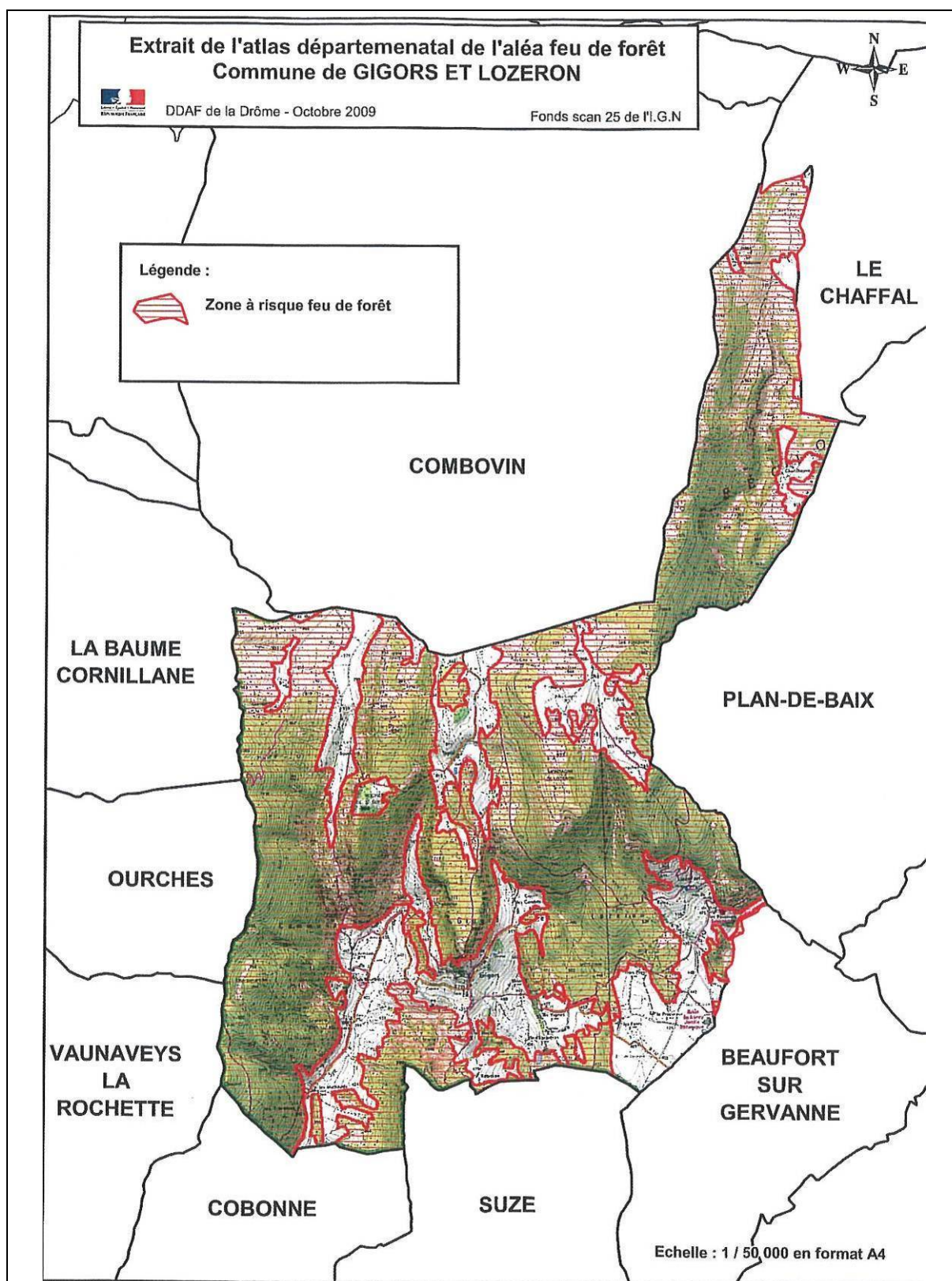
- 3 feux de forêt, et une surface totale parcourue par le feu de 4,135 ha,
- 9 feux de l'espace rural et périurbain.

Critères de recherche Forêt - Drôme - Gigors-et-Lozeron - du 01/01/1973 au 31/12/2011 -
Présence de contours : Non
Statistiques Nombre de feux : 3
Surface : 4.135 ha

Date	Département	Commune	Surface
Le 26/07/2004 à 16 h.	26	Gigors-et-Lozeron	3 ha
Le 04/08/2004 à 14 h.	26	Gigors-et-Lozeron	1 ha
Le 23/07/2009 à 10 h.	26	Gigors-et-Lozeron	0,135 ha

Critères de recherche Péri-urbain - Drôme - Gigors-et-Lozeron - du 01/01/1973 au 31/12/2011 -
Présence de contours : Non
Statistiques Nombre de feux : 9

Date	Département	Commune	Type de dommage
Le 07/03/1990 à 12 h.	26	Gigors-et-Lozeron	Herbes
Le 01/09/1990 à 11 h.	26	Gigors-et-Lozeron	Herbes
Le 01/09/1990 à 13 h.	26	Gigors-et-Lozeron	Herbes
Le 18/09/1990 à 14 h.	26	Gigors-et-Lozeron	Autres
Le 21/05/1991 à 23 h.	26	Gigors-et-Lozeron	Herbes
Le 25/04/1992 à 15 h.	26	Gigors-et-Lozeron	Herbes
Le 12/03/2003 à 15 h.	26	Gigors-et-Lozeron	Herbes
Le 27/05/2004 à 17 h.	26	Gigors-et-Lozeron	Herbes
Le 30/04/2005 à 16 h.	26	Gigors-et-Lozeron	Boisements linéaires



2. RISQUES TECHNOLOGIQUES

2.1 ICPE

Sur le territoire de la commune de GIGORS-ET-LOZERON est implanté un établissement visé par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (soumis à Déclaration) : FAREVABIO.

2.2 RISQUE D'ACCIDENTS NUCLEAIRE

La commune est située à 33 km de la centrale nucléaire de Cruas-Meysses et à 58 km de la centrale de Pierrelatte.

3. AUTRES RISQUES NATURELS

3.1 ALEA SISMIQUE

La commune est située en zone de sismicité 3 (modérée) selon le décret du 22 octobre 2010.

Des mesures préventives, notamment des règles de construction, d'aménagement et d'exploitation parasismiques, sont appliquées aux bâtiments, aux équipements et aux installations de la classe dite "à risque normal" situés dans les zones de sismicité 2, 3, 4 et 5.

Des mesures préventives spécifiques doivent en outre être appliquées aux bâtiments, équipements et installations de catégorie IV pour garantir la continuité de leur fonctionnement en cas de séisme.

La classe dite "à risque normal" comprend les bâtiments, équipements et installations pour lesquels les conséquences d'un séisme demeurent circonscrites à leurs occupants et à leur voisinage immédiat. Ces bâtiments, équipements et installations sont répartis entre les catégories d'importance suivantes :

- Catégorie d'importance I : ceux dont la défaillance ne présente qu'un risque minime pour les personnes ou l'activité économique ;
- Catégorie d'importance II : ceux dont la défaillance présente un risque moyen pour les personnes ;
- Catégorie d'importance III : ceux dont la défaillance présente un risque élevé pour les personnes et ceux présentant le même risque en raison de leur importance socio-économique ;
- Catégorie d'importance IV : ceux dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, pour la défense ou pour le maintien de l'ordre public.

Les règles de constructions parasismiques sont des dispositions constructives dont la mise en œuvre relève de la responsabilité des maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrage. Elles sont consultables sur le site internet www.planseisme.fr

3.2 CHUTE DE BLOCS

Risque non mentionné par les sources officielles mais un évènement très récent nécessite qu'une attention particulière soit portée à ce type de risque.

Notamment au niveau de la falaise surplombant le village de Gigors. (cf. photo ci-contre).



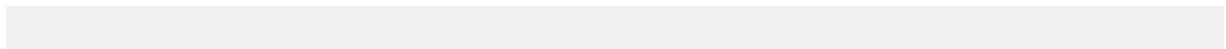
Photo – Beaur Sarl

3.3 TEMPETE

Un arrêté de catastrophe naturelle de type « tempête » a été pris le 6 novembre 1982.

3.4 RISQUE INONDATION

Le territoire communal comporte de nombreux axes d'écoulement qui peuvent s'avérer dangereux lors d'évènements pluvieux intenses et prolongés. Dans les secteurs situés le long des axes d'écoulement tels que ravins, ruisseaux, talwegs et vallats et à défaut d'étude hydraulique et géologique particulière, le règlement impose un recul pour prémunir les constructions contre les risques.

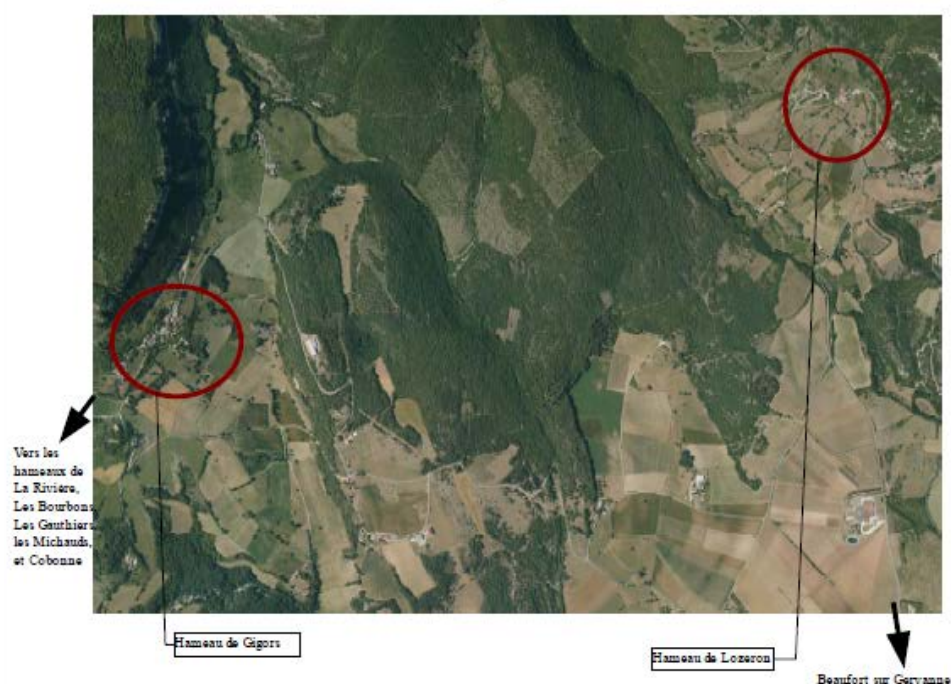


E. MILIEU HUMAIN

OCCUPATION ET UTILISATION DU SOL

Le territoire communal de Gigors et Lozeron s'étend sur 3.527 hectares. Le village de Gigors et Lozeron est en fait la réunion administrative des villages de Gigors et de Lozeron, séparés de quelques kilomètres. Suite à cet historique, la commune présente un habitat dispersé en hameaux et habitations isolées autour de deux villages plus importants.

Photo aérienne Gigors et Lozeron en 2006



Les deux hameaux principaux sont Gigors et Lozeron qui présentent une forme urbaine très dense et ramassée, accrochée aux pentes des reliefs.

Compte tenu de cette forme urbaine particulière, les hameaux ne disposent pas d'espaces publics conséquents permettant un fonctionnement urbain adapté aux activités, notamment touristiques, qui y prennent place.

La vallée de la Sye traverse la commune selon un axe Nord - Sud, longée sur une partie par la RD n°731, le long de cet axe s'échelonne une suite de hameaux ou de groupes de maisons (quartiers de La Rivière, Les Bourbons, Les Gauthiers et Les Michauds).

<p>La Rivière</p> 		<p>Bâti dense installée en pied de pente, bordure de l'espace agricole.</p>
<p>Les Michels</p> 		<p>Bâti peu dense regroupé entre la RD 731 et la Sye.</p>

F. QUALITE DE L'AIR

1. GENERALITES

De manière générale, la qualité de l'air ambiant dépend de nombreux facteurs :

- La nature et les quantités de polluants rejetés par les activités humaines : plus les rejets sont importants et plus la concentration en polluants dans l'air risque d'être élevée.
- La climatologie : en hiver, les épisodes anticycloniques froids favorisent à la fois les rejets (le chauffage augmente, les rejets de polluants associés également) et l'accumulation des polluants (forte pression et absence de vent bloquent les polluants dans les basses couches de l'atmosphère où sont concentrés la population et les principaux écosystèmes). En été, le rayonnement solaire conduit à des transformations chimiques de polluants, transformations à l'origine d'autres substances toxiques.
- La topographie : le relief a tendance à bloquer ou freiner les vents généraux qui pourraient disperser les polluants.

Au regard de ces trois principaux facteurs, on observe que les quantités de polluants rejetés sont importantes dans la région lyonnaise, ce qui peut conduire à des situations d'épisodes de pollution. A contrario, les conditions météorologiques et topographiques sont plutôt favorables à la dispersion des polluants, avec des vents de secteur Nord-Sud et Sud-Nord majoritaires.

Ce sont principalement deux polluants qui sont à l'origine des dégradations de la qualité de l'air en région lyonnaise, mais également dans de nombreuses villes :

- L'ozone, polluant estival
- Les particules en suspension, polluants ayant tendance à s'accumuler en hiver. Elles proviennent de diverses activités, dont le chauffage, certains procédés industriels et le trafic routier, dont la part a augmenté ces dernières années.

Tous les points évoqués ci-dessus montrent que la qualité de l'air est le résultat de phénomènes complexes. Sur une même commune, la qualité de l'air peut varier considérablement à quelques centaines de mètres près, selon que l'on se trouve à proximité ou non de voiries importantes ou sous le vent d'une installation industrielle (chaufferie urbaine ou incinérateur d'ordures ménagères, fréquemment installés en milieu urbain). L'éloignement aux grandes voiries est donc un facteur à prendre à compte. Concernant la pollution par l'ozone, l'ensemble de la région est concerné, il n'est guère possible d'y échapper. Il convient donc d'agir sur cette pollution, ce qui passe notamment par une maîtrise du trafic routier et de l'urbanisation. Or, bien souvent, le souci légitime de bénéficier d'une bonne qualité de l'air conduit la population à s'éloigner des centres urbains, avec pour conséquence un accroissement du trafic routier, ce qui ne va pas dans le sens d'une amélioration de la situation !

2. CADRE REGLEMENTAIRE ET EFFETS SUR LA SANTE

Le cadre réglementaire est régi par de multiples lois, décrets, directives qui s'appliquent à différents niveaux :

- Au niveau européen. La directive cadre n°96/62/CE relative à l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant a été adoptée le 27 septembre 1996. Elle définit les principes devant permettre de fixer des objectifs en terme de qualité, d'établir des méthodes communes d'évaluation, de disposer et diffuser des informations sur la qualité de l'air. Elle rend obligatoire un contrôle de la qualité de l'air dans les agglomérations de plus de 250 000 habitants et les zones à forte concentration de pollution, et précise que les États doivent mettre en place des programmes en cas de dépassement de ces valeurs.
- Au niveau français. La première grande législation sur l'air reste la loi n°61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs, dont l'objectif était d'éviter les pollutions de l'atmosphère et les odeurs qui incombent la population, compromettent la santé ou la sécurité publiques, ou nuisent à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments, ou au caractère des sites. Cette loi a été complétée par la loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie, qui prévoit plusieurs dispositifs de prévention et de surveillance de la pollution atmosphérique (loi codifiée aux articles L. 220-1 et suivants du Code de l'environnement). La surveillance de l'ozone s'inscrit dans le cadre du Décret n°2002-213 du 15 février 2002 relatif à la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement. Ainsi, les objectifs de qualité, le seuil de recommandation et d'information et les valeurs limites pour la protection de la santé sont fixées par type de polluant. Voici la liste pour les principaux polluants.

3. PLAN REGIONAL DE LA QUALITE DE L'AIR (P.R.Q.A.) DE RHÔNE ALPES

La loi 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie a pour objet de prévenir, surveiller, réduire, supprimer les pollutions atmosphériques pour préserver la qualité de l'air, économiser l'énergie et l'utiliser rationnellement.

Le Plan régional pour la Qualité de l'Air a été adopté par le préfet le 1^{er} février 2001. Il fixe les orientations permettant de respecter sur le long terme les objectifs de qualité de l'air. Ils identifient également les zones où des objectifs de qualité de l'air plus ambitieux doivent être fixés.

Les objectifs énoncés par le PRQA Rhône - Alpes sont les suivants :

- Développer la surveillance de la qualité de l'air,
- Surveiller les effets sur la santé et l'environnement,
- Maîtriser les émissions pour améliorer et préserver la qualité de l'air,
- Mieux informer le public.

3.1. SURVEILLER LES EFFETS SUR LA SANTE ET L'ENVIRONNEMENT

Il s'agit de réduire l'exposition de la population à la pollution atmosphérique. Des zones prioritaires d'action devront être définies en croisant zones de plus forte densité de population et zones de plus fortes émissions de polluants et de leurs précurseurs.

Afin de mieux évaluer l'impact de la pollution atmosphérique sur le milieu naturel et le patrimoine bâti, un programme d'études pluri annuel permettant d'une part, de mieux évaluer l'impact de la pollution de l'air sur le milieu naturel et le patrimoine bâti et, d'autre part, d'identifier des zones particulièrement sensibles vis à vis de la pollution de l'air, devra être élaboré. Ces dernières seront hiérarchisées autant que possible.

3.2. MAITRISER LES EMISSIONS POUR AMELIORER ET PRESERVER LA QUALITE DE L'AIR

De manière assez succincte, cette orientation se traduit à travers un objectif principal : réduire les émissions en intensifiant les efforts pour les zones où les objectifs de qualité ne sont pas durablement atteints. Elle se traduit par :

- Favoriser les économies d'énergie, l'émergence des énergies renouvelables
- Recourir à des technologies propres et à des combustibles moins polluants
- Réduire les émissions liées au transport (PDU, coordination en fonction de la demande en transports).

4. NIVEAUX DE POLLUTION OBSERVES SUR LA COMMUNE

L'étude de la qualité de l'air de la zone d'étude est réalisée par l'Observatoire sur la Qualité de l'Air en Rhône-Alpes.

L'observatoire ne dispose pas de station fixe de mesures de la qualité de l'air sur la commune de GIGORS ET LOZERON. Néanmoins, la pollution y est surveillée par d'autres biais, tels que la modélisation ou des études ponctuelles permettant de cartographier la qualité de l'air.

4.1. POLLUTION AU DIOXYDE D'AZOTE

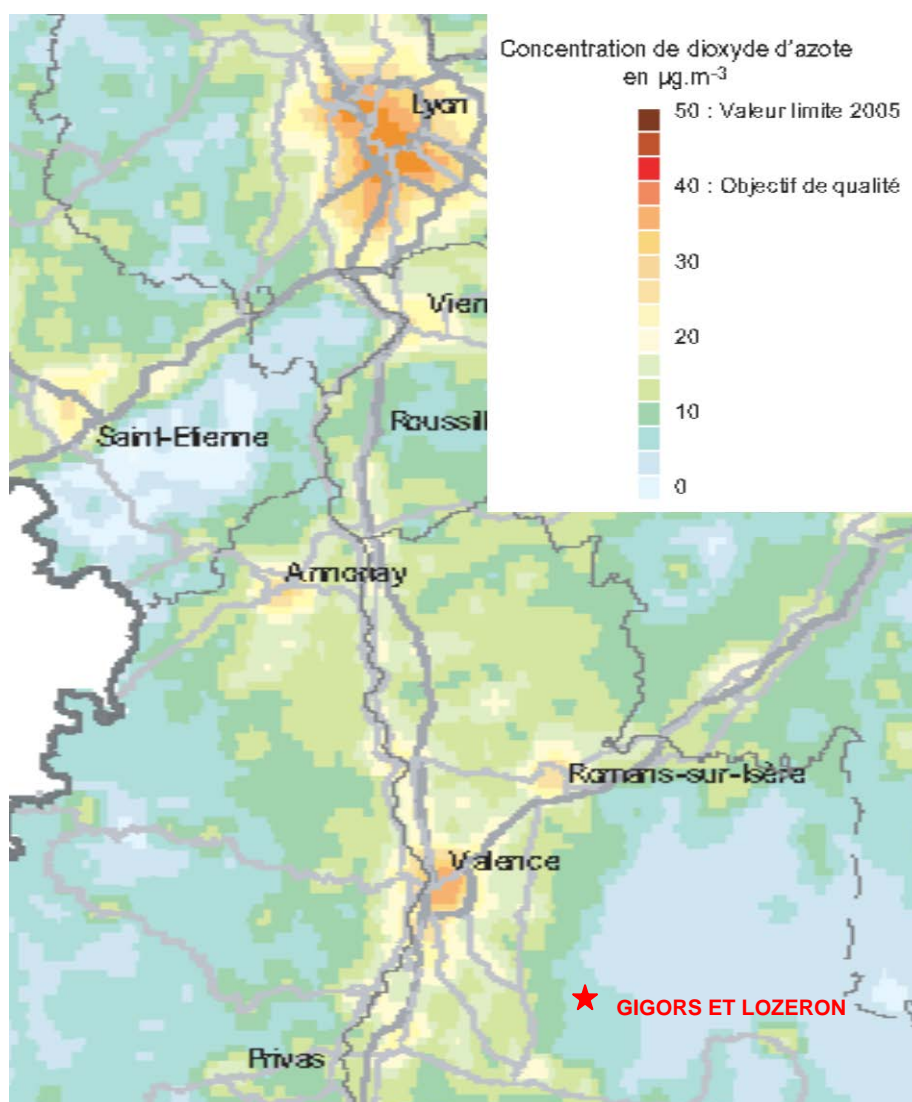
Le dioxyde d'azote est formé par combinaison de l'azote (N₂) et de l'oxygène de l'air (O₂) lors des combustions. L'air est composé naturellement de 78% d'azote et 21% d'oxygène (et 1% d'autres gaz).

Il est principalement émis par le transport routier mais également par l'industrie manufacturière et les installations de production d'énergie.

Le dioxyde d'azote pénètre dans les fines ramifications de l'appareil respiratoire et peut entraîner une altération de la fonction respiratoire et une hyper réactivité bronchique chez les asthmatiques. Chez les enfants, il augmente la sensibilité des bronches aux infections microbiennes.

Une cartographie des niveaux de fond en dioxyde d'azote a été réalisée en 2005 pour la région Rhône Alpes. Cette carte présente les concentrations moyennes auxquelles l'ensemble de la population est exposée, sans influence directe d'une source de pollution de type automobile ou industrielle. En proximité immédiate d'une industrie ou d'une voirie, les concentrations en polluants atmosphériques peuvent être beaucoup plus importantes.

Cette carte montre que, sur la commune de GIGORS ET LOZERON, les niveaux de fond respectent les objectifs de qualité : la concentration de dioxyde d'azote est inférieure à $20 \mu\text{g}/\text{m}^3$ alors que l'objectif de qualité est atteint dès lors que la concentration est inférieure à $40 \mu\text{g}/\text{m}^3$. Sur GIGORS ET LOZERON, la concentration est même inférieure à $10 \mu\text{g}/\text{m}^3$ sur le territoire communal.



4.2. POLLUTION AU BENZENE

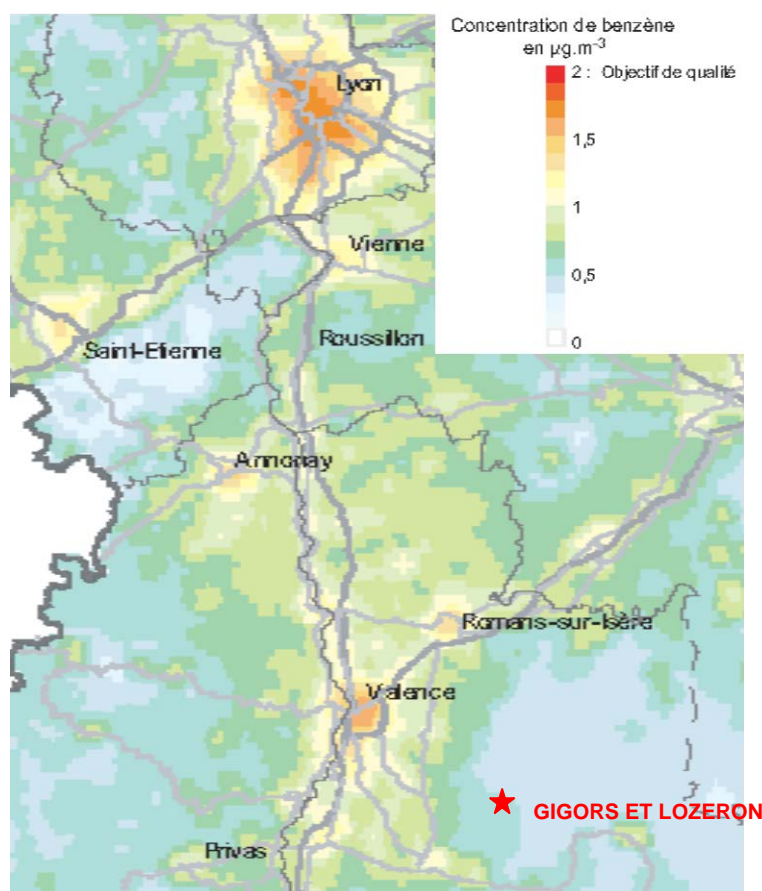
De même, une cartographie des niveaux de fond benzène est disponible pour l'année 2005.

Le benzène est classé comme polluant cancérigène pour l'homme entraînant l'apparition de leucémies. Dès les faibles concentrations, une exposition chronique au benzène peut entraîner des effets à long terme, comme la diminution des défenses immunitaires.

Le benzène peut entraîner la mort ou la réduction du rythme de croissance de la végétation. Il peut causer des dommages aux membranes des feuilles dans les cultures agricoles.

Le benzène fait partie de la famille des Composés Organiques Volatils (COV). Au niveau national, les émissions de benzène dans l'air extérieur proviennent principalement du secteur résidentiel, notamment du chauffage au bois, mais également des gaz d'échappement, de l'évaporation lors du stockage et de la distribution des carburants, de l'évaporation à partir des moteurs ou des réservoirs et des industries de la chimie.

Sur GIGORS ET LOZERON, la concentration en benzène est inférieure à $0.5/\text{m}^3$, soit quatre fois moins que le seuil fixé pour l'objectif de qualité.



4.3. OZONE ESTIVALE

A très haute altitude (20 à 25 km), **la couche d'ozone** est vitale car elle filtre les rayons ultraviolets du soleil les plus nocifs. Près du sol, la présence d'ozone est néfaste pour la santé de l'homme et pour l'environnement.

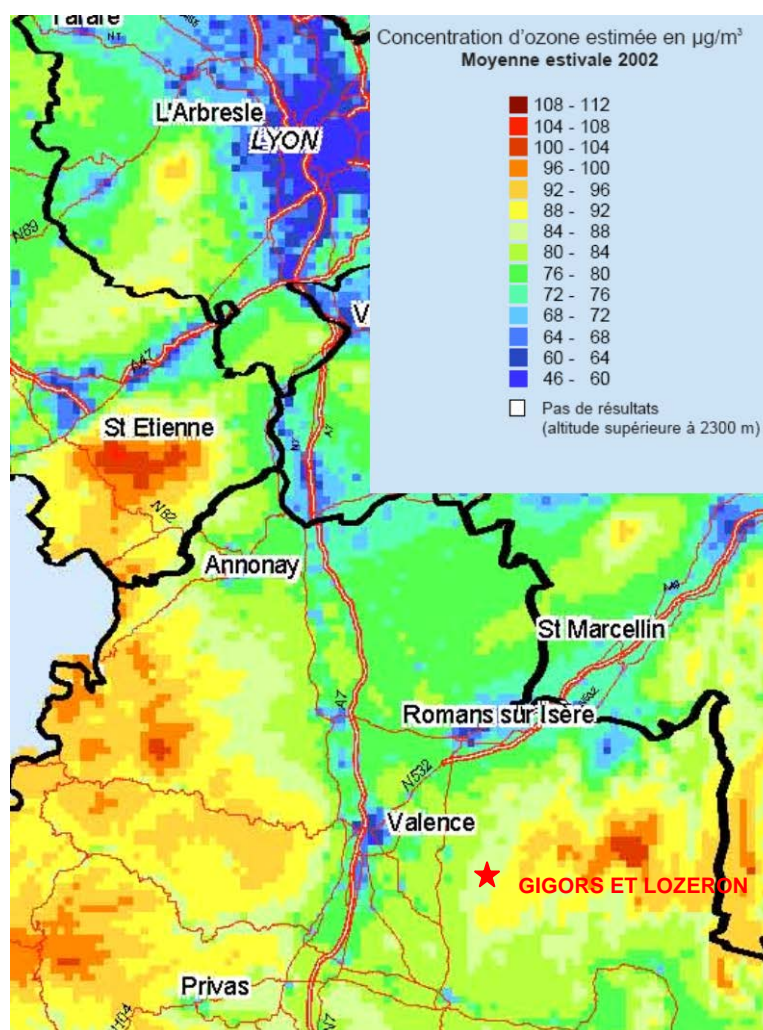
L'ozone n'est pas un composé qui est directement émis par une source de pollution (pot d'échappement, cheminée...). Cette molécule (O_3) est chimiquement formée dans l'air à partir de polluants précurseurs (oxydes d'azote et composés organiques volatils) sous l'action des rayons ultraviolets du soleil. Les précurseurs proviennent principalement des gaz d'échappements, de certains procédés et stockages industriels, ainsi que de l'usage de solvants (peintures...).

La pollution par l'ozone affecte toutes les grandes agglomérations françaises et leurs périphéries. Cependant, les régions qui sont sous l'influence d'un climat continental, très ensoleillé et chaud en été, sont davantage sensibles à cette pollution. **De par son mode de formation, l'ozone se répartit sur de vastes territoires, bien au-delà des agglomérations à l'origine de sa formation** (des niveaux d'ozone très élevés sont mesurés à plus de 50 km des villes). Le milieu rural n'est donc pas épargné.

L'ozone a la particularité de se former, à partir des polluants présents dans les, par transformation chimique de ceux-ci sous l'action du rayonnement solaire. La carte ci-contre, réalisée en 2002, présente la répartition de la moyenne estivale de l'ozone (et non celle des pics d'ozone à l'origine de la mise en place des mesures d'information et d'urgence dans les grandes agglomérations). Les pics d'ozone correspondent à un dépassement du seuil horaire d'information de la population ($180 \mu\text{g}/\text{m}^3$).

Sur GIGORS ET LOZERON, la concentration moyenne estivale, inférieure à $76 \mu\text{g}/\text{m}^3$, se révèle largement en dessous des seuils d'alerte qui sont :

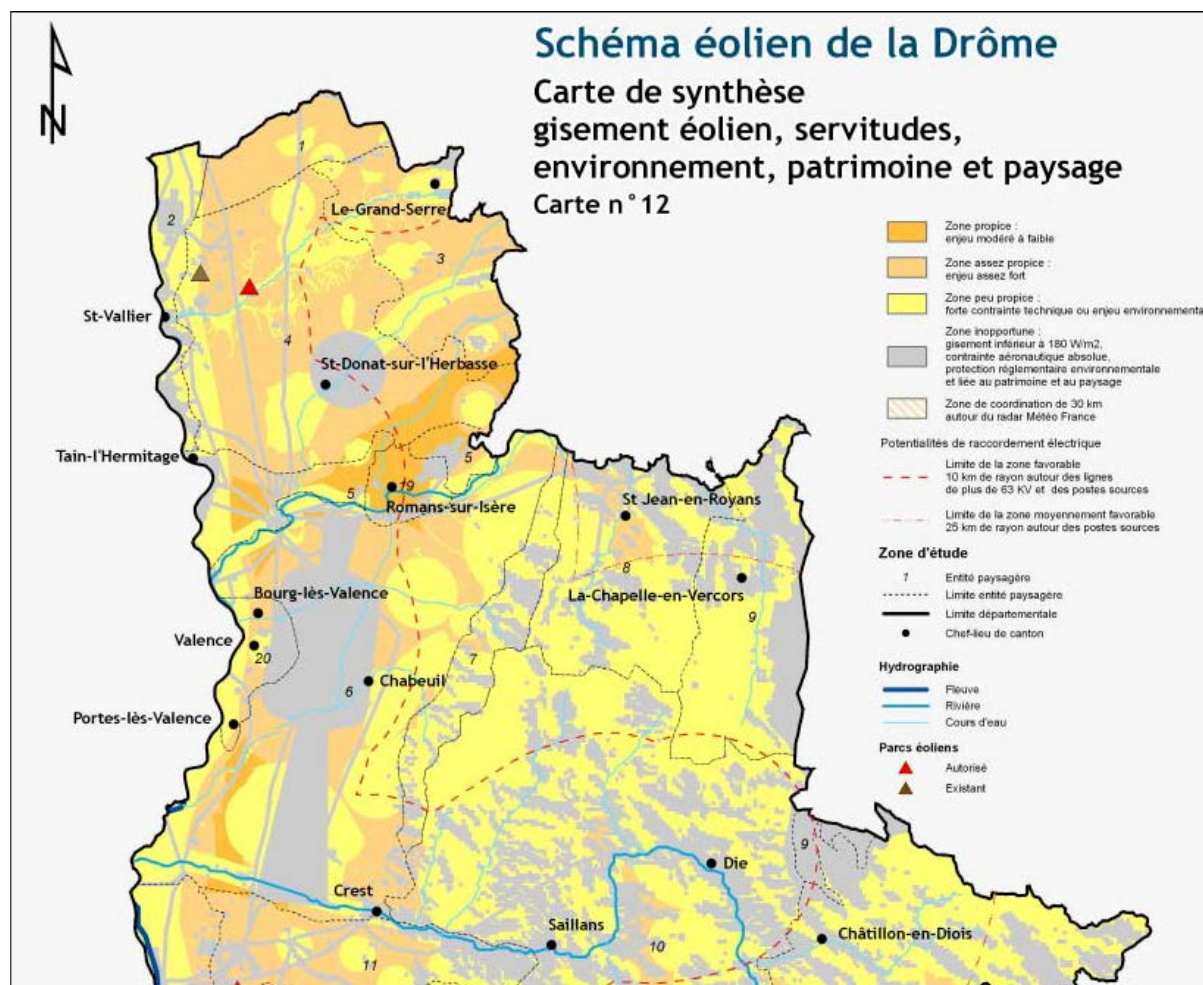
- de $110 \mu\text{g}/\text{m}^3$ pour l'objectif de qualité et de protection de la santé humaine
- $180 \mu\text{g}/\text{m}^3$ pour le seuil de recommandation et d'information de la population
- $200 \mu\text{g}/\text{m}^3$ qui est la valeur maximale pour la protection de la végétation



5. ENERGIE

Le schéma éolien de la DRÔME classe la majeure partie de la commune de GIGORS ET LOZERON comme peu propice (zone de forte contrainte technique ou enjeu environnemental) et zone inopportune avec l'installation d'éoliennes.

Une étude plus précise de Zone de Développement Eolien a cependant été réalisée à l'échelle de la Communauté de Communes du Val de Drôme (CCVD) et ses conclusions laissent apparaître que la commune de Gigors et Lozeron comporte des sites propices à l'exploitation de l'énergie éolienne.



G. GESTION DES EAUX

1. EAUX SOUTERRAINES

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône Méditerranée Corse (SDAGE RMC) présente les potentialités des aquifères en tant que ressources. On parle de « productivité des aquifères ». Cette dernière est fonction de deux paramètres :

- l'importance, en volume, de la réserve en eau contenu dans le réservoir aquifère,
- l'importance du débit susceptible d'être obtenu par pompage.

Le SDAGE de 1996 indique que la productivité des systèmes aquifères est mauvaise.

Les formations du socle cristallin ne permettent en effet que de faibles ressources en eau, développées soit par altération, soit par fracturation.

Le rapport diagnostic du Schéma Général d'Assainissement souligne que l'essentiel des ressources est contenu dans les arènes granitiques. Des nappes peu profondes se forment lorsque l'arène, très perméable, s'imbibe des eaux météoriques. Lorsque ces nappes resurgissent au niveau des ruptures de pente, elles forment des sources au débit généralement faible et irrégulier.

Dans les fissures de la roche mère, près de la surface, circulent les eaux de fracturation. Leur débit peut être plus important.

« Dans les deux cas, la capacité du réservoir aquifère alimenté par la pluie est faible, et le débit des sources est réduit, voire nul en fin d'été.

Compte tenu de leur tendance naturelle à des contaminations superficielles, l'exploitation de ces nappes exige une vigilance particulière, notamment par rapport aux dispositifs d'assainissement autonome proches. ».

2. DOCUMENTS CADRES STRUCTURANTS ET PROCEDURES EN COURS

2.1. LE S.D.A.G.E. DU BASSIN RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE.

Les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) sont les premières applications des principes exposés dans la loi sur l'eau du 3 janvier 1992. Le SDAGE définit des mesures opérationnelles générales, applicables à l'ensemble du bassin, qui constituent des objectifs de résultats et des règles essentielles de gestion. A plus grande échelle, et sur la base de l'état des lieux du bassin, le SDAGE édicte des mesures opérationnelles territoriales qui correspondent soit à des orientations, soit à des règles d'encadrement du SDAGE.

Approuvé par le préfet coordonnateur de bassin, ce document a une certaine portée juridique puisqu'il est opposable à l'administration et détermine les orientations en matière de gestion de l'eau, les objectifs de quantité et de qualité des eaux que l'administrateur devra intégrer dans son processus de décision.

La commune de GIGORS ET LOZERON est incluse dans le Bassin Rhône-Méditerranée. Elle est donc concernée par le SDAGE Rhône-Méditerranée. En outre, elle est concernée par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la rivière Drôme.

Le SDAGE du bassin Rhône Méditerranée Corse a été approuvé en décembre 1996. Il a pour rôle de fixer les orientations fondamentales « pour une gestion équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques » et précise les mesures opérationnelles générales pour leur mise en œuvre. Au-delà des mesures générales, des orientations spécifiques ont été définies pour les milieux et ouvrages structurants. Une nouvelle version du SDAGE pour la période 2010-2015 a été approuvée fin 2009 et fixe des objectifs de « bon état » écologique et chimique pour les eaux de surface et les masses d'eau souterraines.

Pour les masses d'eau souterraines dans le secteur de GIGORS ET LOZERON, l'objectif de bon état est fixé à l'échéance 2021. Les actions prioritaires à réaliser pour atteindre ce bon état dans la période 2010-2015 dans les domaines de :

- La lutte contre les pollutions par les substances dangereuses :
 - réduire au minimum de moitié des rejets de substances dangereuses prioritaires devant être supprimées dans un délai de 20 ans. Pour ces substances, les émissions seront supprimées ou réduites dans un nombre suffisant d'établissements pour atteindre l'objectif national de réduction d'au minimum 50% des rejets connus d'ici 2015. Par ailleurs, les nouveaux rejets de ces substances ne sont pas autorisés ;
 - sur les secteurs où les normes de qualité environnementales ne sont pas respectées ou sont compromises par des flux de polluants élevés, réduire significativement les rejets individuels pour les substances concernées de manière à garantir le respect des Normes de Qualité Environnementale (NQE) ;
 - réduire les émissions dans un nombre suffisant d'établissements de manière à contribuer à l'objectif national de réduction de 30% des rejets de substances prioritaires et de 10% des rejets des substances pertinentes au titre du programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
 - disposer d'ici 2010 d'un plan d'action de réduction des rejets par substance à l'échelle du bassin Rhône-Méditerranée.
- La lutte contre les pollutions par les pesticides, l'incitation à l'adoption de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement : le bassin versant devra faire l'objet d'actions préparatoires pour les plans de gestion ultérieurs, concernant les eaux superficielles.
- La restauration de la continuité des milieux aquatiques : mettre en œuvre des actions de restauration de la continuité des milieux aquatiques (ce bassin comporte des masses d'eau affectées par des dégradations de la continuité écologique longitudinale ou latérale empêchant l'atteinte du bon état).

2.2. LE S.A.G.E. DROME

A l'intérieur des sous-bassins, des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) fixent les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau superficielle et souterraine et des écosystèmes aquatiques ainsi que la préservation des zones humides.

GIGORS ET LOZERON est concerné par le SAGE Drôme. Les objectifs généraux du SAGE Drôme sont de maîtriser les risques d'inondation, de mettre en place une gestion efficace et pérenne des cours d'eau ainsi qu'une préservation et un entretien du chevelu hydrographique.

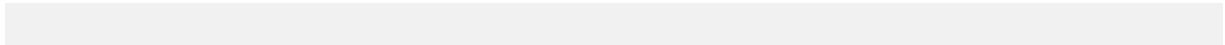
2.3. CONTRAT DE RIVIERE DROME – HAUT ROUBION

Le second contrat de rivière Drôme – Haut Roubion a été clôturé le 31-12-2007.

Un troisième contrat se profile pour 2012.

2.4. ZONE VULNERABLE, DIRECTIVE NITRATE

Des zones vulnérables aux nitrates sont présentes sur la commune de GIGORS-ET-LOZERON dans l'inventaire de 2007.



H. COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS

1. LES DIFFERENTSTYPES DE DECHETS

« Est un déchet tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit... que son détenteur destine à l'abandon. » (Article 1 de la loi du 15 juillet 1975).

Les déchets ménagers regroupent l'ensemble des déchets que nous produisons dans le cadre de notre vie quotidienne et familiale. En moyenne les français produisent entre 350 et 450 kg de déchets par habitant et par an.

Les déchets ménagers sont décomposent en plusieurs catégories :

- Les ordures ménagères (OM) qui sont les déchets issus de l'activité domestique des ménages et peuvent faire l'objet d'une collecte sélective. Après collecte sélective, on qualifie les ordures ménagères non triées de « résiduelles ».
- Les encombrants ménagers dont le volume est trop imposant pour utiliser une poubelle habituelle : vieux meubles, ferrailles, literie, jouets. Ils font l'objet de collectes ponctuelles et peuvent être aussi apportés dans les déchèteries
- Les déchets verts résultent de l'entretien et du renouvellement des espaces verts, zones récréatives, parcs et jardins, etc (tontes de pelouse, branchages, feuilles),
- Les déchets de l'automobile sont liés à la réparation ou à l'entretien de l'automobile, produits directement par les particuliers et les garagistes. Suivant la nature des déchets, ils sont reclassés vers les différentes catégories ci-avant et ci-après.
- Les Déchets Dangereux des Ménages (DDM) : il s'agit des huiles de vidange, des solvants, des piles... qui, en raison de leur inflammabilité, de leur toxicité, de leur pouvoir corrosif ou d'autres propriétés, ne peuvent être éliminés par les mêmes voies que les ordures ménagères. Ils font l'objet de collectes particulières ou peuvent être récupérés par les déchetteries.
- Les boues résiduaires de stations d'épuration : Résidus des stations d'épuration composés de substances minérales et organiques.
- Les matières de vidange et corps gras : boues extraites des installations d'assainissement individuelles, boues de curage d'égouts, huiles de cuisines, corps gras : résidus gras de cuisson, d'huiles de friture, de résidus organiques solides issus de la préparation ou des restes de repas.

Au total, sur le territoire de la CC Val de Drôme, 7 600 tonnes de déchets ont été collectées en 2010, soit une moyenne de 234 kg par habitant (ordures ménagères, collecte sélective, encombrants).

2. COLLECTE SELECTIVE

2.1. ORGANISATION DE LA COLLECTE

La collecte des déchets est organisée au niveau de la Communauté de Communes Val de Drôme. Seule la compétence de traitement des déchets a été transférée au Syndicat de Traitement des Déchets Ardèche-Drôme (SYTRAD). L'ensemble des habitants est desservi par une collecte à partir de 120 bacs points de regroupement.

2.2. LES DECHETS COLLECTES

Des colonnes de tri sont à la disposition de la population sur l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes. Sur GIGORS-ET-LOZERON, trois « points propres » ou points d'apport volontaire pour le tri (verre/papier/carton/plastique) ont été installés. L'une au village de Gigors, le deuxième à Lozeron et le troisième au Bourbous.

3. LES ORDURES MENAGERES RESIDUELLES

Les ordures ménagères doivent être déposées dans les bacs roulants regroupés (1 par hameaux et un container au chemin des Sorbières). Les bacs sont collectés une fois par semaine et deux fois par semaine en été.

4. L'APPORT VOLONTAIRE EN DECHETTERIE

Les matériaux recueillis par les déchetteries sont des déchets qui ne peuvent être éliminés de manière satisfaisante pour la collecte des ordures ménagères en raison de leur volume, de leur poids ou de leur nature : il est possible d'y apporter du carton, du bois et des vieux meubles, des ferrailles, des matières plastiques, des pneumatiques, des branchages, les déchets ménagers spéciaux, les gravats inertes, sans autres déchets, les gros et petits électroménagers, les huiles de vidange et de friture, les piles, les accumulateurs au plomb ou au cadmium-nickel, les radiographies, les pots de peinture vides, les bidons d'huile vides.

La déchetterie, située à **Beaufort sur Gervanne**, est ouverte :

- le mercredi de Octobre à Avril : 8h - 12h
- le mercredi de Mai à Septembre : 8h - 12h et 14h - 18h
- le samedi toute l'année : 9h - 12h30 et 14h - 16h30

5. COMPOSTAGE

Dans le cadre du plan de gestion des déchets adopté par le Comité syndical du SYTRAD, une opération de promotion du compostage individuel, visant à intensifier le traitement à la source de bio-déchets en habitat pavillonnaire avait été mis en place en 2005.

Ce premier projet de diffusion de composteurs individuels, sur une durée de 3 ans, a été un succès et devant la demande constante de composteurs, le SYTRAD a décidé de renouveler cette opération pour une durée de 3 ans.

L'opération reconduite par le SYTRAD comprend :

- la distribution des composteurs individuels auprès des usagers (au prix de 15 Euros);
- la mise en place d'un suivi technique ;
- la conduite d'un plan de communication.

6. TRAITEMENT DES DECHETS

La CC Val de Drôme a transmis la compétence « Traitement des déchets » au SYTRAD.

Créé en 1992, le SYTRAD englobe aujourd'hui 23 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), soit 358 communes et 510 434 habitants (population DGF 2007).

La compétence du SYTRAD touche uniquement le traitement des déchets ménagers et assimilés. Le transport des déchets jusqu'aux lieux de tri ou de traitement n'est pas de la compétence du SYTRAD et reste attaché à la collecte.

Territoire du Sytrad (Source : rapport d'activités 2009)

Le Syndicat de Traitement des Déchets Ardèche Drôme a été créé en 1992.

En 2009, 23 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) composaient le syndicat, soit 358 communes et 511 018 habitants (population DGF 2008).

Comme l'expose l'article 3 des statuts : " Le SYTRAD a pour objet la compétence du traitement des déchets ménagers et assimilés. Le SYTRAD pourra réaliser des missions d'intérêt général en traitant d'autres déchets compatibles avec ses installations de traitement ou en les faisant traiter. Le transport des déchets jusqu'aux lieux de tri ou de traitement n'est pas de la compétence du SYTRAD et reste attaché à la collecte. "

→ Les 23 EPCI membres du SYTRAD

- 1 C.C. de Barrès Coiron
- 2 C.C. du Bassin d'Annonay
- 3 C.C. du Canton de Bourg de Péage
- 4 C.C. des Confluences Drôme-Ardèche
- 5 C.C. du Crestois
- 6 C.C. du Diois
- 7 C.C. du Pays de l'Herbasse
- 8 C.C. du Pays de Romans
- 9 C.C. du Pays de Saillans
- 10 C.C. du Pays de St Félicien
- 11 C.C. Privas Rhône et Vallées
- 12 C.C. du Tournonais
- 13 C.C. du Val d'Ay
- 14 C.C. du Val de Drôme
- 15 C.C. du Vercors
- 16 GIC
- 17 SICOM du Dauphin
- 18 SICTOMSED
- 19 SIRCTOM
- 20 SITROM du Royans
- 21 SITVOM Rhône-Eyrieux
- 22 SMIEOM du Plateau
- 23 VALENCE MAJOR



Présentation du SYTRAD

A l'heure actuelle, le SYTRAD dispose de deux centres d'enfouissement : à Saint Sorlin en Valloire et surtout Chatuzange-le-Goubet, qui concentre 90 % du gisement, ce qui engendre un impact non négligeable au niveau des transports. L'extension du centre de Saint Sorlin en Valloire est prévue pour réduire ces transports.

Trois nouveaux centres de valorisation des déchets ménagers résiduels sont en cours de construction, à Saint Barthélemy de Vals, Etoile-sur-Rhône et Beauregard Baret.

La fraction fermentescible des ordures ménagères résiduelles n'est ni extraite ni valorisée, ce qui est en contradiction avec les objectifs affichés par le Plan Départemental d'Elimination des Déchets (PDED), qui préconise que 40 à 60% de la fraction fermentescible soient extraits et compostés.

La création des trois centres de valorisation, la réhabilitation du centre de tri et l'extension du centre d'enfouissement doivent permettre d'atteindre ces différents objectifs réglementaires.

CHAPITRE TROISIEME

CONCLUSION

→ **Démographie**

- Une croissance démographique moyenne à faible, seulement due au solde migratoire.
- Une population qui présente un très fragile équilibre entre jeunes et plus de 60 ans ; L'indice de jeunesse reste inférieur à 1.
- Une légère baisse continue du nombre de personnes par ménage ;
- Une population active qui travaille pour moitié sur la commune et pour moitié à l'extérieur de la commune en utilisant sa voiture pour se déplacer au lieu travail ;
- Des ménages dont le revenu moyen est nettement inférieur à la moyenne départementale (-25 %).
- Une part importante de la population est éligible aux logements aidés.

→ **Activité**

- **L'agriculture** est très présente sur le territoire de la Communauté de Communes du Val de Drôme. La diversité des cultures y est importante ainsi que le poids de l'activité agricole : près du tiers des entreprises de la CCVD interviennent dans le domaine agricole ou agro-alimentaire. Un nombre significatif d'emplois du territoire intercommunal dépend de l'agriculture.
- **L'industrie** : Malgré son isolement la commune de Gigors-et-Lozeron a la chance d'accueillir depuis une dizaine d'année une activité industrielle : l'entreprise Sanoflore.
- Il n'y a pas de zone spécifique réservée à l'accueil d'activités économiques sur la commune de Gigors. La communauté de communes du Val de Drôme détient la compétence en matière de développement économique. Elle gère à ce titre des zones d'activités intercommunales à Livron, Loriol, Grâne et Eurre (Éco-site).
- **Le tourisme** est une activité assez importante sur la commune. Parfois complémentaire à l'agriculture, elle peut aussi être une activité principale pour quelques actifs. C'est ainsi que sur la commune sont recensées huit structures qui peuvent accueillir un total de 135 personnes environ, sous diverses formes : Chambres d'hôtes, meublés de tourisme ou gîtes de groupes. Parmi ces structures, le Domaine de Sagnol propose également un parcours de golf (9 trous).

→ Habitat

- *Un habitat peu diversifié composé essentiellement de maisons individuelles en propriété ;*
- *Peu de logements locatifs ;*
- *Un rythme de constructions de logements nouveaux par an très faible (< 1) ;*
- *Un PLH qui fixe un objectif de deux logements nouveaux par an.*
- *Un besoin en matière de diversification de l'habitat vers les jeunes avant tout.*

→ 6. PERSPECTIVES DEMOGRAPHIQUES

La municipalité de Gignors-et-Lozeron souhaite que le PLU soit établi pour une douzaine d'années environ et souhaite poursuivre la croissance démographique enregistrée ces dix dernières années, à savoir, une augmentation de 1,5 % par an environ.

A fin 2010, la population communale est d'environ 174 habitants. 1,5 % de croissance annuelle donnerait sur 12 ans, 34 habitants supplémentaires. Avec en moyenne 2,2 personnes par ménage, cela représente 15 logements supplémentaires soit 1,3 logement par an en moyen.

En tenant compte de l'évolution de la décohabitation qui nécessite environ 0,8 logement par an, le besoin communal en termes de logements se situe aux alentours de 2 logements par an.

Le PLH a donné des orientations similaires pour la commune de Gignors-et-Lozeron.

→ Equipements

- *Services publics : ils se résument à la mairie et à la salle communale de Gignors.*
- *Il n'y a plus d'école sur GIGORS-ET-LOZERON.*
- *Les commerces et autres services les plus proches sont à BEAUFORT-SUR-GERVANNE (5 km), AOUSTE (12 km) et surtout à CREST, située à 15 km.*
- *Equipements publics : une salle de spectacle, de répétition, résidence d'artiste (aux Michauds), un lieu de rencontre, de soirées à thèmes et d'apprentissage de langues : El Café Central. Des espaces de stationnement insuffisants à la Rivière et à Lozeron, notamment pour les randonneurs. Le problème se pose aussi ponctuellement au hameau de Gignors.*
- *Le réseau d'eau : les villages de GIGORS, LOZERON, La RIVIERE et une partie de l'habitat diffus sont alimentés par un réseau d'eau potable (Les Combes, La Moutine, Charchauve, Sagnol, ...) ; En revanche, le bas du Val de Sye n'est pas desservi par le réseau d'eau public.*

- *Il n'existait pas de réseau d'assainissement sur la commune avant 1995 ; toutefois, l'implantation de l'Entreprise SANOFLORE a permis de raccorder le hameau de LOZERON au réseau collectif de BEAUFORT-SUR-GERVANNE à la fin des années 1990.*
- *Projet de création d'une unité de traitement et d'un réseau pour le village de Gigors.*

Patrimoine naturel

- *1 ZNIEFF de type II : Chainons occidentaux du Vercors et 3 ZNIEFF de type I : le Rocher de l'Aigle, Vallée de l'Esperi et Plateau du Savel, le Plateau des Chaux et le Vallon de la Blache ;*
- *La commune n'est pas concernée par un site Natura 2000. Le site le plus proche est sur la commune de PLAN DE BAIX.*
- *Plusieurs zones humides sont répertoriées sur le territoire communal : Les sources de la Sye ; Le Haut bassin de la Sye ; La Sye ; La zone humide et mare de Sagnol ; La zone humide du lac Collinaire des Sorbières ; Le ruisseau de Chantemerle ; La zone humide de Boussière ;*

Paysage et patrimoine historique

- *Un édifice de la commune est inscrit à l'inventaire des monuments historiques : l'Eglise Saint-Pierre (monument inscrit par arrêté du 4 septembre 1978).*
- **Enjeux & Potentiels de l'unité Gigors et Lozeron**
 - *Fort enjeu de préservation des espaces agricoles ouverts autour des villages et sur les versants*
 - *Fort enjeu de remise en état et de gestion des secteurs en cours d'enfrichement*
 - *Soutien à l'activité agricole pour maintenir l'ouverture du paysage*
 - *Enjeu de préservation et de confortement des structures arborées existantes (haie, ripisylve, arbre isolé) qui participent à la diversité et à la qualité du paysage*
 - *Enjeu de préservation d'une structure bâtie groupée et de petite taille (équilibre visuel des unités) des villages de Gigors et de Lozeron, et des hameaux*
 - *Fort enjeu de maîtrise, de limitation et de gestion du développement des villages (forte sensibilité paysagère et patrimoniale, développement maîtrisé et mesuré)*
 - *Enjeu de valorisation de la perception des villages (coupe, défrichement, gestion des premiers plans de présentation)*
 - *Enjeu de maîtrise du développement de la végétation devant l'église Saint-Pierre, et de valorisation du site*
 - *Enjeu de valorisation du site de Gigors dans son ensemble (église, village, château)*

→ Enjeux & Potentiels de l'unité Val de Sye

- *Fort enjeu de préservation des espaces agricoles ouverts : cultures et prés dans la vallée et prairies sur versants*
- *Enjeu de maintien de la dynamique agricole.*
- *Fort enjeu de préservation du réseau de haies*
- *Fort enjeu de préservation des ripisylves et des espaces ouverts qui les bordent*
- *Fort enjeu de préservation des structures groupées et de la petite taille des hameaux (Développement maîtrisé et mesuré)*
- *Enjeu de limitation du développement du bâti*
- *Fort enjeu de respect de l'équilibre existant (espaces agricoles- espaces bâtis)*

→ Enjeux & Potentiels de l'unité Causse de Combovin

- *Soutien à l'activité agricole pour maintenir l'ouverture du paysage*
- *Enjeu de remise en état des secteurs en cours d'enfrichement*
- *Enjeu d'intégration paysagère des bâtiments d'exploitation agricole*

Risques

- La commune est affectée par le risque de glissement de terrain.
- La commune est située en partie en zone de susceptibilité faible à moyenne en ce qui concerne le retrait-gonflement des argiles.
- Sur le territoire de la commune de GIGORS-ET-LOZERON est implanté un établissement visé par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (soumis à Déclaration) : FAREVABIO.
- La commune est située en zone de sismicité 3 (modérée) selon le décret du 22 octobre 2010.
- Chute de Bloc : Risque non mentionné par les sources officielles mais un évènement très récent nécessite qu'une attention particulière soit portée à ce type de risque. Notamment au niveau de la falaise surplombant le village de Gigors.
- Risques d'inondation : Risque lié à la présence des nombreux axes d'écoulements naturels présents sur le territoire : ruisseaux, talwegs, combes, etc.

Cet état des lieux communal a permis de mettre en avant les principaux enjeux d'évolution du territoire qui sont à traiter dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme.

Ces enjeux peuvent être déclinés selon les thèmes suivants :

DEMOGRAPHIE – HABITAT – LOGEMENTS

→ *Maîtrise/maintien de la croissance démographique et rajeunissement de la population ;*

→ *Contribution aux objectifs du PLH :*

- diversification des catégories de logements
- diversification et maintien de la densité des formes urbaines

→ *Organisation de l'urbanisation :*

- optimiser l'utilisation des terrains (éviter le gaspillage de l'espace)....
- conserver l'urbanisation en hameaux denses.

→ *Gestion du bâti existant inutilisé :*

- Réhabilitation des logements vacants ;
- Changement de destination des bâtiments ayant perdu leur usage

EQUIPEMENTS – SERVICES - DEPLACEMENTS

→ *renforcement du réseau collectif de traitement des eaux usées ;*

→ *besoins d'espaces ou d'équipements publics :*

- aire de stationnement dans les hameaux.

AGRICULTURE – ARTISANATS – SERVICES - COMMERCE

→ *Maintien d'une agriculture diversifiée : préservation de l'outil de travail agricole :*

Importance des différents rôles de l'agriculture : fonction économique de production, entretien des paysages particuliers de la commune, lutte contre l'enfrichement, limitation des phénomènes de ruissellement, maintien de corridors écologiques (haies, fossés).

→ *Permettre l'installation d'artisanat et de services compatible avec le tissu urbain ;*

→ *Pérenniser les activités existantes sur le site « Sanoflore » et permettre leur extension ;*

→ *Pas de besoin recensé de zone réservée aux activités économiques (compétence de la CC Pays du Val de Drôme).*

PAYSAGE – CADRE DE VIE - ENVIRONNEMENT

→ Protéger et valoriser les espaces naturels :

- espaces naturels à enjeu écologique : ZNIEFF1, zones humides
- corridors écologiques : haies, cours d'eau, forêts, zone humide ...

→ Mettre en valeur le cadre de vie :

- entrées de village à caractériser
- sites et points de vue sensibles à préserver : vues sur les trois Becs, vue sur le plateau des Chaux, ...
- préserver des espaces jardinés dans le tissu urbain des hameaux
- qualité des transitions bâti / non bâti
- utiliser le végétal pour intégrer le bâtiment sans le cacher
- intégrer les nouvelles constructions à la morphologie traditionnelle du bâti

2^{ème} Partie

EXPLICATION DES CHOIX RETENUS DANS LE P.L.U.

- A - Pour établir le P.A.D.D.**
- B - Pour délimiter les zones**
- C - Pour édicter les règles d'utilisation du sol**

A. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE P.A.D.D.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables retenu par la municipalité découle directement de la prise en compte des enjeux déclinés précédemment, dans le cadre des principes définis dans le code de l'urbanisme :

- Equilibre entre développement (urbain et rural) d'une part et protection des espaces agricoles et forestiers et des espaces naturels et des paysages, d'autre part ;
- Mixité sociale et diversité des fonctions urbaines ;
- Utilisation économe de l'espace et respect de l'environnement.

Concevoir le développement de Gigors-et-Lozeron est une nécessité qui vise au minimum à maintenir une population suffisante sur la commune afin d'assurer la gestion et l'entretien de l'un des territoires les plus riches du Val de Drôme en matière de paysage et d'espaces naturels. Et si possible qui vise à poursuivre un développement démographique et économique équilibré afin de dynamiser la vie communale tout en tenant compte des sensibilités et enjeux de la commune

Elaboré sur la base d'un diagnostic territorial précis qui a permis d'identifier les besoins et enjeux de la commune, le projet de Gigors-et-Lozeron s'inscrit dans une logique de Développement Durable. Il conduit à un développement pragmatique et maîtrisé de la Commune, à travers des extensions urbaines contenues et répondant à la fois aux principes de gestion économe et de diversification de l'espace, ainsi qu'aux besoins multiples des populations actuelles et futures.

Ainsi, le P.A.D.D. de Gigors-et-Lozeron comprend **quatre objectifs principaux** :

- 1. Préserver les paysages agricoles, naturels et architecturaux et protéger les espaces naturels qui constituent une richesse importante pour la commune,**
- 2. Protéger et pérenniser l'activité agricole sous ses différentes formes,**
- 3. Protéger et pérenniser l'activité touristique,**
- 4. Assurer la vitalité du territoire en soutenant la croissance démographique afin de rajeunir la population, en équilibrant population permanente et population secondaire et en renforçant la mixité sociale.**

Ces quatre grands objectifs ont été déclinés selon les thématiques dictées par l'article L.123-1-3 du code de l'urbanisme qui définit le PADD.

Affirmer le caractère rural du territoire et pérenniser les activités agricoles

- **Conserver et affirmer le caractère agricole des espaces cultivés**
- **Permettre l'activité agricole dans les espaces intermédiaires (milieux naturels pâturés ou espaces agricoles extensifs)**
- **Préserver les espaces naturels remarquables et les continuités écologiques**

Cet objectif découle de la grande qualité et de la diversité de l'espace territorial de la commune.

La commune de Gigors-et-Lozeron comporte quatre grandes entités paysagères :

- Le causse de Combovin, au nord, espace naturel en partie utilisé par l'activité pastorale et agricole ;
- Le plateau des Chaux, espace essentiellement agricole ;
- Le Val de Sye, petite vallée nord-sud encadrée par des versants boisés, situé à l'ouest du territoire, quelques terres sont exploitées ;
- GIGORS-ET-LOZERON, entité composée de l'ensemble des versants nord et ouest qui encadrent le plateau des Chaux.

L'urbanisation étant concentrée dans quelques hameaux et villages denses et leur développement étant très limité, le territoire communal dispose d'espaces naturels vastes et préservés offrant un paysage rural de grande qualité.

C'est pourquoi, la Commune **souhaite affirmer le caractère rural de son territoire et pérenniser les activités agricoles.**

En outre l'activité agricole, assez dynamique, occupe, exploite et entretient de nombreux espaces, certains agricoles mais d'autres qui ont un caractère intermédiaire ou peu défini entre espace naturel et agricole.

Le diagnostic a montré que certains espaces de la commune, qui présentent un caractère naturel, sont cependant utilisés de façon importante par certaines activités agricoles pastorales ou autres. Il s'agit de prendre en compte ces activités spécifiques en leur permettant la réalisation des aménagements et constructions nécessaires mais dans le respect de la préservation des milieux naturels. Il s'agit également de prendre en compte la déprise agricole et l'avancée de la forêt qui gagne des espaces autrefois cultivés et/ou pâturés.

Il convient donc de permettre l'activité agricole dans ces espaces intermédiaires, à la fois afin de pérenniser l'activité agricole et pour lutter contre la fermeture des paysages par l'avancée de la forêt.

Un diagnostic biodiversité a été réalisé et intégré au diagnostic territorial préalable à la révision du PLU. Il a permis d'identifier, de recenser et de qualifier les espaces naturels et agricoles, participant au maillage des continuités écologiques, et remarquable du point de vue de la biodiversité. Ces espaces ont vocation à être protégés car ils sont rares et fragiles.

Le plateau des chaux notamment, essentiellement agricole, est remarquable du point de vue de sa biodiversité.

Le PLU devra en tenir compte et devra prévoir un règlement particulier pour cet espace agricole circonscrit au plateau des Chaux, sur lequel aucune construction nouvelle ne sera autorisée (hormis certains dispositifs techniques agricoles de faibles dimensions et certains équipements nécessaires aux services publics) et sur lequel les éléments naturels (arbres, haies,...) ainsi que les éléments patrimoniaux (cabanons) devront bénéficier d'une protection particulière.

Sur le reste du territoire, d'autres éléments (bois, haies, zones humides, etc...) qui participent du maintien de la biodiversité sur le territoire communal pourront être préservés.

Les grands espaces naturels et boisés seront protégés.

Concernant les orientations d'aménagement et de programmation des quartiers porteurs du développement urbain de la commune, le règlement du PLU imposera une importante diversité biologique par l'intermédiaire de son article 13 notamment.

C'est pourquoi le PADD affirme la nécessité de **préserver les espaces naturels remarquables et les continuités écologiques**

Protéger et pérenniser l'activité agricole sous ses différentes formes

La commune dispose d'importants espaces agricoles et pastoraux (plus de 1.000 ha et 30% du territoire communal). Il existe un grand nombre d'exploitations aux activités et formes très diverses, dont certaines cultures spéciales. L'activité agricole est l'une des activités principales de la commune. Enfin, Gigors et Lozeron se trouve dans l'aire AOC picodon

L'agriculture génère des emplois et assure une présence humaine sur la majorité du territoire. Elle participe également de l'entretien de certains paysages de la commune et permet de contenir la progression de la forêt.

L'agriculture constitue un enjeu fort pour le territoire de Gigors et Lozeron. Il est donc nécessaire, afin d'assurer l'avenir du territoire de :

- Pérenniser l'activité agricole pour son rôle économique et sa fonction d'entretien de l'espace ;
- Tenir compte de la diversité des activités agricoles existantes et de la présence de l'AOC Picodon ;

C'est pourquoi le PADD de Gigors et Lozeron affirme les objectifs suivants :

- Préserver les espaces agricoles cultivés.
- Prendre en compte les exploitations existantes et leur diversité d'activité.
- Pérenniser les exploitations existantes et éventuellement permettre l'installation de nouvelle structure.
- Tenir compte des contraintes physiques et naturelles subies par l'activité agricole (topographie, climat, présence du loup, etc.) en créant notamment un sous-secteur agricole concernant les activités pastorales et sur lequel les constructions de bâtiments nécessaires à l'activité pastorale seront autorisées.
- Créer une zone Ui qui permettra un développement de Sanoflore (création d'un bâtiment agricole et lieux de production dans le cadre de leur activité recherche et développement) et de la SICA BIO PLANTES (création d'un bâtiment de stockage et locaux administratifs).

La SICA BIO PLANTE est un regroupement de producteurs, elle constitue un fort appui à la commercialisation des produits d'agriculteurs de la commune et des environs (plantes aromatiques).

Sanoflore dans le cadre de ses activités de recherches et de développement peut également constituer un complément d'activité pour certains producteurs locaux.

Cette zone Ui doit permettre également l'implantation de toute activité industrielle qui se situe dans le prolongement de l'activité agricole.

Maintenir les Activités économiques et touristiques

→ **Permettre le développement des activités touristiques ;**

→ **Permettre le développement des activités économiques, artisanales et de services ;**

Activité économiques

> La communauté de communes qui a la compétence en matière de développement économique n'a logiquement pas prévu de zone spécifique sur Gigors et Lozeron. En outre, les communes de Crest et Aouste-sur-Sye disposent de réserves foncières pour les activités. Néanmoins, la commune souhaite continuer à accueillir des artisans et prestataires de services compatibles avec l'habitat dans son tissu urbain afin de créer de l'emploi localement et d'offrir des services de proximité à la population.

> La problématique est similaire en matière commerciale : la commune n'a pas vocation de par sa taille et sa situation géographique à développer des activités commerciales, néanmoins elle souhaite permettre le développement éventuel de commerce de proximité, pour les services qu'il rend aux habitants et leur éviter ainsi des déplacements.

Activités industrielles et autres

Le potentiel de développement des activités industrielles est assez faible sur la commune, compte tenu de la position de cette dernière par rapport aux axes de transport routier.

Cependant, Il existe un site de production de produits de cosmétique et d'aromathérapie (FAREVABIO) qui emploie une cinquantaine de personnes et Sanoflore, laboratoire de recherche et développement en cosmétique et aromathérapie (20 emplois).

Il est important de souligner que les entreprises Sanoflore, Farévabio et également la Sica Bioplantes sont des entreprises importantes pour la commune et pour l'ensemble du canton. Non seulement en termes d'emplois mais également pour la filière agricole. Il est donc souhaitable et nécessaire que le PLU prenne en compte ces trois activités et intègre leurs projets de développement pour assurer leur pérennité.

Le PADD fixe donc pour objectif :

→ Créer une zone Ui, comme évoqué ci-dessus, autour du site de production existant FAREVABIO/Sanoflore, de manière à régulariser l'incohérence existante dans le règlement actuel et de manière à permettre à ces entreprises de bénéficier d'un règlement d'urbanisme spécifique, permettant le maintien et le développement de leur activité.

Activités touristiques

L'une des activités économiques les plus représentées sur la commune (après l'agriculture et Farévaio/Loréal) est l'activité touristique. Outre la présence de gîtes (gîte de groupe, gîte équestre, chambres d'hôte,...), il existe un golf, un accueil jeûne et randonnées, des balades en âne, des accompagnateurs de moyenne montagne,...

L'activité touristique principale est la randonnée.

Favoriser le maintien et le développement des activités touristiques est donc un enjeu fort pour la commune dont le tissu économique est fragile.

Le PADD fixe donc pour objectifs :

- Améliorer les équipements publics nécessaires à l'accueil touristique : stationnement, chemin de randonnée, signalétique, etc....
- Diversifier l'offre d'hébergements touristiques, notamment en envisageant l'implantation d'un nouveau camping. Ce projet se concrétisera par la réalisation d'une procédure UTN ultérieure.

Activités artisanales

Les activités artisanales ne sont pas très nombreuses sur la commune. Le problème de l'ADSL et le faible potentiel en bâtiments d'exploitation ont largement contribué à cette réalité.

L'activité artisanale constitue pourtant une réponse adaptée à la commune, à son échelle, pour ce qui concerne la question de l'activité économique et de l'emploi sur place, et donc des transports.

La résolution récente du problème de l'ADSL devrait permettre un développement de ces activités.

Le PADD fixe pour Objectif :

- ➔ Permettre le changement de destination de certains bâtiments agricoles situés à l'intérieur ou très proche des zones déjà urbanisées, et ne pouvant plus servir à l'activité agricole (bâtiments d'élevage désaffectés) vers les activités artisanales.

Activités commerciales

La commune de Gigors-et-Lozeron, compte tenu de sa taille, de sa configuration, de sa nature rurale et de son éloignement des centres urbains, n'a pas vocation à accueillir des équipements commerciaux de grandes dimensions.

Sur la commune elle-même, les services de commerce se limitent à un boulanger qui assure une livraison quotidienne, un maraîcher qui propose, en saison, la vente directe de ses produits, un épicier itinérant qui vient tous les 15 jours et un restaurant / table d'hôte.

Cependant afin d'accompagner le développement démographique souhaité dans le cadre du projet de PLU, il est nécessaire d'envisager, de favoriser et de permettre l'implantation et le développement de commerces de proximités au cœur de la zone urbaine. Cette démarche dépasse en partie le cadre communal. Un travail important a été mené et se poursuit au niveau du bassin de vie : agence postale intercommunale, point public de Beaufort, soutien à l'épicerie de Beaufort.

Sur son propre territoire, la commune essaiera dans la mesure de ses moyens de favoriser toute initiative allant dans ce sens.

Assurer le maintien d'une croissance démographique modérée afin de rajeunir la population et de renforcer la mixité sociale.

- **Prévoir un développement raisonné et durable qui ne remette pas en cause les atouts de la commune ;**
- **Prévoir le développement des trois principaux villages et hameaux et limiter la consommation d'espace ;**
- **Diversifier l'offre de logement - Répondre aux objectifs du PLH.**

Population et logements

La population légale 2009 (entrée en vigueur au 1/01/2012) est de 167 habitants.

Le recensement réalisé fin 2010 indique que la population réelle de Gigors-et-Lozeron est de 174 habitants. Cependant, la population réelle **à fin 2011**, en tenant compte de l'arrivée de nouvelles familles est de **184 habitants**.

Du point de vu de la population et des logements, la commune de Gigors-et-Lozeron se caractérise par :

- Une forte proportion de résidences secondaires : 39 %.
- un habitat peu diversifié composé essentiellement de maisons individuelles en propriété ;
- peu de logements locatifs ;
- quelques potentialités de réhabilitation (12 logements à moyen terme) ;
- un rythme de construction de logement neuf très faible : inférieur à 1 par an ;
- un PLH qui fixe un objectif de deux logements nouveaux par an.
- un besoin en matière de diversification de l'habitat vers les jeunes avant tout et vers la mixité sociale.

Jusqu'à présent, le nombre de constructions a été fortement limité par les capacités de la commune en assainissement ainsi que par le règlement du POS en vigueur. La révision du PLU est le projet de réalisation d'une station de traitement des eaux usées pour le village de Gigors devrait permettre de faire évoluer cette situation.

La population de la commune est vieillissante. Une partie de la population plus jeune est moins attirée par ce territoire (éloigné des pôles d'emploi, des services (écoles, garderie, culture, ADSL,...).

La demande de logements qui s'exprime sur le territoire de la commune provient :

- de ménages extérieurs qui recherchent principalement des résidences secondaires. Ces ménages ont des budgets conséquents. Parmi eux des citadins ainsi que de jeunes retraités recherchant la « qualité de vie au Sud et le grand air », et quelques personnes du Sud de la France. Certains des jeunes retraités s'aperçoivent après achat qu'il s'agit de territoires relativement isolés et finissent par se rapprocher de Crest, Loriol ou Livron.
- de jeunes ménages dont les activités professionnelles leur permettent de vivre un peu plus éloignés des centres urbains (télétravailleurs, artisans, artistes,...) mais dont les revenus sont faibles ou moyens et ne leur permettent pas d'accéder à la propriété.

Les enjeux définis à l'issu du diagnostic sont les suivants :

- **Maintenir la croissance démographique afin de pérenniser les équipements et services existants ;**
- **Développer la mixité sociale ;**
- **Permettre la diversification de l'offre de logement et favoriser un développement plus équilibré des différentes typologies d'habitat**
- **Créer les conditions permettant d'équilibrer la population permanente et la population secondaire ;**
- **Créer les conditions permettant d'accueillir une population plus jeune.**

Compte tenu de ces enjeux, la commune souhaite attirer de nouveaux habitants permanents au profil varié et des jeunes, tout en utilisant de manière économe l'espace, en respectant la configuration de l'urbanisation actuelle, la qualité architecturale et en diversifiant les formes d'habitat.

La municipalité ne souhaite pas bouleverser l'image rurale que possède très largement Gigors-et-Lozeron

Il s'agit donc de prévoir un développement raisonné et durable qui ne remette pas en cause de façon irréversible les atouts de la commune :

- Par l'extension modérée des trois principales zones urbanisées existantes,
- En ouvrant des parcelles à la construction de petites, voire très petites tailles, de manière à réduire le coût d'achat du terrain,
- Par le changement de destination d'anciens bâtiments agricoles et /ou la réhabilitation du bâti existant ; sont notamment concernés d'anciens grands corps de ferme difficilement accessibles à l'achat et nécessitant d'importants travaux d'entretien en tant que résidence secondaire. Cela dans l'objectif de privilégier des habitats groupés, de favoriser des projets d'habitats locatifs, ou des projets professionnels touristiques, agricoles ou artisanaux,
- En proposant un développement maîtrisé, organisé et qualitatif des villages, afin de permettre de répondre à la demande de logement, tout en conservant la tranquillité et la qualité architecturale du site de Gigors-et-Lozeron,
- En respectant les objectifs du PLH : deux logements nouveaux par an environ,
- En se fixant un objectif de 225 à 230 habitants en 2027 soit 41 à 46 habitants de plus qu'à fin 2011 et donc un taux de croissance moyen annuel compris entre 1,26 % et 1,40 %. (*rappel : taux constaté de 1999 à 2011 : +1,33%*),
- Cette croissance représente 20 à 23 logements nouveaux ; soit 1,4 logements par an,
- En étudiant la possibilité de créer un second logement social dans l'ancienne école de Lozeron, propriété de la commune.

Organisation urbaine

La commune est constituée de trois hameaux principaux, Gigors, Lozeron et La Rivière qui présentent une forme urbaine très dense et ramassée, accrochée aux pentes des reliefs pour les premiers et en fond de vallon en ce qui concerne le hameau de La Rivière.

Le reste de l'habitat est réparti sur l'ensemble du territoire communal sous forme de petits hameaux et de fermes isolées.

L'urbanisation ancienne caractéristique a été bien préservée au cours des dernières décennies. Seules quelques constructions de bâtiments agricoles ont vu le jour ces quinze dernières années.

Cette organisation en hameaux de plus ou moins grande taille marque fortement le fonctionnement de la commune et s'imprime dans le paysage.

Elle permet de préserver les terres agricoles, les espaces naturels ainsi que les continuités écologiques.

Elle participe de la qualité paysagère et de l'attrait touristique que présente la commune. Elle est donc à préserver et à mettre en valeur.

Enjeux

- Conserver et affirmer la structure actuelle de l'urbanisation en hameaux,
- Assurer un développement urbain maîtrisé et équilibré.

Conserver et affirmer la structure actuelle de l'urbanisation en hameaux

Le développement doit s'effectuer par un travail en accroche sur l'enveloppe urbaine actuelle.

Le changement de destination de bâtiments agricoles situés dans les hameaux et ne pouvant plus servir dans ce cadre, sera également autorisé afin de limiter l'extension urbaine.

La mise en œuvre du PLU doit :

- respecter la forme urbaine et architecturale des hameaux ;
- profiter des espaces disponibles existants pour densifier les zones bâties ;
- proposer l'extension de certains hameaux dans des proportions limitées, en lien avec les objectifs de la commune et dans le respect de l'existant. Ces extensions devront s'inscrire dans le prolongement de la trame bâtie existante.

Les éventuelles capacités de densification seront utilisées avant d'investir de nouveaux espaces agricoles ou naturels.

Les extensions urbaines, sauf exception, seront envisagées uniquement en continuité des trois hameaux principaux (Gigors, Lozeron, La Rivière).

Assurer un développement urbain maîtrisé et équilibré

Le développement doit se faire à l'échelle de la commune, en cohérence avec ses objectifs démographiques. Le seuil maximal d'accueil de population nouvelle a été estimé à environ 40 à 45 habitants pour les quinze prochaines années.

Le développement devra également se faire en cohérence avec ses capacités en matière d'infrastructures et d'équipements publics, notamment d'assainissement.

Les extensions éventuelles des trois hameaux principaux se feront dans des proportions limitées et dans le respect de l'existant. Elles devront s'intégrer au paysage et à la topographie des sites et s'inscrire dans le prolongement de la trame bâtie existante.

Le développement doit être équilibré entre les trois hameaux principaux, Gigors, Lozeron et la Rivière.

Modérer la consommation foncière et limiter l'étalement urbain.

(Rappel : la commune n'est pas couverte par un SCOT)

Depuis l'approbation du POS en 1999, il n'y a eu aucune extension d'urbanisation autour des hameaux, seules quelques constructions nouvelles ont été réalisées de façon isolée en zone agricole. Des logements nouveaux ont également été réalisés mais dans le cadre de réhabilitation ou réaménagement de constructions existantes, donc sans consommation foncière.

La commune n'a donc pas connu depuis 1999 de consommation d'espaces naturels ou agricoles ni de phénomène d'étalement urbain.

Cette situation a permis la préservation des paysages et des espaces agricoles et naturels de la commune. Le projet exprimé par la municipalité dans le cadre du présent PLU consiste à programmer un développement démographique et urbain qui permette de pérenniser cette situation.

L'objectif de la commune est de limiter le mitage et de promouvoir des formes urbaines peu consommatrices d'espace et adaptées à la forme actuelle des zones bâties (villages et hameaux) pour tendre vers une densité moyenne d'environ 15 à 20 logements à l'hectare.

Les moyens mis en œuvre par le PLU pour atteindre cet objectif :

- Limiter le développement urbain aux terrains situés à proximité immédiate de certains hameaux ;
- Ne pas limiter le Coefficient d'Occupation des Sols (COS) ;
- Ne pas imposer de prospects trop importants ;
- Inscrire des servitudes pour programme de logements sur les secteurs porteurs des enjeux de développement afin de réduire la taille des parcelles constructibles.
- Prescription d'orientations d'aménagement précises qui tendent à l'utilisation rationnelle des espaces constructibles ;
- Créer un secteur agricole inconstructible sur les zones agricoles les plus sensibles afin de limiter le mitage de l'espace agricole.

Déplacements - Adapter le projet communal et réduire les besoins en déplacements ;

La commune de Gignors-et-Lozeron est située à l'écart de tous les grands axes de déplacements et des infrastructures de transports. Les départementales 93 et 164 situées 10 km au sud de la commune permettent de relier Valence à l'ouest et Die à l'Est. La situation géographique de la commune et sa topographie difficile ne permettent pas d'envisager une amélioration de cette situation.

- **Les routes départementales 731 et 732** constituent l'axe principal nord-sud.
- **La route départementale 743** dessert la partie est de la commune.
- Il n'existe pas de transport en commun régulier hormis le ramassage scolaire organisé par le Conseil Général qui peut être utilisé par les particuliers. Un service de transport à la demande existe également.

Enjeux :

- **Adapter le projet communal à cette situation d'éloignement ;**
- **Anticiper le renchérissement de l'essence qui rendra très fragile les populations de la vallée de la Gervanne ;**

Une étude de l'INSEE identifie l'axe Crest-Die comme zone à risque dans le cas d'une raréfaction du pétrole.

ORIENTATIONS COMMUNALES :

- Le projet de la municipalité en terme de développement démographique reste adapté et proportionné aux équipements communaux en matière de transports et déplacements ;
- La préservation de la configuration urbaine en hameau permet de limiter les besoins en nouvelles infrastructures ;
- La commune aménagera les voies communales existantes dans la mesure de ses moyens ;
- La commune est engagée avec d'autres partenaires (Région, Parc du Vercors, Département) dans une réflexion concernant les déplacements durables en milieu rural : auto partage, mise en place d'une offre libre-service de scooters et cycles électriques avec bornes de recharge photovoltaïque, négociation en cours pour permettre aux habitants de « descendre » en vélo et de « remonter » avec le bus scolaire,...

Equipements Publics

- **Conforter, pérenniser et rénover les équipements publics existants ;**
- **Poursuivre le développement du réseau public d'assainissement ;**
- **Améliorer la gestion et l'entretien de certains itinéraires de randonnée ;**
- **Faciliter l'accès et le stationnement des randonneurs et des utilisateurs d'hébergements touristiques.**

La forme urbaine caractéristique de la commune, constituée de nombreux hameaux de différentes tailles et de fermes isolées répartis sur l'ensemble du territoire, y compris en altitude, induit un manque important d'espaces publics et l'absence quasi totale d'espaces publics conséquents permettant un fonctionnement urbain adapté aux activités, notamment touristiques, qui y prennent place.

De plus, une faible évolution démographique contribue au vieillissement de la population que ne suffisent pas à compenser les arrivées irrégulières de familles nouvelles. Ce qui engendre des difficultés quant au maintien ou au développement des services et équipements minimum nécessaires à la population en place.

La municipalité souhaite contrebalancer les tendances en proposant les conditions favorables à l'accueil plus régulier et plus diversifié de nouveaux habitants. Mais la municipalité souhaite également maîtriser et anticiper les nouvelles installations de population, de manière à gérer un développement progressif et cohérent de la commune (des hameaux) et des équipements publics.

Seul le hameau de Lozeron est desservi par l'assainissement collectif. L'absence de réseau sur les autres secteurs bâtis de la commune a, en partie, constitué un frein au développement démographique de la commune.

Plusieurs hameaux reçoivent des activités touristiques (Gites, randonneurs, etc....) qui ont des besoins en stationnement que les espaces publics ne sont pas en mesure de satisfaire.

Le réseau d'alimentation en eau potable est suffisant mais quelques fermes isolées ne sont pas raccordées.

L'accès aux communications numériques est localement défaillant sur plusieurs secteurs du territoire mais en cours d'amélioration via Ardèche-Drôme-Numérique (ADN) sur le Val de Sye notamment.

C'est pourquoi, en matière d'équipements publics, le PADD fixe les objectifs suivants :

- Conforter, pérenniser et rénover les équipements publics existants
- Poursuivre le développement projeté du réseau public d'assainissement, en particulier sur le hameau de Gigors (en cours de réalisation)
- Dégager des espaces publics suffisants dans les hameaux : affichage public couvert, parking, aménagement et régularisation des points propres (collecte ordures ménagères et tris sélectifs).
- Equilibrer le niveau d'équipement de chaque hameau
- Développer le maillage des cheminements mode doux entre les hameaux
- Améliorer la gestion et l'entretien de certains itinéraires de randonnée
- Créer un ou plusieurs parkings à destination des randonneurs à distance des hameaux.

Communications numériques

La commune connaît une certaine carence de l'accès au réseau internet. Certains secteurs comme la vallée de la Sye ne sont pas desservis. Sur les autres, le débit de communication est faible. Les secteurs proches de Beaufort (Lozeron et Gigors pour partie) bénéficient cependant de bonnes conditions d'accès.

Cette situation qui, par le passé, a provoqué le départ de certains habitants qui pratiquaient le télétravail devrait nettement s'améliorer à court terme ;

En effet, la vallée de la Gervanne a été desservie par la fibre optique haut-débit par l'intermédiaire du syndicat mixte Ardèche-Drôme-Numérique (ADN). Du côté de la Sye, le réseau ADN aboutit à Cobonne. Un nouveau central téléphonique vient d'être installé par ADN sur cette commune début 2012. Cela va permettre le dégroupage de toutes les lignes téléphoniques de la vallée de la Sye et l'accès à l'ADSL pour les 29 foyers concernés sur Gigors et Lozeron.

ORIENTATIONS COMMUNALES

La commune met en œuvre toutes les possibilités liées à ses propres compétences et à ses moyens financiers pour permettre le développement et la densification dans les hameaux et quartiers du réseau de communication numérique haut-débit.



B. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR DELIMITER LES ZONES

1. LES ZONES URBAINES

Il s'agit des secteurs et quartiers déjà urbanisés et/ou déjà équipés de la commune et que la municipalité, dans le cadre des orientations du P.A.D.D., souhaite renforcer et densifier en autorisant de nouvelles constructions. Les réseaux desservent en partie ces secteurs.

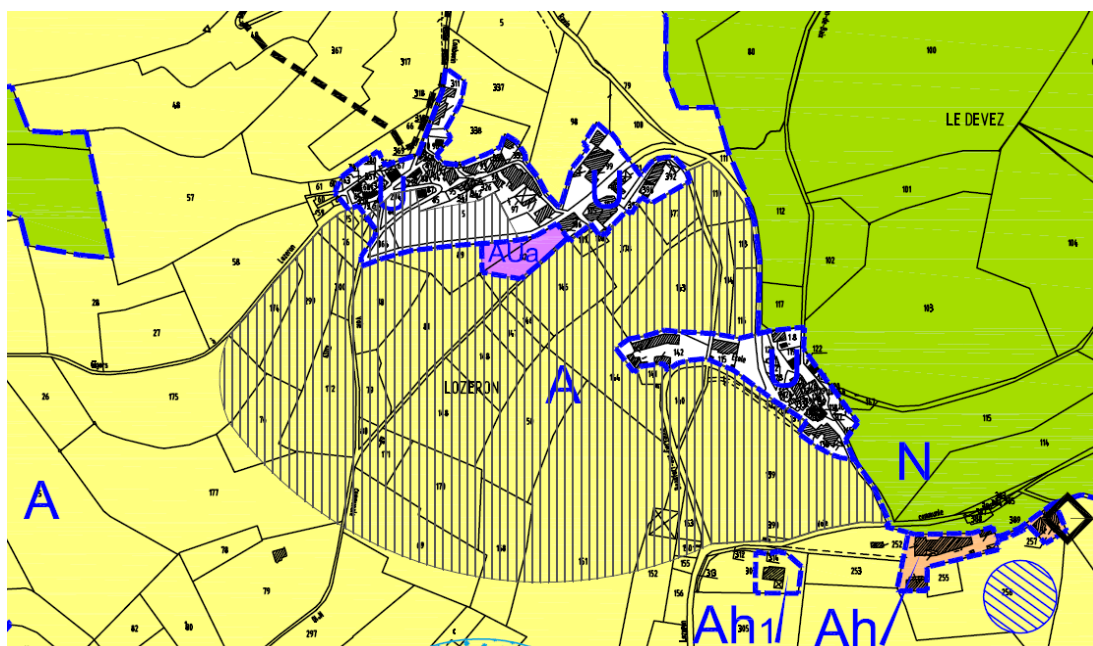
Deux types de zones urbaines ont été délimités :

1.1. ZONE U

La zone U correspond aux hameaux et villages anciens, caractérisés par un habitat dense composé de maisons de rue alignées en ordre continu le long des voies. Les capacités de constructions nouvelles y sont très réduites mais des tènements libres persistent et des espaces aujourd'hui jardinés pourraient être mobilisés. Quelques logements vacants ou anciens bâtiments susceptibles d'être rénovés ou reconvertis y sont également présents.

Les hameaux et villages classés en zone U et qui composent le tissu urbain de la commune sont les suivants :

Les hameaux de Lozeron et des Rollands, situés à l'est de la commune : seuls secteurs raccordés au réseau d'assainissement collectif. Ces deux hameaux présentent une urbanisation dense à très dense constituée d'habitat ancien. Ils étaient déjà classés en zone U par le POS. Cependant, la zone U des Rollands a été étirée vers l'ouest afin d'y intégrer deux groupes de constructions : l'ancienne école reconvertie en logement et un ancien corps de ferme partiellement reconverti en habitation.



Cette extension de la zone U du hameau des Rollands s'est faite au détriment de la zone NCp du POS mais sur des terrains n'ayant aucune valeur agronomique puisque déjà bâtis.

Le hameau de Lozeron fait également l'objet d'une extension d'urbanisation :

- sous forme d'une zone d'urbanisation future AUa qui sera décrite plus loin ;
- sous forme de zone U afin d'intégrer les terrains compris entre le hameau et la voie d'accès au hameau. Cependant, cette extension n'est pas constructible car protégée par les Orientations d'Aménagement et de Programmation d'une part et au titre du 7°) de l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme d'autre part. Seuls des aménagements de surface (stationnement, placette, cours urbaine) y sont possibles. Cette protection vise à confirmer et à protéger la forme et l'implantation actuelles du hameau qui s'étire le long des courbes de niveau. L'objectif étant de protéger la silhouette urbaine et architecturale du hameau.

Mise à part ces extension, les limites de la zone U du PLU reprend les limites des zones UA et UC du POS à quelques exception près :

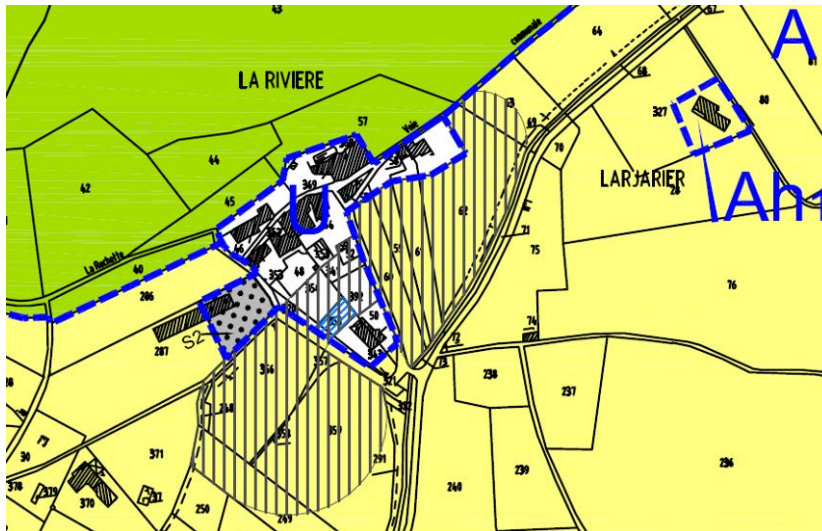
- Le trait de zone a été décollé du bâti par endroits afin de rendre possible des extensions éventuelles ou l'accolement d'annexes.
- Des bâtiments à l'abandon et situés à l'extérieur de la zone U du POS ont été intégrés à la zone U du PLU.

Pour des motifs de maintien du paysage, le règlement du PLU (partie écrite et partie graphique) protège les abords des hameaux au titre du 7°) de l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme. Pour les mêmes raisons, les Orientations d'Aménagement et de Programmation du secteur de Lozeron préserve de toute construction la zone agricole aux abords du hameau.

Afin de préserver l'unité architecturale du hameau de Lozeron, les Orientations d'Aménagement et de Programmation du secteur imposent un certain nombre de règles : orientation des faitages, alignement des constructions, position des accès à la parcelle, gestion et traitement des stationnements privés, etc...).

Le hameau des Rollands ne fait pas l'objet d'Orientations d'Aménagement et de Programmation car très peu de constructions nouvelles y sont possibles.

Le hameau de la Rivière situé à l'ouest de la commune, en partie amont du Val de Sye, est un hameau plus modeste mais qui présente les caractéristiques d'une zone urbaine avec un bâti dense et ramassé au pied des falaises du Rocher de l'Aigle. Le bâti ancien se tient en retrait de la Sye et des bonnes terres agricoles qui la bordent mais plus récemment une habitation est venue s'implanter entre le hameau et la rivière. Les terrains situés entre le hameau et la construction récente sont des jardins potagers ou d'agrément utilisés par les habitants du hameau. C'est cet ensemble que le PLU classe en zone U car constituant une entité urbaine fonctionnelle.



Le Hameau de La Rivière n'est pas raccordé à l'assainissement collectif.

Des études de sols ont permis de démontrer la faisabilité de dispositifs d'assainissement individuels sur le quartier.

Le secteur de la Rivière était classé en zone NA par le POS précédent. Mais cette zone NA s'étirait d'est en ouest et n'intégrait que le hameau ancien et le poulailler situé à l'ouest. La zone U du PLU n'intègre qu'une petite partie du poulailler mais en revanche s'étire au sud-est pour intégrer la construction nouvelle.

C'est ainsi que le PLU a intégré à la zone U des terrains qui étaient classés en zone NCp par le POS, pour les raisons évoquées ci-dessus. Ces terrains n'ont pas une vocation agricole et sont utilisés comme jardins d'agrément et potagers.

Cependant, une partie de la zone U n'est pas constructible car protégée par les Orientations d'Aménagement et de Programmation d'une part et au titre du 7° de l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme d'autre part. Seuls des aménagements de surface (stationnement, placette, cours urbaine) y sont possibles. Cette protection vise à confirmer et à protéger la silhouette urbaine et architecturale du hameau.

En outre, pour des raisons paysagères, le règlement du PLU (partie écrite et partie graphique) protège les abords du hameau ainsi que les jardins potagers au titre du 7° de l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme. Une partie de l'espace entre le hameau ancien et la construction récente n'est donc pas constructible.

Une partie de la zone NA du POS est conservée au sud-ouest du hameau afin de permettre son extension de façon modérée. Il a été fait le choix de conserver en zone U une petite partie de cette vaste parcelle déjà occupée par un poulailler désaffecté dont la présence dans le paysage pourrait avantageusement être remplacée par quelques habitations. Le règlement du PLU conditionne la constructibilité de la parcelle à la destruction préalable du poulailler. En outre, pour expliquer pourquoi le choix s'est porté sur cette parcelle plutôt que sur celle plus au nord, il doit être précisé que la parcelle nord est très pentue et située en contrebas des reliefs ce qui lui donne une mauvaise exposition. La parcelle retenue est plate et située dans la continuité visuelle de l'enveloppe actuelle du hameau et se trouve à 3,5 mètres de la dernière construction du hameau.

La partie ouest de la zone U fait l'objet d'une servitude pour programme de logement (3 à 5 logements doivent être réalisés sur 1500 m²) afin d'assurer une utilisation économe des terrains par la densification du secteur.

Cette même partie de la zone U fait également l'objet de l'application du 10°) de l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme afin d'imposer la démolition du poulailler avant la délivrance des permis de construire.

Afin de préserver l'unité architecturale du hameau de La Rivière, les Orientations d'Aménagement et de Programmation du secteur imposent un certain nombre de règles : orientation des faitages, alignement des constructions, position des accès à la parcelle, gestion et traitement des stationnements privés, etc...).

Le village de Gigors, situé au centre du territoire communal, est le hameau "principal" de la commune qui accueille la mairie. Accroché au versant est, sous les falaises bordant le plateau du Savel, le hameau de Gigors présente un bâti dense et ramassé, principalement installé le long de la RD 731.

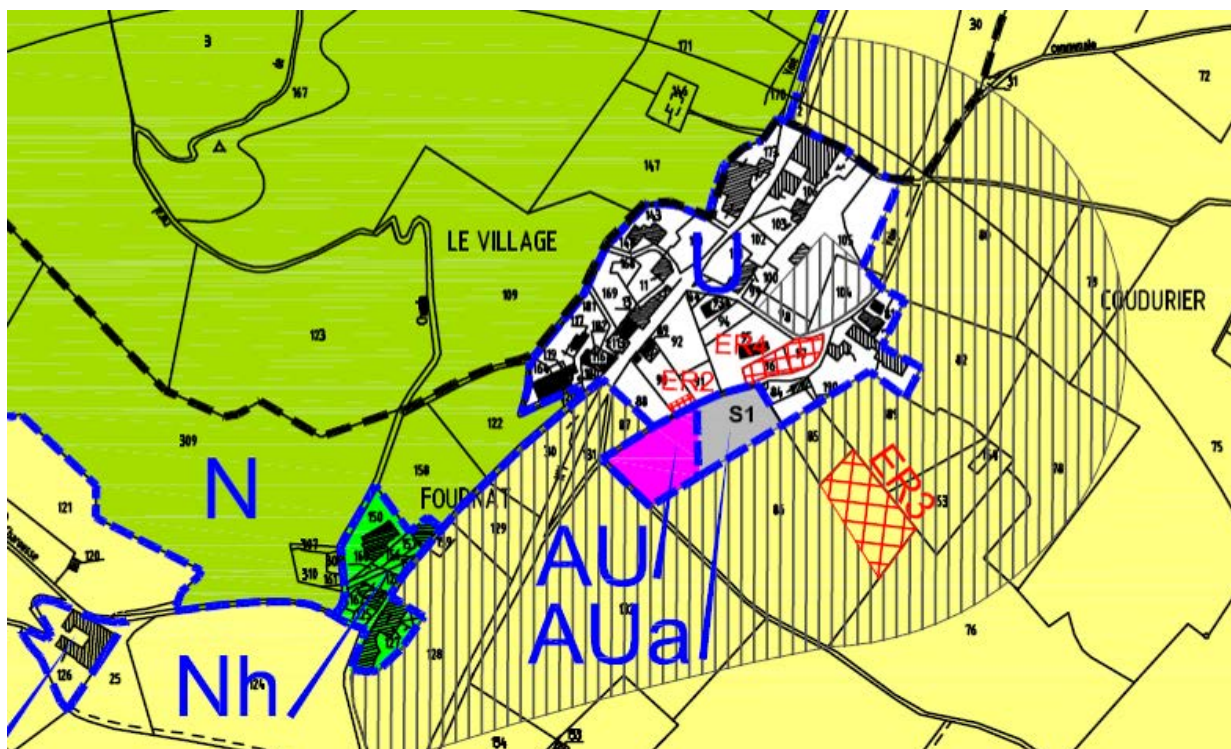
Le hameau de Gigors n'est pas raccordé à l'assainissement collectif. Cependant des études engagées depuis 2010 pour un projet de station d'épuration (lagunage) installée en contre bas du village permettent d'envisager une mise en service d'un réseau collectif d'assainissement d'ici la fin de l'année 2013.

Le village de Gigors était classé en zone NA par le POS précédent. Le PLU reprend sous forme d'une zone U les limites de la zone NA du POS à quelques exceptions près :

- Le hameau fait l'objet d'une extension d'urbanisation à l'est et au sud :
 - A l'est, sous forme de zone U afin d'intégrer des constructions existantes situées en contre bas du hameau ;
 - Au sud, sous forme de zones d'urbanisation future AU et AUa qui seront décrites plus loin ;
- Le hameau fait l'objet d'une réduction de la zone NA au nord et au sud pour tenir compte de la forte pente et de l'inaccessibilité des terrains ;

Une petite partie de la zone U du hameau de Gigors n'est pas constructible car protégée par les Orientations d'Aménagement et de Programmation d'une part et au titre du 7°) de l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme d'autre part. Seuls des aménagements de surface (stationnement, placette, cours urbaine) y sont possibles. Cette protection vise à confirmer et à protéger la silhouette urbaine et architecturale du hameau.

En outre pour des motifs de maintien du paysage environnant le village, le règlement du PLU (partie écrite et partie graphique) protège les abords des hameaux au titre du 7°) de l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme.



Le règlement de la zone U vise à conserver les formes urbaines existantes en imposant un recul faible vis-à-vis des voies. Toutes les occupations du sol compatibles avec l'habitat y sont admises.

Toutefois, afin de préserver l'unité architecturale du village de Gigors, les Orientations d'Aménagement et de Programmation du secteur imposent un certain nombre de règles : orientation des faitages, alignement des constructions, position des accès à la parcelle, gestion et traitement des stationnements privés, etc...).

La zone U couvre une surface de 5,01 hectares, soit 0,14 % de la surface du territoire communal. La capacité résiduelle potentielle de la zone U est estimée à 6 logements plus 2 à 3 logements imposés par la servitude pour programme de logements du secteur de la Rivière, **soit un total de 8 à 9 logements possibles sur la zone U.**

1.2. ZONE Ui

La zone Ui correspond aux secteurs déjà urbanisés à usage d'activités économiques.

Un seul site d'activités est présent sur la commune; Il s'agit du site de Sanoflore/Farévabio en limite Est du plateau des Chaux.

Sanoflore, laboratoire de recherche et développement dédié aux Métiers Naturels et bio du Groupe l'Oréal (18 salariés) et Farévabio (Groupe Fareva), société industrielle de production de cosmétique et d'aromathérapie (60 salariés).

En plus des 78 emplois directs, ces activités constituent une filière pour les agriculteurs du secteur qui produisent des plantes aromatiques.

Ces agriculteurs sont regroupés au sein d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif Agricole (SICA) spécialisée en plantes aromatiques, ayant passé 2 conventions avec l'entreprise Sanoflore, qui s'engage à acheter tous les produits de la SICA et à mettre à sa disposition du personnel compétent pour assurer une partie de sa gestion administrative et apporter un appui technique à ses adhérents.

Depuis les remaniements de l'entreprise Sanoflore, la SICA Bioplantes ne livre plus directement Sanoflore, mais commercialise ses productions par le biais d'une autre société : ELIXENS.

Il se trouve que la SICA Bioplantes a besoin de construire un bâtiment qui comprendra un hangar pour le matériel de la SICA, une zone de stockage de produits, un bureau et une salle de réunion.

Un permis de construire a déjà été déposé pour ce bâtiment en 2010, à proximité du site de Farévabio. Il a été refusé car les terrains sont classés en zone NC.

Compte tenu de l'importance des activités Farévabio, Sanoflore et SICA Bioplantes pour la commune et même pour le canton, non seulement en termes d'emplois mais également pour la filière agricole, il est indispensable que le PLU prévoit la pérennisation de ces activités existantes et donc leur développement éventuel.

Pour l'entreprise SICA Bioplantes, le projet de développement est très précis puisqu'un permis a déjà été déposé et sera redéposé dès que le PLU sera approuvé. Pour les entreprises Farévabio et Sanoflore, si les projets ne sont pas précis à ce jour, elles ont cependant toutes les deux indiqué à la commune leur besoin à court ou moyen terme de pouvoir construire de nouveaux bâtiments nécessaires au développement de leurs activités.

En outre, compte tenu de l'implantation déjà existante de l'unité de production et de recherche Farévabio/Sanoflore, il n'apparaît pas envisageable de ne pas prévoir ce développement dans la continuité du site existant.

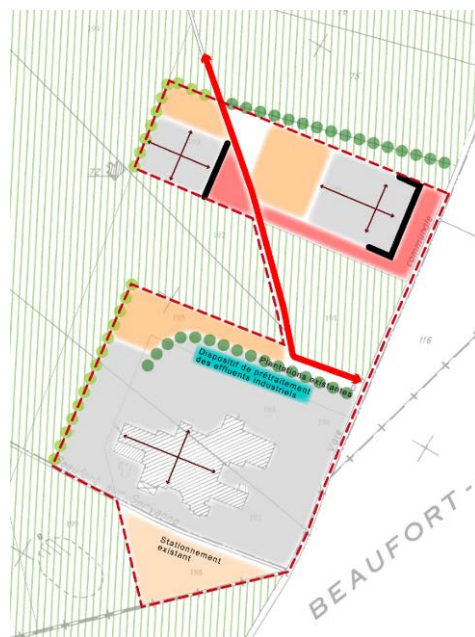
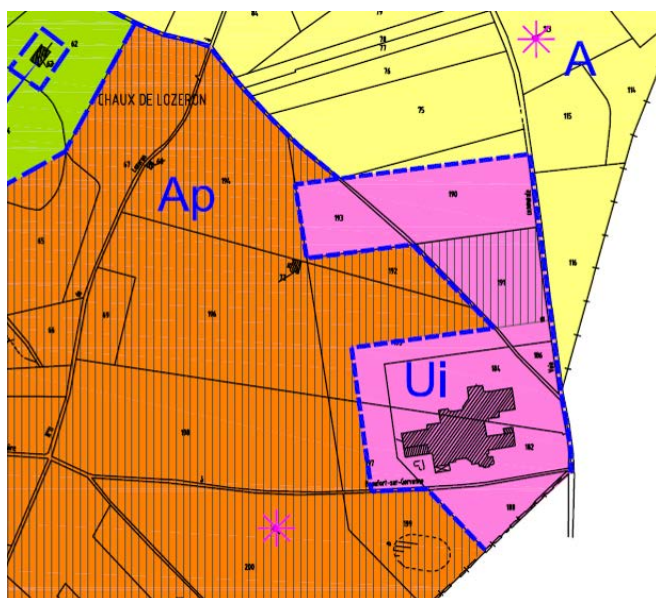
C'est pourquoi, le PLU crée une zone Ui autour des installations et bâtiments existants pour permettre l'implantation de nouvelles activités et la pérennisation des trois entreprises existantes autour du site actuel.

La zone Ui proposée par le PLU a été dimensionnée :

- D'une part de façon proportionnée au regard des besoins des entreprises existantes pour les 10 à 12 années à venir et pour l'implantation éventuelle d'autres activités ;
- D'autre part en fonction des disponibilités foncières de chacune des trois entreprises susceptibles de se développer sur le site.

Parallèlement et afin d'assurer la meilleure intégration possible du développement des activités sur le plateau des Chaux, la zone Ui fait l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation précises qui visent à organiser de façon rationnelle et qualitative l'urbanisation du site.

Ces Orientations d'Aménagement et de Programmation imposent un certain nombre de règles : limitation de l'emprise des bâtiments, limitation de l'emprise des stationnements, front bâti à respecter, orientation des faitages des bâtiments, aménagement d'une coupure verte, traitement des parvis d'accès, etc...).



Ces orientations d'aménagement permettent d'organiser l'implantation et l'orientation des bâtiments sur le site ; elles permettent également de délimiter une coupure verte sur laquelle aucun bâtiment ne pourra s'implanter mais qui pourra recevoir des aménagements (stationnement, gestion des eaux pluviales, stockage, etc.) ;

Il faut préciser enfin que la zone Ui est desservie par la route départementale 743 qui relie Beaufort-sur-Gervanne et Lozeron, par le réseau d'eau potable et par le réseau public d'assainissement.

Le règlement de la zone Ui autorise les constructions suivantes :

- Les constructions à usage industriel et artisanal dont l'activité est un prolongement de la filière agricole ;
- L'aménagement et l'extension des constructions et activités existantes ;
- Les constructions à usage agricole ;
- Les constructions destinées à la recherche appliquée ;
- Dans les secteurs repérés et protégés au titre du 7°) de l'article L.123-1-5, en raison de leurs caractéristiques paysagères particulières (hachures vertes sur le plan ci-dessus), aucune construction n'est autorisée et les arbres et les haies ne peuvent être coupés sans déclaration préalable.

Dans le POS actuel, les terrains classés en Ui par le PLU étaient classés en zone agricole.

La zone Ui couvre une surface de 4,64 hectares dont 2,5 ha occupés par les bâtiments et installations déjà existants de Sanoflore/Farévabio.

2. LES ZONES A URBANISER

Ce sont des espaces aujourd'hui disponibles (naturels, agricoles ou en friches), situés en continuité immédiate des bourgs et hameaux existants et qui ont été délimités pour le développement urbain de la commune. Ils doivent permettre d'apporter la réponse aux besoins d'habitats, d'activités et d'équipements collectifs.

Deux types de zones à urbaniser ont été délimités : **la zone AU et la zone AUa.**

Très Similaires dans leurs objectifs, ces deux zones se différencient simplement par le fait que la zone AU est fermée et devra faire l'objet d'une ouverture par modification du PLU alors que la zone AUa est urbanisable dès l'approbation du PLU à condition que les dispositions prescrites par le règlement et les Orientations d'Aménagement et de Programmation soient respectées.

La zone AUa est une zone à urbaniser constructible dans les conditions définies par le règlement et par les orientations d'aménagement et de programmation. Elle est découpée en plusieurs secteurs opérationnels. Pour tous les secteurs, la principale condition est qu'ils devront s'urbaniser dans le cadre d'une seule opération d'ensemble.

On rencontre deux zones AUa :

- La zone Aua de Lozeron qui a été délimité en continuité du bâti ancien de Lozeron afin de permettre une extension du hameau. Dans le respect de la politique définie dans le PADD, cette zone à urbaniser a été délimitée en vue de permettre la croissance démographique de la commune tout en confortant le hameau de Lozeron ;
- La zone Aua de Gigors qui permet un développement du village principal par son extension au sud-est. Extension qui se fera en deux temps puisqu'une fois que la zone AUa sera investi, la zone AU pourra être ouverte par une modification du PLU.

La zone AUa de Gigors fait l'objet d'une servitude pour programme de logement (3 à 5 logements doivent être réalisés sur 1000 m²) afin d'assurer une utilisation économe des terrains par la densification du secteur.

La zone AUa couvre au total une surface de 2.698 m² représentant **une capacité théorique de 5 à 6 logements nouveaux.**

La zone AU est une zone à urbaniser non constructible sans une modification du PLU. On ne trouve qu'une seule zone AU sur la commune, en continuité de la zone AUa de Gigors.

La zone AU représente une surface d'environ 1.300 m², **permettant d'accueillir environ 3 logements nouveaux.**

Le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation de la zone AUa ont été établis conformément aux objectifs énoncés dans le PADD en matière de diversification de l'habitat, de densification, d'optimisation de l'utilisation de l'espace, de fonctionnalité et d'intégration paysagère et urbaine.

3. CAPACITE D'ACCUEIL DU PLU

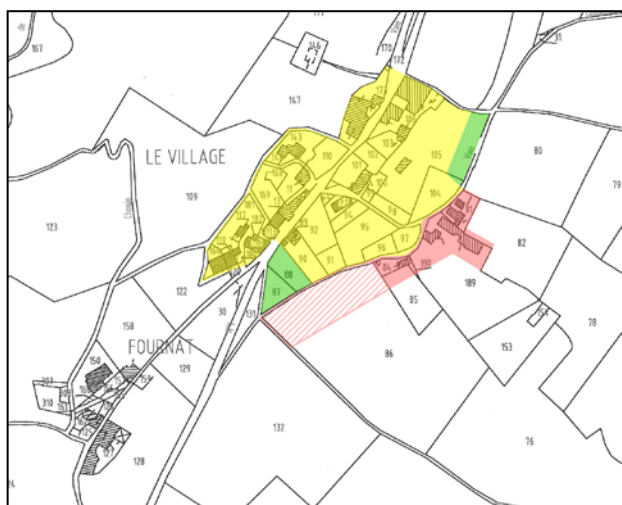
Compte tenu des objectifs de croissance démographique arrêtés dans le PLU et compte tenu également des orientations imposées par le Programme Local de l'Habitat de la communauté de communes du Val de Drôme (2 logements par an pour Gigors et Lozeron), ces superficies sont suffisantes pour répondre aux besoins de la commune en terme de développement de l'habitat, des activités et des équipements.

Ce ne sont certes que 4.000 m² de zones AU et AUa qui sont proposés par le PLU mais il existe plusieurs sources potentielles pour la réalisation de nouveaux logements :

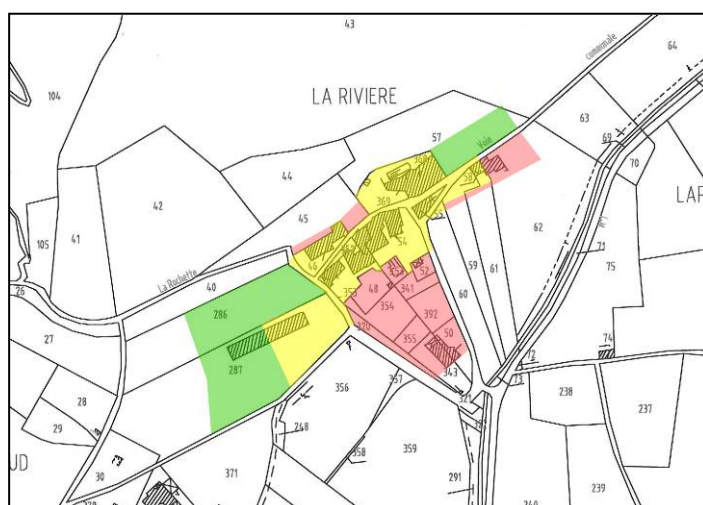
- les réhabilitations de locaux vacants (3 à 5 environ sont recensés) ;
- le changement de destinations de quelques bâtiments agricoles (3 bâtiments repérés) ;
- les quelques espaces fonciers disponibles dans les zones U permettant 8 à 9 logements (cf page 154).

Au total, le PLU qui est établi pour une période de 12 ans propose une capacité d'accueil théorique de 22 à 26 logements, soit environ 2 logements nouveaux par an.

4. BILAN D'EVOLUTION DES ZONES URBAINES DU POS AU PLU



Gigors



La Rivière



Maintien en zone U de zones U ou NA du POS



Réduction de zone U ou NA du POS (passage en zone N ou A du PLU)



Extension de zone U sur zone NC ou ND du POS



Extension de zone AU ou AUa sur zone NC ou ND du POS



Lozeron et les Rollands

En outre, la zone NBa des Michels, constructible au POS, est supprimée par le PLU pour être partiellement remplacée par une zone Nh où seules les extensions limitées de l'existant sont possibles. Il en est de même pour la zone Nap des Chaux, qui était constructible après modification du POS et que le PLU reclasse en zone naturelle et agricole.

On le constate sur ces schémas récapitulatifs, la plupart des extensions de zone U se font sur des parcelles déjà bâties ou partiellement bâties et visent à régulariser une situation existante.

Les deux extensions de zone AUa et AU se font en revanche sur des parcelles non bâties mais qui n'ont pas (ou plus) de vocation agricole et ne présentent pas de sensibilité environnementale particulière.

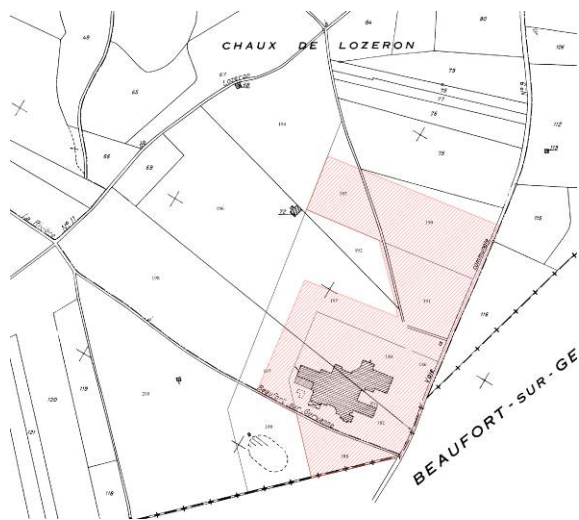
Pour les zones à vocation principale d'habitat, le bilan de l'évolution du POS au PLU est le suivant :

- Zones U, NA et NBa du POS : **13,60 hectares** ; (sans compter les 18 ha de zone NAT dédiée au tourisme).
- Zones U, AU et AUa du PLU : **5,41 hectares**

Avec une **réduction de 8,19 ha** (- 60 %), ce bilan est très positif en matière de réduction de la consommation d'espace puisque les zones constructibles du PLU ont été resserrées au plus près des besoins de la commune et concentrées autour des trois villages principaux.

Pour la zone à vocation d'activités économiques :

Pour la zone Ui des Chaux, la création de cette zone constructible de 4,64 ha se fait sur des terrains classés en zone NCp par le POS précédent. Une partie de ces terrains (2,5 ha) sont déjà occupés par les bâtiments d'activité de Sanoflore et Farévabio et leurs installations annexes. L'autre partie est occupée par des terrains agricoles cultivés par les deux entreprises ayant des projets de construction : la Sica Bioplante et Sanoflore.



Le bilan fait donc apparaître un prélèvement de 2,14 hectares pour la création de la zone Ui.

Zone Ui des Chaux



Maintien en zone U de zones U ou NA du POS



Réduction de zone U ou NA du POS (passage en zone N ou A du PLU)



Extension de zone U sur zone NC ou ND du POS



Extension de zone AU ou AUa sur zone NC ou ND du POS

5. LES ZONES AGRICOLES

L'un des objectifs du PLU, annoncé dans le PADD, est de pérenniser et de protéger l'activité agricole.

Les zones agricoles sont dites "zones A". Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

En zone A peuvent seules être autorisées :

- les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ;
- les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

Les dispositions des trois alinéas précédents ne s'appliquent pas dans les secteurs délimités en application du deuxième alinéa du 14° de l'article L. 123-1-5 qui est reproduit ci-après :

Dans les zones agricoles ou forestières, le règlement peut délimiter des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels des constructions peuvent être autorisées à la condition qu'elles ne portent atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages.

En zone A est également autorisé en application du 2° de l'article R. 123-12, le changement de destination des bâtiments agricoles identifiés dans les documents graphiques du règlement.

La vocation et l'affectation à l'agriculture des terres ayant un bon potentiel agricole sont clairement affirmées par un classement en zone A de ces espaces.

Ont ainsi été classés en zone agricole :

- l'ensemble des sièges d'exploitation et bâtiments agricole de la commune,
- les terrains présentant un fort potentiel agricole et qui sont d'ailleurs aujourd'hui exploités,
- des terres présentant un potentiel agricole plus faible et certains espaces naturels qui font l'objet d'une exploitation agricoles extensives.

La zone agricole comprend plusieurs secteurs particuliers :

- un **secteur Ap (Les Chaux)**, destiné à la protection des espaces présentant une unité paysagère particulière et une biodiversité remarquable.
- des **secteurs Ah et Ah1** dans lequel des constructions autres qu'agricoles sont autorisées.
- un **secteur Ae** dans lequel seules les constructions légères nécessaires aux activités pastorales sont autorisées.

Le **secteur Ap** correspond à l'unité paysagère particulière du plateau des Chaux mise en évidence dans le diagnostic paysager du territoire. Le diagnostic environnemental a également confirmé l'intérêt du plateau des Chaux pour la biodiversité qu'il présente. Cet espace sensible à plusieurs points de vue doit donc être protégé sans toutefois y interdire les activités agricoles qui s'y développent. C'est pourquoi ce secteur fait l'objet d'une réglementation spécifique et restrictive visant à permettre l'exploitation agricole sans autoriser l'implantation de nouveaux bâtiments.

Les **secteurs Ah et Ah1** correspondent aux nombreuses habitations ou groupes d'habitations réparties sur la zone rurale de la commune et qui n'ont pas ou plus de vocation agricole. Dans ces secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées des constructions autres que celles nécessaires à l'exploitation agricole y sont autorisées sous certaines conditions afin de permettre la gestion du bâti existant et éviter ainsi le recours à des constructions nouvelles pour répondre aux besoins futurs. Un secteur Ah a également été créé autour de l'église de Gigors et de son cimetière afin de permettre d'éventuels aménagements ou annexes qui pourraient s'avérer nécessaires à la gestion et l'entretien de ces deux équipements.

Les secteurs Ah1 n'autorisent que la construction d'annexes (alors que les secteurs Ah autorisent également l'extension modérée des habitations et des constructions artisanales) car les secteurs Ah1 concernent des bâtiments dont la surface de plancher est déjà importante et leur extension n'est soit pas nécessaire soit pas souhaitable au regard de la nécessité de préserver les sols agricoles et forestiers.

Les secteurs Ah et Ah1 créés sur le territoire de Gigors et Lozeron sont compatibles avec le deuxième alinéa du 14°) de l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme car :

- ils ont été délimités de telle façon que les éventuelles constructions qui pourraient y être autorisées (extensions modérées et annexes et seulement annexe pour Ah1) ne porteront pas atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages ; En effet, les secteurs Ah et Ah1 n'englobent que les constructions et les cours, jardins et sols attenants qui en constituent l'espace accessoire et fonctionnel.
- ils sont de tailles très limitées ;
- leur capacité d'accueil est très faible : car ils ne concernent que des constructions déjà occupées, il n'y a donc pas création de nouveau foyer et en outre, le règlement de ces secteurs ne permet aucune construction nouvelle mais seulement la possibilité d'étendre de 50 m² les constructions à usage d'habitation ou d'artisanat existantes, dans la limite de 200 m² de surface de plancher au total et la possibilité de créer des annexes à proximité immédiate et dans la limite de 20 m² de surface de plancher.

Le **secteur Ae** correspond aux espaces agricoles exploités de façon extensive et aux espaces intermédiaires qui présentent le caractère d'espaces naturels mais sont utilisés comme parcours ou comme estive pour les troupeaux. Le diagnostic territorial a en effet mis en évidence que certains espaces de la commune, qui présentent un caractère naturel, sont cependant utilisés de façon importante par certaines activités agricoles pastorales ou autres. Il s'agit de prendre en compte ces activités spécifiques en leur permettant la réalisation des aménagements et constructions nécessaires mais dans le respect de la préservation des milieux naturels sur lesquels elles s'exercent.

Afin de répondre à ces différents enjeux, le règlement de la zone agricole a été adapté pour chacun des secteurs décrits ci-dessus :

Dans l'ensemble de la zone A à l'exception des secteurs Ap et Ae et sous réserves des dispositions applicables en secteurs de risque, sont autorisées :

- les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, y compris les installations classées, à condition d'être implantées à proximité de bâtiments existants afin de former un ensemble bâti cohérent.
- les installations à caractère technique nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectifs, y compris les installations classées, à condition qu'elles ne gênent pas l'activité et l'exploitation agricole et ne soient pas destinées à l'accueil de personnes. En outre, elles ne devront pas avoir d'impact négatif sur le paysage.
- les habitations et leurs annexes, nécessaires à l'exploitation agricole, dans la limite de 200 m² de surfaces de planchers et à condition d'être implantées à proximité immédiate de bâtiments existants de l'exploitation. Les annexes doivent en outre être implantées à proximité immédiate du bâtiment principal. La limite de 200 m² ne s'applique pas en cas d'aménagement sans extension et sans changement de destination de bâtiments existants

Dans le secteur Ah uniquement, sont en outre autorisées :

- L'aménagement et l'extension de constructions à usage d'habitat et d'artisanat existantes à la date d'approbation du PLU et dans la limite de 50 m² d'extension, dans la limite totale de 200 m² de surfaces de planchers après travaux ;
- Les constructions à usage d'annexes dans la limite de 20 m² et de piscines à conditions qu'elles constituent un complément à une habitation existante et soient implantées à proximité immédiate de celle-ci.

Dans le secteur Ah1, sont seules autorisées :

- Les constructions à usage d'annexes dans la limite de 20 m² et de piscines à conditions qu'elles constituent un complément à une habitation existante et soient implantées à proximité immédiate.

Dans le secteur Ap, sont seulement autorisées :

- les constructions et installations liées aux dispositifs d'irrigation, sous réserve que leur emprise au sol soit inférieur ou égale à 12 m².
- les ouvrages ou constructions ainsi que les installations classées nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif, à condition qu'ils ne gênent pas l'activité et l'exploitation agricole et ne soient pas destinées à l'accueil de personnes. En outre, ils devront être parfaitement intégrés au paysage.
- les ouvrages ou constructions ainsi que les installations classées d'intérêt collectif lié à la gestion des eaux pluviales et de ruissellement, à condition qu'ils ne gênent pas l'activité et l'exploitation agricole et ne soient pas destinées à l'accueil de personnes. En outre, ils devront être parfaitement intégrés au paysage.
- L'entretien et la restauration des éléments bâtis ou naturels repérés au plan de zonage (comme élément de paysage à préserver au titre de l'article L.123-1-5, 7°) sans changement de destination. En outre, leur démolition est soumise à l'obtention préalable d'un permis de démolir en application de l'article R.421-28 e) du Code de l'Urbanisme.

Dans le secteur Ae, sont seulement autorisées :

- les bâtiments agricoles nécessaires à l'exploitation pastorale, dans la limite de 400 m² de surface de plancher. Dans tous les cas ces constructions ne pourront pas être raccordées aux équipements publics de voirie, d'eau potable et d'électricité.

La zone agricole couvre une superficie de 1.418 ha (40,2 % du territoire communal). Ce qui représente une augmentation de 472 ha par rapport à la zone NC du POS.

Tout d'abord, quelques petites parties de zones constructibles ont été déclassées et rendues à la zone agricole ; mais cela reste marginal.

En réalité, cet écart provient essentiellement d'une meilleure prise en compte des espaces utilisés par l'activité agricole et notamment de la prise en compte de l'activité pastorale qui s'exerce sur des secteurs dont certains étaient classés en zone naturelle (ND) par le POS précédent.

6. LA ZONE NATURELLE

Elle recouvre la grande majorité du territoire communal (59,5 %) qui est riche en espaces naturels variés : forêts, landes, espaces rupestres et garrigues. Les zones naturelles du PLU correspondent aux espaces naturels de la commune protégés en raison de leur intérêt écologique :

- secteurs boisés de la Raye, du plateau du Savel, de la Montagne de Lozeron, du Rocher de Supiere, de Charchauve, etc.,
- Espaces rupestres de Saint-Pancrace, du Rocher de l'Aigle, etc.,
- Causse de Combovin...,

Sont également classés en zone naturelle des espaces au caractère naturel certes « banal » mais qui ont perdu leur caractère agricole en raison des contraintes à l'exploitation générées par la présence de constructions et qui offrent un moindre intérêt pour l'agriculture. Il s'agit des secteurs des Michels et de la Grangeasse, situés dans le Val de Sye, et du Fournat situé au sud du village de Gigors.

Ces secteurs étaient classés en zone NC par le POS sauf le secteur des Michels qui était classé en zone NBa.

La zone naturelle comprend trois sous-secteurs particuliers :

- un **secteur Nh**, dans lequel des extensions et changements de destinations des constructions existantes sont autorisées, ainsi que les annexes.
- un **secteur Nh1**, dans lequel seules les annexes aux constructions existantes sont autorisées.
- un **secteur NI** à vocation d'activités de loisirs et d'accueil touristique.

Les **secteurs Nh et Nh1** correspondent à certaines des habitations ou groupes d'habitations réparties sur la zone naturelle de la commune. Dans ces secteurs de taille et de capacité d'accueil limité des constructions de très faibles ampleurs y sont autorisées sous certaines conditions afin de permettre la gestion du bâti existant et éviter ainsi le recours à des constructions nouvelles pour répondre aux besoins futurs.

Les secteurs Nh1 n'autorisent que la construction d'annexes (alors que les secteurs Nh autorisent également l'extension modérée des habitations et des constructions artisanales) car les secteurs Nh1 concernent des bâtiments dont la surface de plancher est déjà importante et leur extension n'est soit pas nécessaire soit pas souhaitable au regard de la nécessité de sauvegarder les milieux naturels et les paysages.

Les secteurs Nh et Nh1 créés sur le territoire de Gisors et Lozeron sont compatibles avec le deuxième alinéa du 14°) de l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme car :

- ils ont été délimités de telle façon que les éventuelles constructions qui pourraient y être autorisées (extensions modérées, changement de destination et annexes et seulement annexe pour Nh1) ne porteront pas atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages ; En effet, les secteurs Nh et Nh1 n'englobent que les constructions et les cours, jardins et sols attenants qui en constituent l'espace accessoire et fonctionnel.
- ils sont de tailles très limitées ;
- leur capacité d'accueil est très faible : car ils ne concernent que des constructions déjà occupées, il n'y a donc pas création de nouveau foyer et en outre, le règlement de ces secteurs ne permet aucune construction nouvelle mais seulement les changements de destination (vers l'habitat et l'artisanat), la possibilité d'étendre de 50 m² les constructions à usage d'habitation ou d'artisanat existantes, dans la limite de 200 m² de surface de plancher au total et la possibilité de créer des annexes à proximité immédiate et dans la limite de 20 m² de surface de plancher.

Le **secteur NI** correspond aux espaces à vocation d'activités touristiques de la zone naturelle : le Golf de Sagnol qui comprend, en plus du parcours de golf, des installations d'hébergement hôtelier, bar et restaurant.

Il était également prévu une zone NI pour un projet de camping nature au quartier des Trois Prés, au nord-ouest du plateau des Chaux. Cependant, ce projet, dont l'implantation est forcément en discontinuité des bourgs et hameaux existants, n'a pas obtenu la dérogation au titre de la loi montagne. La zone NI prévue par le projet de PLU a dû être retirée après enquête publique.

Ce qui est dommageable pour le développement du canton car ce projet de camping aurait compensé une offre trop limitée (voir absente) en matière d'hébergement touristique itinérant sur la vallée de la Gervanne. Actuellement, il existe un seul camping sur la vallée de la Gervanne, "la Volonne", sur la route de Plan de Baix à Beaufort – Mais le camping est en vente. Le camping de Beaufort, sur la route d'Eyguly est fermé.

Dans l'ensemble de la zone naturelle, et conformément au caractère d'espace à protéger de la zone, les possibilités de constructions sont très restreintes. Outre les constructions et installations nécessaires à l'exploitation et à la gestion des réseaux et aux services publics, sont seuls autorisés :

- L'entretien et la restauration des éléments bâtis ou naturels repérés au plan de zonage (comme élément de paysage à préserver au titre de l'article L.123-1-5, 7°) sans changement de destination. En outre, leur démolition est soumise à l'obtention préalable d'un permis de démolir en application de l'article R.421-28 e) du Code de l'Urbanisme.

Dans le secteur Nh, sont autorisées :

- L'extension limitée à 50 m² de surface de plancher des habitations existantes à la date d'approbation du PLU, dans la limite totale de 200 m² de surfaces de planchers après travaux.
- Le changement de destination vers l'habitation, l'artisanat et les services des constructions existantes à la date d'approbation du PLU est admis dans les limites du volume existant.
- Les constructions à usage d'annexes dans la limite de 20 m² et de piscine à condition qu'elles constituent un complément à une habitation existante et soient implantées à proximité immédiate.

Dans le secteur Nh1, sont autorisées :

- Les constructions à usage d'annexes dans la limite de 20 m² et de piscine à condition qu'elles constituent un complément à une habitation existante et soient implantées à proximité immédiate.

Dans le secteur NI, sont autorisées :

- les constructions à usage :
 - d'hébergement hôtelier,
 - d'annexes,
 - de piscines,à condition qu'elles soient implantées à proximité des installations et bâtiments existants.
- les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif
- les clôtures
- les travaux, installations et aménagements suivants :
 - aires de jeux et de sports ouvertes au public,
 - golf
 - affouillements et exhaussements de sol,
 - les terrains de camping de moins de 6 emplacements,
 - les coupes et abattages d'arbres,
 - les défrichements,

La surface de la zone naturelle N du PLU est de 2.099 ha (contre 2.567 ha au POS pour la zone ND) ; Cette différence résulte essentiellement des adaptations de zonage qui ont été faites pour reclasser en zone agricole A des secteurs dont le caractère agricole est évident.

7. BILAN DES SURFACES

Par rapport au Plan d'Occupation des Sols pour lequel la superficie des zones constructibles (U) et des zones réservées aux extensions urbaines (NA, Nap et NBa) représentaient presque 14 ha, le PLU a largement diminué ces surfaces puisque le cumul des zones urbaines (U) et des zones de développement futur (AU et AUa) ne représente plus que 5,41 hectares, soit une baisse de 60 %.

En orientant le développement urbain vers des secteurs plus proches des villages et hameaux et sur des terrains ne présentant pas de valeur agricole particulière, le PLU permet de réduire fortement la consommation d'espace et limite ainsi son impact sur les terres agricoles et sur les espaces naturels.

Pour ce qui concerne les surfaces constructibles, celles-ci sont cohérentes avec les objectifs du Programme Local de l'Habitat (PLH) ainsi qu'avec les objectifs de développement démographique annoncés dans le PADD qui sont d'environ 24 logements sur 12 ans.

La zone Ui du plateau des Chaux, nécessaire à la pérennité et au développement des activités industrielles déjà présentes est le seul prélèvement conséquent opéré par le PLU. Il représente 2,14 ha.

TABLEAU RECAPITULATIF DES SURFACES DES ZONES

PLU 2013			POS	
Zone	Surface totale	Pourcentage suf zone / surf commune	Zone	Surface totale
U	5,01		UA	1,10
			UC	1,30
TOTAL Habitat	5,01	0,14%	TOTAL HABITAT	2,40
Ui	4,64			
TOTAL Activités	4,64	0,13%		
AU	0,1313		NA	2,70
AUa	0,2698		NAP	6,90
			NBa	1,60
TOTAL Réserves	0,40	0,01%	TOTAL Réserves	11,20
A (y compris Ah)	741,18		NC	690,00
Ae	608,68		NCp	256,00
Ap	67,89			
TOTAL AGRICOLE	1 418	40,2%	Total AGRICOLE	946,00
N	2081,95		ND	1758,00
Nh	2,14		NDc	3,40
			NDs	785,00
NI	14,96		NDR	3,00
			NAt (tourisme UTN)	18,00
TOTAL NATURELLE	2 099	59,5%	Total NATURELLE	2567,40
TOTAL COMMUNE	3 527	99,9%	Total commune	3 527

C. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR EDICTER LES REGLES D'UTILISATION DU SOL

Ce chapitre vient en complément des explications déjà fournies dans le descriptif de chacune des zones et secteurs du chapitre précédent.

MOTIF	REGLE INSTITUTE	ARTICLES CONCERNES	CHANGEMENT PAR RAPPORT AU P.O.S.
Protection des sites urbains et limitation des conflits et nuisances entre Habitat / Activités. Et Limitation des risques et nuisances aux personnes	<p>Limitation de la destination des constructions dans les zones à vocation principale d'habitat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - interdiction des constructions nouvelles à usage industriel, agricole, d'entrepôt ; - interdiction du camping, du stationnement de caravanes. - interdiction des installations classées à l'exception de celles nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif. - interdiction des dépôts de toutes natures ; - interdiction des carrières ; <p>- les constructions à usage artisanales ne sont autorisées qu'à condition qu'elles ne risquent pas de nuire à la sécurité, la salubrité, la tranquillité des habitants ou à la bonne ordonnance des quartiers environnants.</p> <p>- éoliennes autorisées que si elles ne provoquent pas de nuisances pour les habitations voisines ;</p>	<p>U1, AUa1</p> <p>U2, AUa2</p>	<p>Mise à part l'organisation différentes des deux articles 1 et 2, le règlement du PLU reprend globalement les mêmes dispositions que celles du POS pour ce qui concerne les occupations et utilisations du sol dans la zone urbaine U.</p> <p>Les constructions à usage artisanal n'étaient pas autorisées par le POS en zone UA mais seulement en zone UC. qui correspond partiellement au secteur de Lozeron.</p> <p>Par rapport au POS, l'artisanat est autorisé sous conditions dans toute la zone U afin de favoriser la mixité des fonctions.</p> <p>Les éoliennes n'étaient pas règlementées par le POS. Elles le sont dans le PLU car le développement de la production d'énergies renouvelables rend plus fréquentes les demandes d'installation de ces équipements.</p>
Prise en compte des risques naturels identifiés et application du principe de précaution.	<p>Dans les secteurs concernés par un ou des risques, les occupations et utilisations des sols doivent respecter les dispositions du titre II du règlement du PLU.</p>	<p>U2 et A2</p>	<p>Le règlement du POS n'était pas très précis quant à la problématique des risques. Cette carence est corrigée par le PLU.</p>

MOTIF	REGLE INSTITUEE	ARTICLES CONCERNES	CHANGEMENT PAR RAPPORT AU P.O.S.
	Les constructions neuves doivent se tenir en recul de 20 mètres des axes d'écoulement (talwegs, ruisseaux, etc.)	U7, AUa7, A7 et N7	
Préserver les caractéristiques des sites urbains, favoriser leur fonctionnalité et promouvoir l'intégration des futures constructions dans leur environnement bâti ou naturel.	<p>- Contraintes d'implantations des constructions par rapport aux voies et aux limites séparatives.</p> <p>Contraintes de hauteur imposées aux constructions qui ont été fixées en fonction du tissu urbain, des bâtiments existants et de l'impact paysager potentiel des constructions futures.</p>	<p>Articles 6 et 7 de chaque zone</p> <p>Article 10 de chaque zone</p>	<p>En zone U le PLU impose un retrait minimum de 1,5 mètres qui permet tout à la fois une implantation proche de la limite du domaine public en permettant un élargissement éventuel des voies publiques. Le POS, quant à lui, imposait en zone UA une implantation à l'alignement de la RD 743 et entre 1 et 5 mètres de la voie pour les autres voies. Il imposait un recul de 5 mètres en zone UC.</p> <p>Afin de permettre la densification des hameaux le PLU impose un recul minimum de 1,5 mètre sur l'ensemble de la zone U.</p> <p>La hauteur en zone U et AUa est limitée à 8 mètres sans pouvoir être inférieur à 5,5 mètres. Pas de changement par rapport au POS.</p> <p>Dans la zone Ui, la hauteur est limitée à 10 mètres au faitage. Le POS ne comportait pas de zone Ui.</p>
Favoriser une densification adaptée et l'utilisation rationnelles des secteurs constructibles.	<p>Les reculs par rapport au domaine public ont été réduits dans la plupart des cas.</p> <p>Les reculs par rapport aux limites séparatives ont été réduits par rapport au règlement du POS.</p> <p>Suppression des surfaces minimum pour construire.</p>	<p>U6 et AUa6</p> <p>U7 et AUa7</p> <p>Article 5 des différentes zones.</p>	<p>Pour ce qui concerne la zone UC du POS, le recul minimum était de 5 mètres. Le PLU a réduit ce recul à 1,5 mètres afin de permettre une densification de la zone urbaine.</p> <p>Dans le POS, lorsque la construction n'était pas implantée en limite séparative, le recul devait être au moins de h/2 avec un minimum de 3 m alors que le PLU n'impose qu'un minimum de 3 mètres si la construction n'est pas en limite.</p> <p>Seule la zone NBa du POS comportait une surface minimum pour construire. Les superficies minimales exigées par le PLU en cas d'absence d'assainissement ne sont pas précisées car dépende de la nature du sol et du choix de la filière d'assainissement.</p>

MOTIF	REGLE INSTITUTE	ARTICLES CONCERNES	CHANGEMENT PAR RAPPORT AU P.O.S.
Favoriser une densification adaptée et l'utilisation rationnelle des secteurs constructibles.	Suppression de la limitation du COS ou de la shon maximum.	Article 14 des différentes zones.	La limitation du COS dans certaines zones du POS (0,4 en UC et 250 m ² habitable en NA, Nap, NBa) constituait une cause de consommations foncières excessives et non justifiées. Elle a donc été supprimée.
La cohérence du développement urbain, ainsi que sa structuration pour une organisation pertinente du bâti et une bonne insertion au tissu existant.	Mise en place d'Orientations d'Aménagement dans les zones d'urbanisation future (AUa) et certaines zones urbaines (zone U de La rivière et zone Ui des Chaux).	U2, Ui2 et AUa2	
La préservation du paysage naturel ou urbain et de l'unité architecturale s'il y a lieu (notamment au niveau des villages) et la limitation des nuisances et troubles de voisinage.	<ul style="list-style-type: none"> - Obligation en matière de création ou de maintien d'espaces verts. - Prescriptions concernant l'aspect extérieur des constructions, des abords et des clôtures. <p>Les affouillements et exhaussements de sol ne sont autorisés que dans la mesure où ils sont strictement nécessaires à des constructions autorisées ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone.</p>	<p>Article 13 de chaque zone</p> <p>Article 11 commun à l'ensemble des zones</p> <p>U2, Ui2, AUa2, A2 et N2</p>	<p>Article 11 et 13 précisés et complétés dans le PLU de manière à favoriser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une meilleure harmonisation des constructions et de leurs abords avec l'environnement bâti ou naturel, - une meilleure biodiversité, même en milieu urbain, par la plantation de végétaux locaux et diversifiés. <p>Les affouillements et exhaussements de sol étaient déjà strictement encadrés par le POS.</p>
Protéger l'environnement et limiter les impacts des futures constructions.	<ul style="list-style-type: none"> - Obligation de raccordement au réseau collectif d'assainissement dans les zones constructibles, orsque le réseau existe. - Prescriptions concernant l'aspect extérieur des constructions. 	<p>Article 4 des zones urbaines et à urbaniser.</p> <p>Article 11 de chaque zone</p>	<p>Idem POS</p> <p>Article 11 plus précis et plus complet que dans le POS.</p>

MOTIF	REGLE INSTITUTE	ARTICLES CONCERNES	CHANGEMENT PAR RAPPORT AU P.O.S.
Favoriser la biodiversité en zone urbaine et aux abords des constructions nouvelles.	- Obligation en matière de création ou de maintien d'espaces verts, avec préconisation d'essences pour favoriser la biodiversité.	Article 13 de chaque zone	Obligations renforcées et précisées par rapport au POS.
La protection et la préservation des secteurs naturels ou agricoles sensibles	Interdiction d'édifier des constructions nouvelles ou de créer des aménagements nouveaux, mise à part quelques exceptions compatibles avec la préservation de ces espaces.	A1 et A2 N1 et N2	Il n'y avait pas de secteur protégé en zone agricole ou en zone naturelle dans le POS.
Permettre l'implantation d'ouvrages liés à la production d'énergies renouvelables	Pour les ouvrages ou constructions ainsi que les installations classées nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif liés à la production d'énergies renouvelables la hauteur maximum est portée à 15 mètres.	A10 et N10	La hauteur était limitée à 10 mètres en zone NC du POS et à 8 mètres en zone ND du POS. Ce qui interdisait l'implantation d'éoliennes alors qu'une étude conduite par la CCVD montre que la commune de Gigors dispose de sites propices à l'exploitation de l'énergie éolienne.

D. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Le projet de PLU et ses OAP, ont fait l'objet d'études de terrain, de recherche de solutions les plus adaptées aux sites et de nombreuses concertation avec la population, avec le PNR et avec le CAUE, etc.

Notamment, il est nécessaire de rappeler que la réflexion sur les extensions urbaines des hameaux de la Rivière et de Lozeron ont fait l'objet d'ateliers participatifs menés conjointement avec le Parc Naturel Régional du Vercors et la commission communale Urbanisme. Le choix de l'emplacement des extensions fait suite à cette démarche.

Village de Gigors

Une extension vers le sud-ouest du village de Gigors est prévue par le PLU sous la forme d'une zone AUa ouverte à l'urbanisation et d'une zone AU fermée.

Cette extension occupe la partie haute d'un pré très pentu et se situe dans la continuité de la trame bâtie, en « pied de village » sur son versant sud.

Des orientations d'aménagement sont prévues sur Gigors afin d'organiser la constructibilité sur cette extension d'une part et sur les espaces disponibles à l'intérieur du hameau d'autre part (zone U).

Le village de Gigors est « accroché » à mi-pente, dans le versant, en situation dominante sur le plateau des Chaux mais dominé par les falaises de la montagne de Savel. Le village, de petite taille, présente un bâti traditionnel groupé. Gigors est un petit bourg médiéval à l'ambiance caractéristique, avec ses maisons mitoyennes accolées le long de la route, formant « rempart ».

Le village est entouré d'espaces ouverts, près en herbe, qui créent une « enveloppe » paysagère et permettent l'identification visuelle sur les versants. Les prés sont soulignés parfois par des haies naturelles. Cependant, ces entités ouvertes et la perception visuelle du village tendent à être brouillées par le développement de la végétation (enfrichement de certaines parcelles, fermeture du paysage).

Enjeux recensés sur le village de Gigors :

- Enjeu de préservation d'une structure bâtie groupée et de petite taille (équilibre visuel des unités) du village de Gigors ;
- Fort enjeu de préservation des espaces agricoles ouverts autour du hameau et sur les versants ;
- Fort enjeu de remise en état et de gestion des secteurs en cours d'enfrichement
- Enjeu de préservation et de confortement des structures arborées existantes (haie, ripisylve, arbre isolé) qui participent à la diversité et à la qualité du paysage
- Enjeu de valorisation du site de Gigors dans son ensemble (église, village, château)

Le site de Gigors présente une unité forte dans un cadre paysager encore protégé. Des Orientations d'Aménagement et de Programmation ont été établies sur Gigors afin de préserver et valoriser au mieux cette situation favorable et de prévoir une urbanisation intégrée et respectueuse du cadre bâti actuel.

Hameaux de Lozeron et des Rollands

Une extension vers l'ouest du hameau de Lozeron est prévue par le PLU sous la forme d'une zone AUa ouverte à l'urbanisation et d'un étirement de la zone U. Cette extension modérée (3.500 m² environ) permettrait théoriquement d'accueillir 3 à 6 logements nouveaux.

L'extension de la zone U des Rollands a pour seul objectifs d'intégrer les constructions existantes et de permettre leur éventuelle extension.

Des orientations d'aménagement sont prévues sur le hameau de Lozeron afin d'organiser la constructibilité sur ces extensions d'une part et sur les espaces disponibles à l'intérieur du hameau d'autre part.

Les deux extensions se situent dans la continuité immédiate de la trame bâtie du hameau, sur son versant sud-est.

Le village de Lozeron est «accroché» à mi-pente, dans le versant, en situation dominante sur le plateau des Chaux et sur la commune de Beaufort. Le village, de petite taille, présente un bâti traditionnel groupé en trois sites rapprochés : Lozeron, Les Rollands et la France. Lozeron est un petit bourg perché caractéristique, avec ses maisons mitoyennes accolées et accrochées aux pentes, le long de la route.

Le village est entouré d'espaces ouverts, en herbe, qui créent une «enveloppe» paysagère et permettent l'identification visuelle sur les versants. Cette lisibilité est perturbée par la présence de trois groupes d'habitations distincts.

Enjeux :

- Enjeu de préservation d'une structure bâtie groupée et de petite taille (équilibre visuel des unités) des trois entités qui forment le hameau de Lozeron ;
- Fort enjeu de préservation des espaces agricoles ouverts autour du hameau et sur les versants ;
- Enjeu de préservation et de confortement des structures arborées existantes (haie, ripisylve, arbre isolé) qui participent à la diversité et à la qualité du paysage ;
- Enjeu de valorisation du site de Lozeron dans son ensemble ;

Le site de Lozeron présente une unité forte dans un cadre paysager encore protégé. C'est pourquoi, des Orientations d'Aménagement et de Programmation ont été établies afin de préserver et valoriser au mieux le cadre bâti du hameau, tout en permettant une urbanisation intégrée et respectueuse.

Hameaux de La Rivière

Une extension vers l'ouest du hameau de La Rivière est prévue par le PLU. Cette extension modérée (1.200 m² environ) qui prolongera le hameau vers l'ouest, permettrait théoriquement d'accueillir 2 à 3 logements nouveaux.

Des orientations d'aménagement sont prescrites sur le hameau de La Rivière afin d'organiser la constructibilité sur cette extension qui occupe la partie basse d'un pré en pente occupé par un poulailler désaffecté. Elle se situe dans la continuité de la trame bâtie, à l'ouest du hameau.

Le hameau de La Rivière est installé au fond de la vallée de la Sye au pied des falaises du Rocher de l'Aigle. Le village, de petite taille, présente un bâti traditionnel groupé avec ses maisons mitoyennes serrées au pied de la falaise afin d'économiser les rares terres cultivables du vallon.

La Sye qui n'est encore qu'un filet d'eau, circule devant le hameau (au sud-est). On ne la devine que grâce à la ripisylve intermittente qui l'accompagne.

Le village est entouré d'espaces agricoles au sud et à l'est mais il est limité par les falaises boisées du rocher de l'Aigle au nord et à l'ouest. A sa proximité immédiate au sud se trouve un ancien bâtiment agricole (poulailler) qui marque fortement le paysage.

Enjeux recensés sur le hameau de la Rivière :

- Préserver la structure bâtie groupée et de petite taille du hameau de La Rivière ;
- Préserver les espaces agricoles ouverts autour du hameau ;
- Fort enjeu de résorption de l'impact paysager du poulailler ;
- Enjeu de préservation et de confortement des structures arborées existantes (haie, ripisylve, arbre isolé) qui participent à la diversité et à la qualité du paysage

Le site de La Rivière présente une unité forte dans un cadre paysager très protégé. Afin de préserver et valoriser cette situation, il convient de prévoir une urbanisation intégrée et respectueuse du cadre bâti actuel. C'est pourquoi, des Orientations d'Aménagement et de Programmation ont été définies sur ce secteur.

Ainsi, pour les trois villages et hameaux, le projet d'urbanisation du secteur, prévu par la commune permet à la fois :

- d'assurer une croissance démographique conforme au PLH par une offre de logements adaptée, modérée et diversifiée ;
- d'inscrire le développement du site dans le prolongement du tissu urbain existant.

Zone d'activités du Plateau des Chaux

Une extension vers le nord de la zone d'activités existantes (entreprises Sanoflore et Farévabio) est prévue par le PLU sous la forme d'une zone Ui.

Cette extension est motivée par les besoins d'agrandissement des entreprises présentes et par un projet d'installation d'une autre entreprise. L'emprise totale de la zone Ui représente environ 4,64 hectares dont 2,5 hectares déjà occupés par les bâtiments et installations de Sanoflore et Farévabio.

Des orientations d'aménagement sont prévues sur cette zone d'activités afin d'organiser la constructibilité des extensions de bâtiments d'une part et des constructions nouvelles d'autre part, dans l'objectif d'assurer la meilleure intégration possible au site.

Le site d'activité est situé sur le plateau agricole des Chaux, en limite est du territoire communal. Le site est entouré d'espaces ouverts et cultivés. L'ensemble des équipements publics nécessaires au développement des activités économiques sont présents, y compris le réseau d'assainissement des eaux usées.

Enjeux :

- Enjeu de préservation des espaces agricoles ouverts autour du site;
- Enjeu de préservation et de confortement des structures arborées existantes (haie, arbres isolés) qui participent à la diversité et à la qualité du paysage ;
- Enjeu d'intégration paysagère des constructions ;

Le plateau des Chaux présente une unité paysagère particulière encore protégée. Afin de la préserver au mieux, il convient de prévoir un développement des activités qui soit intégré et adapté au cadre paysager.

La zone Ui, prévue par la commune sur le secteur permet à la fois :

- d'assurer le développement des activités économiques sur la commune ;
- d'assurer la pérennité des entreprises présentes sur le site ;
- d'inscrire le développement du site dans le respect du paysage environnant.

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation prévues sur le secteur permettent de répondre à ces différents enjeux : assurer le développement des activités en place et d'activité nouvelles tout en préservant l'intégrité paysagère du Plateau des Chaux.

Vocation :

Le secteur est destiné à l'implantation d'activités économiques qui sont un prolongement de la filière agricole ou qui sont destinées à la recherche appliquée ; Les constructions à usages agricole y sont également autorisées.

E. JUSTIFICATION DES DIFFERENTS SECTEURS OU TRAMES

Le règlement graphique prévoit des dispositions qui viennent en superposition du règlement graphique (zonage) et dont les effets spécifiques se cumulent à l'application du règlement.

Il s'agit des éléments suivants :

- **Servitudes au titre de l'Article L.123-2 b) du C.U. « Programme de logements »**

Cette servitude résulte des outils instaurés par la Loi portant Engagement National pour le Logement de juillet 2006 et permet de mettre en œuvre la diversification de l'offre de logements affichée dans les objectifs du P.A.D.D. et du P.L.H.

Le PLU de Gignors-et-Lozeron instaure deux servitudes pour programmes de logements, l'une à la Rivière et l'autre à Gignors :

Servitude S1 à Gignors : impose la réalisation de 3 à 5 logements sur la zone AUa;

Servitude S2 à La Rivière : impose 2 à 3 logements sur une partie de la zone U.

- **Emplacements réservés au titre de l'article L 123-1 8° du Code de l'urbanisme :**

Ces emplacements réservés pour la commune ont pour objectifs de créer ou d'améliorer des équipements collectifs et la voirie communale :

- **ER 1:** Stationnement et PAV OM
- **ER2 :** Création de stationnements
- **ER3 :** Création d'une station d'épuration
- **ER4 :** Création d'un parking

- **Zone sensible au ruissellement pluvial (R.123-11 b) du C.U.) :**

Sur le secteur de La Rivière le diagnostic communal et les informations recueillies auprès des élus et habitants font apparaître que certains terrains sont sujets à des accumulations d'eau de ruissellement. Ces terrains sont repérés sur le plan de zonage et aucune construction ne peut y être réalisée.

- **Secteur présentant des risques naturels (R.123-11 b) du C.U.) :**

Le POS précédent contenait sur le plan de zonage un secteur NDr décrit comme secteur de risques naturels. Sans plus d'information au sujet de ce secteur, il a été reconduit sur les documents graphiques du présent PLU sous forme d'une trame mentionnant la présence de risques naturels. Situé en zone A, en contrebas de Lozeron, ce secteur ne présente pas d'enjeux particuliers. Par précaution les constructions y sont interdites.

- **Secteur aux caractéristiques paysagères particulières protégé au titre du 7°) de l'article L123-1-5 du Code de l'Urbanisme :**

Des éléments de paysage, des sites particuliers ainsi que des éléments naturels participants à la biodiversité du territoire communal ont été identifiés lors du diagnostic pour leur intérêt culturel, historique ou écologique. Afin de favoriser leur protection et leur mise en valeur, le PLU les protège en les repérant soit par une trame, soit par un élément ponctuel.

Cette mesure de protection a pour effet de soumettre à déclaration préalable toute intervention sur les éléments repérés et à permis de démolir leur démolition.

Les principaux secteurs protégés au titre de cet article sont :

- Les abords des trois villages et hameaux principaux : Gigors, La Rivière et Lozeron ;
- Le plateau des Chaux ;

Les principaux éléments ponctuels protégés au titre de cet article sont :

- Des cabanons agricoles en pierres répartis sur le territoire ;
- Les zones humides identifiées ;
- De nombreux arbres ou stations écologiques identifiés lors du diagnostic environnemental ;

- **Protection de la ressource en eau (article R.123-11 b) du Code de l'Urbanisme)**

Il s'agit des périmètres de protections de captages d'eau potable qui affectent le territoire communal.

- **Secteur dans lequel la délivrance des permis de construire est subordonnée à la démolition du poulailler existant sur le secteur (10°) de l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme)**

Sur le hameau de La Rivière, dans un objectif d'amélioration du cadre paysager, l'extension sud de la zone U qui est dévolue à l'accueil de nouvelles constructions de logements ne pourra s'urbaniser qu'après démolition de l'ancien bâtiment d'élevage existant sur le site.

- **Zones visées à l'article L.2224-10 du CGCT concernant l'assainissement et les eaux pluviales :**

Dans le cadre du diagnostic préalable et au cours des études du PLU, la commune a diligenté les études nécessaires à la mise à jour du plan directeur d'assainissement sur la commune. Ces études ont permis de conclure que pour les 12 à 15 années à venir (durée du PLU) :

- Gigors sera desservi en assainissement collectif (réseau et lagunage à construire) ;
- Lozeron sera desservi en assainissement collectif (réseau existant) ;
- La Rivière sera en assainissement autonome.




Des éléments du schéma directeur d'assainissement sont présentés en annexe du PLU.




- **des bâtiments agricoles repérés au titre de l'article L.123-3-1 du code de l'urbanisme :**

Certaines constructions situées au cœur de la zone agricole présentent un intérêt architectural ou patrimonial qui justifie qu'elles puissent faire l'objet d'un changement de destination ne compromettant pas l'exploitation agricole. (en application de l'article L. 123-3-1 du code de l'urbanisme introduit par la loi UH du 2 juillet 2003).

Sur la commune, Il a été repéré quatre bâtiments agricoles pouvant changer de destination. Trois à Paruel et un aux Peupliers.

Les tableaux pages suivantes présentent ces constructions et les éléments justifiant leur repérage au titre de l'article L. 123-3-1 du code de l'urbanisme.

Quartier	Description et points favorables	Photos	Contraintes ou remarques	A repérer au titre du L.123-3-1 ?
Paruel	<p>Grange, remise et étable constituant trois corps de bâtiments appartenant à un ensemble plus vaste.</p> <p>Bâtiments desservi par le VC N° 20, à 230 mètres environ de la RD 731 ;</p> <p>Desservis par les réseaux d'eau potable, d'électricité et de téléphone ;</p> <p>Situé à proximité immédiate d'une habitation existante (quelques mètres).</p> <p>Situation cadastrale sans impact sur le parcellaire agricole ;</p> <p>Pas de siège ou de bâtiment agricole à proximité.</p>	  	Pas de réseau d'assainissement.	Oui trois bâtiments

Quartier	Description et points favorables	Photos	Contraintes ou remarques	A repérer au titre du L.123-3-1 ?
Les Peupliers	<p>Un corps de bâtiment, constitué d'une étable et grange. Bâti en pierres et en bois. Structure et toiture saines.</p> <p>Bâtiments desservi par la VC N° 8, à 250 mètres environ de la RD 743 ;</p> <p>Desservis par les réseaux d'eau potable, d'électricité et de téléphone ;</p> <p>Situé à proximité immédiate d'une habitation existante (quelques mètres).</p> <p>Situation cadastrale sans impact sur le parcellaire agricole ;</p> <p>Pas de siège ou de bâtiment agricole à proximité.</p>	 <p>situation cadastrale</p>  <p>entrée depuis l'ouest</p>  <p>Vue depuis l'est</p>	Présence du réseau d'assainissement.	Oui le corps de bâtiment entouré en rouge

F. INDICATEURS DE SUIVI DE LA PRODUCTION DE LOGEMENTS

Selon les dispositions de l'article **L. 123-12-1** (qui entrera en vigueur à une date déterminée par décret en Conseil d'Etat et au plus tard le 1er janvier 2013), dans les trois ans suivants l'approbation d'un PLU ou sa révision, un débat est organisé au sein du conseil municipal sur les résultats de l'application de ce PLU au regard de la satisfaction des besoins en logements et, le cas échéant, de l'échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants.

A l'issue de ce débat, le conseil municipal délibère sur l'opportunité d'une application des dispositions prévues au sixième alinéa de l'article « L. 123-11 », d'une mise en révision ou d'une mise en révision simplifiée de ce plan dans les conditions prévues à l'article L. 123-13. Ce débat est organisé tous les trois ans dès lors que le plan n'a pas été mis en révision.

En vertu du 5°) de l'article R.123-2 du code de l'urbanisme, le rapport de présentation précise les indicateurs qui devront être élaborés pour l'évaluation des résultats de l'application du plan prévue à l'article [L. 123-12-1](#) du code de l'urbanisme.

La commune de Gigors et Lozeron s'est fixé les objectifs suivants :

- la réalisation de 1,5 à 2 logements nouveaux par an (logements neufs, réhabilitations ou changement de destination)
- atteindre 225 à 230 habitants en 2027 soit un taux de croissance moyen annuel compris entre 1,3 % et 1,40 %.

Les indicateurs les plus simples pour suivre l'évolution de ces objectifs sera donc :

- **Le nombre de logements réalisés sur les trois années à évaluer, tout type confondu (*logements neufs, réhabilitations ou changement de destination*) ;**
- **Le taux de croissance annuel moyen constaté sur ces trois années.**

3^{ème} Partie

EVALUATION DES INCIDENCES DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

- A - Evaluation des Impacts.**
- B - Mesures mises en œuvre.**

Pour analyser les incidences des orientations du P.L.U. et les mesures mises en œuvre, les différentes composantes de l'environnement peuvent être examinées séparément :

1. BIODIVERSITE ET MILIEUX NATURELS

Les impacts du PLU sur la biodiversité et les milieux naturels peuvent être appréciés à plusieurs niveaux :

1. Impacts résultant de l'extension ou du maintien de zones urbaines ou à urbaniser :

Globalement le bilan de l'évolution des surfaces du POS au PLU est le suivant : 5,45 ha de zones U, AU et AUa dans le PLU pour 14 ha de zones U, NAp et NBa dans le POS.

Soit une réduction de l'enveloppe des zones urbaines et à urbaniser de 8,55 ha ou de 60 %.

Le PLU produit donc un impact positif par la réduction significative de l'enveloppe des zones pouvant recevoir des constructions nouvelles.

En outre, en orientant le développement urbain vers des secteurs plus proches des villages et hameaux et sur des terrains ne présentant pas de valeur agricole particulière ni d'enjeux environnementaux, le PLU permet de réduire fortement l'impact du développement urbain sur les milieux naturels et sur la biodiversité :

- la zone NBa des Michels a été supprimée, partiellement remplacée par une zone Nh pour tenir compte des constructions existantes dans le hameau et permettre leur extension limitée ;
- la zone NAp des Chaux a été reclassée en zone naturelle pour la grande majorité et en zone agricole pour une petite partie.

Parallèlement le PLU crée ou étend une zone à vocation d'activités : La zone Ui du plateau des Chaux, nécessaire à la pérennité et au développement des activités industrielles déjà présentes est le seul prélèvement conséquent opéré par le PLU sur les espaces naturels et agricoles. Ce prélèvement représente 2,14 ha .

Au regard de la réduction de 8,55 ha sur les zones d'habitat, le gain reste globalement positif avec 6,41 ha de réduction des zones constructibles.

Les nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation par rapport au POS sont limitées et localisées en continuité des hameaux et groupes d'habitations existants :

- Au sud du hameau de Gigors – (légère extension zone U, AU et AUa) ;
- Au sud-est du hameau de Lozeron – (Extension de la zone U et AUa) ;
- Au hameau de la Rivière – (Extension de la zone U) ;

Dans tous les cas, il s'agit de terrains situés à proximité immédiate de zones bâties et habitées et qui ne présentent pas une sensibilité écologique importantes du fait de cette proximité.

Pour les terrains concernés par la zone Ui des Chaux : Il s'agit en majorité de terrains agricoles cultivés ou exploités par les entreprises qui ont des projets de construction ou d'extension dans la zone Ui qui a été créée à cet effet.

Ces espaces agricoles ou naturels restent malgré tout banals du point de vue de la biodiversité et de la qualité environnementale ; en outre, ils sont situés en continuité immédiate des bâtiments industriels de Sanoflore et Farévabio.

L'impact lié à la création de la zone Ui sera réel si la zone Ui est investie par des constructions mais restera malgré tout modeste.

Au titre de mesure compensatoire, le PLU propose, parallèlement à la création de cette zone d'activités, la réduction de 8,5 ha des zones constructibles, ce qui vient contrebalancer l'impact de la zone Ui.

Du point de vue de l'extension des zones constructibles, l'impact du PLU est plutôt positif avec une réduction globale (toutes zones constructibles confondues) de 6,41 ha.

2. Impacts résultants des occupations du sol admises en zone naturelles ou agricoles :

Le règlement prévoit l'adaptation du niveau de protection aux enjeux mis en évidence sur les différents secteurs, afin de limiter ces impacts :

En zone naturelle, aucune construction n'est autorisée à l'exception des ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.

Les extensions (limitées) des habitations existantes ainsi que le changement de destination dans le volume existant ne sont autorisés que dans les **secteurs Nh**, soit une très faible partie de la zone naturelle.

Les annexes aux constructions existantes (sous certaines conditions) ne sont autorisées que dans les **secteurs Nh et Nh1**, soit une très faible partie de la zone naturelle.

Ce nouveau règlement proposé par le PLU est une évolution positive vers une plus grande protection de la zone naturelle car le POS autorisait les constructions à usage de stationnement ainsi que l'extension des habitations existantes dans l'ensemble de la zone naturelle, à l'exception du secteur NDs.

En zone agricole, le règlement prévoit des niveaux de protection adaptés aux enjeux avec différents secteurs particuliers :

Dans le **secteur Ap** (plateau des Chaux) toute construction est interdite à l'exception :

- des constructions et installations liées aux dispositifs d'irrigation, sous réserve que leur emprise au sol soit inférieur ou égale à 12 m².
- des ouvrages ou constructions ainsi que les installations classées nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif, à condition qu'ils ne gênent pas l'activité et l'exploitation agricole et ne soient pas destinées à l'accueil de personnes. En outre, ils devront être parfaitement intégrés au paysage.

Dans le **secteur Ae** (zone agricole pastorale) toute construction est interdite à l'exception :

- des bâtiments agricoles nécessaires à l'exploitation pastorale, dans la limite de 400 m² de surface de plancher.

Ces deux secteurs de la zone agricoles sont donc fortement protégés.

Dans le reste de la zone agricole toute construction est interdite à l'exception :

- Des constructions et installations nécessaires à une exploitation agricole, à condition d'être implantées à proximité immédiate de bâtiments existants.
- Des habitations et leurs annexes nécessaires à l'exploitation agricole dans la limite de 200 m² de surface de planchers et à condition d'être implantées à proximité immédiate de bâtiments de l'exploitation.

Seuls les secteurs Ah et Ah1 permettent de gérer le bâti existants en zone agricole. Dans ces secteurs de taille et de capacité d'accueil très limitées, sont autorisés :

Dans le secteur Ah :

- L'aménagement et l'extension de constructions à usage d'habitat et d'artisanat existantes à la date d'approbation du PLU et dans la limite de 50 m² d'extension, dans la limite totale de 200 m² de surfaces de planchers après travaux ;
- Les constructions à usage d'annexes dans la limite de 20 m² et de piscines à conditions qu'elles constituent un complément à une habitation existante et soient implantées à proximité immédiate de celle-ci.

Dans le secteur Ah1 :

- Les constructions à usage d'annexes dans la limite de 20 m² et de piscines à conditions qu'elles constituent un complément à une habitation existante et soient implantées à proximité immédiate.

Le règlement des zones agricoles et naturelles, très restrictif, prévoit une protection adaptée aux enjeux environnementaux et agricoles des secteurs naturels et agricoles de la commune.

1. Impacts sur le réseau Natura 2000 et les sites à enjeux écologique

✓ Réseau Natura 2000 :

Aucune zone du réseau Natura 2000 ne concerne le territoire communal. La zone natura 2000 la plus proche est le Site d'importance communautaire (SIC) du Vellan à Plan de Baix. Cette zone Natura 2000 est située à 2,7 km du hameau de Lozeron et à 5,2 km du village de Gigors.

Les impacts du PLU sur le réseau Natura 2000 sont donc inexistants.

✓ Les ZNIEFF de Type 1

Les secteurs de la commune qui sont concernés par les trois ZNIEFF de type 1 "Rocher de l'Aigle, Vallée de l'Esperi et Plateau du Savel" (n° 260500001), "Plateau des Chaux" (n° 260500004) et "Vallon de la Blache" (n°260500008) sont classés en zone N ou en zone A.

Par ailleurs les zones urbaines ou à urbaniser les plus proches de ces sites en reste relativement éloignées et n'ont aucun lien fonctionnel avec ces sites susceptibles d'entraîner des effets directs ou indirects notables :

La protection de ces secteurs à enjeu est donc globalement bien assurée par le PLU.

Une exception cependant : une partie de la Znieff du Plateau des Chaux est concernée par la zone Ui de Sanoflore/Farévabio.

La zone Ui représente une surface de 4,64 ha , sur les 446 ha que représente la Znieff, et se trouve en bordure Est du périmètre de la Znieff.

Sans être négligeable, l'impact de cette zone Ui reste cependant modéré au regard des enjeux environnementaux de cette Znieff et au regard du bénéfice apporté au développement communal.

Les impacts directs du PLU sur les sites Natura 2000 et les ZNIEFF de type 1 sont donc très modérés pour les Znieff et inexistant pour le réseau Natura 2000.

✓ Les ZNIEFF de type 2

Le territoire de la commune de Gigors et Lozeron est entièrement recouvert par une Znieff de Type II : "Chainons occidentaux du Vercors".

Les zones constructibles du PLU (U, AU, AUa et Ui) sont donc forcément situés à l'intérieur du périmètre de cette ZNIEFF. Cependant, à l'exception de la zone Ui déjà évoquée ci-dessus, il s'agit soit de secteurs déjà urbanisés et classés en zone constructible de longue date, soit de secteur situés en continuité de zones bâties existantes et qui ne présentent pas d'enjeux écologiques importants de ce fait.

Les extensions prévues sont limitées et se justifient par les besoins de la commune en matière de développement de l'offre de logements.

Les impacts des zones constructibles du PLU sur la Znieff de type II sont donc négligeables.

- ✓ **A l'inverse le PLU comprend des mesures en faveur de la protection des milieux naturels et de la biodiversité :**

→ **Le PADD :**

Orientation Générale de la Politique de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques : « le diagnostic a permis d'identifier, recenser et protéger les espaces naturels et agricoles participant au maillage des continuités écologiques et remarquables du point de vue de la biodiversité. Ces espaces ont vocation à être protégé »

Les grands objectifs du PADD en matière d'espaces naturels et agricoles :

- ✓ Conserver et affirmer le caractère agricole des espaces cultivés et des espaces pâturés
- ✓ Permettre l'activité agricole dans les espaces intermédiaires (milieu naturel pâturé ou espace agricole extensif)
- ✓ Préserver les espaces naturels remarquables et les continuités écologiques

Ce dernier objectif se traduit dans le PLU par :

- des orientations d'aménagement où une large part est donnée aux trames vertes ;
- un règlement du PLU qui impose une importante diversité biologique par l'intermédiaire de son article 13 notamment ;
- la protection des zones agricoles et des espaces boisés ;
- la protection des grands espaces naturels ;
- la protection des zones humides ;

→ **Le zonage** classe en zone naturelle ou zone agricole protégée tous les espaces présentant un enjeu écologique, paysager et/ou agricole.

→ **Le règlement** du PLU incite au développement de la biodiversité dans les zones constructibles par l'intermédiaire de l'article 13 :

"Les plantations en limites de propriété seront constituées d'arbres et arbustes d'essences locales et variées avec des espèces caduques et persistantes afin de constituer des haies champêtres variées. Les essences du type thuyas, laurier cerise, sapin bleu, épicéa et autres arbres de haies importés sont proscrites.

Les jardins seront plantés d'espèces endémiques pour tous les arbres et arbustes. Le caractère local est à privilégier.

Les haies devront être composées à partir de végétaux locaux et mélangés adaptés à la région. Le mur végétal uniforme de type thuyas, laurier cerise, sapin bleu, épicéa et autres arbres de haies importés est interdit.

Afin d'assurer la biodiversité de l'espace urbain, afin de conserver la qualité esthétique des quartiers dans un souci de bonne et meilleure intégration et afin d'améliorer la qualité paysagère du site, et donc le cadre de vie des habitants du quartier, les haies et plantations seront composées d'un mélange varié de végétaux courant dans la vallée du Rhône".:

2. POLLUTION ET QUALITE DES MILIEUX

▪ Air :

La qualité de l'air pourrait être dégradée du fait de l'augmentation des trafics automobiles engendrés par l'augmentation de population. Cependant le développement démographique prévu par le PLU reste très modeste et ne contribuera pas à une augmentation significative du trafic automobile. En outre, la présence humaine est indispensable à la survie de la commune de Gigors-et-Lozeron, à l'entretien du territoire et à la protection de ses richesses. Sans une augmentation démographique minimum, la population de Gigors ne pourra pas se renouveler et ne pourra que décliner. Ce qui aurait des conséquences dommageables pour la gestion et l'entretien de ce territoire.

D'autre part, le développement démographique attendu et permis par le PLU reste adapté au besoin de la commune et proportionné aux capacités du territoire. Il est en outre réduit par rapport aux possibilités de constructions qu'offrait le Plan d'Occupation des Sols.

▪ Eau :

Les impacts du PLU sur la qualité de l'eau devraient être minimes puisque la presque totalité des zones constructibles seront desservies par le réseau collectif d'assainissement. Seul le hameau de la Rivière restera à l'écart du réseau, à moyen terme.

Les périmètres de protection de captage sont classés en zone protégée (N, Ae ou Ap) à l'exception du captage de Lozeron qui est en zone agricole "classique".

▪ Déchets :

La croissance démographique prévue par le PADD générera automatiquement une augmentation du volume des déchets ; Mais cette augmentation de volume sera proportionnelle à l'augmentation de population : elle sera donc faible. En outre la filière de la récupération, du traitement et de l'élimination des déchets est bien organisée :

La collecte et l'élimination des ordures ménagères sont gérées par Communauté de communes du Val de Drôme (CCVD). La collecte des ordures ménagères se fait en bacs roulants regroupés. Elle est assurée par la CCVD une fois par semaine.

Le tri sélectif est organisé sur des points d'apports volontaires pour les verres, cartons, plastiques/boîtes métalliques. Chaque hameau dispose de bacs roulants pour les ordures ménagères et d'un point d'apport volontaire pour le tri sélectif. Il y a également un bac OM au quartier des Vignes (les Chaux de Gigors).

Les habitants de GIGORS-ET-LOZERON ont accès à l'ensemble des 5 déchetteries de la CCVD. La plus proche est située sur la commune de Beaufort-sur-Gervanne.

3. RESSOURCES NATURELLES

▪ L'espace :

L'espace est une ressource finie et, comme le prévoit l'article L 121-1 du code de l'urbanisme, doit être utilisé de manière économe et équilibrée.

Le PLU de Gigors-et-Lozeron respecte ce principe puisque le bilan des surfaces rendues constructibles par le PLU est positif avec une réduction de 4,75 hectares des zones constructibles.

Par ailleurs plusieurs dispositions du PLU visent à limiter la consommation de l'espace :

→ Le PADD tout d'abord qui définit les orientations suivantes :

Orientation Générale de la Politique D'urbanisme :

- Conserver et affirmer la structure actuelle de l'urbanisation en hameaux
- Assurer un développement urbain maîtrisé et équilibré

Aménager et développer tout en affirmant la forme urbaine des hameaux et leurs caractéristiques architecturales

Le territoire de Gigors relève de la loi Montagne. La commune ne peut donc, sauf exception particulière, prévoir un développement urbain en discontinuité des bourgs et hameaux existants. En outre, la commune est consciente de la valeur des richesses paysagères dont elle dispose. La structure urbaine en hameaux ramassés participe de cette richesse paysagère, par la forme architecturale du bâti que présentent les hameaux et par la préservation des espaces naturels que cela induit.

L'objectif de la municipalité, à travers la mise en œuvre du PLU, est de pérenniser la forme urbaine particulière en hameau qui présente deux caractéristiques essentielles : densité importante du bâti et forme architecturale imbriquée et intégrée à l'espace environnant.

Cet objectif a été bien appliqué et le résultat a permis d'économiser 4,75 ha de surface agricole et/ou naturelle.

Objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain :

- Limiter le mitage et promouvoir des formes urbaines peu consommatrice d'espace et adaptées à la forme actuelle des hameaux pour tendre vers une densité moyenne d'environ 15 à 20 logements à l'hectare.
- Limiter le développement urbain aux terrains situés à proximité immédiate de certains hameaux ;
- Ne pas limiter le Coefficient d'Occupation des Sols (COS) ;
- Ne pas imposer de prospectus trop importants ;
- Inscrire des servitudes pour programme de logements sur les secteurs porteurs des enjeux de développement de la commune afin de réduire la taille des parcelles constructibles.
- Créer un secteur agricole inconstructible sur les zones agricoles les plus sensibles afin de limiter le mitage de l'espace agricole

→ Les orientations d'aménagement des zones à urbaniser qui visent à une meilleure utilisation des terrains.

Les zones d'urbanisation future et certaines zones urbaines font l'objet d'Orientations d'Aménagement et de programmation précises qui tendent à l'organisation du développement urbain et à l'utilisation rationnelle des espaces ouverts à l'urbanisation.

→ Le règlement qui assouplit les règles d'implantation et d'emprise au sol dans les zones de manière à favoriser une certaine densification des zones urbaines existantes et futures ;

→ Le règlement encore qui dans deux secteurs de la commune impose des servitudes pour programme de logements afin d'assurer une utilisation économe des parcelles rendues constructibles ;

▪ **L'eau :**

Le PLU en permettant d'accueillir une population nouvelle génère bien entendu des besoins supplémentaires en eau. La ressource n'est pas en danger dans le secteur.

La commune est alimentée par trois captages, les sources de la Doure (Montagne de Savel), le captage de Raffins (Lozeron) et le Lavoir (Gigors).

La ressource en eau est très largement suffisante et permet de faire face à une augmentation de population importante.

4. RISQUES

Le PLU intègre les risques à travers ses différents documents :

→ le règlement qui répertorie l'ensemble des secteurs soumis à des risques identifiés et les soumet à un règlement adapté ;

→ le zonage du PLU, qui mentionne les différentes zones de risques par des trames particulières ;

Les risques naturels connus sont donc pris en compte et intégrés dans le PLU.

5. CADRE DE VIE

La mise en œuvre du PLU aura forcément des impacts sur le cadre de vie dans la commune par la réalisation de nouvelles constructions. Cependant le POS actuel permet également la réalisation de constructions nouvelles.

Le règlement du PLU prévoit des mesures pour favoriser l'intégration des constructions nouvelles à leur environnement bâti ou naturel.

L'article 11 du PLU qui fixe des prescriptions dans un souci d'intégration des nouvelles constructions, en matière d'aspect extérieur des bâtiments, mais également des clôtures pour lesquelles les éléments végétaux sont privilégiés est beaucoup plus précis et rigoureux que l'article 11 du POS/

L'article 13 préconise une végétalisation adaptée au contexte local et plus variée que la haie mono-spécifique. Il s'agit ainsi d'augmenter leur intérêt paysager mais également la biodiversité locale.

Les règles d'implantation des constructions ont également pour but de conserver l'homogénéité du tissu urbain existant.

Enfin les éléments forts du paysage sont protégés et notamment les zones de bocages et les cabanons agricoles.